

2025-013

Commission « *Avis transverse* »
présidée par M. Michel CHASSANG

Rapporteurs de la résolution :
M. Patrick LEVY-WAITZ et
Mme Elodie MARTINIE-COUSTY

Mandature 2021-2026
Séance du 25 mars 2026

Annexe générale

« POUR UN MODÈLE DE SOCIÉTÉ SOUTENABLE,
DURABLE ET INCLUSIVE À L'HORIZON 2050 »

ANNEXE GÉNÉRALE

SAISINE « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Introduction	4
Note de cadrage des travaux	6
PARTIE 1	
PARTICIPATION DES TERRITOIRES ET DES CITOYENS - SYNTHÈSES	9
A - Introduction	10
B - Synthèse courte du panel citoyen des 5 et 6 février 2026	13
C - Synthèse de la journée CESER-Codev du 15 janvier 2026	19
D - Synthèse des contributions des CESER et des Codev	25
PARTIE 2	
TRAVAUX PRÉPARATOIRES DU CESE - CONTRIBUTIONS	41
A - Bilan des auditions de 19 expertes et experts 9 avril - 10 juin 2025	43
B - Récapitulatif des sujets identifiés par les formations de travail	59
C - Liste des thèmes abordés dans la première phase des travaux	71
D - Cahier de prospective - Institut des Futurs souhaitables	85
E - Étude « <i>Finances publiques : état des lieux et analyse de controverses</i> »	147
PARTIE 3	
PARTICIPATION DES TERRITOIRES ET DES CITOYENS - INTÉGRALITÉ DES DOCUMENTS	159
A - Compilation des contributions des ateliers territoriaux	161
B - Compte-rendu de la journée CESER-Codev du 15 janvier 2026	163
C - Le panel citoyen des 5 et 6 février	195
1. Synthèse longue du panel citoyen	196
2. Compte-rendu exhaustif du panel citoyen.....	215
D - Résultats du sondage aux questions posées par la commission dans le cadre du baromètre État de la France 2025 réalisé par IPSOS	217
1. Rapport IPSOS avec méthodologie et réponses aux questions	218
2. Note IPSOS d’analyse des résultats des questions de la commission avis transverse posées dans le cadre du baromètre Etat de la France	220

Introduction

Le CESE a fait le choix d'une démarche transversale afin d'élaborer une résolution qui dresse le chemin à suivre vers un modèle de société soutenable, durable et inclusive à horizon 2050, en poursuivant cinq objectifs centraux :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive,
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun,
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité,
- Préserver notre régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile,
- à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international.

Cette approche transversale a été innovante sur de nombreux aspects : tout d'abord pour la première fois les membres du Bureau se sont réunis en commission pour conduire leurs travaux. Ils les ont structurés autour de trois phases pour problématiser les tensions et les contradictions auxquelles la société française est confrontée et identifier des leviers puissants de transformation :

1. Une première phase, de mars à juillet 2025, a permis de poser de premiers constats grâce à l'audition d'expertes et d'experts ainsi qu'à la remontée des différentes formations de travail du CESE. Ces constats ont été présentés lors d'une première assemblée plénière qui s'est tenue le 24 juin 2025.

2. Une deuxième phase, de septembre 2025 à janvier 2026, a été consacrée à un exercice de prospective mené sous la forme d'ateliers interactifs pour construire trois scénarios à horizon 2050. Ces outils de réflexion ont été partagés en assemblée plénière le 14 janvier 2026.

3. Enfin, une troisième phase, de janvier à mars 2026, était dédiée à la rédaction d'une résolution, éclairée par des dispositifs participatifs (des représentants des territoires - CESER et CODEV - et un panel de 35 citoyennes et citoyens), phase clôturée par une dernière assemblée plénière qui s'est tenue le 25 mars 2026 pour voter la résolution.

La commission a tout d'abord travaillé sur des éléments de constats partagés, sur la base des auditions et enjeux de long terme relevés par les commissions et délégations du CESE. Le bilan de ces auditions et des sujets critiques ou manquants fournis par les formations de travail sont consultables dans ce rapport.

Puis, l'Institut des futurs souhaitables (IFS) a accompagné les conseillères et conseillers de la commission dans un exercice de prospective qui a permis de les acculturer à cette méthodologie spécifique pour se projeter sur les futurs possibles à horizon 2050. Cette méthode est détaillée dans un cahier de prospective qui intègre les différentes étapes qui ont permis de construire trois scénarios. Ces derniers ont été utilisés comme un outil de réflexion et d'éclairage des futurs possibles par la commission. Tous ces matériaux sont disponibles dans le rapport sous la forme d'un cahier de prospective réalisé par l'IFS.

De même, pour fournir un ancrage territorial à ces travaux prospectifs, le CESE a interrogé les Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et les Conseils de développement (Codev) de toute la France afin de répondre à la question « Dans quelle société souhaitez-vous vivre en 2050 ? » grâce à leurs travaux existants ou bien en organisant des ateliers citoyens sur leurs territoires.

En décembre 2025, 24 CESER et CODEV ont transmis leurs contributions, consultables en totalité ou en synthèse dans ce rapport. Parmi eux, 16 CESER et CODEV volontaires ont participé à une journée de partage de leurs travaux le 15 janvier, réunissant leurs représentants et les membres de la commission. La synthèse de cette rencontre figure également dans ce rapport.

Pour s'enrichir de l'expertise des citoyennes et citoyens :

- 1 000 citoyennes et citoyens français ont été interrogés par l'institut de sondage IPSOS sur leur perception du modèle de société à horizon 2050 à partir de trois questions formulées par la commission.
- Un panel citoyen, composé de 35 personnes venant de toute la France et ayant pour moitié d'entre eux entre 18 et 35 ans, a été réuni par le CESE, en lien avec le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan. Ces deux journées ont permis de faire réagir ce collectif citoyen sur les scénarios prospectifs et d'identifier les défis à relever selon eux. La synthèse de ces deux jours d'échanges est également disponible dans le rapport.

Enfin, sur la question de la dette notamment, la commission a pu s'appuyer sur une analyse de controverses sur les finances publiques réalisée par la commission Economie et finances du CESE explicitant les arguments favorables et défavorables sur six questions controversées.

Au final, ce travail en trois phases s'est réalisé sur une année complète afin d'élaborer une résolution prenant la forme d'une Adresse aux pouvoirs publics sur les défis à relever dès-à-présent pour préparer une évolution souhaitable de notre modèle de société à horizon 2050. Le caractère innovant et prospectif de cette production permettra d'éclairer les travaux de la prochaine mandature du CESE et de tirer des enseignements utiles pour inscrire nos futurs travaux dans le temps long.

Note de cadrage des travaux

SAISINE

« Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

(Décision du Bureau du 1^{er} avril 2025 - NS250810)

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales (avec une attention particulière pour les territoires ultramarins) et de ruptures technologiques, la société civile aspire à construire un modèle de société soutenable, durable et inclusive en permettant à chaque citoyenne et citoyen de trouver sa juste place dans la société, et de participer plus activement au débat public.

Dans une France forte de ses libertés, de ses droits fondamentaux et de ses valeurs républicaines, la volonté du CESE sera de se questionner sur les conditions nécessaires à horizon 2050 pour :

- permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive,
- garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun,
- intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité,
- préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile,
- participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international.

Notre objectif n'est pas de répondre à toutes les questions, dont certaines ont fait l'objet d'avis du CESE que nous rappellerons, mais d'identifier les leviers de transformation d'un modèle qui doivent être interrogés et travaillés.

Nos travaux s'articuleront autour de trois phases. Il s'agira d'abord de problématiser les tensions et les contradictions auxquelles nous sommes objectivement confrontés, à l'issue d'une première phase.

- Pour cela nous partagerons les données du modèle actuel notamment sur son financement, de ce qu'il permet et ne permet plus, de ce qu'il n'intègre pas, comparativement aux autres pays européens et de ce qu'il devrait intégrer. Dès le début de la réflexion, nous solliciterons les formations de travail pour qu'elles puissent identifier dans leurs travaux les sujets critiques à intégrer dans un futur modèle.
- Dans les RAEF de la mandature actuelle et précédente, en associant les CODEV, les CESER et si possible les remontées des cahiers de doléances, nous identifierons les principales priorités des Françaises et des Français qui semblent nécessaires pour dessiner les contours d'un futur modèle.

Une assemblée plénière à la fin du premier semestre (mardi 24 juin) sera consacrée au partage des constats, à l'échange avec les groupes et les organisations qui composent le CESE, ainsi qu'à l'éclairage des débats par des grands témoins. Cette assemblée viendra clôturer cette première phase.

Lors d'une seconde phase dédiée à un exercice de prospective, qui démarrera avant la fin de la première phase, la commission bâtira des scénarios qui incluront les enjeux de financements et qui nous paraissent les plus utiles, en s'appuyant sur des travaux existants tendanciels ou de rupture dont une liste sera fournie avec la fiche prospective. Sur la base de ces scénarios, les contours d'un futur souhaitable pourraient être identifiés. Pour atteindre cet objectif, les différentes stratégies et leviers d'actions seront soumis au débat, selon des modalités qu'il conviendra de définir ultérieurement, pour chacune des formations de travail en lien avec les groupes, et à un groupe miroir (dont les modalités seront définies dans une fiche à venir), pour réagir et identifier quels scénarios ou récits sont incontournables pour la société civile.

Une seconde assemblée plénière le mercredi 29 octobre permettra à l'ensemble des membres du Conseil économique, social et environnemental, ainsi qu'à l'expression de la consultation du groupe miroir représentatif, de trouver les voies de passage ou les points de désaccord, pour un ou plusieurs scénarios.

La troisième et dernière phase sera constituée par la rédaction d'une interpellation de la société civile engagée au CESE et plus largement, vers la représentation politique, dans le cadre d'un avis ou sous une autre forme qui restera à déterminer en fonction des messages et recommandations sur lesquels le Conseil souhaiterait insister.

Cette troisième phase sera conclue par une dernière assemblée plénière le mercredi 14 janvier 2026 qui permettra de récapituler l'ensemble de nos travaux et de délivrer les messages clés du CESE pour définir un modèle de société soutenable et durable à l'horizon 2050. Enfin, l'ensemble de ce travail pourrait être enrichi par le lancement d'un baromètre de grande ampleur (15 000 Françaises et Français) en lien avec la commission économie et finances sur la situation sociologique des Françaises et Français, et qui pourrait être biennal. Les questions liées à sa faisabilité, son coût, son articulation avec l'exercice annuel du RAEF, etc., feront l'objet d'une fiche thématique qui sera examinée par la commission. De même, trois autres fiches explicitant l'exercice de prospective, l'organisation de la transversalité de nos travaux avec l'ensemble des formations de travail, ainsi que les différentes modalités de participation citoyenne qui pourraient être envisagées, seront également soumises au débat de la commission.

Lors de sa réunion du mardi 1^{er} avril 2025, le Bureau a décidé de confier à la commission « avis transverse » la préparation d'un avis sur cette question qui pourrait être présenté en assemblée plénière le mercredi 14 janvier 2026.

PARTIE 1

Participation des territoires et des citoyens

Synthèses

A

Introduction

Dans un contexte marqué par les risques géopolitiques et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales et de ruptures technologiques, le CESE a souhaité se questionner sur les conditions nécessaires pour atteindre à l'horizon 2050 « **un modèle de société soutenable, durable et inclusive** ». Pour ce faire, il était primordial de travailler en partant des besoins et des attentes des citoyens et citoyennes et de la société civile partout sur le territoire. Penser à ceux qui sont « le dernier kilomètre des politiques publiques » impose de prendre conscience qu'ils doivent aussi en être le premier. Aussi, dès le départ, le travail du CESE s'est enrichi de l'approche des territoires, grâce à 24 instances territoriales volontaires : Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER), Conseils de développement (CoDev) qui ont répondu à un appel à contributions du CESE et se sont rendus au Palais d'Iéna pour participer à une journée délibérative le 15 janvier 2026.

Ce travail collaboratif a été mené tout au long de l'année 2025 de deux façons :

- la transmission des travaux et/ou des réflexions déjà menées en termes de prospective par les CESER et les Codev ;
- l'organisation d'ateliers-relais, dans les territoires et avec les citoyennes et citoyens volontaires autour de la construction collective de scénarios territoriaux. Pour cela, l'ingénierie de la participation a été conçue par le CESE, des kits d'animation ont été transmis aux CODEV et CESER volontaires comprenant une méthode d'animation, des supports et un modèle de compte-rendu. Ce sont donc plus de 300 citoyens et citoyennes qui ont travaillé directement dans les territoires, hexagonaux et ultra-marins, à cette résolution.

Puis, le 15 janvier 2026, les CESER et Codev ont été réunis au CESE, rencontre qui constituait la dernière étape de leur contribution : après l'organisation des ateliers territoriaux ou la transmission de travaux existants, il s'agissait cette fois de confronter leurs analyses aux trois scénarios prospectifs élaborés par la commission du CESE. La méthode retenue visait une discussion critique et collective : chaque CESER ou Codev a réagi à deux des trois scénarios, permettant un croisement des points de vue et une mise en tension des hypothèses prospectives avec les réalités territoriales.

Enfin, les réflexions de 35 citoyennes et citoyens tirés au sort, venant de toute la France, ont aussi été recueillies, en partenariat avec le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP) qui mène également des travaux de prospective¹, pendant 2 journées, les 5 et 6 février 2026 au CESE. Il importait pour nous de les consulter concernant leurs attentes, leurs craintes pour l'avenir, les défis à relever en commun, les leviers qui leurs semblaient disponibles et de construire des propositions. Ces citoyennes et citoyens avaient précédemment été tirés au sort pour prendre part à des travaux participatifs du CESE (conventions citoyennes, commissions mixtes...).

Des représentantes et représentants des CESER, des Codev et du panel citoyen ont également été invités à l'assemblée plénière du 25 mars 2026 pour pouvoir s'exprimer à la tribune lors de la présentation et du vote par l'assemblée de la résolution « *Pour un modèle de société durable, soutenable et inclusive à l'horizon 2050* ».

In fine, cette ouverture à la participation de toutes et tous : participation citoyenne, participation des territoires est une forme de réponse aux préoccupations actuelles des citoyennes et citoyens et aux enjeux de long terme. Qu'ils soient tous et toutes remerciés pour ce travail commun.

¹ « France 2035 - France 2050, penser l'avenir du pays dans 10 ans, dans une génération »

Les bouleversements à venir que l'on pressent impliquent de changer. Or tout changement fait peur s'il ne s'opère pas en confiance. La méthode de concertation pour décider tous ensemble de la société dans laquelle nous voulons vivre conditionnera notre réussite.

Nos plus chaleureux remerciements vont à tous les représentants des CESER et CODEV qui se sont impliqués de façon partenariale dans ce travail sans compter leur temps !

Marie-Claire MARTEL

Vice-présidente déléguée à la participation

B

Synthèse courte du panel citoyen

5 et 6 février 2026

1. Les souhaits et inquiétudes à horizon 2050	14
2. Les défis et pistes d'actions priorités	16

B

Synthèse courte

Un panel citoyen composé de 35 citoyennes et citoyens s'est réuni au Conseil économique, social et environnemental (CESE) les 5 et 6 février 2026, dans le cadre de la saisine « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 » du CESE et de la démarche « France 2035, France 2050 » du Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP).

1. Les souhaits et inquiétudes à horizon 2050

Les participants et participantes ont partagé leurs souhaits et inquiétudes à l'horizon 2050, puis les ont enrichis à la suite de la lecture des scénarios prospectifs de la Commission du CESE.

Économie

- Il est exprimé le souhait d'un modèle plus sobre, respectueux de l'environnement (relocalisé, circuits courts) et équitable, favorisant un meilleur partage des richesses et fondé sur des indicateurs alternatifs au PIB ainsi que sur une maîtrise des finances publiques.
- Des inquiétudes portent toutefois sur la fragilité du modèle actuel, les dépendances stratégiques (technologie, communication et santé) et les orientations liées à l'économie de l'armement.

Avenir du travail

- L'ambition exprimée est de garantir des rémunérations permettant de vivre dignement, de redonner du sens au travail au-delà de la logique de productivité, et de promouvoir des modes de gouvernance plus participatifs.
- Des préoccupations sont néanmoins soulevées concernant la précarisation, les difficultés d'insertion des jeunes et le décalage entre les formations et les besoins du marché.

Démocratie

- Il y a une aspiration à un renouveau démocratique et la restauration de la confiance, fondés sur une participation citoyenne renforcée et une meilleure représentation.
- Des craintes sont évoquées concernant une défiance durable envers le système politique, une montée de l'autoritarisme et une crise de la représentation doublée d'un affaiblissement du vivre-ensemble.

Modes de vie

- Les participantes et participants aspirent à un vivre-ensemble plus inclusif et plus en phase avec son environnement et à des modes de consommation plus durables et locaux.
- Les principales craintes résident dans la dégradation des conditions de vie, la montée de l'individualisme et le creusement des inégalités sociales et territoriales (risque d'invisibilisation).

Changement climatique

- Il est attendu que soient entreprises des politiques publiques ambitieuses plaçant l'environnement au cœur des décisions.
- L'aggravation irréversible du réchauffement climatique et des tensions accrues sur les ressources (eau, logement, etc.) est perçue comme une forte inquiétude.

Démographie

- Les principales aspirations se tournent vers une meilleure solidarité intergénérationnelle, des aides aux familles et une meilleure prise en compte des inégalités territoriales (Outre-Mer) ainsi que des enjeux migratoires et climatiques dans la réflexion démographique.
- Des craintes ont émergé concernant le vieillissement de la population, la baisse de la natalité (peur de l'avenir, coût de la vie, forte charge pesant sur les femmes), la place des jeunes dans la société, et la pression sur les systèmes de solidarité.

Services publics

- Le souhait de services publics forts (réels moyens pour la santé et l'éducation, renforcement des solidarités), accessibles équitablement et répartis sur tout le territoire a été principalement exprimé.
- La privatisation des services publics et le désengagement de l'État risquant d'entraîner une exclusion accrue des plus vulnérables sont perçus comme les principaux risques.

Sécurité et défense nationale

- Les participantes et participants aspirent à des relations internationales apaisées et à un encadrement strict des usages militaires de l'IA.
- Leurs craintes résident dans le risque de multiplication des conflits (de natures et d'échelles diverses), de restriction des libertés au nom de la sécurité, et de diminution de la lutte contre le réchauffement climatique.

Modèle social

- La volonté de réduire les écarts entre les riches et les pauvres dans une société fondée sur un modèle plus inclusif et équitable est au centre des souhaits exprimés.
- Dans un contexte de polarisation croissante, il a été évoqué le risque de fragmentation durable du corps social pouvant mener à une réelle scission.

IA et technologies

- Une régulation stricte de l'IA, au service de l'intérêt général et répondant à des critères environnementaux et sociaux, est principalement espérée.
- Néanmoins, le risque d'un développement technologique accentuant la fracture sociale et les impacts environnementaux, voire menant à une perte de contrôle est aussi envisagé.

Information

- Restaurer la confiance grâce à une information pluraliste, transparente et accessible est au centre des souhaits formulés.
- Des craintes sont exprimées concernant la montée de la désinformation et une défiance généralisée envers les médias et les institutions.

2. Les défis et pistes d'actions priorités

Après avoir formulé des défis et voté pour en retenir huit prioritaires, les participantes et participants ont élaboré pour chacun d'eux un ou deux leviers d'action.

Défi 1 : Modèle démocratique et électoral

Repenser le modèle démocratique et électoral pour redonner du sens à la politique malgré une hausse de la défiance et un désintérêt grandissant des citoyens causé par l'instabilité politique face à des crises multiples (polarisation de la société, tensions géopolitiques, crise climatique, etc.) dans un contexte où la parole citoyenne n'est pas écoutée et où les politiques ne sont pas représentatifs (17 votes)

- **Levier 1** : Responsabiliser la vie politique
- **Levier 2** : Renforcer et accélérer la représentation des citoyens dans les décisions de l'État et des collectivités

Défi 2 : Inégalités

Réduire toutes les formes d'inégalités d'ici 2050 dans un contexte d'accroissement continu des inégalités, de crise climatique, d'endettement public, de polarisation des richesses et d'accaparement de celles-ci (9 votes)

- **Levier 3** : Reconnaître le statut de parent au foyer, statut éligible jusqu'à l'entrée à l'école de l'enfant, pour les hommes et les femmes, avec un revenu universel pour tout parent.

Défi 3 : Jeunesse

Prendre en compte les aspirations de la jeunesse dans une société de la performance, oppressante pour celle-ci, et marquée par une faible confiance des jeunes dans l'avenir (8 votes)

- **Levier 4** : Place des jeunes dans la prise de décision
- **Levier 5** : Accès à la bourse au logement et à l'alimentation et revalorisation des échelons de bourse pour les étudiants

Défi 4 : Changement climatique

Lutter contre les causes et s'adapter au réchauffement climatique et à la pollution dans un contexte de compétitivité, de société capitaliste et productiviste où ce n'est pas une priorité pour les États, les entreprises et les citoyens et où l'on est incité à la surconsommation et à l'utilisation accrue des nouvelles technologies (7 votes)

- **Levier 6** : Faire de la transition écologique un enjeu de santé-sécurité prioritaire
- **Levier 7** : Limiter la pollution plastique en investissant dans la recherche

Défi 5 : Alimentation

Assurer une souveraineté voire une autonomie en alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement, en repensant le modèle agricole (6 votes)

- **Levier 8** : Lutter contre le gaspillage alimentaire
- **Levier 9** : Sensibiliser, former et éduquer l'ensemble de la population à une alimentation de qualité respectueuse

Défi 6 : Modèles économiques

Repenser les modèles économiques par exemple sur le modèle de l'économie sociale et solidaire (ESS) en dépit d'un modèle basé sur l'individualisme et la surexploitation des ressources et des personnes (4 votes)

- **Levier 10** : Intégrer les externalités négatives comme un principe fondamental de l'économie

Défi 7 : Travail

On souhaite un travail digne, épanouissant et valorisant et la réduction du temps de travail malgré un contexte économique de concurrence et de tensions économiques (4 votes)

- **Levier 11** : Partage de la gouvernance des entreprises entre employeurs et salariés : plus de gouvernance partagée pour améliorer les orientations
- **Levier 12** : l'augmentation du SMIC et des salaires à prioriser

Défi 8 : Inclusion

Pour une société équitable, durable et inclusive favorisant le vivre-ensemble (la santé mentale, la cohésion, etc.) d'ici 2050 malgré un contexte de vieillissement de la population, de polarisation, d'individualisme, et de repli sur soi (3 votes)

- **Levier 13** : Appliquer et renforcer la législation pour les personnes en situation de handicap et améliorer leur inclusion

C

Synthèse de la journée CESER-Codev du 15 janvier 2026

Scénario 1

Résilience Territoriale –

Une prospérité retrouvée après les chocs écologiques 20

Scénario 2 :

L'effet de rupture –

Conflit de haute intensité 21

Scénario 3 :

L'adaptation nécessaire –

La conduite du changement 22



Synthèse de la journée CESER-Codev

Le 15 janvier 2026, **seize Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et Conseils de développement (Codev)** volontaires se sont réunis au Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour une journée délibérative consacrée à la saisine « *Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050* ». Cette rencontre constituait une seconde étape de leur contribution : après l'organisation d'ateliers territoriaux ou la transmission de travaux existants, il s'agissait cette fois de **confronter leurs analyses aux trois scénarios prospectifs élaborés par la Commission temporaire**.

Le déroulement de la journée a permis une discussion critique et collective : chaque CESER ou Codev a réagi à deux des trois scénarios, permettant un croisement des points de vue et une **mise en tension des hypothèses prospectives avec les réalités territoriales**.

Scénario 1 : Résilience Territoriale – Une prospérité retrouvée après les chocs écologiques

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO : *La dégradation de l'environnement, après une série de chocs écologiques d'abord dans les Outre-mer, puis dans l'Hexagone, constitue un point de bascule. La France va renouer avec la diversité et la richesse de ses territoires.*

Les participants ont d'emblée souligné que les **chocs écologiques** décrits seraient vraisemblablement d'une ampleur supérieure à celle de la crise sanitaire du Covid-19. Contrairement à cette dernière, la destruction de la biodiversité ou l'altération durable des écosystèmes sont perçues comme **irréversibles**. Le scénario doit donc expliciter le caractère **inéluçtable** de certaines conséquences, afin d'en tirer toutes les implications en matière de **transformation structurelle**.

Plusieurs points d'approfondissement ont été identifiés :

- Insister sur le fait que **la crise est déjà à l'œuvre**, et que des solutions existent déjà localement mais demeurent insuffisamment soutenues ou valorisées.
- Modifier le titre pour trouver un équilibre entre donner envie et rester réaliste, car il y a un risque à **tomber dans l'éco-anxiété**.
- Mieux expliciter les mécanismes de **reconstruction de la confiance** envers les institutions : évaluation des politiques publiques, montée en puissance de l'échelle territoriale, participation citoyenne renforcée.
- Préciser **l'architecture institutionnelle et la gouvernance** : organisation entre territoires, coopération au niveau national, modalités de décision, arbitrages d'aménagement.
- Intégrer la question des **moyens financiers** disponibles après les chocs, notamment dans un contexte d'énergie rare.

- Approfondir les enjeux de **justice sociale** et le sort des territoires d’Outre-mer, encore peu présents dans le scénario.
- Accorder **une place centrale à l’eau**, ressource stratégique au cœur des tensions futures.
- Préciser comment rééquilibrer **le monde des villes avec le monde rural** dans un espace réduit, tout en laissant de la place pour l’agriculture et les paysages.
- Assurer **l’accueil des populations immigrées** autour d’un projet social positif et commun qui tienne compte des inégalités.
- Anticiper les **dynamiques démographiques** : vieillissement, migrations climatiques, logiques intergénérationnelles.
- Mieux **intégrer la jeunesse**, à la fois comme catégorie sociale spécifique et comme acteur de transformation.
- **Travailler en amont les solidarités** : la coopération en situation de crise suppose des liens préexistants. La résilience ne peut être décrétée au moment du choc, elle se construit par la cohésion sociale, l’éducation civique et la coopération territoriale.

Scénario 2 : L’effet de rupture – Conflit de haute intensité

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO : *La situation en France connaît une rupture lorsque la guerre hybride se dégrade en conflit de haute intensité en Europe aux alentours de 2030. L’économie de guerre, la recherche de souveraineté, l’organisation au niveau territorial et la nouvelle gouvernance européenne deviennent prioritaires et ont des conséquences sur le modèle de société de la France. Cette étape constitue une opportunité pour revaloriser la solidarité économique et sociale du pays.*

Ce scénario, centré sur une rupture géopolitique majeure en Europe à l’horizon 2030, a suscité des réactions nuancées. Les participants ont reconnu l’intérêt d’un exercice prospectif intégrant l’hypothèse d’un conflit de haute intensité, mais ont questionné son **optimisme relatif**.

Plusieurs axes de discussion ont émergé :

- **Éviter la guerre** demeure l’objectif premier. Toutefois, si elle survenait, il serait indispensable de penser l’après-guerre dès l’origine, en définissant clairement le modèle de société à reconstruire.
- Tirer les **enseignements de l’après-Seconde Guerre mondiale**, en identifiant ce qui a permis des avancées majeures (coopération européenne, institutions internationales) mais aussi ce qui a manqué pour pérenniser certaines dynamiques de paix.
- Inscrire la préparation à la guerre **dans un cadre démocratique**, en s’appuyant sur les communs, la culture, l’éducation et le tissu associatif pour préserver la cohésion nationale.
- Utiliser la préparation à la guerre pour nous amener à **faire preuve d’agilité, de résilience**, de robustesse et de solidarités entre les territoires.
- **Anticiper les tensions internes**, notamment face à un effort de guerre potentiellement inégalement réparti entre territoires.
- **Élargir la coopération** à tous les partenaires européens, y compris au Royaume-Uni, dans une logique de solidarité accrue, notamment en matière d’accueil des populations.
- Prendre en compte **la rareté des ressources, le déclin démographique et la contrainte environnementale**, qui différencieraient profondément ce contexte de celui de l’après-1945.
- Alerter sur les risques de **dérive autoritaire**, en cas de recours à des dispositifs d’exception (loi martiale ou article 16 de la Constitution), et interroger la compatibilité de ces dispositifs avec les spécificités territoriales, notamment ultramarines.
- **Intégrer d’autres ruptures** majeures possibles (pandémies, dégradation environnementale accélérée) afin de ne pas isoler le conflit militaire d’un contexte systémique plus large.

Scénario 3 : L'adaptation nécessaire – la conduite du changement

RÉSUMÉ DU SCÉNARIO : Bien que le contexte de la France se dégrade du fait des facteurs exogènes et endogènes, notre pays parvient à maintenir son modèle de société durable, soutenable et inclusif, et à conduire le changement. Ce scénario est celui de l'optimisme car la France trouve progressivement les voies et les moyens de s'adapter tout en préservant les valeurs de sa devise républicaine.

Ce scénario, perçu comme le plus « doux », repose sur une adaptation progressive permettant de préserver le modèle républicain tout en le transformant. Les participants l'ont jugé plausible, mais ont souligné que cette adaptation impliquerait néanmoins **une rupture significative**.

Plusieurs éléments de réflexion ont été apportés :

- Reconnaître la **rupture déjà amorcée** depuis la crise sanitaire, notamment dans le rapport au travail et aux modes de vie.
- Garantir la **solidité de la société civile**, en évitant la mise en concurrence excessive des associations et en assurant leur financement pérenne.
- S'appuyer davantage sur le **CESE, les CESER et Codev**.
- Développer une **gouvernance plus participative** à différents niveaux et renforcer les pratiques de co-élaboration pour assurer une meilleure relation élus-citoyens (régies publiques de l'eau, sécurité sociale de l'alimentation, réutilisation de bâtiments vacants).
- Inscrire la réflexion dans une **dimension européenne**, en tenant compte de la diversité des modèles sociaux.
- Reformuler le titre du scénario, pour incarner davantage l'idée de **reconstruction positive** ou de « *care* » comme moteur central.
- **Associer pleinement les jeunes**, en développant des démarches d'« aller-vers » dans les établissements scolaires et universitaires.
- Approfondir l'**apprentissage de la démocratie** à l'école.
- S'appuyer sur les ressources et les **qualités endogènes des territoires**.
- Valoriser les **dynamiques intergénérationnelles**, notamment en matière de logement et de solidarité quotidienne.
- Reconsidérer la **question migratoire** comme levier démographique et social, dans une perspective historique de long terme.
- Ouvrir un débat structurant sur la **démographie et le déficit public**, au cœur de la soutenabilité du modèle.
- Intégrer le changement climatique et le transfert intergénérationnel de richesses dans une **vision assumée du temps long**.
- Améliorer la **prise de conscience des consommateurs et des entreprises** dans la transition écologique, notamment en repensant le tourisme.
- Mieux prendre en compte le **continuum géographique** dans les échanges et les spécificités des Outre-mer.
- Renforcer l'**indépendance des médias**, condition de la qualité du débat public.
- Mobiliser le **concept « One Health »** comme cadre transversal reliant santé humaine, environnement, biodiversité et cohésion territoriale.

D

Synthèse des contributions des CESER et des Codev

I. Permettre à chacun de vivre dignement de son travail	27
1. Objectifs	27
2. Leviers	28
3. Points de vigilance	29
II. Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ...	30
1. Objectifs	30
2. Leviers	31
3. Points de vigilance / facteurs de blocage	31
III. Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique	32
1. Objectifs	32
2. Leviers	33
3. Points de vigilance / facteurs de blocage	34
IV. Préserver le régime démocratique et la place de la société civile	35
1. Objectifs	35
2. Leviers	36
3. Points de vigilance / facteurs de blocage	37
V. Maintenir la paix dans le monde	38
1. Objectifs	38
2. Leviers	38
3. Points de vigilance / facteurs de blocage	39
Liste des CESER et Codev ayant contribué	40

D

Synthèse des contributions des CESER et des Codev

Cette synthèse a été élaborée à partir de 24 contributions transmises par les CESER et les Codev pour alimenter les travaux de la Commission temporaire en charge de traiter ce sujet. Les contributions envoyées par les CESER et Codev ont été produites selon deux modalités : soit dans le cadre d'ateliers spécifiquement dédiés à l'avis transverse, soit à partir de travaux antérieurs, restitués à l'aide d'un gabarit commun. Ce gabarit permettait de contribuer selon cinq thèmes (travail, protection sociale, transition écologique, régime démocratique, paix dans le monde). Les CESER et Codev ont ainsi pu contribuer à un ou plusieurs thèmes. Les représentants des CESER et Codev ont ensuite été invités à une journée délibérative au CESE le 15 janvier 2026 afin d'approfondir leurs contributions sur le sujet, et échanger avec les membres de la Commission.

La méthodologie repose sur une analyse thématique comparative des contributions. Pour chaque thème, l'objectif était d'identifier les éléments communs et les spécificités territoriales mises en avant. Au sein de chaque thème, l'analyse, synthétique, ne prétend pas à l'exhaustivité, mais propose une lecture transversale et comparative des travaux territoriaux, afin d'identifier : les objectifs, les leviers d'action et les points de vigilance qui traversent l'ensemble des thématiques abordées.

I. Permettre à chacun de *vivre dignement* de son travail

Au-delà des mesures opérationnelles proposées, les contributions traduisent une inflexion plus profonde : la nécessité de repenser la place du travail dans le contrat social. Il ne s'agit pas uniquement d'améliorer l'emploi, mais de redéfinir les finalités économiques au regard de la dignité humaine et de la soutenabilité écologique. Les territoires rappellent que la qualité de l'emploi, la reconnaissance sociale et la capacité à concilier vie professionnelle et personnelle constituent des conditions structurantes de la cohésion collective. Cette exigence suppose une articulation renforcée entre politiques économiques, politiques de formation, aménagement du territoire et régulation foncière, afin que le travail ne soit plus un facteur d'inégalités territoriales mais un levier d'équilibre et d'émancipation.

1. Objectifs

Éléments communs

- Redonner du sens, du désir et du temps au travail
- Assurer une juste rémunération du travail pour tout le monde.
- Mieux valoriser les métiers essentiels au fonctionnement des territoires (soin, agriculture, pêche, artisanat, services à la personne, éducation)
- Limiter la précarisation du travail et des parcours professionnels, notamment pour les jeunes, les saisonniers et les travailleurs pauvres
- Réduire le chômage et favoriser des emplois durables, non délocalisables
- Renforcer la démocratie au travail et la reconnaissance des travailleurs
- Replacer le travail comme un moyen de subsistance permettant l'émancipation et une vie équilibrée, et non comme une finalité exclusive

- Favoriser des emplois prenant en compte les enjeux sociaux et environnementaux

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Maintien d'une économie créative d'emplois du secteur primaire valorisant un modèle artisanal
- Questionnement explicite sur la définition même de la dignité par le travail (travail comme source de bonheur ou comme moyen de vivre)

CESEC CORSE

- Assurer un accès équitable à un emploi digne et durable sur tout le territoire insulaire.
- Favoriser l'émancipation économique et sociale par le travail

CODEV PÉRIGORD VERT

- Faciliter et diversifier les mobilités grâce au covoiturage et aux mobilités douces et partagées, pour faciliter l'accès à l'emploi

2. Leviers

Éléments communs

- Reconsidérer la valeur du travail et de certains métiers, notamment les métiers essentiels et peu reconnus (par les dirigeants, par les pairs, par la société)
- Sortir d'une logique marchande de certains métiers, en particulier dans le soin et l'accompagnement
- Renforcer la démocratie au travail et l'expression des salariés dans les instances de gouvernance
- Favoriser des parcours professionnels plus libres et sécurisés : passerelles entre métiers, reconversions facilitées, temps long accordé à la formation
- Réformer la formation initiale et continue : laisser plus de place à la découverte des métiers, donner moins de poids aux diplômes formels, valoriser les compétences et savoir-faire
- Travailler moins individuellement et davantage collectivement
- Expérimenter de nouvelles organisations du travail (semaine de 4 jours, travail partagé)
- Soutenir les emplois aidés, notamment pour les jeunes, dans les associations et les collectivités
- Renforcer les modèles économiques coopératifs, collaboratifs, l'économie sociale et solidaire et l'économie circulaire
- Valoriser la culture, l'identité et la qualité de vie des territoires comme éléments d'attractivité du travail
- Améliorer l'image et l'attractivité des territoires pour inciter les entreprises à s'y installer

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Instaurer un crédit formation pour tout individu
- Impulser des échanges de salariés entre différents métiers (passerelles)
- Valoriser explicitement des cultures professionnelles locales (culture maritime, paysanne)

CESEC CORSE

- Conditionner les aides publiques à la qualité de l'emploi (contrats longs, salaires, conditions de travail)
- Développer des labels de savoirs-faire territoriaux (ex : « Savoir-Faire Corse »)
- Mettre en place une politique foncière et de logement garantissant l'installation des actifs insulaires
- Réfléchir à l'expérimentation d'un revenu de base à l'échelle insulaire
- Structurer et renforcer les filières culturelles et créatives en Corse, en soutenant l'investissement, la formation aux métiers de la culture, la diffusion économique, ainsi que la mise en place de dispositifs territoriaux de soutien et de labellisation pour les artistes, les entrepreneurs et les lieux culturels
- Garantir un cadre professionnel et social protecteur pour les artistes et les professionnels de la culture, en instaurant un statut social et fiscal adapté et incitatif, favorisant leur installation durable sur le territoire et en préservant le régime de l'intermittence du spectacle

CODEV PAYS CŒUR D'HÉRAULT

- Créer des coopératives agricoles foncières
- Revoir le fonctionnement de la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural)

CODEV PAYS D'ARLES

- Soutenir les activités utiles mais non rentables

CODESQY SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES

- Intégrer des activités sportives au travail

3. Points de vigilance

Éléments communs

- Perte de sens du travail liée aux logiques de marchandisation et au système économique dominant
- Dévalorisation persistante de certains métiers essentiels et faible reconnaissance non monétaire du travail (reconnaissance symbolique, sociale)
- Manque de moyens et de temps accordé aux travailleurs pour bien exercer leur métier, notamment dans les métiers du soin
- Précarité structurelle de certains secteurs et statuts (saisonnalité, contrats courts)
- Difficultés d'accès au logement pour les travailleurs, freinant l'emploi et la mobilité
- Manque de démocratie et de participation des salariés aux décisions
- Inadéquation entre aspirations des travailleurs et organisation réelle du travail

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Tension entre croissance économique et dignité du travail

CESEC CORSE

- Risques de centralisation des emplois sur les pôles urbains
- Spéculation foncière et immobilière limitant l'installation des locaux
- Résistance aux changements dans les pratiques managériales traditionnelles
- Complexité administrative et difficultés d'accès aux droits et aux aides fiscales.

CODEV PÉRIGORD VERT

- Éloignement de certains emplois compte tenu de la géographie locale et de la dispersion de son habitat entraînant une dépendance à la voiture
- Les *a priori* négatifs anti-jeunes, anti-vieux, anti-étrangers

CODEV PAYS CŒUR D'HÉRAULT

- Risque de limiter les formations uniquement aux salariés déjà (sur)qualifiés

II. Garantir un haut niveau de *protection sociale* et de *solidarité*

Les contributions révèlent une tension structurante : préserver l'universalité du modèle social tout en l'adaptant aux spécificités territoriales et aux nouveaux risques. La protection sociale est envisagée non seulement comme un mécanisme redistributif, mais comme une infrastructure collective de résilience face aux transitions démographiques, climatiques et économiques. Les territoires insistent sur la nécessité d'une simplification administrative, d'une meilleure coordination institutionnelle et d'un investissement accru dans la prévention. À l'horizon 2050, la soutenabilité du modèle social dépendra de sa capacité à conjuguer solidarité nationale, différenciation territoriale maîtrisée et anticipation des vulnérabilités émergentes.

1. Objectifs

Éléments communs

- Réduire les inégalités sociales, territoriales et générationnelles
- Assurer un accès effectif aux droits sociaux fondamentaux (santé, logement, alimentation, revenus, éducation)
- Renforcer la solidarité nationale et territoriale face aux vulnérabilités croissantes
- Adapter le système de protection sociale aux nouveaux risques sociaux (vieillesse, dépendance, isolement, maladies chroniques, crises sanitaires et climatiques)
- Adapter le système de protection sociale aux nouveaux enjeux économiques et environnementaux.
- Lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale
- Lutter contre les déserts médicaux
- Préserver le modèle social français fondé sur la solidarité et la redistribution

- Garantir un égal accès aux droits sociaux sur l'ensemble du territoire insulaire
- Prendre en compte les fragilités spécifiques liées à l'insularité
- Assurer un droit au logement pour tous, y compris les actifs précaires et les saisonniers

CODEV BORDEAUX MÉTROPOLE

- Associer les enjeux de protection sociale à la RSE
- Décentraliser les politiques de protection sociale

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Renforcer l'autonomie des personnes

CESEC CORSE

2. Leviers

Éléments communs

- Renforcer les services publics et leur proximité (santé, action sociale, accompagnement)
- Simplifier l'accès aux droits sociaux et lutter contre le non-recours
- Mieux coordonner les acteurs de la protection sociale (État, collectivités, organismes sociaux, associations)
- Développer la prévention en santé et en action sociale
- Soutenir les solidarités de proximité et l'engagement associatif
- Adapter les dispositifs sociaux aux parcours de vie et aux situations individuelles
- Expérimenter de nouvelles formes de protection sociale (revenu minimum, sécurité sociale de l'alimentation, dispositifs territorialisés)
- Intégrer les enjeux climatiques et environnementaux dans les politiques de solidarité (protection des plus vulnérables face aux crises)

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Penser les mécanismes de solidarité à l'échelle européenne
- Porter attention à la fin de vie et favoriser le « bien-mourir »

CESEC CORSE

- Tenir compte du coût de la vie insulaire pour ajuster les barèmes et les critères d'éligibilité aux aides sociales ainsi que l'accès au soins et aux services.
- Créer un «Fonds de Solidarité Insulaire»
- Mettre en place un Guichets Uniques d'Accès aux Droits Sociaux (GUADS)

CODEV DINAN AGGLOMÉRATION

- Assurer une éducation civique adaptée dès le plus jeune âge

CODEV BORDEAUX MÉTROPOLE

- Faire évoluer le modèle mutualiste en le faisant financer par les entreprises

3. Points de vigilance / facteurs de blocage

Éléments communs

- Fragilisation financière du système de protection sociale
- Complexité des dispositifs et manque de lisibilité pour les usagers, avec un risque de non-recours massif aux prestations sociales
- Inégalités territoriales d'accès aux services et aux droits
- Saturation des services sociaux et médico-sociaux
- Manque de professionnels dans certains secteurs (santé, accompagnement social)
- Risque de remise en cause du modèle solidaire au profit de logiques individualisées
- Cloisonnement des dispositifs actuels et manque de coordination des acteurs

Spécificités territoriales

CESEC CORSE

- Difficultés à mesurer l'impact réel des politiques locales

CODEV EUROMÉTROPOLE DE METZ

- Vieillesse de la population

CESEC SAINT MARTIN

- Manque de formation et d'expertises locales

CODEV DINAN AGGLOMÉRATION

- L'inégalité d'accès au numérique complexifie les démarches administratives pour certains

III. Intégrer les *limites planétaires* et les enjeux de transformation climatique

Les contributions convergent vers une compréhension systémique de la transition écologique : il ne s'agit plus d'ajuster marginalement les politiques sectorielles, mais de transformer en profondeur les modes de production, de consommation et d'aménagement. La sobriété, la re-localisation et la coopération apparaissent comme des principes directeurs. Toutefois, les territoires soulignent que la réussite de cette transformation dépendra de son acceptabilité sociale et de sa justice distributive. L'intégration des limites planétaires dans l'action publique implique donc un effort simultané de pédagogie, de planification stratégique et de redistribution des coûts et des bénéfices de la transition, afin d'éviter l'aggravation des fractures territoriales et sociales.

1. Objectifs

Éléments communs

- Intégrer pleinement les limites planétaires dans les décisions publiques et les trajectoires territoriales à horizon 2050
- Réduire globalement les consommations (énergie, eau, ressources, sols) dans une logique de sobriété généralisée (zéro artificialisation, autonomie alimentaire et énergétique)
- Adapter les territoires aux effets déjà visibles du changement climatique (sécheresses, inondations, canicules, érosion, montée des eaux)
- Préserver la biodiversité (faune, flore, sols, milieux aquatiques et marins) comme condition de résilience des territoires
- Sécuriser l'accès à l'eau et à l'alimentation, en qualité et en quantité, face aux tensions croissantes sur les ressources
- Transformer les modèles agricoles, alimentaires, économiques et de mobilité pour les rendre compatibles avec les limites planétaires
- Réduire l'artificialisation des sols et préserver les espaces naturels et agricoles

- Renforcer la solidarité, le partage des ressources et la coopération face aux pénuries
- S'appuyer davantage sur les connaissances scientifiques pour éclairer les choix collectifs

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Porter une grande attention à l'eau (douce et saline)

CODEV GRAND CLERMONT

- Penser les objectifs en liant les enjeux de climat, biodiversité, eau, alimentation, mobilités, énergie et urbanisme

CODEV PAYS DU VIGNOBLE NANTAIS

- Mieux diagnostiquer les besoins en rénovations énergétiques

2. Leviers

Éléments communs

- Déployer des politiques de sobriété énergétique, foncière, hydrique, numérique
- Transformer les mobilités : réduction des déplacements contraints, développement des transports collectifs, mobilités douces et partagées, limitation de l'usage de la voiture individuelle, transport de marchandises par le train
- Renforcer la gestion durable de l'eau : désimperméabilisation des sols, protection des bassins versants et zones humides, tarification progressive de l'eau, récupération des eaux de pluie
- Soutenir une agriculture respectueuse des sols, de l'eau, du climat et de la biodiversité : agriculture biologique ou paysanne, réduction des intrants, relocalisation des productions, circuits courts, évolution des régimes alimentaires
- Intégrer la biodiversité comme priorité dans l'aménagement (trames vertes et bleues, renaturation)
- Appuyer les politiques publiques sur l'éducation et la sensibilisation aux enjeux climatiques
- Encourager l'économie sociale et solidaire et les modèles « low tech »
- Agir *via* la commande publique : restauration collective, aménagement des espaces publics, isolation des bâtiments publics

Spécificités territoriales

CODEV GRAND CLERMONT

- Soutenir la production et l'autoconsommation d'énergies renouvelables locales
- Instituer une gouvernance intégrée de l'eau à l'échelle territoriale
- Multi-usages des bâtiments et densification urbaine sans perte de nature

CODEV CORNOUAILLE

- Sanctuariser les talus avec une politique régionale volontariste
- Créer une sécurité sociale de l'alimentation comme outil de transformation
- Limiter la pression touristique

CODEV DINAN AGGLOMÉRATION

- Extension de la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) à toutes les communes, lutter contre les résidences secondaires et les locations de courte durée
- Renforcer la pédagogie auprès des habitants, notamment des jeunes
- Repeuplement des centres-bourgs comme levier climatique face à l'étalement urbain
- Développement des pôles multimodaux au cœur des bourgs

CODEV PAYS DU VIGNOBLE NANTAIS

- Accompagner et éduquer les personnes au confort d'été pour limiter le déploiement massif de la climatisation

CODEV SÈTE AGGLOPÔLE MÉDITERRANÉE :

- Avoir un discours sur les qualités de vie que peut apporter la transition écologique et non seulement sur les restrictions
- Créer un Périmètre de protection des espaces agricoles et naturels (PAEN)

CESC SAINT MARTIN

- Optimiser la gestion des déchets, développer le recyclage et éviter l'enfouissement

3. Points de vigilance / facteurs de blocage

Éléments communs

- Insuffisance ou inadéquation des décisions nationales et internationales face à l'ampleur des enjeux climatiques
- Poids des lobbies économiques (agriculture intensive, agroalimentaire, énergie, transport)
- Difficulté à dépasser les logiques de croissance et de surconsommation
- Tensions sur l'eau liées au changement climatique, aux usages agricoles, touristiques et domestiques
- Acceptabilité sociale des changements (sobriété, évolution des modes de vie, renoncements)
- Manque de données partagées, de diagnostics objectifs et de culture scientifique accessible aux décideurs et citoyens
- Risque d'inégalités accrues face aux pénuries et aux coûts de la transition
- Gouvernance fragmentée et difficultés de coopération entre échelles territoriales

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Réticences liées à la PAC (Politique agricole commune)
- Persistance du modèle agro-alimentaire breton et de la pêche importée
- Dépendance énergétique et faiblesse des énergies renouvelables locales

CODEV DINAN AGGLOMÉRATION

- Risques liés au surtourisme et à la pression foncière

CESEC CORSE

- Acceptabilité sociale et paysagère des énergies renouvelables
- Dépendance excessive aux technologies importées pour la décarbonation

IV. Préserver le *régime démocratique* et la place de la société civile

Les contributions territoriales mettent en évidence une exigence démocratique accrue : la participation ne peut être réduite à un dispositif consultatif ponctuel, mais doit s'inscrire dans une architecture institutionnelle pérenne et dotée de moyens réels. La reconnaissance de l'expertise citoyenne, la transparence des décisions et la lisibilité de l'action publique constituent des conditions essentielles de la confiance. À l'horizon 2050, le renforcement du régime démocratique supposera de dépasser la logique de juxtaposition entre démocratie représentative et participative, pour construire des mécanismes d'articulation clairs, efficaces et évaluables, capables d'associer durablement la société civile aux choix structurants. Ce régime démocratique souhaité ne se construira qu'en mettant l'accent sur l'éducation, la culture et une information fiable permettant l'intervention de citoyens éclairés.

1. Objectifs

Éléments communs

- Préserver et renforcer le régime démocratique face aux risques de défiance, de repli et de montée des extrêmes
- Renforcer la place, le rôle et la reconnaissance de la société civile organisée dans l'élaboration des décisions publiques
- Réhabiliter la confiance entre citoyens, élus et institutions
- Favoriser une démocratie plus participative, délibérative et inclusive, en complément de la démocratie représentative, notamment à l'échelle locale
- Réaffirmer le principe de subsidiarité et approfondir le processus de décentralisation
- Garantir l'accès à l'information, la transparence des décisions et la compréhension des politiques publiques
- Renforcer l'éducation à la citoyenneté, à l'esprit critique et aux valeurs démocratiques
- Lutter contre l'abstention, la désinformation et la perte de sens du débat public

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Impliquer les publics éloignés

CODEV LOIRE ANGERS

- Améliorer le fonctionnement des instances démocratiques actuelles à l'échelle locale et le rôle des élus

2. Leviers

Éléments communs

- Développer et pérenniser des dispositifs de démocratie participative et délibérative (ateliers citoyens, conventions citoyennes, budgets participatifs, jurys citoyens)
- Renforcer les moyens humains, financiers et institutionnels des CESER, Codev et autres instances de participation
- Mieux associer la société civile en amont des décisions publiques, et pas uniquement en consultation a posteriori
- Valoriser l'expertise d'usage et les savoirs citoyens au même titre que l'expertise technique
- Développer l'éducation populaire, l'éducation civique et la formation tout au long de la vie
- Faire preuve de lisibilité, de pédagogie et de transparence dans la transmission de l'information publique.
- Soutenir les médias indépendants et lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux
- Expérimenter de nouvelles formes de gouvernance partagée à l'échelle territoriale.

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Développer des lieux de débat et d'expression citoyenne ancrés localement

CODEV PAYS DE MORLAIX

- Favoriser les expérimentations d' « aller-vers » à l'échelle locale
- Laisser plus de place à l'expression libre dans le dialogue avec les citoyens au sein des institutions

CODEV BAUGEOIS-VALLÉE

- Renforcer les procédés démocratiques (élection et vote) au sein des établissements scolaires

CODEV DINAN-AGGLOMÉRATION

- Réaliser des comptes-rendus de mandat deux fois par an

CESEC CORSE

- Renforcer la place des assemblées consultatives auprès de la Collectivité de Corse (CdC)
- Assurer l'association et la participation active des acteurs culturels et de la société civile dans la définition et la mise en œuvre de la politique culturelle
- Déployer des parcours d'éducation artistique, culturelle et citoyenne pluridisciplinaires et expérientiels, croisant arts, histoire, patrimoines locaux et éducation aux médias (EMI), afin de développer l'esprit critique et favoriser l'accès de tous à la culture sur l'ensemble du territoire
- Renforcer la médiation culturelle par l'intelligence collective, en associant activement les acteurs culturels et la société civile à la définition et à la mise en œuvre des politiques culturelles, comme levier de cohésion sociale et de citoyenneté

CESEC SAINT MARTIN

- Assurer une répartition représentative équitable de la population parmi les représentants locaux (tenir compte du genre, de l'âge et du quartier de résidence)

3. Points de vigilance / facteurs de blocage

Éléments communs

- Défiance croissante des citoyens envers les institutions et les responsables politiques
- Sentiment d'inutilité ou de non-prise en compte de la parole citoyenne
- Fatigue démocratique et faible participation aux dispositifs existants
- Inégalités d'accès à la participation (temps, compétences, maîtrise de la langue, fracture numérique)
- Risque d'instrumentalisation des processus de participation citoyenne sans impact réel sur les décisions
- Manque de moyens dédiés à la participation et à l'animation démocratique (animateurs, espaces, etc.)
- Complexité institutionnelle et manque de lisibilité de l'action publique
- Difficulté d'avoir une diversité de citoyens participants aux ateliers locaux (risque de surreprésentation des CSP+)

Spécificités territoriales

CODEV CORNOUAILLE

- Articulation complexe entre les instances participatives citoyennes et les élus locaux (réticence de certains élus)
- La baisse des moyens alloués aux associations et notamment aux structures de l'éducation populaire

CODEV PAYS DU VIGNOBLE NANTAIS

CODEV PÉRIGORD VERT

- L'électorat votant est vieillissant

CODEV EUROMÉTROPOLE METZ

- Le décalage entre un calendrier électoral à court terme et des enjeux de long terme

CESEC CORSE

- Nécessité d'un consensus politique et sociétal sur les finalités de l'action culturelle
- Veiller à ce que l'affirmation de l'identité culturelle corse dans le cadre de l'autonomie ne conduise pas à une fermeture ou à un désintérêt pour la création contemporaine et les échanges internationaux

V. Maintenir la *paix* dans le monde

Les contributions rappellent que la paix ne peut être pensée exclusivement à l'échelle internationale : elle s'enracine dans la cohésion sociale, la justice économique et la vitalité démocratique internes. Les territoires insistent sur le rôle de l'éducation, de la culture et des échanges comme vecteurs de compréhension mutuelle et de prévention des conflits. Dans un contexte marqué par la montée des replis identitaires et l'affaiblissement du multilatéralisme, la France et l'Europe sont appelées à assumer une responsabilité accrue en matière de coopération et de régulation internationale. La paix durable apparaît ainsi comme l'aboutissement d'un modèle de société équilibré, solidaire et respectueux des interdépendances mondiales.

1. Objectifs

Éléments communs

- Renforcer le rôle, la légitimité et l'autorité de l'ONU comme cadre central de régulation internationale
- Prévenir les conflits par la coopération internationale, le multilatéralisme et le dialogue entre États et peuples
- Lutter contre les causes structurelles des conflits (déséquilibres économiques, inégalités, nationalismes, montée des autoritarismes)

- Promouvoir une paix durable fondée sur les échanges (culturels, économiques, éducatifs) et la compréhension mutuelle
- Considérer la paix comme indissociable de la paix civile, sociale et économique au sein des sociétés

Spécificités territoriales

CESEC SAINT MARTIN

- Défendre la vision d'un monde fondé sur le relationnel, le collectif et la confiance en soi

2. Leviers

Éléments communs

- Renforcer la coopération internationale et européenne, y compris à l'initiative des collectivités territoriales
- Soutenir et développer les moyens financiers, politiques et symboliques de l'ONU
- Promouvoir les échanges culturels et économiques comme leviers de pacification
- S'appuyer sur l'éducation (histoire, citoyenneté, tolérance) comme outil central de prévention des conflits
- Limiter l'armement mondial et interroger les logiques d'économie de guerre

Spécificités territoriales

CODEV DE CORNOUAILLE

- S'appuyer sur les réseaux internationaux de la diaspora bretonne
- Soutenir localement l'acceptation des cultures différentes, y compris dans leurs dimensions religieuses
- Renforcer la visibilité locale de l'ONU à travers les élus locaux

CEC SAINT MARTIN

- Sensibiliser à la paix grâce aux arts et aux médias
- Avoir une parole territoriale unifiée et coopérante auprès des instances internationales

CODEV EUROMÉTROPOLE DE METZ

- Développer des partenariats transfrontaliers (Sillon Lorrain)

3. Points de vigilance / facteurs de blocage

Éléments communs

- Manque de vision stratégique de long terme en matière géopolitique, en France et en Europe
- Affaiblissement du multilatéralisme et perte de crédibilité des institutions internationales
- Montée des nationalismes, des autoritarismes et des logiques de repli
- Dépendance aux logiques économiques et commerciales liées à l'armement
- Insuffisance de moyens financiers et humains pour l'éducation, la culture et la coopération
- Difficulté à mobiliser durablement les citoyens autour des enjeux de paix

Spécificités territoriales

CEC SAINT MARTIN

- Isolement de certaines populations (personnes âgées, jeunesse démobilisée) nuit à renforcer le relationnel et l'entraide

Liste des CESER et Codev ayant contribué

CESER

- CESER Auvergne Rhône-Alpes
- CESER Centre Val de Loire
- CESEC – Corse
- CESC – Saint Martin

Codev

- Codev Baugeois Vallée
- Codev Bordeaux Métropole
- Codev Cornouaille
- Codev Dinan Agglomération
- Codev du Pays Basque
- Codev Eurométropole Lille
- Codev Grand Angoulême
- Codev Grand Clermont
- Codev Idéo Mauges
- Codev Loire Angers
- Codev Métropole du Grand Paris
- Codev Mont de Marsan
- Codev Pays d’Arles
- Codev Pays Cœur d’Hérault
- Codev Pays de Morlaix
- Codev Pays du Vignoble nantais
- Codev Périgord Vert
- Codev Rennes
- Codev Sète
- CODESQY – Saint-Quentin-en-Yvelines

PARTIE 2

Travaux préparatoires du CESE

Contributions

A

Bilan des auditions de 19 expertes et experts

Séance du 9 avril : Etat des lieux Agathe Cagé, politiste, auteure de « <i>Classes figées, la France empêchée</i> », Alain Supiot, sociologue, Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement	44
Séance du 16 avril : Etat des lieux, Sandra Hoibian, directrice générale du CREDOC	45
Séance du 23 avril : Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun : Antoine Foucher, ancien directeur de cabinet de la ministre du travail, auteur de « <i>Sortir du travail qui ne paie plus</i> »	46
Séance du 29 avril : Financement de la protection sociale, Frédéric Van Roekeghem, ancien directeur de la Caisse nationale d'Assurance-Maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Michel Yahiel, président du conseil d'administration de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (ARPE)	47
Séance du 14 mai : Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité : Marion Bet, chercheuse à l'IDDRI au sein du programme « Mode de vie en transition » et Béatrice Sédillot, coordinatrice du service des études et statistiques au Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)	48
Séance du 21 mai : Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive : Alexandre Saubot, Président de France Industrie, Directeur général du groupe HAULOTTE et Anaïs Voy-Gillis, géographe, spécialiste de la réindustrialisation en France et en Europe	50
Séance du 27 mai : Préserver le régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile. Anne Levade, professeure des universités en droit public, Paris I Panthéon- Sorbonne, Magali Della Sudda, directrice de recherche au CNRS, Sciences Po Bordeaux, Manon Pengam, maîtresse de conférences en sciences du langage CY Cergy Paris Université et Sabine Ploux, chargée de recherche au CNRS : cahiers de doléances	52
Séance du 4 juin : Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international : Didier Breton, démographe et chercheur associé à l'INED, Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme « Macroéconomie et finance internationales » CEPII et Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme	53
Séance du 10 juin : Gouvernance de l'action publique et pilotage des politiques publiques : Arnaud Bontemps, porte-parole du collectif « Nos services publics » et Arnaud Teyssier, historien	55

A

Bilan des auditions de 19 expertes et experts

9 avril - 10 juin 2025

Séance du 9 avril : Etat des lieux Agathe Cagé, politiste, auteure de « *Classes figées, la France empêchée* », Alain Supiot, sociologue, Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement

Agathe Cagé, politiste, auteure de « *Classes figées, la France empêchée* »

1. Diagnostic : Elle décrit une « France empêchée », marquée par :

- Un fort **déterminisme scolaire** ;
- Une **mobilité sociale en recul**, notamment intergénérationnelle ;
- Un **travail maltraité** (perte d'autonomie, ubérisation, conditions dégradées) ;
- Des **services publics empêchés** (impossibilité de bien faire pour les professionnels) ;
- Une **crise du logement et de la mobilité**.

2. Propositions :

- **Sortir du gouvernement par injonctions**, et coconstruire les transitions ;
- **Lutter contre la maltraitance du travail**, en agissant sur les sous-traitances, les horaires, etc. ;
- **Revaloriser les métiers publics** et leur éthique professionnelle ;
- **Refonder une démocratie de la confiance**, contre la « post-vérité » et la « post-confiance ».

Alain Supiot, sociologue

1. Diagnostic :

- Critique de la **globalisation néolibérale** et de la démocratie réduite ;
- Importance du **pacte fordiste ancien entre travail et dignité**, aujourd'hui **fragilisé** ;
- Mise en garde contre une **Europe de la "compétition sans solidarité"**.
- **Invariant de toute civilisation** : la transmission aux générations suivantes, à ne pas oublier

2. Propositions :

- **Revaloriser un travail digne**, porteur de sens, comme défini par la Déclaration de Philadelphie ;
- **Renforcer les institutions de solidarité** (sociale, écologique, générationnelle) à différentes échelles ;
- **Repenser l'Europe comme communauté politique démocratique** ;
- Reconnaître la **pluralité des modèles sociaux**, non réductibles à des schémas uniques

Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement

1. Diagnostic :

- Une société en **métamorphose numérique** : de l'Homo sapiens à l'« Homo sapiens numeris » ;
- Crise du **sens du travail face à l'automatisation** croissante ;
- **Faiblesse des modèles prédictifs actuels** pour penser l'avenir.

2. Propositions :

- Passer d'une **vision de l'emploi à la contribution sociale** ;
- **Définir la qualité de vie** (santé, environnement, culture, sécurité) comme objectif sociétal central ;
- Penser un **modèle européen fondé sur la qualité et la singularité territoriale**, en opposition au productivisme asiatique ou américain ;
- **Réformer la gouvernance européenne** (ex. : fin de la règle de l'unanimité) ;
- **Mieux intégrer la technologie** dans la fabrication des lois.

Séance du 16 avril : Etat des lieux, Sandra Hoibian, directrice générale du CREDOC

Sandra Hoibian, directrice générale du CREDOC

1. Diagnostic :

- Une **société moins fragmentée** qu'il n'y paraît, avec des **progrès notables (tolérance, bénévolat, redistribution)** ;
- **Mais des tensions fortes** : patrimoine inégal, défiance politique, intensification du travail, individualisation (= demande de reconnaissance de la singularité de chaque individu, « chacun ses choix ») sur un mode compétitif.

2. Propositions :

- Abandonner un modèle basé sur la compétition méritocratique **pour promouvoir la coopération structurée** ;
- Promouvoir une **reconnaissance individuelle au sein du collectif**, dans le travail et à l'école ;
- Institutionnaliser des **cadres démocratiques de participation** (conventions citoyennes, tiers-lieux, etc.) ;
- **Repenser l'éducation autour de l'émancipation collective**, au-delà du simple mérite

Séance du 23 avril : Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun : Antoine Foucher, ancien directeur de cabinet de la ministre du travail, auteur de « Sortir du travail qui ne paie plus »

Antoine Foucher, ancien directeur de cabinet de la ministre du travail, auteur de « Sortir du travail qui ne paie plus »

1. Diagnostic : un travail qui ne paie plus

Antoine Foucher pose un constat doublement critique sur le marché du travail :

- **Pouvoir d'achat stagnant** : Depuis 15 ans, le travail n'améliore plus le niveau de vie. Même les hauts revenus stagnent. Ce n'est pas une baisse du niveau de vie, mais une absence de progression.
- **Durée du travail qui ne baisse plus** : Depuis 25 ans, la baisse structurelle du temps de travail s'est arrêtée. Pire, la durée du travail sur l'ensemble de la vie active augmente plus vite que l'espérance de vie.

Il en découle un désalignement inédit : on travaille plus, sans vivre mieux.

Trois causes majeures :

- **Désindustrialisation profonde** : la France est l'un des pays les plus désindustrialisés d'Europe (10 % du PIB en industrie manufacturière).
- **Investissement insuffisant dans les compétences** : chute du niveau éducatif (PISA, PIAAC), qui mine l'attractivité et la productivité.
- **Prélèvements excessifs sur le travail** : augmentation continue des dépenses sociales (retraite, santé, solidarité) financées essentiellement par le travail, qui est plus taxé que l'héritage, la rente ou les retraites.

Une société de rentiers, d'héritiers et de retraités

Antoine Foucher affirme que la France est devenue une société où le travail est systématiquement défavorisé par rapport à :

- **La rente** : le capital est taxé plus faiblement.
- **Les retraites** : stabilité voire hausse des pensions.
- **L'héritage** : concentration croissante du patrimoine, faible taxation effective pour les plus gros héritages.

2. Propositions

Transformations à court terme (choc net pour les travailleurs)

- **Réduction de l'écart entre brut et net** : 100 Mds € de baisse de cotisations sociales salariales ou suppression de la CSG/CRDS sur les revenus d'activité.
- Objectif : **hausse de 30 % du revenu net en 5 ans** pour les 28 millions de travailleurs.

Compromis de financement

- **Capital** : hausse modérée du PFU (flat tax) à 36 %, fiscalité accrue sur les revenus fonciers.
- **Retraites** : suppression de l'abattement fiscal sur les pensions supérieures à 1 600 €/mois ; gel des pensions > salaire médian.
- **Héritage** : plancher d'imposition pour les plus gros héritages (10 à 20 % pour les montants > 500 000 €).
- **TVA « souveraineté »** : modulation de la TVA pour orienter la consommation vers des biens produits localement et faiblement carbonés (TVA verte, sociale et économique).

Vision de long terme

- **Réindustrialisation** : impératif économique et écologique.
- **Investissement dans la formation** : rehausser massivement le niveau de compétences.
- **Refondation du contrat social** : il faut redonner de la valeur au travail, seule source durable de richesse et de cohésion sociale.

- **Méthode politique : référendum et grand débat**. Antoine Foucher plaide pour un référendum national à l'issue d'un grand débat citoyen structuré (6 à 12 mois), coordonné par une commission indépendante, appuyée par le CESE et les CESER.

Séance du 29 avril : Financement de la protection sociale, Frédéric Van Rookeghem, ancien directeur de la Caisse nationale d'Assurance-Maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Michel Yahiel, président du conseil d'administration de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (ARPE)

Frédéric Van Rookeghem, ancien directeur de la Caisse nationale d'Assurance-Maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

1. Diagnostic :

- Sur plusieurs décennies, une **tendance de la dépense publique à évoluer plus vite que la richesse nationale**, ce qui se traduit par une dette et un déficit public élevés.
- Sur le plan démographique, le **vieillessement de la population et l'augmentation des pathologies liées à l'âge** se conjuguent aujourd'hui avec une **baisse du taux de fécondité**.
- Le **débat public se focalise sur le niveau de dépenses** plutôt que sur la production de services publics.

2. Propositions :

- Pour assurer la soutenabilité du modèle, au-delà de la compétitivité-prix, la **compétitivité-produit de l'économie française doit être améliorée** en se positionnant sur des secteurs à forte valeur ajoutée.
- Cela nécessite des **salariés bien formés et une capacité à transformer la puissance universitaire en innovation-produit**.
- Une **bonne utilisation des ressources et une maîtrise des dépenses publiques alignées sur les priorités** sont aussi déterminantes car elles participent à la richesse du pays.
- **Favoriser la réflexion et la négociation pour améliorer la performance du service public**
- **Mobiliser les ressources pour les réorienter sur les priorités** et anticiper les évolutions. Les conditions de la confiance doivent être réunies pour faire évoluer les organisations.

Michel Yahiel, président du conseil d'administration de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi (ARPE)

1. Diagnostic :

- **Baisse du taux de pauvreté des personnes âgées.**
- **Meilleure prise en charge des malades qu'ailleurs.**
- Taux de pauvreté monétaire diminuant beaucoup après transferts sociaux.
- Cependant, le **taux de prélèvements obligatoires et le poids des dépenses sociales apparaissent trop importants**
- Malgré la dépense, **la pauvreté n'a pas été éradiquée et de nouveaux risques sanitaires émergent.**

2. Propositions :

- **Renforcer la productivité de l'économie :** travailler plus nombreux et plus longtemps tout en revenant au paritarisme des caisses de sécurité sociale abandonné en 1983.
- **Besoin d'introduire une part de financement individuel face aux nouveaux risques** à financer.

Séance du 14 mai : Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité : Marion Bet, chercheuse à l'IDDRI au sein du programme « Mode de vie en transition » et Béatrice Sédillot coordinatrice du service des études et statistiques au Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)

Marion Bet, chercheuse à l'IDDRI au sein du programme « Mode de vie en transition »

1. Diagnostic : « Contrat social, pratiques et modes de vie : quels leviers pour une transition écologique juste ? »

- **Crise des pactes sociaux fondateurs :** le modèle historique d'arrangements collectifs (travail, consommation, sécurité, démocratie) est aujourd'hui en crise et montre des signes d'usure et de contestation croissante dans la société française. Ces pactes sont en crises notamment dû aux transformations économiques, sociales et écologiques.
- **Sentiment de rupture du contrat social :** dans les enquêtes qualitatives menées, les citoyens expriment un sentiment d'abandon, lié à la dégradation des services publics, à l'absence de reconnaissance au travail et à l'injustice perçue dans la répartition des efforts.

- **Difficulté à transformer les modes de vie :** les individus n'ont pas toujours les moyens de répondre aux injonctions formulées par manque d'alternatives concrètes (logement, transports, alimentation), malgré une prise de conscience croissante.

2. Propositions :

- **Renégocier les pactes sociaux à l'aune de la transition écologique :** ne pas simplement "ajuster" les politiques existantes, mais repenser les contrats collectifs dans une logique de justice sociale et environnementale.
- **Adopter une approche systémique et réaliste du changement :** penser les interactions entre travail, consommation, démocratie, sécurité – et les leviers concrets de transformation.

- **Favoriser des modes de vie durables et désirables** : créer les conditions matérielles qui rendent possible une transition juste (logement, mobilité, alimentation, emploi).
- **Rompre avec une approche moralisante ou individualisante** de la transition écologique : passer d'un discours du « il faut changer » à « comment rendre le changement possible ». Il faut comprendre comment les modes de vie évoluent et sous quelles conditions. Le changement ne découle pas de la volonté individuelle mais surtout de la possibilité d'agir différemment.

Béatrice Sédillot coordinatrice du service des études et statistiques au Commissariat Général au Développement Durable (CGDD)

1. Diagnostic :

4 grands défis environnementaux interconnectés, liés aux modes de production et de consommation :

- 1. Raréfaction des ressources naturelles** : forte dépendance aux importations (énergies fossiles, métaux critiques) ; tension croissante sur l'approvisionnement.
- 2. Pollution généralisée des milieux** : inquiétudes croissantes sur les nouveaux risques (plastiques, PFAS, résidus pharmaceutiques).
- 3. Changement climatique** : impacts visibles ; empreinte carbone encore élevée (50 % des émissions sont importées) ; effets visibles et croissants sur le territoire.
- 4. Déclin de la biodiversité** : biodiversité française riche mais fragile (nb d'espace menacées à doubler en 20 ans) ; cinq pressions majeures persistent (surexploitation, pollution, destruction d'habitats, climat, espèces invasives).

Évolution des perceptions citoyennes :

- Prise de conscience élevée, notamment sur le changement climatique.
- Forte attente vis-à-vis de l'État

Facteurs de blocage comportementaux :

- Inégalités territoriales fortes dans l'accès à des alternatives durables (mobilité, logement, alimentation).
- Difficulté à concilier transition écologique et justice sociale, en particulier pour les ménages modestes.

1. Propositions :

- Ne pas penser la transition comme un simple ajustement technique, mais comme un **changement structurel impliquant tous les domaines de la vie quotidienne.**

Séance du 21 mai : Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive : Alexandre Saubot, Président de France Industrie, Directeur général du groupe HAULOTTE et Anaïs Voy-Gillis, géographe, spécialiste de la réindustrialisation en France et en Europe

Alexandre Saubot, Président de France Industrie, directeur général du groupe HAULOTTE

1. Diagnostic : Sommes-nous encore capables de produire davantage en France ?

- **Importance fondamentale de l'acte de produire** : La réindustrialisation voit plus large que la simple industrie mais prend en compte l'ensemble des actes de production (agriculture, agroalimentaire, industrie...), base de la création de richesse et de la souveraineté.
- **Modèle économique sous tension** : le maintien du niveau de vie s'est fait via la dette. La baisse de richesse par habitant a été masqué par l'augmentation de la dette publique
- **Réindustrialisation encore possible, mais dans un cadre repensé** : L'objectif n'est pas de reconstruire l'industrie d'hier, mais d'en créer une nouvelle, ancrée dans nos atouts (technologie, luxe, innovation) et viable dans un monde ouvert.
- **Manque d'adéquation formation/marché du travail** : La formation est souvent déconnectée des besoins économiques réels, générant du déclassement et un sentiment d'inutilité. Ce désajustement nuit à la productivité individuelle et nationale.
- **Vision parfois déséquilibrée de la transition écologique** : Des normes environnementales trop rigides peuvent entraîner des délocalisations, avec un double effet négatif : perte de richesse nationale et hausse des émissions globales (car l'énergie française est plus décarbonée que celle de nombreux pays tiers).

→ **Risque géopolitique et perte d'autonomie stratégique** : Dans un monde instable (Russie, Chine, États-Unis protectionnistes), l'absence d'un tissu productif robuste fragilise notre souveraineté et notre capacité d'adaptation.

2. Propositions :

- **Réhabiliter la valeur de l'acte de produire** : Recentrer les politiques économiques sur la production de valeur, comme condition de la prospérité, de la solidarité et de la transition écologique.
- **Investir massivement dans la formation et les compétences** : Faire de la formation (initiale et continue) le premier levier de réindustrialisation. Articuler aspirations personnelles et besoins économiques pour éviter les impasses professionnelles. Il faut que chacun, acquière les connaissances et les savoir-faire nécessaires pour produire davantage de valeur, que ce soit par des biens, des services, ou de l'intelligence mise au service de la collectivité
- **Investir dans les secteurs porteurs de potentiel** : émergence de projets viables
- **Mieux calibrer la régulation environnementale** : Trouver un équilibre entre ambition écologique et maintien de la production en France.

Anaïs Voy-Gillis, géographe, spécialiste de la réindustrialisation en France et en Europe

1. Diagnostic : Industrie au cœur du débat public depuis 2020 : mise en lumière des problèmes de dépendances qui ont conduit à une perte de souveraineté, une augmentation de la précarité, des tensions géopolitiques.

- **Réindustrialisation indispensable mais complexe** : enjeu stratégique face à la crise climatique, aux fragilités des chaînes de valeur mondiale et à la nécessité de renforcer la souveraineté économique. Fin d'une illusion où nous pouvions délocaliser nos capacités productives tout en restant une puissance éco stable et souveraine.
- **Le tissu productif français s'est considérablement érodé** : pertes d'emplois industriels, externalisations, perte de savoir-faire, faiblesse des écosystèmes locaux de production.
- **Problème de continuité et de pilotage** : absence d'une politique industrielle claire et stable sur le long terme ; politiques souvent réactives, liées à des crises (COVID, Ukraine, etc.).
- **Difficulté à articuler réindustrialisation et transition écologique** : les objectifs de décarbonation restent trop abstraits ou technologiques, sans réel ancrage dans les choix industriels concrets (ex : quels produits ? quels usages ? pour quels besoins ?).
- **Tensions territoriales** : certains territoires restent à l'écart des projets de réindustrialisation ; le rôle des collectivités est trop marginalisé dans les politiques nationales.

2. Propositions :

Construire une vision politique assumée de la réindustrialisation :

- Clarifier à quoi sert l'industrie dans la société de demain : quels besoins elle doit répondre, quels biens produire, avec quelles ressources.
- Renouer avec une vision stratégique, au-delà de la simple compétitivité ou de l'attractivité économique, l'industrie est au service d'un projet de société.
- Interroger la réindustrialisation dans le cadre européen

Réorienter les politiques industrielles autour de 3 dimensions clés :

5. **L'utilité sociale de la production** : relocaliser en fonction des besoins collectifs (santé, alimentation, énergie, mobilité). Il faut que l'industrie évolue avec la société
6. **L'empreinte écologique** : intégrer pleinement les objectifs de sobriété dans les choix industriels (penser en termes de cycle de vie, d'usages, et non seulement d'innovation technologique).
7. **L'ancrage territorial** : soutenir les écosystèmes industriels locaux, impliquer les acteurs des territoires (collectivités, élus locaux, syndicats, citoyens).

Séance du 27 mai : Préserver le régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile. Anne Levade, professeure des universités en droit public, Paris I Panthéon-Sorbonne, Magali Della Sudda, directrice de recherche au CNRS, Sciences Po Bordeaux, Manon Pengam, maîtresse de conférences en sciences du langage CY Cergy Paris Université et Sabine Ploux, chargée de recherche au CNRS : cahiers de doléances

Anne Levade, professeure des universités en droit public, Paris I Panthéon-Sorbonne, constitutionnaliste

1. Diagnostic

- **La crise de la démocratie représentative est profonde** : les tentatives techniques pour y remédier échouent car elles ne s'attaquent pas au cœur du problème, qui est la **perte de confiance** dans le principe même de représentation.
 - **L'inflation normative actuelle suscite de la confusion pour les citoyens qui n'arrivent pas à suivre**
 - **Cette crise est une crise de la démocratie représentative libérale qui repose sur trois piliers** : 1) préserver la liberté, ce qui se traduit par l'émancipation individuelle ; 2) la recherche du bien commun avec des décisions fondées sur l'intérêt général ; 3) une vision à long terme portée par un projet politique, dernier pilier qui fait particulièrement écho à un travail mené à l'horizon 2050.
- Ces trois piliers sont contredits par un **discours de protection se substituant à la garantie des conditions de l'émancipation**, par la **montée de l'individualisme** et la **demande d'immédiateté** et par **l'inflation normative**.

2. Propositions

- Les **référendums et la démocratie participative** peuvent ponctuellement rendre la parole au peuple
- **Mais ils ne doivent pas être utilisés à l'encontre des représentants élus** et leurs effets doivent être anticipés.

**Magali Della Sudda, directrice de recherche au CNRS, Sciences Po Bordeaux,
Manon Pengam, maîtresse de conférences en sciences du langage CY Cergy Paris
Université et Sabine Ploux, chargée de recherche au CNRS : cahiers de doléances**

1. Diagnostic :

- Il existe **différents types de cahiers de doléances**, dont ceux mis en place à l'occasion de l'opération « mairies ouvertes » en 2019 dans les mairies et permanences parlementaires, estimés à **200 000 contributions remplies dans 16 000 communes**.
- Ces cahiers expriment les **attentes de citoyens en matière de justice sociale, fiscale et environnementale**.
- Leur matière n'est pas nécessairement **obsolète car ils fournissent des éléments contextuels, différents de la formation de l'opinion par les sondages et les réseaux sociaux** qui déterminent l'agenda médiatique et politique.

- Ils expriment une **forte demande de participation citoyenne et de prise en compte des besoins locaux dans les politiques publiques**.

2. Propositions :

- **Coconstruire des propositions de transition écologique juste et durable adaptées à chaque territoire**.
- **Renforcer les services publics comme moyen de faire advenir l'équité entre les personnes et les territoires**.
- **Renouer le dialogue entre société civile et institutions** : améliorer le fonctionnement des institutions dans un sens d'écoute et de responsabilité (*accountability*), valoriser les différentes formes de participation citoyenne.

**Séance du 4 juin : Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international :
Didier Breton, démographe et chercheur associé à l'INED,
Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme
« Macroéconomie et finance internationales » CEPPI et
Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme**

Didier Breton, démographe et chercheur associé à l'INED

1. Diagnostic : la France comme d'autres pays occidentaux, voire aussi la Chine ou la Russie, entre dans un nouveau régime démographique pour les 90 ans à venir

- Baisse durable de la fécondité : Le taux de fécondité en France est désormais de 1,62 enfant par femme (touche toutes les tranches d'âges), bien en dessous du seuil de renouvellement des générations. + moins de désir d'enfant dans un contexte d'incertitude

- **Vieillesse de la population** : La proportion de personnes âgées augmente fortement, notamment avec l'arrivée à un âge avancé des générations issues du baby-boom et l'augmentation de l'espérance de vie :
 - Va conduire à des inégalités intergénérationnelles accrues
 - Pression budgétaire de plus en plus forte
 - Reconfigurations territoriales et sociales

- **Croissance démographique tirée par l'immigration** : Le solde naturel est désormais faible, voire négatif, et l'immigration devient la principale source de croissance de la population.
- **Défis majeurs à venir** : Risque de **trappe démographique** (fécondité basse durablement installée pour 90 ans) et **financement de la dépendance** dans un contexte de vieillissement massif.

2. Propositions :

- **Sortir de la trappe de basse fécondité** : Quid de l'évolution du désir d'enfant sans la pression sociale ?
- **Préparer le financement de la dépendance** : Anticiper les besoins croissants liés à la prise en charge des personnes âgées.
- **Valoriser la francophonie dans les zones à forte croissance démographique**, notamment en Afrique, pour **accroître l'attractivité migratoire de la France** et renforcer les liens culturels, économiques et linguistiques.

Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme « Macroéconomie et finance internationales » CEPII

1. Diagnostic :

- **Un modèle économique à bout de souffle** : La France a privilégié le soutien de la demande intérieure (notamment via la dette publique) au détriment de la compétitivité industrielle.
- **Désindustrialisation massive** : Depuis les années 1970, les politiques publiques ont contribué à une perte importante de capacités productives.
 - Comparaison défavorable avec l'Allemagne : Là où l'Allemagne a investi dans son industrie tout en maîtrisant ses dépenses sociales, la France a accru son endettement.
- **Trappe à désindustrialisation** : Le poids des dépenses sociales, la dette extérieure croissante et la désindustrialisation s'autoentretiennent, rendant le redressement difficile à court terme.

2. Propositions : Enjeu central de la réindustrialisation du tissu productif pour générer une croissance durable

- **Réorienter l'économie vers la production industrielle**, sur le modèle de la Suède.
- **Réduire significativement la dette publique**, condition nécessaire à une trajectoire soutenable.
- Engager une **réforme fiscale ambitieuse**, notamment autour de la TVA et du financement de la sécurité sociale.
- **Coopérer stratégiquement avec la Chine**, malgré un contexte de forte concurrence internationale.
- **Investir dans des secteurs ciblés**, pour éviter un décrochage technologique durable.

Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme

1. Diagnostic :

- **Progrès significatifs en matière de droits humains** depuis les années 1990 : recul du racisme, avancée de l'égalité femmes-hommes, diffusion des valeurs humanistes et universelles.
- **Aggravation des inégalités sociales**, notamment en lien avec le changement climatique et les tensions géopolitiques.
- **Accentuation des migrations**, motivées par des causes économiques et politiques.
- **Fragilisation du vivre-ensemble**, face à la montée de discours populistes et nationalistes, et à une société en mutation.

2. Propositions :

- **Politiser la question sociale**, pour mieux l'intégrer aux politiques publiques et renforcer la cohésion sociale.
- **Renforcer l'éducation et l'accès à la connaissance**, leviers clés pour favoriser la tolérance et contrer les dérives extrémistes.
- Réconcilier transitions écologique et numérique avec le vivre-ensemble, afin de construire une société plus inclusive et résiliente.

Séance du 10 juin : Gouvernance de l'action publique et pilotage des politiques publiques : Arnaud Bontemps, porte-parole du collectif « Nos services publics » et Arnaud Teyssier, historien

Arnaud Teyssier, historien

1. Diagnostic

- **Invariants dans la société** : Les sociétés démocratiques doivent être prêtes à affronter des chocs, avec un système de défense autonome.
- **Défis contemporains** : Guerres, tensions internationales, force des souverainetés, réapparition de vieilles tensions, force du capitalisme financier, vieillissement des populations occidentales, importance des flux migratoires, évolutions écologiques, sociologiques et économiques.
- **Constitution de 1958** : elle est non seulement politique mais c'est aussi un système de civilisation avec une administration active et interventionniste.
- **Crise morale du capitalisme** : De Gaulle avait anticipé cette crise et la nécessité d'une démocratie participative.

2. Propositions

- **Retour aux fondamentaux** : besoin d'être prêts pour traverser les turbulences, retour aux fondamentaux de la société.
- **Rôle de l'État fort** : L'État doit porter les grands projets sociaux et industriels, être l'armature de la société, cf planification des années 60 et « gouverner c'est contraindre ».
- **Révision des concepts fondamentaux** : cf planification des années 60 à revoir, chaîne de décision courte en France qui assure la place du président sur la scène internationale, rôle des référendums avec débats approfondis en amont, cf De Gaulle en 1969 : donner la parole à la société et avoir échelons territoriaux pour donner la parole aux forces vives pour compléter l'expression par le vote.
- **Redonner confiance aux agents publics**, remettre l'État au cœur du débat public.

Arnaud Bontemps, porte-parole du collectif « Nos services publics »

1. Diagnostic

- **Décalage entre besoins de la population et moyens des services publics** : les services publics peinent à répondre aux besoins croissants de la population qui se sent délaissée malgré, paradoxalement, l'augmentation du nombre de fonctionnaires et des moyens financiers. (*Cf rapport sur état des services publics du collectif « Nos services publics », édition 2025 sera centrée sur la question des territoires*)
- **Évolution des besoins** : augmentation des déplacements, scolarisation accrue des jeunes, hausse des maladies chroniques. Ces besoins ont parfois évolué du fait de la croissance des services publics : il n'y aurait pas eu de hausse des déplacements sans infrastructures de transport, pas de scolarisation sans infrastructures scolaires.
- **Nécessité de repenser les services publics** : Repenser les services publics en fonction des besoins fondamentaux de la population selon une échelle de gradation sujet par sujet, des besoins en face desquels on met des droits (droit à l'eau, droit à la santé...).

2. Propositions

- **Partir des besoins fondamentaux plutôt que des moyens** : identifier clairement les besoins fondamentaux de la population et structurer les services publics en conséquence.
- **Démocratiser le fonctionnement des services publics** : exemple de la protection de l'enfance, compétence du conseil départemental mais qui n'est pas un sujet des élections cantonales, pourquoi ne pas le concevoir plutôt avec les enfants, les travailleurs sociaux, les familles ?
- **Renforcer l'État** : importance d'un État fort pour faire face à la transition écologique notamment.
- **Redonner confiance aux fonctionnaires** : Valoriser le rôle des fonctionnaires et renforcer l'administration pour porter les grands projets de manière efficace.

B

Récapitulatif des sujets identifiés par les formations de travail

1. Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive	60
2. Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun	61
3. Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité	62
4. Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile	63
5. Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international	65
6. Financement	65
7. Développement des territoires et construction de l'action publique	66
8. Choix sociétaux	67

CONTRIBUTIONS REÇUES DE L'ENSEMBLE DES FORMATIONS DE TRAVAIL

AEI : Affaires européennes et internationales

ASS : Affaires sociales et santé

DDFE : Délégation aux droits des femmes et à l'égalité

DOM : Délégation aux outre-mer

ECC : Éducation, culture et communication

ECOFIN : Économie et finances

ENV : Environnement

TAA : Territoires, agriculture et alimentation

TEE : Travail et Emploi

CT Part Démo : Commission temporaire *Participation démocratique*

CT CANN : Commission temporaire *Cannabis*

CT Fin de vie : Commission temporaire *Fin de vie*

CT IA : Commission temporaire *Intelligence artificielle*

B

Récapitulatif des sujets identifiés par les formations de travail

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. Autonomie stratégique économique de l'UE (AEI) Avec l'épidémie du COVID puis la guerre en Ukraine, la question des dépendances de l'UE vis-à-vis des produits et des biens vitaux s'est posée. Dans le contexte géopolitique actuel, cette question demeure plus que jamais et incite l'UE à déployer une action coordonnée de ses politiques, à pouvoir choisir ses dépendances et non plus les subir et à faire du développement durable un levier majeur de renforcement de l'autonomie stratégique de l'UE.</p> <p>2. Permettre à chacun de trouver une place dans un modèle socio-économique qui fonctionne bien (DOM)</p> <p>3. Orientation de l'épargne vers des investissements productifs (ECOFIN)</p> <p>4. Face à l'émergence de nouvelles formes de précarité, mobiliser les acteurs pour lutter contre les inégalités et la précarité au travail, et pour accroître l'inclusion sociale (TEE)</p>	<p>1. À l'horizon 2050, la coordination et la conduite simultanée des transitions démographique, écologique et technologique dans leurs conséquences pour le travail et l'emploi. (TEE)</p> <p>2. Dans le cadre de scénarios portant sur l'évolution de la société française à l'horizon 2050, cerner les contours de ce que pourrait être la place du travail et indiquer quelle devrait être sa contribution à un nouveau modèle de société en s'attachant à répondre aux questions qui la déterminent : Quelle fonction d'intégration sociale pour le travail de demain ? Quelle place du travail par rapport aux autres dimensions de la vie sociale ? Quel sens et quelle finalité du travail (par ex. travail identitaire et travail utilitaire) ? (TEE)</p> <p>3. L'évolution de la pénibilité du travail, de la qualité de vie et des risques pour la santé au travail : quelle prévention à l'horizon 2050 ? Quelle conciliation des temps de vie ? (TEE)</p> <p>4. À l'horizon 2050, quelles compétences sur le marché du travail dans un monde où l'IA sera devenue omniprésente, où les attentes sociales à l'égard du travail auront évolué, et où la transition écologique aura imprimé sa marque, en faisant évoluer ou disparaître des métiers et en naître d'autres ? Quelles transformations nécessaires de l'organisation de la formation initiale et de la formation continue en conséquence ? (TEE)</p> <p>5. TRAVAIL / ECONOMIE Garantir une juste place aux femmes face aux grandes transitions du monde du travail Une difficulté à passer des droits formels aux droits réels : discriminations et ségrégation professionnelle (et métiers à prédominance féminine moins rémunérés) (DDFE)</p> <p>6. TRAVAIL / ECONOMIE Garantir une juste place aux femmes face aux grandes transitions du monde du travail La situation, décrite plus haut, risque de s'aggraver car la place des femmes est un impensé des politiques du monde du travail (DDFE)</p>

1. Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive

2. Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. Comment renforcer effectivement la prévention en santé ? La question critique est donc désormais celle de l'opérationnalité : quelles méthodes fonctionnent et comment sont-elles évaluées ? Quels sont les freins et comment peut-on les lever ? Quels leviers ne sont pas suffisamment activés ? (ASS)</p> <p>2. Le développement de la prévention en santé au travail et l'intensification des efforts de prévention primaire (TEE)</p> <p>3. Quelles solidarités pour répondre aux défis de la perte d'autonomie ? Les sujets critiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> → l'inscription de ces principes dans le fonctionnement de la sécurité sociale → l'acceptabilité sociale des modalités de leur financement. (ASS) <p>4. Précarité, inégalités, repli des politiques de solidarité, ineffectivité des droits et difficultés nouvelles du travail social</p> <p>Le sujet critique : le choix des objectifs et des moyens que l'on veut donner aux politiques sociales, et donc aussi, le sens du travail social (ASS)</p> <p>5. L'accès de tous à un logement répondant aux besoins en termes de confort, d'accessibilité, de taille et de localisation géographique – anticipation du logement de demain (évolutions démographique et sociologique, résilience face au changement climatique) (TAA)</p> <p>6. L'accès de tous à une alimentation saine en quantité suffisante et plus largement la question de la démocratie alimentaire (TAA)</p>	<p>1. Comment garantir un accès aux soins pour tous ? Le sujet critique : la structuration d'une politique globale d'accès et de continuité des soins : comment assurer l'adéquation, à l'échelle des bassins de vie, entre les besoins et l'offre de santé ? (ASS)</p> <p>2. L'avenir de notre protection sociale : que veut-on et comment le finance-t-on ? Le sujet critique : comment adapter la protection sociale aux évolutions des besoins de notre société ? Quelle place pour le paritarisme ? Comment aller vers un système plus lisible, plus juste et plus solidaire, qui garantisse l'effectivité et l'opposabilité des droits ? (ASS)</p> <p>3. Financement de notre protection sociale / Quel financement pérenne pour notre santé ? (ECOFIN)</p> <p>4. L'accès à la santé et à des soins de qualité est un droit essentiel de notre pacte social (DOM)</p> <p>5. Remarque complémentaire (ENV) : La santé dans les évolutions environnementales</p>

3. Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<ol style="list-style-type: none"> 1. Transition écologique versus modèle économique et social actuel (ENV) 2. Modes de vie durables versus “société de consommation” (surconsommation, gaspillage, incitations à consommer) (ENV) 3. Restauration et sauvegarde de la biodiversité versus pressions exercées sur la nature (artificialisation des sols, exploitation des ressources, pollutions...) (ENV) 4. Concilier le développement socio-économique avec les enjeux environnementaux (DOM) 5. L’adaptation continue des métiers aux besoins des transitions dans une économie plus sobre (TEE) 6. ENVIRONNEMENT / Engager une transition écologique qui croise les enjeux d’égalité des genres pour une société durable (DDFE) 7. Quel avenir pour le Pacte vert et les questions de transition juste ? (AEI) <p>Le CESE s’inquiète du ralentissement de la dynamique sur ces questions au niveau mondial et européen. Les dernières déclarations de la présidente de la Commission européenne introduisant l’idée de flexibilité de l’objectif de réduction de gaz à effet de serre d’ici à 2040 confirment cette tendance. Pour le CESE, il faut continuer à soutenir l’ambition du Pacte vert pour l’Europe et la pertinence des objectifs. L’ensemble des textes restés en suspens ou différés devrait faire l’objet d’un examen systématique tenant compte de l’état des connaissances scientifiques et des obligations internationales de l’UE afin de proposer des solutions permettant sa mise en œuvre globale et effective. Reconnaisant le besoin d’adaptations, notamment en termes de rythme, de méthode, de moyens et d’accompagnement social, le CESE appelle à consolider le Pacte vert européen pour faire de l’Europe le premier continent climatiquement neutre à l’horizon 2050.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le coût de l’inaction, de l’adaptation au changement climatique/Le financement de la prévention et la prise en charge des risques (ECOFIN) 2. Gestion des crises liées à l’environnement (événements climatiques extrêmes, crises sanitaires, « stratégies de repli ») et place des enjeux environnementaux dans les crises « autres » (démocratique, géopolitique, crises financières...) (ENV) 3. Limites planétaires (Donut)/vision systémique/« nexus » (ENV) 4. Remarque complémentaire (ENV) : L’enjeu de « sortir de la société des plastiques » 5. Éducation et formation à la nature et relation au vivant (ECC)

8. Protéger l'océan (AEI) Représentant 71 % de la surface de la planète, l'Océan est le plus grand puits de carbone sur terre. Il est donc nécessaire de disposer d'une stratégie pour sa protection, au plan européen et international, pour les années à venir. De nombreuses questions sont à régler comme celles de sa pollution par les plastiques ou de l'organisation de sa gouvernance. La préservation de l'Océan a des impacts sur la vie de chaque citoyen.

4. Préserver son régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. Modèle démocratique de l'Union européenne Dans un contexte géopolitique bouleversé, la France et l'UE doivent s'interroger sur le modèle démocratique et les valeurs portées par l'UE : droits sociaux et politiques, migrations, santé... ; autant de sujets qui touchent la vie quotidienne des citoyens (AEI)</p> <p>2. Éducation, Éducation populaire et Culture (ECC) Au moment où il faut impérativement préparer l'avenir et faire face aux défis contemporains... un engagement fort pour l'éducation, l'éducation populaire et la culture est essentiel. La capacité d'entretenir des imaginaires et de permettre à tous et toutes de choisir leur parcours, d'être des citoyens capables d'agir sur le monde est un objectif majeur. Dans un tel contexte, la culture, l'éducation et l'éducation populaire sont des leviers indispensables à conforter.</p> <p>3. Défendre l'exercice réel de la liberté associative (ECC)</p> <p>4. Liberté, qualité et indépendance de l'information y compris sur les réseaux sociaux numériques (ECC)</p> <p>5. Urgence d'agir versus processus de décision actuels (démocratie, pouvoir d'agir, lever les freins, rôle des acteurs) (ENV)</p> <p>6. Le renforcement de la démocratie au travail et du dialogue social (TEE)</p>	<p>1. L'éducation à la citoyenneté et à la laïcité (ECC) Dans un contexte de défiance de plus en plus marquée des citoyennes et des citoyens vis-à-vis des institutions et du politique, l'actualité récente a fourni de nombreux exemples de méconnaissance des principes fondateurs de la démocratie comme la séparation des pouvoirs, l'État de droit, les libertés fondamentales, le pluralisme politique, l'égalité devant la loi, la laïcité... Ces exemples sont préoccupants à un moment où les populismes exacerbent les tensions et multiplient les clivages au sein de la société notamment à l'approche des prochaines échéances électorales. L'éducation à la citoyenneté et à la laïcité tout au long de la vie est pourtant un levier pour combler la distance qui s'est creusée entre de nombreux citoyennes et citoyens et la « chose publique », comme en atteste les résultats du dernier baromètre du CEVIPOF.</p> <p>2. Qu'est-ce que la liberté d'expression aujourd'hui ? (ECC)</p> <p>3. Rôle des médias/ réseaux sociaux/ information/ culture dans la bonne compréhension des enjeux - Rôle de la formation initiale et tout au long de la vie (ENV)</p> <p>4. PLACE ET EXPERTISE DE LA SCO / Intégrer la notion de « justice reproductive » dans les politiques publiques nationales et internationales (DDFE)</p>

7. Renforcement du principe de redevabilité au sein des organisations de la société civile envers leurs parties prenantes (CT Part. Démo)

Afin de combattre l'augmentation de la défiance de la Société envers les institutions (voir baromètre CEVIPOF 2025), il faut renforcer l'exigence de reddition de comptes, en un sens à la fois politique et comptable, des pouvoirs publics et en particulier de l'État à l'égard des citoyennes et citoyens.

8. Renforcer la démocratie et la représentation syndicale en entreprise (CT Part. Démo)

Pour construire un modèle de société française soutenable, durable et inclusive, il est indispensable que les salariés et salariées soient plus informés et incités à voter lors des élections professionnelles (Préconisations 10, 11, 12) et connaissent mieux les droits qu'ils et elles possèdent (droit des salariés, du travail, etc.). La représentation syndicale doit être plus importante, en particulier pour les PME.

9. Augmenter la participation dans toutes les opérations de vote pour assurer un modèle démocratique pérenne. (CT Part. Démo)

10. Garantir l'effectivité du droit de vote pour l'ensemble des opérations de vote, quelle que soit la situation (handicaps, etc.) (Part. Démo)

11. Apprentissage de la citoyenneté par le vote chez les jeunes. (CT Part. Demo)

12. Faciliter les modalités d'inscription des jeunes sur les listes électorales et encourager le déplacement aux urnes. (CT Part. Demo)

5. Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. RELATIONS INTERNATIONALES / S'organiser collectivement pour résister aux offensives conservatrices et garantir une société inclusive et démocratique (DDFE)</p>	<p>Une grande partie des préconisations des avis AEI sur le cadre européen et international sont à revoir au regard du contexte international actuel et des bouleversements géopolitiques incessants. Le modèle de société français à l'horizon 2050 ne peut se faire sans prendre en compte la dimension européenne, échelon protecteur mais aussi source de la plupart de nos politiques publiques nationales (AEI)</p> <p>1. La France dans l'Europe à l'horizon 2050 : quel modèle souhaitons-nous ? (AEI)</p> <p>2. La place de l'Europe dans le monde (AEI)</p> <p>3. Nouveau modèle de développement solidaire (partenariats internationaux) et défis du financement (AEI)</p> <p>4. Contribution de la France au renforcement du multilatéralisme à l'horizon 2050 (AEI)</p> <p>5. Santé, souveraineté et indépendance stratégique Sujet critique : d'autres crises vont survenir : que faut-il anticiper, organiser et mobiliser, à l'échelle nationale ou européenne, pour faire face aux nouveaux risques sur la santé ? (ASS)</p>

6. Financement

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. Financement et mise en œuvre des transitions (écologique, énergétique, numérique) (ECOFIN)</p> <p>2. Financement de solidarités et de l'intérêt général (ECOFIN)</p>	<p>1. Finance verte/ fiscalité écologique (Soutien à l'innovation ad hoc/ recherche) Niveau national et européen (ENV)</p> <p>2. Finances publiques : dépense ; recettes ; endettement public et financement des investissements d'avenir / financement de nos politiques publiques (ECOFIN)</p>

AUTRES THÈMES

7. Développement des territoires et construction de l'action publique

Sujets critiques identifiés dans les travaux déjà menés	Sujets manquants
<p>1. Un développement équilibré des territoires intégrant les problématiques urbaines, l'accès pour tous aux services, en particulier publics (TAA)</p> <p>2. √L'impératif du vivre ensemble et de la mixité sociale dans tous les territoires est essentiel pour endiguer le délitement du lien social (ECC)</p> <p>3. Les infrastructures sont un élément essentiel de l'aménagement des territoires et d'un développement qui soit durable. (DOM)</p> <p>4. Territorialiser les politiques publiques pour les rendre plus efficaces et adaptées aux spécificités de chaque territoire (DOM)</p> <p>5. Disposer d'une stratégie française pour les Outre-mer : intégrer les Outre-mer dans toutes les stratégies nationales et mettre ces stratégies au service d'un développement dans la zone régionale. (DOM)</p>	<p>1. Un modèle économique propre à chaque territoire permettant de créer de l'emploi localement afin de résoudre le problème du chômage et de la pauvreté (DOM)</p> <p>2. Développer la formation professionnelle et l'enseignement supérieur sur place pour une montée en compétences et apporter l'expertise nécessaire au développement des territoires. (DOM)</p> <p>3. Comment financer nos communs ? Pour quel modèle social ? Tarification des biens communs / des transports publics. (ECOFIN)</p> <p>4. SERVICE PUBLIC / CONTRAT SOCIAL Repenser le service public à l'aune des nouvelles réalités sociales et de son impact différencié sur les femmes. (DDFE)</p> <p>5. La participation des enfants et des jeunes comme acteurs à la définition des politiques publiques qui les concernent. (ECC)</p> <p>6. La construction des politiques publiques sociales et de santé (ASS) Sujet critique : quels grands principes faut-il imposer au processus de construction des politiques publiques sociales et de santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> → quelle place donner à l'analyse des besoins de la population ? → comment renforcer la participation des publics concernés et à quelles conditions peut-elle être considérée comme effective (et non instrumentalisée) ? → comment doit s'organiser la relation entre les connaissances (scientifiques, sociales...) et la décision ?

8. Choix sociétaux

Sujets identifiés dans les travaux déjà menés

1. EDUCATION / Diffuser la culture de l'égalité vers une société plus respectueuse et inclusive dès le plus jeune âge : un puissant levier de transformation sociale (DDFE)

2. La place des jeunes et des enfants dans notre modèle de société. (ASS)

Les sujets critiques :

- ce que l'on estime collectivement comme relevant des responsabilités de la société vis-à-vis des enfants
- la considération que l'on accorde à l'enfant comme personne, avec des droits, des libertés et des devoirs

3. « Dans une société solidaire, inclusive et émancipatrice, [il importe] d'affirmer le droit de choisir l'accompagnement de la fin de vie » alors que la mort, « autrefois au cœur de la vie quotidienne » s'est « progressivement effacée de l'espace public avec un recul des rites funéraires associant familles et voisins. » **Dans ce « projet humaniste d'une société solidaire, inclusive et émancipatrice, chacun doit être libre de sa vie, de sa fin de vie et de ses choix ». Le CESE a donc préconisé « une modification de la loi pour affirmer qu'en fin de vie, le droit à l'accompagnement est ouvert jusqu'à l'aide active à mourir ».**
(CT Fin de vie)

Un lien fort avec le sujet « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

L'affirmation d'un nouveau droit est conditionnée par son inscription dans « un projet humaniste, d'une société solidaire, inclusive et émancipatrice ». (CT Fin de vie)

4. Échec des politiques publiques françaises prohibant le cannabis à usage dit « récréatif » : (CT CANN)

- les actions de prévention sont inefficaces auprès des jeunes consommateurs ;
- la pénalisation des usages mobilise fortement les services de police et de justice, sans réel effet sur l'ampleur du trafic et du niveau de consommation qui demeure le plus élevé d'Europe.

Organiser le débat public et participatif pour une nouvelle régulation du cannabis, en amont du processus législatif et en demandant aux pouvoirs publics de prendre en compte les résultats de ce débat (redevabilité).
(CT CANN)

Construire un modèle de légalisation encadrée du cannabis : (CT CANN)

- développer une stratégie globale de prévention ;
- protéger en priorité les mineurs ;
- instaurer une politique de réduction des risques ;
- faire de l'agriculture biologique la norme pour la production de cannabis ;
- assurer la traçabilité de la production ;
- interdire toute propagande et publicité ;
- autoriser l'usage aux personnes majeures avec une attention particulière pour celles âgées de 18 à 25 ans.

5. Identifier les impacts de l'IA dans tous les pans de la société :

- Sur nos droits fondamentaux et libertés individuelles ;
- Son empreinte environnementale ;
- Ses conséquences multiples au travail, à l'école, dans les services publics, dans le domaine de la santé... **(CT IA)**

6. Créer les conditions de développement d'une IA au service de l'intérêt général et des êtres humains :

Cet impératif doit orienter toutes les politiques publiques relatives à l'IA.

- Le déploiement de l'IA doit être réalisé en pleine conscience et les citoyens doivent pouvoir exercer des choix éclairés quant au déploiement de ses usages et de ses infrastructures.
- Assurer la transparence et l'explicabilité des technologies et systèmes d'IA. **(CT IA)**

7. En raison des enjeux démocratiques et géopolitiques associés à l'IA, il faut accompagner son déploiement de manière responsable, éthique et durable :

- Disposer de ressources technologiques propres ;
- Créer une Europe forte et stratégique sur le plan économique et commercial. **(CT IA)**

C

Liste des thèmes abordés dans la première phase des travaux

1. La démographie : baisse de la fécondité et vieillissement de la population	72
2. Le modèle social couplé au modèle économique : un pacte à bout de souffle ou pas ?	73
3. Le Travail : mutations profondes et perte de sens	74
4. L'écologie : une crise systémique et culturelle	76
5. L'Economie productive : dépendance et décrochage	78
6. Les différentes échelles de gouvernance et les fractures démocratiques (transversal)	79
7. Efficacité de l'action publique et cohésion territoriale	81

C

Liste des thèmes abordés

1. La démographie : baisse de la fécondité et vieillissement de la population

Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Baisse de la fécondité et des naissances depuis 2010, passant sous le seuil de renouvellement des générations ; → Hausse de la mortalité infantile ; → Entrée dans le grand âge des baby-boomers à l'horizon 2030 ; → Sans l'apport de l'immigration, la population diminuerait structurellement (-300 000 en 2024) ; → Augmentation de l'âge moyen de l'arrivée d'un-premier enfant ; → Ecart croissant entre les différentes catégories d'âge en faveur des plus anciennes qui entraîne un déséquilibre entre actifs et retraités ; → Explosion de la monoparentalité : 30% des foyers français aujourd'hui contre 11% en 1990 ; → Contexte mondial et certitude de migrations climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> → Ecoanxiété, perte de confiance en l'avenir-au regard de la situation géopolitique, environnementale et des menaces qui pèsent sur notre démocratie ; → Écart entre désir d'enfant de 2,27 enfants et fécondité 1,6 enfant (Familles) <u>Les Français-es veulent moins d'enfants - Population et Sociétés - Ined éditions - Ined - Institut national d'études démographiques</u> → Absence de maternités et de services d'accueil en néo natalité ; → Baisse de la fertilité masculine et féminine dû notamment à l'augmentation des perturbateurs endocriniens dans l'environnement de vie des personnes, femmes et hommes ; → Conditions de vie sous tension : précarité de l'emploi, coût et disponibilité du logement près du lieu de travail, charge mentale, dégradation des conditions de vie matérielles, manque de logements ; → Offre de services (petite enfance, logement, mobilité) insuffisante et/ou trop chère dans de nombreux territoires. 	<ul style="list-style-type: none"> → Tensions sur les systèmes par répartition conçus pour une population plus jeune conçu à l'origine sur un équilibre «actifs/retraités» et sur un allongement de la durée de vie inférieur ; → Sous-effectifs dans les secteurs clés (santé, social dont accueil de la petite enfance et protection enfance, perte d'autonomie, liés à la sous-valorisation de ces métiers et au sous-investissement public ; → Moindre prise en compte de l'avenir dans les choix collectifs : manque d'investissement sur la jeunesse ; → Rigidités et conservatismes politiques et économiques explicités-par le poids électoral des boomers ; → Immigration nécessaire à organiser pour favoriser l'intégration et l'acceptabilité ; → Prise en charge de la perte d'autonomie insuffisante et mal adaptée en termes de logement, d'adaptation et d'emplois nouveaux ; → Enjeu du déséquilibre territorial (jeunesse, périphérie, ruralité).

2. Le modèle social couplé au modèle économique : un pacte à bout de souffle ou pas ?

Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Modèle social tel qu'il est financé aujourd'hui est questionné sur sa viabilité ; → Blocage de la mobilité sociale, «classes sociales figées », premières générations à vivre moins bien que leurs parents ; → Modèle social et économique financé, faute de produire, sur la consommation de produits à majorité importés non soutenable au sens économique et écologique ; → Le revenu issu du travail ne permet plus l'accès à une vie meilleure ; → Croissance des inégalités genrées, socio-territoriales, patrimoniales, augmentation des violences patriarcales et inter-générationnelles ; → Montée des précarités et fragmentation des protections qui remet en cause de facto la question de l'universalité ; → Explosion des inégalités en faveur des détenteurs de capital (immobilier, financier) ; → Conflit latent : qu'est-ce qu'on solidarise / qu'est-ce qu'on laisse à charge ; → Inégalités d'accès aux droits et non-recours ; → Augmentation des dépenses de santé et du coût de la dépendance (Santé et citoyenneté) 	<ul style="list-style-type: none"> → Le modèle économique et social s'est construit au sortir de la guerre dans un contexte de restriction généralisée autour d'une vision politique et a pu se développer dans un contexte de prospérité et d'équipement aujourd'hui disparu et remplacé par un modèle de fabrication et consommation de produits étrangers ; → Difficulté à faire société autour d'un projet commun et de valeurs communes ; → Question de la socialisation, risques d'insécurité sociale tout est dans le jeu de la concurrence plutôt que prise en charge par la collectivité ; → Déséquilibre fiscalité travail / capital / héritage ; → Mondialisation, délocalisation Désindustrialisation (FABLESS) et affaiblissement de l'économie productive ; → Affaiblissement ou absence de mise à jour des politiques d'égalité (santé, éducation, logement, aménagement du territoire) ; → Ascenseur social en panne ; → Surenchère des justificatifs pour accéder aux aides publiques, particulièrement vécues par les personnes précaires et vulnérables. → Sous -investissement dans les services publics ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Sentiment de déclassement, de tromperie, et montée des colères sociales, sentiment de contribuer sans contreparties équivalentes du système social ; → Tensions intergénérationnelles ; → Crise de confiance dans le modèle social et recul démocratique lié à l'augmentation de la défiance envers les élus ; → Montée des populismes nourrie par les fractures sociales les discours racistes, la remise en cause de la science et les inégalités sociales ; → Définition de « populismes » ? ; → Difficulté à faire société autour d'un projet commun ; → Tensions permanentes sur tous les services publics en particulier la santé ; → Manque de visibilité des conséquences positives de notre modèle social à la fois en termes de coûts évités mais aussi du coût réel des soins apportés ; → Manque de visibilité sur les conséquences de la politique des exonérations de cotisations et des différences salariales homme/femme ; → Des inégalités sociales qui expliquent une grande part des déséquilibres territoriaux et démocratiques ;

<ul style="list-style-type: none"> → L'augmentation des maladies chroniques qui représentent aujourd'hui la part la plus importante des dépenses de l'Assurance maladie (prestations en nature et prestations en espèce) ; → Les exonérations de cotisations créent mécaniquement des pertes de recettes sans compensation ; → Fragilité réelle ou ressentie des classes moyennes ; → Difficultés d'accès au logement en particulier pour les jeunes, locataires et primo accédants. 	<ul style="list-style-type: none"> → Inégalités environnementales liées aux inégalités sociales et territoriales : Pollutions en augmentation, cancers en augmentation, espérance de vie en bonne santé en régression, virus récurrents en augmentation ; → Prise de drogues et médicaments en augmentation, burn out et troubles psychiatriques en augmentation ; → Ajouts prévention et financiarisation ; → Manque de ressources lié au volume de la fraude et de l'optimisation fiscale (80 milliards) et sociale (6 à 8 milliards) 	
---	---	--

3. Le Travail : mutations profondes et perte de sens

Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Le travail ne garantit plus la sécurité économique, certaines catégories n'ayant elles-mêmes jamais connu la sécurité économique ; → Définition du mot travail s'est perdue en route : il y a du travail non salarié aussi, des bénévoles et des parents à la maison ; → Fiscalité pèse essentiellement sur le travail et sur la consommation (TVA) : décrochage des revenus par rapport au coût de la vie pour les besoins essentiels ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Réorganisation du travail sous pression de la compétitivité mondiale et de la course aux coûts bas → Absence ou déficit d'un récit collectif autour du sens du travail (transition écologique comme atout compétitif, facteur de lien et de justice sociales, etc..) et injonctions paradoxales mettant à mal l'idée du travail bien fait ; → Sous-valorisation historique des métiers du lien, du soin, et de la transformation, de l'éducation et de la recherche ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Perte de productivité liée à la perte de motivation (13% des Français réellement motivés par le travail) (Environnement et nature) elle-même liée à la perte de sens ; → Incapacité à embarquer le monde du travail dans une transition écologique à la hauteur des enjeux ; → Crise d'attractivité de nombreux secteurs essentiels ; → Difficultés de recrutement et d'accompagnement des transitions professionnelles ;

- Usure professionnelle, perte de sens, inégalités dans les parcours : 1 senior sur 2 est sans emploi au moment de l'arrivée à la retraite et le manque de moyens des instances représentatives du personnel est problématique ;
- Multiplication de formes d'emploi hybrides subis ou précaires (indépendants, plateformes) parallèlement à des statuts encore protecteurs (CDI, fonction publique)
- Perte de sens du travail ;
- Inadaptation du management ;
- Faible prise en compte de la place spécifique des femmes dans les enjeux du travail (travailleuses précaires, pénibilité = « impensé des politiques du travail ») ;
- Transitions écologique et numérique (IA) bouleversant les compétences (pas sur le même plan)
- Faible automatisation et robotisation : retard par rapport à d'autres pays européens, notamment l'Allemagne ;
- Innovation limitée dans les modèles d'organisation du travail ;
- Inadéquation et défaut d'anticipation sur les compétences métiers, avec un problème d'orientation des jeunes ;

- Inadéquation du système de formation initiale et continue peu articulé à l'anticipation nécessaires aux enjeux de demain ;
- Absence de reconnaissance du travail non marchand dans les modèles de création de valeur ;
- Décalage entre les attentes en matière de management et les réalités du travail, aversion au risque ;
- Manque d'accompagnement des reconversions professionnelles ;
- Aucune vision stratégique d'ensemble (intelligence économique), manque de scénarios prospectifs ;
- Manque d'un pilotage national d'une politique travail, emploi et formation dans le cadre de la planification écologique
- Transferts de compétences et de technologies (issus de transferts légaux et pillages de brevets) aux pays à bas coûts (Chine notamment puis Asie du Sud-est
- Défaut ou retard de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur dans les outre-mers ;
- Rapport difficile au risque et à l'innovation, lié à des acquis culturels qui se jouent dès l'enfance, dans l'éducation et dans l'évaluation des acquis (vs pays anglo-saxons)

- Risque d'un marché du travail polarisé entre nantis et déclassés ;
- Inadéquation des offres et rétractation du marché du travail et course à la « surcompétence » des jeunes diplômés ;
- Impact sur la réduction du pouvoir d'achat ;
- Diminution de la productivité globale et perte de compétitivité à long terme dans l'industrie ;
- Les crises agricoles et de la pêche liées au manque d'assurance d'un revenu digne pour la majorité des agriculteurs et pour les pêcheurs d'une valorisation des métiers artisanaux au profit d'une pêche industrielle ;
- Ajouts sur formation initiale et continue (Associations), éducation au sens plus large, ce qu'on transmet dans la société, apprentissage ;
- Partage de la valeur ajoutée, absence de dialogue social dans les branches ;
- Efficience et évaluation des aides aux entreprises, GEPP au niveau national et territorial.

<ul style="list-style-type: none"> → Le travail des seniors insuffisamment accompagné ; → Absence de capacité de décision des travailleurs sur leur quotidien de travail, manque de démocratie au travail ; → Se pose la question de l'augmentation du temps de travail sur la carrière et des conséquences que cela va induire ; → Ajouts sur formation initiale et continue éducation au sens plus large, ce qu'on transmet dans la société (apprentissage) ; → Partage de la valeur ajoutée, absence de dialogue social dans les branches ; → Efficience et évaluation des aides aux entreprises, GEPP au niveau national et territorial. 		
--	--	--

4. L'écologie : une crise systémique et culturelle		
Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → 5 limites planétaires dépassées en France ; → Effondrement de la biodiversité, réchauffement climatique accéléré ; → Surconsommation d'espaces, de ressources naturelles et d'énergie ; → Ajout sur le bâtiment à horizon 2050 ; → Inégalités environnementales liées aux inégalités sociales et territoriales ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Modèle de société centré sur la production et l'accumulation de biens et la consommation et absence de culture de sobriété ; → Échec et remise en cause des politiques publiques environnementales depuis 25 ans lié : → au décalage entre pouvoir de vivre et fin de mois et vie concentrée dans et autour des métropoles → au défaut d'action publique systémique liée à l'organisation même de l'État. 	<ul style="list-style-type: none"> → Risques d'événements imprévisibles aux conséquences écologiques et sociales majeures et coûteuses crise assurantielle : certains ne pourront plus s'assurer. → Risque d'un basculement de civilisation allant au-delà des changements socio-économiques : villes chroniquement inhabitables l'été, biodiversité dégradée ne jouant plus son rôle de régulation, conflits d'usage pour les ressources, ruptures probables dans les systèmes d'approvisionnement et systèmes de base, etc.

- Risque sur la poursuite du développement des énergies décarbonées (EnR, nucléaire) ;
- L'utilisation de l'IA et du numérique accroît les risques environnementaux et dépendances ;
- Perte de rendements et augmentation des risques liés au changement climatique qui va s'accroître ;
- État préoccupant des océans, espaces maritimes et littoraux ;
- Reculs, blocages ou résistances aux réglementations existantes, ex menaces sur le Pacte vert ;
- Insuffisante prise en compte de la culture du risque (anticipation, gestion, adaptation...) ;
- La transition écologique appelle un effort renforcé en matière d'anticipation, de formation et d'adaptation des compétences (et pas seulement « d'orientation des jeunes »)

- Les précédentes avaient mieux marché (Politique du Patrimoine culturel et naturel depuis 1930) mais elles doivent désormais intégrer la complexité, l'interdépendance et l'évolutivité.
- Politiques environnementales cloisonnées impactant la (Familles) santé publique, alors que les enjeux de santé publique appellent un décloisonnement ;
- Faiblesse de l'évaluation et de la prospective dans le pilotage de l'action publique : les concepts et intentions semblent remplacer la mesure de l'efficacité ;
- Déficit de démarches de planification, de désignation de « caps » et d'indicateurs ou instabilités des politiques correspondantes ;
- Rentabilité économique reposant sur des externalités non comptabilisées incluant la problématique de la consommation d'eau qui n'est pas réservée qu'à l'activité agricole et du partage de ses usages ;
- Rupture éducative et cognitive dans notre rapport au vivant liée aux modes de vie et de consommation ;
- IA et numérique consomment énergie et eau en quantité, également dans les monocultures céréalières consommatrices d'eau (Blé, Colza, Maïs...)

- Écart croissant entre urgence et mobilisation réelle augmentant de fait les moyens nécessaires pour y répondre ;
- Coûts massifs, possiblement insurmontables à venir pour réparation et adaptation (“murs” d'investissements) ;
- Instabilité économique voire rupture liée à la raréfaction des ressources et à la volatilité des chaînes d'approvisionnement et à la concurrence internationale pour l'accès à ses ressources ;
- Risque de distorsion de concurrence pour les entreprises françaises engagées dans la transition lorsque leurs concurrentes étrangères ne sont pas soumises aux mêmes exigences environnementales ;
- Besoin de s'inscrire dans une dynamique européenne et mondiale ;
- Pertes de parts de marché, arbitrages défavorables à la relocalisation, risques de délocalisation écologique inversée ;
- Dichotomie entre la promotion du modèle social de l'abondance et finitude des ressources qui s'accélère ;

	<ul style="list-style-type: none"> → Limites du multilatéralisme environnemental et recul actuel du droit de l'environnement en France et en Europe. 	<ul style="list-style-type: none"> → Risque d'augmentation de la consommation des énergies fossiles et augmentation des tensions sur l'eau pour satisfaire les besoins de développement de l'IA ; → Compétition accrue sur l'eau en quantité et qualité pour tous les usages ; → Les dérèglements climatiques induisent des déplacements forcés, des conflits économiques et conflits armés, des risques sanitaires majeurs ; → Perte croissante de productivité humaine, agricole, industrielle, liées au dépassement des limites planétaires ;
--	---	--

5. L'Economie productive : dépendance et décrochage		
Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Désindustrialisation continue depuis les années 1970 (Fabless depuis années 2000 avec transferts de compétences qui ont fait décoller les pays dits à bas coût (Perte de 2 millions industriels depuis 1980) ; → Fragilités des filières agri-agro et baisse des rendements ; → Balance commerciale déficitaire ; → Une économie et une croissance encore largement dépendante des énergies fossiles dont la baisse systémique de la production pourrait gravement contraindre dans les années ou décennies à venir, voir publications Shift ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Absence d'intelligence économique et de stratégie industrielle cohérente et à long terme manque de scénarios prospectifs, manque de réflexion sur les biens essentiels et/ou stratégiques ; → Financiarisation du capitalisme industriel ; → Déficit d'investissements en recherche, innovation, formation scientifique ; → Dépendances aux intrants carbonés (Ukraine, Russie) et produits phytosanitaires ; → Affaiblissement de la planification et de l'aménagement du territoire ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Perte de souveraineté et de compétitivité ; → Dépendances stratégiques accrues (technologies, métaux, alimentation) notamment dépendances de l'UE vis-à-vis des produits vitaux ; → La France grande puissance agricole historique importe une partie de son alimentation et concurrencée dans les traités de libre- échange ; → La France grande puissance maritime, ne l'est plus (perte de souveraineté sur sa ZEE en Guyane, flottes de pêche françaises rachetées par les NL) ;

<ul style="list-style-type: none"> → Tissu industriel souvent invisibilisé dans les décisions nationales et inégalement réparti sur le territoire ; → Déficit commercial persistant et aggravé par la désindustrialisation, délocalisation des centres de production et des plateformes de services ; → Existence d'un marché unique européen couplé à une intégration européenne inaboutie, porteuse de déséquilibres ; → Rachat continu de la base industrielle et technologique française par des capitaux étrangers. 	<ul style="list-style-type: none"> → Pression mondiale sur les coûts de production dans un contexte de concurrence asymétrique, coûts de l'énergie ; → Normes et fiscalité parfois désavantageuses pour les acteurs locaux par rapport aux concurrents internationaux, dumping social à l'intérieur de l'Europe et délocalisations ; → Manque criant d'ingénieurs et de techniciens, perte progressive de culture scientifique, évaporation dans les métiers industriels (50%) par manque d'attractivité. 	<ul style="list-style-type: none"> → Réduction du levier industriel pour la transition écologique et l'emploi provoquant chômage de masse, tertiarisation, enrichissement des dirigeants et actionnaires ; → Fragilisation des chaînes de valeur françaises et recul de la présence industrielle dans les territoires, voire désertification de certains territoires ; → Délaissement de la classe ouvrière, désormais attirée par les discours populistes et non progressistes fait débat, à mettre dans partie démocratie ; → Manque d'attractivité des filières techniques et technologiques ; → Menaces sur la sécurité alimentaire alors que le secteur agricole pourrait être créateur.
--	---	---

6. Les différentes échelles de gouvernance et les fractures démocratiques (transversal)

Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Crise de confiance démocratique → persistante aux différentes échelles mais surtout au niveau supra-local ; → Sentiment de dépossession politique ; → Crise de la légitimité démocratique : fracture entre représentants et représentés, éloignement du débat public 	<ul style="list-style-type: none"> → Centralisation excessive très politisée et pas assez en prise avec les réalités des citoyens, des territoires et de long terme – nécessité d'interroger les politiques de décentralisation et déconcentration ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Désaffiliation politique, abstention, radicalités → Ce qui s'exprime : l'idée que le collectif ne représenterait plus les individus, question du maillage social, associatif, syndicale ; → Montée des contestations et des dérives populistes ;

- Recherche permanente d'un « bouc émissaire », chaque parti politique se renvoyant la balle ;
- Entreprises Etats empêchent la régulation : des entreprises-Etats surpuissantes maîtrisant les technologies et les ressources, affranchies de tout contrôle démocratique, capables d'interférer avec le fonctionnement démocratique et d'inféoder des Etats
- Ingérences étrangères accrues dans nos débats démocratiques, guerre hybride dont guerre cognitive avérée contre l'UE par des grandes puissances ;
- Défaut de mobilisation et d'organisation face aux enjeux d'intelligence économique et de guerre hybride ;
- Instances et organisations multilatérales, à l'international « plus que jamais remises en cause » ;
- Liberté d'expressions fortement bousculée en France, en Europe et à l'échelle planétaire et remise en cause de l'accès à une information fiable, indépendante et transparente ;
- Court-termisme et absence d'anticipation sur les évolutions à moyen et long terme ;

- Paradoxe : un besoin de réflexion et planification sur le temps long et des mandats électifs sur un temps trop court (Santé et citoyenneté) d'où un déphasage avec les attentes populaires via un raisonnement encore basé sur des modèles économiques et sociaux arrimés au modèle des Trente Glorieuses ;
- Perte de formations des décideurs politiques ou professionnalisation du personnel politique en perte de repères globaux et de recherche d'équilibre du corps électoral ;
- Difficulté à adapter les institutions aux fractures territoriales et générationnelles et aux enjeux de genre (ex : besoin d'une diplomatie « féministe ») ;
- Manque de filtres paratonnerre (portés par le service public) pour identifier les fausses informations sur réseaux sociaux ;
- Fragilisation du modèle économique des médias traditionnels, augmentation de la dépendance des médias au capitalisme financier, peoplisation des médias, désintérêt pour les territoires ;

- Moindre résilience collective face aux crises et aux chocs exogènes ;
- Manque de vision partagée et absence de cap de long terme pour les acteurs économiques et sociaux ;
- Perte de confiance dans les institutions ;
- Recherche permanente de bouc-émissaires : « tous contre tous » ;
- Importance du dialogue social et de l'engagement citoyen – intérêt général et intérêts particuliers ;
- Risque, à terme d'effondrement démocratique ;
- Sentiment de corruption des élites, instabilité politique, disparition de l'intérêt général au profit d'intérêt sectoriel ou économiques ;
- Tentation de contournement des corps intermédiaires présentés comme porteurs d'intérêts particuliers.

<ul style="list-style-type: none"> → Absence d'association des personnes à la construction des politiques publiques ce qui fait que l'action publique ne part pas des besoins exprimés et donc la fait apparaître comme technocratique ; → Modalités de gouvernance et réglementation encore marquées par des discriminations patriarcales ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Obstacles à l'exercice réel de la liberté d'association, dont intimidations, « procédures baillons » et menaces sur l'octroi de financements publics ; → Déficit d'anticipation stratégique dans la conduite de l'action publique. 	
--	---	--

7. Efficacité de l'action publique et cohésion territoriale		
Constats	Facteurs explicatifs	Conséquences
<ul style="list-style-type: none"> → Fractures, inégalités territoriales et déséquilibres croissants : infra-locales (quartiers), locales, macro-régionales... → Éloignement et disparition, voire désorganisation des services publics manquant de cap et en souffrance ; les réformes telles que la loi MAPTAM n'ayant pas produit les améliorations annoncées et apporter l'accompagnement humain nécessaire ; → Manque de réponses territorialisées et expression d'un besoin de proximité ; → Mise à jour insuffisante de la péréquation des moyens publics pour corriger les écarts territoriaux et le besoin de réponses équitables ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Réformes de déconcentrations (+ Loi MAPTAM et Loi NOTRe) à interroger sur leur adaptation aux réalités territoriales, leur mise en œuvre ; → Déficit de culture évaluative et prospective pour guider l'action publique, absence de logique d'amélioration continue ; → Uniformité nationale bloquant les adaptations locales ; → Abandon du PLAN, création du secrétariat à la planification écologique, réactivation du Plan / France Stratégie... → Sous-investissement dans les capacités locales d'action ; → Pilotage administratif centralisé verticalisé et cloisonné, générant la diminution des compétences ; 	<ul style="list-style-type: none"> → Perte d'efficacité des politiques publiques ; → Crise de l'utilité perçue de l'action publique ; → Risque d'abandon par la République de certains territoires ; → Démobilisation civique et économique dans les territoires périphériques ; → Un exemple de politique décentralisée aux départements mais mal anticipée et insuffisamment encadrée par des personnes compétentes : l'aide sociale à l'enfance ; → Isolement de certaines populations que ce soit dans les métropoles ou les territoires périphériques et ultramarins ;

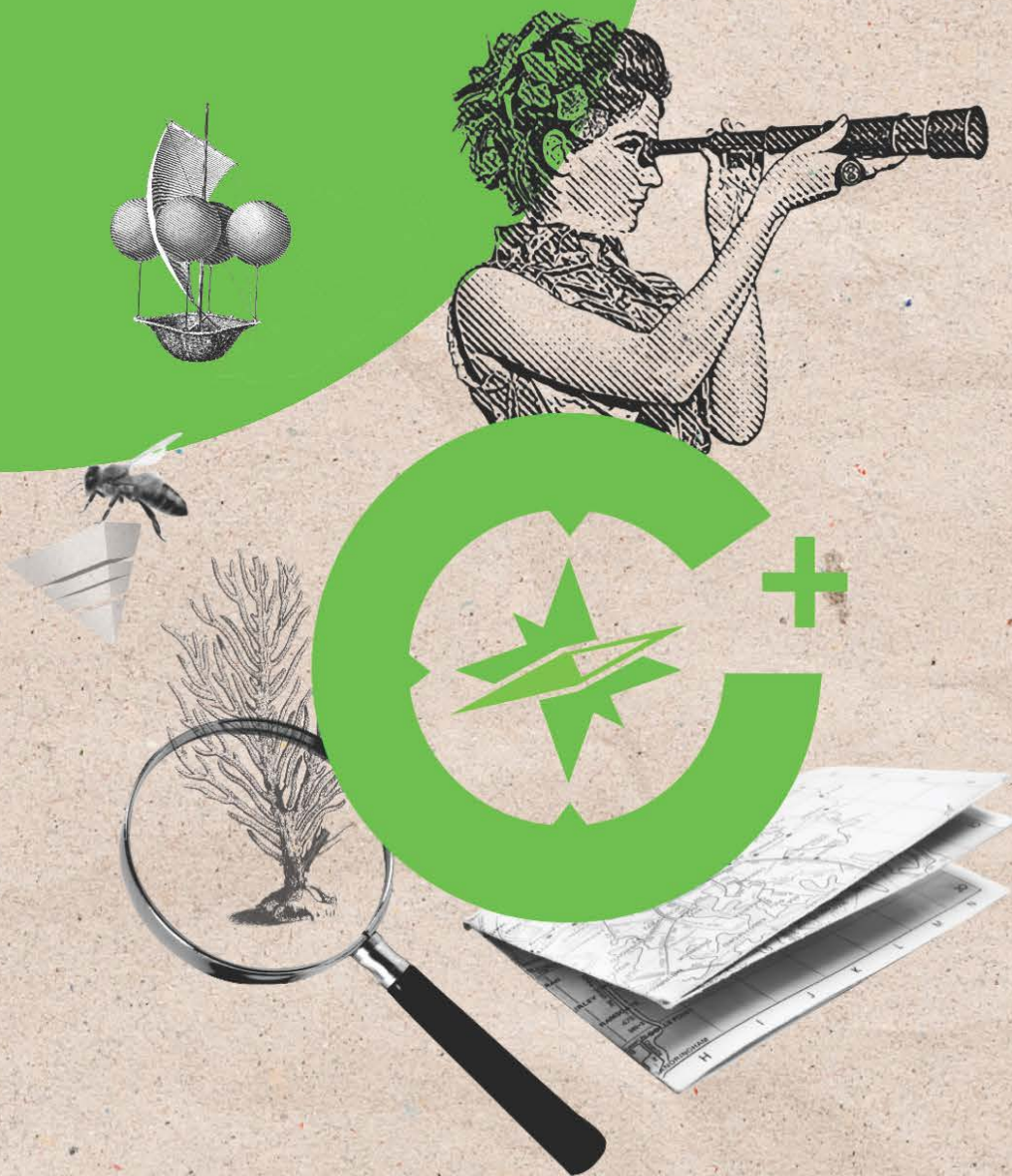
<p>→ Déficit persistant d'infrastructures efficaces dans les territoires ultramarins (énergie, transports, distribution...)</p>	<p>→ Culture juridique normative et fixiste des administrations désormais inadaptée à la prééminence du softlaw issu des normes internationales dans un monde complexe et évolutif ;</p> <p>→ Culture managériale et GRH de l'administration dépassée et inadaptée aux enjeux contemporains ;</p> <p>→ Agencisation et externalisation forcée de l'administration ayant dépossédé les services de leurs moyens et contrôles, dont on critique aujourd'hui les dérives ;</p>	
---	---	--

D

Cahier de prospective
Institut des Futurs souhaitables

SAISINE

*« Pour un modèle de société soutenable, durable
et inclusive à l'horizon 2050 »*



Cahier Prospectif

Saisine « Pour un modèle de société soutenable,
durable et inclusif à l'horizon 2050 »

Mars 2026

Table des Matières

Pourquoi ce cahier prospectif ?	1
I. La démarche prospective	1
Se saisir des transformations à venir 1	
Adopter une nouvelle posture face au futur 2	
Une prospective des souhaitables ³	
Valoriser les diversités de point de vue, surmonter les clivages 3	
Un processus robuste pour la construction de scénarios 4	
Les effets de l'exercice de prospective 5	
II. Explorer différentes dimensions du changement	6
Les mégatendances 7	
Intérêt de l'étude des mégatendances en prospective	7
Méthodologie et effets de l'exercice	7
Les ruptures 8	
Intérêt de l'exploration des ruptures en prospective	8
Méthodologie et effets de l'exercice	8
Les signaux faibles 10	
L'intérêt de chercher et pister les signaux faibles	11
Méthodologie et effets de l'exercice	11
Les futurs souhaitables 12	
Intérêt d'associer raison d'être et futurs souhaitables	13
Méthodologie et effets	13
Une singularité française pour ancrer le futur souhaitable	14
Un récit du futur souhaitable : le modèle de société de la France à horizon 2050	14
Le débat contradictoire sous forme de Controverse d'utilité publique 16	
L'intérêt du débat contradictoire en prospective	16
Méthodologie et effets du débat contradictoire en mouvement	16
III. Trois scénarios pour dessiner des trajectoires vers un modèle de société durable, soutenable et inclusive	17
Comment lire les scénarios ? 17	
Trois scénarios prospectifs 18	
Mise en perspective des scénarios 32	
Conclusion	34
Présentation de l'équipe	35
Annexes	36

Pourquoi ce cahier prospectif ?

Ce cahier prospectif accompagne les travaux du Conseil économique, social et environnemental (CESE) dans le cadre de la saisine « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusif de la France à l'horizon 2050 ». La Commission avis transverse a souhaité mener un exercice de prospective avec comme objectif final de définir des scénarios prospectifs pour la France. L'Institut des Futurs souhaitables a été choisi pour soutenir méthodologiquement le travail des conseillères et des conseillers et les aider à élaborer ces scénarios. Le CESE souhaitait renforcer ainsi sa capacité à élaborer des exercices prospectifs afin de définir le modèle de société de la France à l'horizon 2050.

Retraçant la méthodologie et les productions clés de cet exercice, ce cahier restitue les grandes étapes du projet qui s'est tenu de septembre 2025 à janvier 2026. La démarche prospective alimente la réflexion collective sur le temps long et permet d'éclairer les choix présents à la lumière des futurs possibles. Ce cahier restitue le cheminement collectif, met en visibilité les arbitrages, les tensions et les hypothèses qui structurent les scénarios élaborés. Il ne constitue ni un avis, ni une feuille de route, mais un outil de réflexion collective et de mise en débat, au service de l'aide à la décision.

Il assume enfin les limites inhérentes à tout exercice de prospective mené dans un cadre institutionnel et temporel contraint : loin de figer un futur unique ou consensuel, il propose des scénarios comme supports de discussion, destinés à nourrir la phase finale de rédaction de la résolution "Pour un modèle de société soutenable, responsable et inclusive à l'horizon 2050".

I. La démarche prospective

Se saisir des transformations à venir

Dans un contexte marqué par de profondes transformations environnementales, sociales, économiques, démocratiques et géopolitiques, ainsi que par des ruptures technologiques rapides et structurantes, le CESE a souhaité éclairer les contours possibles d'un modèle de société soutenable, durable et inclusive à 2050. Cet exercice ne se cantonne pas à explorer le futur, mais également à identifier les leviers de transformation du modèle actuel et les défis à relever pour y parvenir.

Pour ce faire, la Commission avis transverse, responsable de cette saisine a engagé trois phases de travail complémentaires qui ont permis de :

1. Diagnostiquer le modèle actuel, identifier les tensions, contradictions et limites, ainsi que les défis à relever ;
2. Explorer les futurs possibles à travers la construction de scénarios prospectifs ;
3. Formuler à partir du diagnostic et des scénarios une interpellation des responsables politiques sur les leviers de transformation nécessaire pour arriver à un modèle de société durable, soutenable et inclusif d'ici 2050.

Rappel des 5 objectifs du modèle de société durable, soutenable et inclusif

Le modèle de société souhaitable doit permettre de répondre aux cinq objectifs suivants :

- Permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;
- Intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;
- Préserver notre régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- Participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international.

Adopter une nouvelle posture face au futur

La prospective nous invite à changer de posture face au futur : ne plus le considérer comme une simple prolongation du présent, ni comme une fatalité à subir, mais comme un espace de choix, de responsabilité et d'invention collective. Dans un contexte marqué par des incertitudes systémiques – écologiques, sociales, économiques, géopolitiques, technologiques, culturelles – la prospective offre un cadre structuré pour penser la complexité, identifier les interdépendances et éclairer les décisions présentes à la lumière des futurs possibles.

Le choix de l'horizon 2050 s'inscrit dans cette logique. Il permet de dépasser le court-termisme, souvent contraint par les cycles politiques ou économiques, et d'ouvrir un espace de réflexion propice aux transformations structurelles. Cet horizon long rend visibles des dynamiques profondes - les mégatendances à l'échelle globale, des émergences de modèles alternatifs dans les marges, des changements lents ou au contraire rapides voire brutaux - qui façonnent nos représentations, souvent sans que l'on s'en rende compte.

L'attitude prospective nous fait aussi naviguer sur plusieurs échelles géographiques. Pour penser l'avenir de la France, nous avons besoin de l'inscrire dans le contexte planétaire et européen, et également de prendre en compte le local, les territoires dans leur grande diversité et richesse.

Adopter cette nouvelle posture demande à chacune et chacun de développer par la pratique un nouveau rapport au futur. Ainsi la prospective telle que pratiquée par l'équipe de l'Institut des Futurs souhaitables est nécessairement participative et cherche à développer la capacité des personnes impliquées à mieux se projeter pour agir face à l'avenir. Pour ce faire, une multitude d'outils et approches sont disponibles, et c'est le croisement de plusieurs manières de penser les transformations qui permet de former une démarche prospective robuste.

Une prospective des souhaitables

L'accompagnement proposé par l'équipe de l'Institut des Futurs souhaitables repose sur un parti pris méthodologique clair : ne pas se limiter à l'exploration des futurs possibles ou probables, mais investir les futurs souhaitables. Cette approche considère que le futur n'est pas seulement à découvrir mais aussi à inventer, en mobilisant l'intelligence collective autour de visions porteuses de sens, d'éthique et de désirabilité.

La prospective des futurs souhaitables vise ainsi à augmenter la capacité d'agir face à des enjeux complexes, articuler données factuelles, imaginaires et valeurs, et travailler simultanément sur plusieurs échelles (local, national, européen, international) et sur différents registres temporels.

Dans le cadre de cette saisine, cette posture permet de dépasser des constats et des opinions divergents sur le présent. Elle invite à structurer le débat autour de ce qui est souhaitable collectivement, même lorsque les chemins pour y parvenir restent incertains ou controversés. Pour ce faire, il est aussi nécessaire de se demander "souhaitable pour qui ?" et de bien ancrer l'exercice dans la connexion à la raison d'être de l'organisation qui porte la démarche - ici une chambre représentative de la société civile organisée - et du système plus grand qu'elle sert - ici la France.

Valoriser les diversités de point de vue, surmonter les clivages

Le CESE comporte une pluralité de sensibilités, qui sont aussi des reflets de la diversité de la société française. De prime abord, cela rend difficile l'ambition de converger sur une vision partagée du futur. Toutefois, en se penchant sur les critères de succès de l'exercice de prospective au démarrage, il est apparu chez les conseillères et conseillers une volonté de construire le consensus incarné par leurs travaux consultatifs. Se tourner ensemble - en tant que société civile organisée - vers un horizon lointain permet de se dépasser afin de répondre

aux défis identifiés dans la phase de diagnostic. Ainsi, il devient possible de définir collectivement les contours d'un modèle de société durable, soutenable et inclusive pour la France à l'horizon 2050, même si les trajectoires pour y parvenir présentent des différences importantes.

Cadrage de l'ambition collective des conseillers/ères

L'objectif est de produire des scénarios prospectifs pour le modèle de société de la France d'ici à 2050, dans lesquels les dimensions sociales, environnementales et économiques sont équilibrées, et qui présentent une voix originale et concertée de la société civile sur le futur modèle de société.

D'une manière qui invite à

- Nous dépasser, acceptant l'inconfort, pour comprendre, travailler et surmonter les clivages de nos organisations.
- Nous adresser aux français.es et aux politiques d'une façon qui leur parle (concret, crédible) et les donne envie de s'engager pour ce futur (inspirant).

Afin de

- Démontrer l'effectivité du CESE et asseoir son rôle d'assemblée du temps long.
- Améliorer la prise en compte de la voix de la société civile dans l'élaboration de politiques publiques de long terme.
- Contribuer à faire évoluer la France vers un futur souhaitable (cohésive, apaisée...).
- Participer au rayonnement de la France en Europe et dans le monde.

Source : Atelier « Méthodologie prospective » avec la Commission avis transverse du 10 septembre 2025.

Un processus robuste pour la construction de scénarios

La première phase opérationnelle de l'exercice de prospective a consisté à collecter les données et principes de construction des scénarios à partir des travaux existants de la commission et du CESE plus largement, et d'un travail de recherche complémentaire afin de disposer de données prospectives fiables. En effet, si les constats dressent bien la situation actuelle, il est important de se munir de projections chiffrées des tendances à long terme provenant de sources respectées pour entamer la construction de scénarios. Ensuite, lors d'ateliers en présentiel et en ligne, la matière collectée - mégatendances, signaux faibles - a été explorée et priorisée au regard du modèle de société de la France à horizon 2050. Une

périodisation a ensuite été établie pour des phases de changement et des moments de rupture ou bifurcation. Un atelier sur la singularité de la France et un débat contradictoire autour de la thématique du travail ont permis de dresser les contours d'un futur souhaitable. Enfin, plusieurs ateliers utilisant toute cette matière ont permis d'aboutir à la construction puis aux récits de trois scénarios dessinant des trajectoires vers ce futur modèle de société, présentant des hypothèses et variables clés différentes.

La seconde phase de travail consistait à présenter ces scénarios au-delà des membres de la commission. Une lecture croisée des trois scénarios a fait apparaître des éléments communs, pointant ainsi des leviers de transformation du modèle de société actuel pour aller vers un modèle durable, soutenable et inclusif à 2050. Une assemblée plénière le 14 janvier 2026 a permis de présenter les travaux à l'ensemble des membres du CESE. Une journée de partage avec les CESER CODEV le 15 janvier, et les journées délibératives du 5 et 6 février avec un panel de 35 citoyennes et citoyens ont aussi permis d'enrichir la réflexion par des regards extérieurs à la commission avis transverse.

Les effets de l'exercice de prospective

Un exercice de prospective vise généralement à nourrir la réflexion stratégique pour éclairer la prise de décision et engager l'action. Les scénarios sont un outil pour développer la capacité à penser le futur autrement. Ainsi, il est important de regarder au-delà du résultat de l'exercice – les scénarios – et en identifier les effets.

Dans le cadre des travaux de la commission, la méthodologie proposée par l'équipe de l'Institut des Futurs souhaitables a permis aux conseillers et conseillères de s'approprier la démarche et de co-construire, avec l'aide de cette équipe, le récit du futur souhaitable et les trois scénarios prospectifs présentés après. Ils ont développé leur capacité de discernement sur des facteurs de changement à différentes échelles territoriales et horizons temporels, et leurs interactions systémiques.

Au début de l'exercice, les échanges au sein de la commission ont montré une relation ambivalente au futur, oscillant entre inquiétude et engagement. Cette lucidité face aux risques n'a pas conduit à un fatalisme généralisé, mais au contraire à une volonté affirmée de se préparer plutôt que de subir, de donner un cap et de réduire les tensions liées à l'incertitude. La prospective est apparue comme un levier pour redonner de la capacité d'agir,

individuellement et collectivement, pour faire ressortir une voix originale de la société civile, et pour accompagner les citoyennes et les citoyens dans les transformations à venir.¹

Les méthodes d'intelligence collective et de projection dans l'avenir ont permis de dépasser un nombre important de tensions identifiées pendant la première phase du travail de la commission et des différents qui ont émergé au fil de l'eau. En effet, plutôt que de traiter les défis séparément et en partant de la situation actuelle, l'exercice de prospective apporte une approche systémique et décale le regard pour trouver des réponses structurelles, souvent répondant à plusieurs défis ensemble.

Tandis que les scénarios ont été construits sur des choix d'hypothèses et de variables clés permettant de mettre en avant la nature du changement de société et d'illustrer différentes trajectoires possibles (rupture, chocs, tendanciel), l'analyse croisée des scénarios a permis quant à elle d'identifier les leviers de transformation communs et convergents en vue de faire advenir un modèle de société durable, soutenable et inclusive à 2050. Cela a pour effet de créer un champ de consensus à un niveau stratégique.

II. Explorer différentes dimensions du changement

Les scénarios prospectifs sont l'aboutissement d'un travail conséquent d'exploration par les conseillères et conseillers de la commission "avis transverse" de différentes dimensions du changement et de données permettant d'appréhender le futur. Un exercice de prospective robuste nécessite de combiner plusieurs approches du futur car l'avenir est un sujet complexe qui ne peut être appréhendé de façon simple et linéaire.

Chaque dimension explorée a donné lieu à des choix de variables clés, la priorisation de champs de données, et un affinage du prisme de la société civile organisée sur les changements susceptibles d'influer sur le modèle de société français.

Ici sont retranscrits une synthèse des dimensions explorées, avec pour chacun des éléments de définition, l'intérêt de cette approche en prospective, et une illustration par les productions des ateliers avec les membres de la commission avis transverse.

¹ Synthèse atelier de cadrage méthodologique, 10 septembre 2025

Les mégatendances

Mégatendance : Une mégatendance est une dynamique à l'échelle planétaire, relativement stable et de long terme, qui trace une trajectoire globale de transformation de nos sociétés. Elle agit comme une force de fond, difficile à infléchir, et dont les effets s'observent partout.

Exemple : le vieillissement démographique, observable dans de nombreux pays à travers le monde.

Intérêt de l'étude des mégatendances en prospective

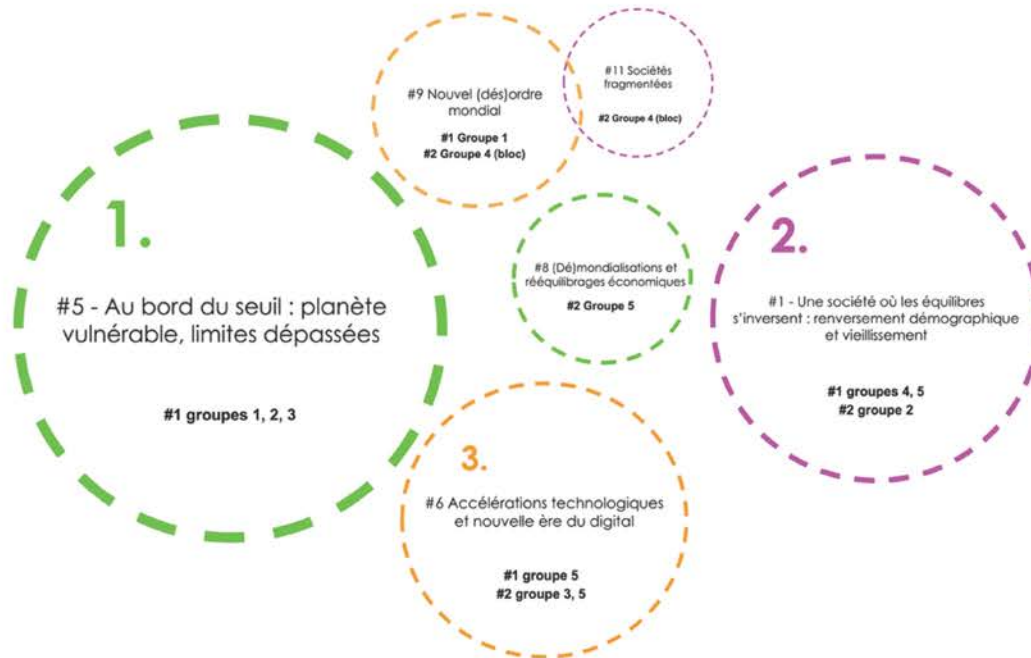
Nous vivons une époque de métamorphoses. Dérèglement climatique, accélérations techniques, insécurité alimentaire, épuisement des ressources naturelles, érosion de la biodiversité, transition énergétique... nous devons faire face à l'échelle mondiale à des enjeux systémiques inédits. Travailler à partir des mégatendances permet d'appréhender ces réalités et de prendre en compte les grandes dynamiques de long-terme qui viendraient impacter la France dans les décennies à venir. L'étude des interrelations entre les mégatendances est cruciale pour naviguer en complexité et ouvrir le champ des possibles.

Méthodologie et effets de l'exercice

Un carnet de 12 mégatendances a été conçu sur mesure pour l'exercice de prospective du CESE (voir annexe 1 pour une vue détaillée de 3 mégatendances), à partir d'une recherche approfondie au sein des bases de données internes de Carine Dartiguepeyrou, membre de l'équipe IFs, ainsi qu'une recherche supplémentaire de sources multilingues (aidée par l'IA Perplexité). 12 mégatendances ont ainsi été identifiées utilisant la cartographie PESTEL (Politique, Économie, Sociétal, Technologie, Environnement, Légal et réglementaire) souvent mobilisée en prospective, augmentée par l'ajout d'enjeux centraux pour le modèle de société français (Social, Santé, Géopolitique, Démographie et alimentaire, Urbanisation et territoires).

A partir de ce carnet, les conseillères et conseillers ont procédé à une pondération des mégatendances par rapport à leurs impacts sur le modèle de société. Cet exercice développe nécessairement une réflexion en systémie : interconnexions et dépendances entre les mégatendances, réflexion à plusieurs échelles. Les interactions repérées entre les mégatendances permettent de repenser en profondeur le contrat social, la gouvernance démocratique, les équilibres territoriaux et les modèles de solidarité dans la société française à l'horizon 2050.

Illustration : Pondération des mégatendances à plus fort impact sur le modèle de société



Source : Atelier "Mégatendances" avec la Commission avis transverse du 23 septembre 2025.

Les ruptures

Une **rupture** est un événement soudain qui entraîne un changement rapide et profond, bouleversant la société et ses repères. Elle se caractérise par son imprévisibilité et sa capacité à modifier brutalement une trajectoire.

Exemples : La guerre en Ukraine, la pandémie de COVID-19...

Intérêt de l'exploration des ruptures en prospective

L'étude de l'histoire et de notre époque très contemporaine montre que le changement sociétal n'est pas linéaire, il ne se déroule pas selon un rythme continu. Au contraire, des changements rapides et radicaux viennent percuter des dynamiques de changements longs et graduels. Explorer les ruptures – passées et à venir – permet de réfléchir sur la nature des changements et mieux anticiper des points de bascule ou des ruptures brutales qui sont souvent absents de nos efforts de planification.

Méthodologie et effets de l'exercice

Ayant fixé un horizon pour l'exercice de prospective à horizon 25 ans, l'analyse des ruptures survenues en France dans les 25 dernières années permet de comprendre comment des tendances déjà à l'œuvre peuvent être accélérées par des crises ou des innovations.

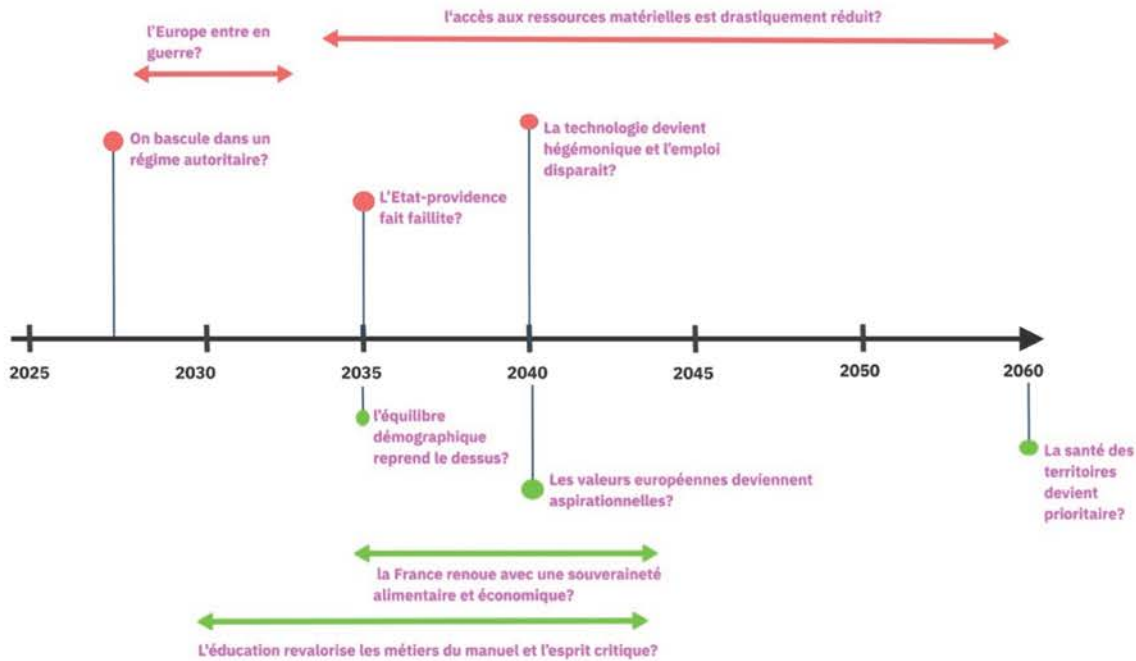
L'exercice a aidé les membres de la commission à envisager au sein des 25 années à venir des temporalités différenciées et des ruptures possibles, au croisement des mégatendances

majeurs (géopolitique, techno-numérique, ressources, contrat social). Alors qu'il est facile de projeter des ruptures négatives, voire catastrophiques, ici les ruptures positives ont également été intégrées, permettant de cultiver un rapport au futur plus équilibré.

Périodisation des changements entre 2025 et 2050

- **2025–2030 : Décennie de bouleversements et d'arbitrages immédiats.** Gestion du risque d'embrasement géopolitique et d'illibéralisme ; mise en place de garde-fous (État de droit, défense et diplomatie, sécurisation des chaînes, énergie).
- **2030–2035 : Choix structurants.** Premiers effets lourds de l'IA sur l'emploi/financement social ; tensions ressources/assurabilité ; débuts tangibles de souverainetés (alimentaire/énergétique) et d'une UE plus intégrée (si impulsion).
- **2035–2040 : Reconfiguration.** Reprise d'équilibres démographiques (si politiques natalité/migration réalistes), montée des services à l'enfance, diffusion des régulations techno-énergie, premiers gains sanitaires/territoriaux.
- **2040–2050 : Stabilisation/essaimage.** Consolidation des modèles territoriaux résilients, trajectoires UE aspirationnelles, bénéfiques cumulés en santé, lien social, empreinte matérielle.

Illustration : Périodisation des ruptures qui affecteraient la France à l’horizon 2050



Source : Atelier "Ruptures" avec la Commission avis transverse du 15 octobre 2025.

Les signaux faibles

Les signaux faibles sont des graines d’avenir dans le présent. Il s’agit d’indices émergents dans le présent qui annoncent de possibles évolutions futures. Ils sont discrets, peu visibles, mais porteurs de transformations potentielles majeures. Ils peuvent se manifester à travers des idées, concepts, produits ou technologies qui, bien qu’encore marginaux, révèlent des changements en gestation. Ils reflètent aussi des évolutions de nos modes de vie et des valeurs que nous souhaitons voir se développer.

Exemple : l’Architecture frugale : mouvement émergent qui promeut une approche de la construction fondée sur l’économie de ressources, l’accessibilité économique et l’inclusion sociale. Contrairement aux tendances dominantes du secteur, cette démarche vise à concevoir des bâtiments sobres, responsables et adaptés aux contextes locaux, en valorisant les savoir-faire, les matériaux disponibles et la participation des habitants.

Bien qu’encore non majoritaire et en marge des pratiques *mainstream*, l’architecture frugale incarne un changement de paradigme : elle interroge les modèles traditionnels de croissance et propose une voie plus soutenable et solidaire pour l’avenir du bâti.

Distinction entre un signal faible et ce qui ne serait que du bruit :

- **Potentiel transformateur** : il peut changer les règles du jeu, bousculer les modèles établis ou ouvrir de nouvelles perspectives.
- **Récurrence** : il se manifeste dans plusieurs contextes, secteurs ou territoires, indiquant une tendance plus large que le simple hasard.
- **Résistance** : malgré les obstacles, il persiste dans le temps, preuve qu'il répond à une dynamique sous-jacente ou à un besoin profond.

Ce n'est pas un signal faible, mais du bruit, lorsque le phénomène est :

- **Isolé** : anecdotique, sans écho ailleurs.
- **Passager** : une mode sans véritable ancrage ni continuité.
- **Superficiel** : un **effet d'annonce** plus médiatique que réel, avec beaucoup de communication mais peu d'incarnation concrète.

L'intérêt de chercher et pister les signaux faibles

Le changement arrive en partie par la pression causée par des mégatendances agissant au niveau global mais aussi par l'émergence de nouveautés à petite échelle, des innovations de toutes sortes qui expérimentent des façons de faire et manière d'être différentes. Si l'on regarde uniquement des tendances déjà bien établies, il est possible de passer à côté des signes de changement ayant le potentiel de transformer un système radicalement. Les signaux faibles qui se développent sont autant d'indices de possibles à investir.

Étudier les signaux faibles en prospective des souhaitables, c'est écouter le bruit de la forêt qui pousse plutôt que celui de l'arbre qui tombe. Cette citation de Hegel - reprise au cœur de la méthodologie de l'IFs - invite à repérer ce qui germe plutôt que de commenter ce qui s'effondre. Un autre enjeu après ce premier pas, c'est d'imaginer ce qui se passerait si ces signaux prenaient vraiment de l'ampleur. Quels seraient les impacts systémiques ? Quelles tensions nouvelles ? Quelles ouvertures vers un futur plus juste, plus durable, plus désirable ?

Méthodologie et effets de l'exercice

Un carnet a été élaboré de 13 signaux faibles en lien avec les enjeux de la commission avis transverse, grâce à la veille structurée et permanente de l'IFs et de Carine Dartiguepeyrou. Ce carnet a servi comme base pour un travail de pondération des signaux faibles à plus fort potentiel transformateur. Un atelier créatif nommé « Un coup de fil au futur » a permis d'explorer ce que cela donnerait si ces signaux faibles montaient en puissance.

Cet exercice a permis aux conseillers et conseillères de comprendre les prémisses d'une veille prospective, en distinguant ce qu'est un signal faible de ce qui ne l'est pas. La prise de connaissance des signaux faibles déjà présents dans la société française et l'énergie d'inspiration dégagée par leur pouvoir de transformation ont amené une qualité de travail complémentaire à l'analyse des mégatendances à grande échelle. Il a ensuite été demandé

aux conseillers et conseillères de faire remonter d'autres signaux faibles de leurs organisations, ce qui a permis de conforter le choix des pistes à fort potentiel transformateur.

Les signaux faibles à fort potentiel transformateur

Des 13 signaux analysés, 4 ont été retenus pour leur fort potentiel transformateur (voir annexe 2 pour une vue détaillée de ces 4 signaux faibles).

1. Redéfinition de la performance des acteurs économiques
2. Mouvement de l'apprentissage profond
3. Vers la Pleine Santé
4. Quête de sens et reconversion professionnelle

Quelques points de convergence ont été trouvés dans un futur dans lequel ces signaux monteraient en puissance :

1. **L'importance de l'échelle territoriale** : Le futur envisagé repose sur des territoires plus autonomes et interdépendants, articulés à une Europe renforcée. Le travail et la production sont relocalisés, la séparation ville-campagne s'estompe, et la gouvernance s'organise à l'échelle régionale et communautaire, dans une logique où l'État joue un rôle moins important.
2. **Adaptation écologique et sobriété** : Les crises ont accéléré l'intégration des limites planétaires dans les modes de vie. La sobriété devient une norme sociale : économie circulaire, circuits courts, alimentation territorialisée et mobilités lentes structurent un modèle adapté à un climat plus contraint.
3. **Santé et démographie fondées sur l'équilibre** : La "pleine santé" relie bien-être humain et équilibre des écosystèmes. Les liens sociaux sont renforcés, l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle mieux intégré, et de nouvelles formes familiales accompagnent un rebond démographique.
4. **Apprentissage profond et éducation du sens** : L'éducation se transforme vers des approches expérientielles, territorialisées et continues. La question du sens devient centrale, et les entreprises investissent davantage dans la transmission et le développement des compétences humaines.
5. **Économie régénérative et redéfinition de la performance** : La performance économique est redéfinie autour de la robustesse, de l'utilité et de l'impact positif. Les filières se territorialisent, les inégalités reculent, et la coopération tend à supplanter la concurrence comme moteur du développement.

Les futurs souhaitables

Le futur souhaitable n'est pas une utopie abstraite mais un outil de transformation du présent, construit collectivement, à partir de signaux faibles déjà à l'œuvre. Il n'y a pas un mais des futurs souhaitables possibles.

Un futur souhaitable ne prolonge pas l'existant. Il part de la destination désirée, puis revient vers le présent pour identifier les choix, les renoncements et les bifurcations nécessaires. C'est un avenir volontairement choisi, à la fois désirable, soutenable et juste, qui ne se contente pas d'éviter le pire mais donne envie d'agir dès à présent. Il sert de boussole collective pour orienter nos décisions présentes.

“Le futur souhaitable [...] part de la destination où l'on souhaite arriver. L'exercice consiste alors à partager cette vision du futur que l'on appelle de nos vœux, comme s'il était déjà advenu, puis à revenir vers le présent. On recule... vers maintenant, pratiquant ce qu'on appelle le “backcasting”².

Un futur souhaitable ne peut être élaboré de façon objective et générique car il s'agit d'un souhaitable exprimé d'un point de vue singulier et éthique. C'est pourquoi il est important d'articuler lors d'un exercice de prospective des souhaitables, les valeurs à partir desquelles un futur souhaitable est élaboré, souvent en revisitant la raison d'être du collectif ou de l'organisation qui entreprend la démarche.

Intérêt d'associer raison d'être et futurs souhaitables

Travailler en parallèle la raison d'être et les futurs souhaitables ancre la réflexion prospective dans l'élan vital du collectif (ici la société civile organisée) et la singularité du système étudié (ici la France). Cela aide à clarifier ce qui doit être préservé, transformé ou dépassé, et à orienter les choix stratégiques à long terme en cohérence avec des valeurs partagées. L'élaboration d'un futur souhaitable – au-delà de l'exploration de futurs possibles ou probables – est source de capacité d'agir face à des défis majeurs identifiés pour l'avenir.

Méthodologie et effets

Les conseillères et conseillers ont d'abord travaillé sur la singularité actuelle de la France, puis ont exploré son élan vital à l'horizon 2050 selon les trois dimensions : ce qu'elle est, comment elle agit, et ce qui la met en mouvement. Enfin, des sous-groupes ont imaginé les transformations du modèle de société nécessaires pour faire advenir cette France-là.

L'exercice a permis de se départir d'une analyse générique des tendances globales et des recommandations basées sur des exemples d'ailleurs, pour faire émerger à partir de la singularité française une vision partagée du futur souhaitable du pays. Il a mis en lumière les tensions fécondes du modèle français (organisation trop centralisée et diversité territoriale, débat contradictoire et besoin d'unité, attachement à l'égalité et aspiration à l'équité) et

² Mathieu Baudin (2020). Dites à l'Avenir que nous arrivons. Edition Alisio.

clarifié des leviers structurants pour 2050 : territorialisation de la gouvernance, renouveau démocratique, économie soutenable et coopérative, actualisation du pacte social.

Une singularité française pour ancrer le futur souhaitable

Les contributions lèvent un portrait de la singularité de la France :

« La France est un État-nation centralisé et rayonnant, riche de la diversité de ses territoires où le soleil ne se couche jamais, réunis par une langue, un patrimoine et un modèle social communs. Nous sommes un pays qui râle, qui doute, qui prend plaisir dans le débat contradictoire... puis avance ensemble par nécessité et poussé par la fierté, créant des ruptures et structurant des modèles qui rayonnent dans le monde. Car nous cherchons à rester dans le mouvement, fidèles à notre devise républicaine (liberté et égalité surtout) pour préserver notre art de vivre ».³

L'exercice dessine une France dont le modèle sociétal se transforme pour répondre aux défis du XXI^e siècle, tout en restant fidèle à ses valeurs fondatrices. Ce modèle repose sur trois grandes mutations : une gouvernance plus proche, une économie plus soutenable, et un renouveau du pacte social et démocratique.

Un récit du futur souhaitable : le modèle de société de la France à horizon 2050

Chaque temps fort de travail en atelier a fait émerger des visions du futur reposant sur les apports scientifiques et les données partagées. Cela a permis aux conseillères et conseillers de la commission avis transverse de prendre de la hauteur par rapport à la situation actuelle du modèle de société de la France, aux défis plus ou moins partagés des constats. Grâce à un travail d'itération, la vision du souhaitable a pu se cristalliser et ainsi préciser les contours d'un modèle de société soutenable, durable et inclusive de la France à l'horizon 2050.

Ce texte est un métarécit et restitue une forme de synthèse des points convergents.

En 2050, le modèle de société de la France a été réinventé pour relever les défis que se posaient plusieurs générations auparavant dans les années 2025.

La France peut se prévaloir d'avoir à présent un modèle de société inclusif et économiquement viable (circulaire et en circuits courts), qui a recréé de la solidarité et un sentiment d'intérêt général entre les générations, au sein des familles, entre les classes sociales, entre les territoires ruraux et les villes, entre la métropole et les Outre mers.

³ Extrait de la synthèse de l'atelier "Raison d'être et futurs souhaitables" (novembre 2025).

Le modèle de société durable a été rendu possible par la prise en compte des limites planétaires et des pressions liées aux ressources et à la gestion des conflits armés. Cela a permis de redéfinir les priorités économiques et politiques et d'inscrire durablement le modèle de société de la France vers plus de sobriété au sein d'une Europe refondée sur des valeurs et des objectifs partagés.

La recherche de souveraineté alimentaire et industrielle, l'économie contributive, la prise en compte systématique des impacts au niveau des territoires constituent les piliers de l'innovation économique à la française. Elle repose sur le développement des coopérations et des solidarités entre acteurs publics, économiques et de l'ensemble de la société civile organisée. Elle valorise le retour de certains savoir-faire anciens, soutenus par des progrès majeurs dans le domaine de la recherche et du développement.

La France a redonné du sens à son contrat social en s'appuyant sur la devise républicaine et sur son système de protection sociale, en donnant plus d'attention à l'équité et au respect des libertés individuelles sans tomber dans le piège des peurs liées au sentiment d'insécurité exacerbé.

En 2050, la singularité de l'Europe et donc de la France a pris toute sa force en maintenant un travail digne et des emplois de qualité, notamment en privilégiant l'attention à la personne, le soin et l'apprentissage tout au long de la vie, dans un contexte en 2025 de forte technologisation et de concentration des richesses. Malgré le flou introduit par les fake news et l'ère de la post-vérité, la France a réussi à privilégier l'indépendance des médias, l'esprit critique et la sécurité technologique.

L'investissement dans l'art de vivre et la culture (valeurs, modes de vie et éducation) a non seulement permis de maintenir l'attractivité du pays à l'étranger - le modèle de société durable, soutenable et inclusif à la française étant très attractif vis-à-vis de l'international - mais a renforcé la confiance à l'égard des institutions et des hommes et femmes qui gouvernent, dans leur capacité à relever les défis qui furent majeurs.

La résilience des territoires permet aujourd'hui d'envisager le modèle de société à l'avenir de manière plus décentralisée et respectueuse des spécificités territoriales, donnant plus d'ampleur aux partenariats et coopérations entre les acteurs économiques, sociaux et politiques.

Cet effort pour maintenir un modèle de société soutenable, durable et inclusif redonne une place centrale à une France souveraine au sein de l'Europe, lui permettant ainsi de renforcer son ambition et son influence, et de revivifier les coopérations internationales.

Qui aurait imaginé que le modèle de société renaisse de ses cendres après les ruptures et évolutions que la France a connu depuis les années 2020 ?

Le débat contradictoire sous forme de Controverse d'utilité publique

Les *controverses d'utilité publique* menées à l'Institut des Futurs souhaitables sont différentes des dispositifs d'*analyse de controverses* du CESE, qui n'ont ni les mêmes finalités ni les mêmes modalités. Ici, le débat contradictoire est un espace d'expression plurielle destiné à enrichir la prospective : aucun futur souhaitable ne peut être construit sans la diversité des points de vue⁴.

L'intérêt du débat contradictoire en prospective

L'exercice du débat contradictoire sous forme de controverse d'utilité publique permet de créer un cadre structuré pour accueillir ces tensions. Il ne s'agit pas d'effacer les désaccords mais de les rendre productifs⁵, de « faire l'expérience des désaccords féconds »⁶. Cela consiste à apprendre à mieux se comprendre, expliciter ses représentations, confronter ses arguments et, parfois, dépasser certaines positions initiales. Le débat contradictoire devient ainsi un levier d'intelligence collective au service de trajectoires plus robustes et plus partagées.

Méthodologie et effets du débat contradictoire en mouvement

Dans le cadre de l'accompagnement en prospective de la commission avis transverse, les conseillers ont réalisé un débat contradictoire autour du sujet : "Faut-il travailler davantage en France pour financer la transition ?" sous forme de débat mouvant, se déplaçant dans l'espace pour rendre visible et palpable les divergences et convergences de point de vue.

Ce débat mouvant a notamment permis de créer un consensus large sur un point du débat : la question centrale n'est pas seulement de "travailler plus, individuellement", mais de

⁴ L'animation de controverses d'utilité publique par l'Institut des Futurs souhaitables s'inscrit dans deux héritages philosophiques, celui de Bruno Latour avec la cartographie des controverses sociotechniques (2007), et celui de Patrick Viveret avec l'art de « construire les désaccords » (2003)

⁵ L'objectif ici n'est pas d'éviter le conflit, mais de l'utiliser comme ressource de compréhension. Cette approche de débat contradictoire cherche à soulever trois échelles de tensions :

- 1) Divergence des points de vue des porteurs de proposition
- 2) Divergentes perceptions sur des sujets complexes (ex. Qu'est-ce que chacun comprend par "soutenable, durable et inclusif" ?)
- 3) La controverse intérieure (ex. Je peux être contre le nucléaire et en même temps comprendre que ça pourra être un outil de la décarbonation)

⁶ La colère et la joie : Pour une radicalité créatrice et non une révolte destructrice – Patrick Viveret - Utopia 2021.

“travailler mieux collectivement, autrement, et selon de nouveaux objectifs et modèles de production”.

III. Trois scénarios pour dessiner des trajectoires vers un modèle de société durable, soutenable et inclusive

Pendant plusieurs mois à l’automne 2025, les conseillères et conseillers de la commission avis transverse ont exploré le futur du modèle de société de la France avec différents outils méthodologiques. Tous les enseignements (hypothèses, variables) de cette exploration ont fait l’objet d’une priorisation et ont été intégrés dans trois scénarios prospectifs partant de trois éléments déclencheurs différents, mais traçant un chemin vers un modèle de société durable, soutenable et inclusive à horizon 2050.

Comment lire les scénarios ?

Les scénarios en prospective peuvent être utilisés pour définir des objectifs à long terme alors que l'avenir reste indéterminé et incertain. Le but n'est pas de prédire l'avenir ; il s'agit plutôt d'imaginer différents avènements possibles ou, pour reprendre l'expression d'Herman Kahn, de « penser l'impensable »⁷, et de partir de cette réflexion sur le futur pour élaborer des stratégies d'action.

Les scénarios sont	Les scénarios ne sont pas
Une manière d’appréhender le futur à travers plusieurs dimensions complémentaires	Une description exhaustive de tous les possibles
Des récits construits à partir d’éléments sourcés (mégatendances, hypothèses plausibles, signaux faibles fiables) racontant une causalité systémique	De la fiction pure

⁷ Kahn, H. (1962). Thinking about the Unthinkable. New York : Horizon Press.

Un outil d'élargissement du champ de réflexion sur un sujet	Un outil d'analyse de constats
Une aide à la création de feuilles de route robustes	Des feuilles de route parmi lesquelles il faudrait choisir

Lire les scénarios peut provoquer de l'inspiration ou au contraire de l'incrédulité, voire du rejet. Ces effets sont source d'enseignements : quelles sont nos rapports au futur, nos hypothèses non-énoncées, nos souhaits profonds ? L'invitation est de suspendre le jugement et lire les trois scénarios ensemble pour voir ce qu'ils disent sur le rôle de la société civile dans l'évolution vers un nouveau modèle de société de la France.

Trois scénarios prospectifs

Les trois scénarios sont construits sur des hypothèses de départ différentes, tout en s'inscrivant dans le métarécit du futur de société souhaitable.

	Résilience territoriale	Conflit de haute intensité	Adaptation nécessaire
Mégatendances structurantes	<p>Augmentation des risques liés au dérèglement climatique et à l'érosion de la biodiversité</p> <p>Ressources naturelles sous tension</p> <p>Métropolisation et conditions de vie dégradées dans les zones urbaines</p>	<p>Dépendance aux ressources premières étrangères</p> <p>Attaques informationnelles et cyberattaques, manipulation de l'opinion</p> <p>Défiance à l'égard des représentants/es politiques sauf pour les élus/es de proximité</p>	<p>Vieillesse de la population</p> <p>Dépendance aux biens de consommation chinois et Big Tech américains</p> <p>Accélération technologique</p>

<p>Élément déclencheur</p>	<p>Réveil d'une conscience collective face au dérèglement du climat, en commençant par les Outre-mer</p>	<p>Conflit de haute intensité en Europe</p>	<p>Retour de la compétitivité économique en France</p> <p>Préservation des valeurs de la devise républicaine</p>
<p>Leviers de transformation</p>	<p>Coopération territoriale</p> <p>Innovation <i>low-tech</i> et bio-inspirée</p> <p>Solidarités intergénérationnelles</p>	<p>Relance de l'économie grâce à l'effort de guerre</p> <p>Développement de services et secteurs stratégiques dans les bassins de vie</p> <p>Réindustrialisation et économie circulaire</p> <p>Cohésion nationale retrouvée avec le soutien des corps intermédiaires</p> <p>Formation des jeunes</p>	<p>Société du <i>care</i> et société civile engagée</p> <p>Créativité et innovation des acteurs économiques</p> <p>Simplification administrative</p> <p>Nouvelles richesses réparties plus équitablement</p>
<p>Rapport au temps</p>	<p>Forte dégradation du climat et des tensions sociales 2025-2030, émergence de l'Etat-Résilience vers 2040</p>	<p>Conflit en Europe 2030-35, puis reconstruction territoriale et européenne</p>	<p>Évolution au fil de l'eau</p>

Scénario 1 : Résilience Territoriale - Une prospérité retrouvée après les chocs écologiques

La dégradation de l'environnement après une série de chocs écologiques d'abord dans les Outre-mers puis en métropole constitue un point de bascule. La France va renouer avec la diversité et la richesse de ses territoires.

Pourquoi c'est plausible ?

En 2025, de grands risques de dégradation systémique du fait du changement climatique, de la perte de biodiversité, des pollutions, des dégradations des cycles biogéochimiques et de la réduction des ressources sont anticipésⁱ. Des phénomènes extrêmes (cyclone, inondations, stress hydrique) augmentent, et touchent davantage les populations les plus pauvres et les pays les plus vulnérables dont les territoires ultra-marins. De nombreuses régions connaissent déjà un stress hydrique élevé : 30% de la population à Mayotte n'a pas accès à l'eau potable ; en Guyane, c'est entre 15 et 25%ⁱⁱ.

Les conditions de vie dans les villes se sont dégradées, le quotidien devient de plus en plus difficile. Déjà en 2025, 91 % des habitants des zones urbaines respirent un air polluéⁱⁱⁱ. La Région Ile-de-France enregistre un solde migratoire négatif depuis la pandémie de Covid-19^{iv}.

Récit d'une transformation

La catastrophe écologique s'annonçait déjà dans les années 1970^v. En 2025, 7 des 9 limites planétaires étaient dépassées^{vi} et la biodiversité était en forte diminution : 75% des environnements terrestres et 40% des écosystèmes marins étaient gravement dégradés^{vii}.

Entre 2025 et 2030, la situation s'est fortement détériorée à l'échelle planétaire : en l'absence de mesures d'atténuation majeures, les températures moyennes continuent de s'élever, dépassant les +1.5°C^{viii}. Cette dégradation entraîne de graves conséquences : le monde fait face à des vagues de chaleur meurtrières, des pénuries d'eau, une chute de la biodiversité, des récoltes fragilisées^{ix}, des migrations forcées^x et une montée des mers menaçant durablement nos territoires et notre société^{xi}. La France - de l'Hexagone, mais surtout des Outre-mer - n'a pas été épargnée : inondations à répétition, méga-feux, zones devenues inhabitables dans les Outre-mer, chute massive de la productivité agricole et fortes migrations climatiques ont profondément marqué les territoires. Les territoires des Outre-mer, dotés de moins de moyens et davantage exposés aux aléas climatiques, ont été particulièrement ravagés.

Un grand nombre de territoires français sont devenus non assurables face à l'aléa des risques naturels^{xii}, et les coûts cumulés des dégâts liés aux inondations et autres phénomènes climatiques extrêmes ont explosé.^{xiii} Les villes - victimes et contributrices au dérèglement climatique, énergivores, polluées et totalement dépendantes des flux de matière et d'énergie extérieurs - sont devenues difficilement vivables et sont vectrices de maladies physiques et mentales^{xiv}, les inégalités et tensions sociales s'y sont démultipliées^{xv}.

Cette situation avait accentué un climat d'instabilité sociale et politique, et conduit à une détérioration générale du niveau de vie, laissant la majorité des populations démunies face aux crises^{xvi}. Une forte polarisation sociale et des replis identitaires en avaient découlé, renforcés par la fragmentation du paysage informationnel^{xvii}.

Une forme d'effondrement global s'en est suivi. Le monde tel que de nombreuses générations l'avaient connu n'existait plus. Entre 2030 et 2035, les chocs climatiques avaient bouleversé en profondeur les fondements sociaux, économiques et politiques à l'échelle internationale, sans épargner notre pays.

Au début des années 2030, les disparités s'étaient accentuées entre les régions : certaines, plus exposées aux aléas climatiques et disposant de moins de ressources, avaient durement souffert des pénuries de biens de première nécessité. D'autres - plus autonomes - ont montré leur résilience, et ont réussi à maintenir une production alimentaire stable grâce aux transitions agroécologiques et une meilleure qualité de vie. Même si de prime abord, la situation n'a pas été facile, la coopération a rapidement succédé aux tensions, comme cela avait déjà été expérimenté lors de crises sanitaires précédentes comme, par exemple, la pandémie de Covid-19^{xviii}. Des solidarités déjà existantes^{xix} se sont développées et d'autres initiatives innovantes ont pris forme, et ont réinventé de concert de nouveaux modèles économiques respectueux des limites planétaires et du vivant, notamment basés sur les low-tech.

Pour répondre à ces défis, au cœur des territoires émergeaient de nouvelles solidarités : un modèle alimentaire repensé, équilibré entre souveraineté et coopération. Des collectifs à l'échelle locale (associations, coopérative, ...) se sont mobilisés pour contribuer aux actions de résilience à l'échelle nationale. Le maillage territorial s'est aussi renforcé autour de modes de production et de vie plus sobres.

Entre 2030 et 2040, des échanges diplomatiques internationaux entre la majorité des pays du monde ont eu lieu pour éviter ou stopper les conflits - liés à la dégradation des conditions de vie à l'échelle planétaire et aux tensions causées par la pénurie de ressources premières. A cette occasion, de nouvelles orientations basées sur la coopération, la résilience, la justice et l'équité entre les différentes régions du monde ont été redéfinies dans un nouveau cadre de relations internationales. Autour de l'Union européenne, les collaborations ont été maintenues pour l'approvisionnement en ressources critiques, et les institutions européennes

se sont rassemblées autour du sujet de la résilience. Le modèle européen s'est peu à peu imposé comme un modèle de résilience solidaire, durable et de soutien aux régions.

En France, l'État-Résilience, bâti sur la valorisation des initiatives territoriales (venant des collectivités locales, des acteurs économiques et sociaux, des groupements de citoyens, des associations, etc.), s'est progressivement substitué à l'État-Providence, capitalisant sur les expériences locales (au travers notamment de conventions citoyennes), et organisant les solidarités interterritoriales. Un modèle de gouvernance décentralisé a permis de valoriser la diversité des ressources humaines, naturelles et économiques, en particulier dans les zones rurales, périurbaines et les Outre-mer, renforçant la souveraineté et le rééquilibrage territorial.

En 2050, la convergence des effets positifs et de ces nouveaux modes de prospérité débouche sur des sociétés humaines plus apaisées, mieux intégrées à la nature, des parcours de vie qui ont du sens et un projet de société co-construit sur la base de valeurs partagées.

De nombreux signaux faibles indiquaient déjà en 2025 que le sursaut vers 2050 était possible. Malgré des dynamiques préoccupantes, telles que les tendances survivalistes des populations les plus aisées, émergeaient des modes de vie plus sobres et régénératifs, un foisonnement de solidarités intergénérationnelles — notamment dans l'habitat, la production alimentaire et les nouveaux modèles économiques territoriaux — ainsi qu'une montée en puissance des communs, porteurs de métamorphose.

À l'échelle locale, le début d'une déprise démographique des grandes villes ouvrait la voie à ce rééquilibrage territorial. La relocalisation des productions essentielles, notamment dans les ruralités, progressait vers une autonomie de long terme, de plus en plus structurée et intégrée aux cadres institutionnels. En parallèle, la recherche sur la post-croissance et la remise en cause de la séparation entre l'humain et le vivant nourrissaient l'émergence de modèles économiques sobres.

Le développement du biomimétisme, des solutions fondées sur la nature, des initiatives low-tech et la revalorisation des métiers manuels témoignaient enfin d'une prise de conscience croissante du besoin de repenser les modes de production et de consommation, pour les intégrer dans les limites planétaires.

Scénario 2 : L'effet de rupture - Conflit de haute intensité

La situation en France connaît une rupture lorsque la guerre hybride se dégrade en conflit de haute intensité en Europe aux alentours de 2030. L'économie de guerre, la recherche de souveraineté, l'organisation au niveau territorial et la nouvelle gouvernance européenne deviennent prioritaires et ont des conséquences sur le modèle de société de la France. Une opportunité pour revaloriser la solidarité économique et sociale du pays.

Pourquoi c'est plausible ?

La Revue Stratégique 2025 envisage la possibilité d'un conflit de Haute Intensité 2027-2030 en Europe^{xx}. Les risques de conflit augmentent et poussent à la remilitarisation. Les dépenses militaires ont augmenté de 37% par rapport à la période 2015-2024 et sont estimées à 2,5% du PIB mondial en 2025 (SIPRI). La tendance est à la hausse et pourrait représenter 5% du budget défense des pays de l'OTAN à 2035.

La recherche et développement visant à réduire la dépendance aux métaux critiques — notamment via de nouveaux matériaux, la biotech ou des procédés alternatifs — s'accélère fortement, en particulier sous l'effet des besoins et financements du secteur militaire.

Les fonds dits « verts », en France comme au niveau européen, sont de plus en plus fléchés vers le secteur de la défense, au nom de la souveraineté, de la sécurité et de la résilience stratégique.^{xxi}

Récit d'une transformation

En 2026, 4 ans après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conflit en Europe s'est aggravé, les tensions entre pays se sont exacerbées. C'est un moment charnière : soit l'Europe fait corps, soit elle explose. Heureusement, la pression aux frontières Est de l'Europe, couplée à la fin de l'alliance historique avec les États-Unis, a catalysé une force de résistance commune au sein du noyau dur du continent. La préparation pour la guerre hybride a pu s'accélérer, et la France - pays qui avance dos au mur forgeant des modèles structurants au cœur des ruptures - s'est mobilisée pour jouer un rôle crucial malgré sa distance du front.

Pour faire face à la guerre, les efforts économiques et l'investissement se sont orientés vers l'innovation technologique pour s'affranchir d'une dépendance aux Big Tech américains et moderniser la défense en prévision de conflits à la fois stratosphériques et très localisés^{xxii}. Des axes de priorité ont été définis pour les secteurs essentiels : la santé, la communication, l'alimentation, l'énergie et l'armement. Différents leviers financiers ont été activés pour un effort partagé et équitable : le fléchage de l'épargne^{xxiii}, un grand emprunt européen, la réallocation des moyens de l'État, et la mise à contribution des grands patrimoines et grandes

fortunes, comme souvent par le passé lorsque notre pays traverse des périodes de rupture. Ces moyens financiers ont permis de garantir une continuité de l'activité économique alors qu'en période de pré-guerre, les cyberattaques étaient à la hausse et impactaient fortement les entreprises^{xxiv} qui contribuaient à la réindustrialisation et à la souveraineté des territoires ultramarins et hexagonaux.

Au niveau des communes, des départements et des régions, des plans d'autonomie stratégique et de sécurité ont été déployés. On se posait des questions centrales pour maintenir une cohésion sociale et la bonne santé des citoyens : quels sont les moyens de communications à privilégier (radio à pile ou smartphone ?) ? Comment organiser les stocks de biens de première nécessité de façon collective, au-delà de l'incitation individuelle de se constituer chacun son kit d'urgence^{xxv} ? Comment développer les circuits courts alimentaires et énergétiques pour être plus résilients en cas d'attaques sur les infrastructures de production et de distribution ?

Pourtant, il n'a pas été facile de convaincre un pays en paix de tourner ses efforts vers la préparation de la guerre. Malgré l'acceptation très plébiscitée du retour du service militaire volontaire en 2025 (70% de la population y était favorable^{xxvi}), la défiance à l'égard des représentants politiques et le sentiment d'une corruption généralisée^{xxvii} ont rendu prioritaire le déploiement d'actions d'adhésion en direction de l'opinion publique. Le besoin accru de sécurité menait au repli sur soi, visible dans le recentrage sur les cercles de proximité et le succès des produits de "cocooning"^{xxviii}. Dans ce contexte de repli individuel, les corps intermédiaires et plus largement les acteurs de la société civile engagée, en lien avec les décideurs publics, ont été essentiels pour favoriser la mobilisation citoyenne à l'effort de guerre.

Grâce aux élus/es locaux/les en qui la société civile avait confiance^{xxix}, ce sont donc sur les territoires que l'effort s'est organisé, notamment pour lutter contre les fake news et la manipulation de l'opinion. Les axes prioritaires ne faisaient pas consensus pour tous les citoyens et citoyennes ; certains/nes trouvaient que le sacrifice était trop important alors que nous n'étions « même pas en guerre », d'autres s'opposaient ouvertement au conflit armé, suivant en ce sens la ligne exprimée par certains partis politiques. Ces oppositions ont été canalisées par un dialogue citoyen autour des services et secteurs stratégiques à protéger et à développer dans chaque bassin de vie. En parallèle, des programmes d'éducation et de culture ont participé au développement de l'esprit critique et du niveau de cohésion nationale.

Bien entendu, quand la frontière de l'Union européenne a été attaquée en 2030, le pays s'est rendu compte que tous ces préparatifs étaient utiles mais pas suffisants ; la réalité du conflit de haute intensité nécessitait des actions substantielles de solidarité. Face à la menace, la population française s'est mobilisée, l'unité nationale et européenne s'est aussi développée. La France est devenue une base arrière pour soigner les soldats européens blessés au front et fournir un appareil de guerre de pointe. A l'instar des pêcheurs bretons qui avaient envoyé

leurs filets en crin de cheval en Ukraine comme moyen de défense inédit et efficace contre les drones russes en 2023-2024^{xxx}, les citoyens européens innovaient en matière de solidarité frugale, avec les moyens du bord. Les stocks de produits de première nécessité ont été relocalisés, en commençant par les médicaments et le matériel médical.

Au sein des territoires, les réseaux d'énergie décentralisés et renouvelables répondaient de mieux en mieux aux besoins des populations, et étaient moins faciles à cibler que les grosses infrastructures visées par les attaques aériennes de drones. La société civile locale s'est organisée pour assurer la protection des personnes les plus vulnérables, et les entreprises qui recrutaient grâce au regain de production s'investissaient dans la formation des jeunes (et moins jeunes) aux nouveaux métiers répondant aux besoins vitaux. Si le tourisme international était en berne et la mobilité interne réduite, la vitalité des territoires continuait à se développer, notamment par la valorisation d'une agriculture de qualité, la considération de l'eau douce comme ressource essentielle de proximité et l'investissement dans l'innovation technologique.

Pendant cette période de guerre, de nouvelles solidarités sociales et économiques se sont révélées, créant des habitudes de résilience qui ont été conservées par la suite. Par exemple, après la période de guerre, le secteur du luxe s'est consacré aux enjeux de développement de l'artisanat local et à la reconversion de nombreux sites de production, à l'instar des filières lin et laine. L'industrie de manufacture s'est largement convertie à l'économie circulaire pour répondre aux besoins de matériaux critiques jusqu'alors fournis très majoritairement par la Chine^{xxxi}; les plateformes logistiques assurant la distribution des biens de consommation rapide venus d'Asie et des États-Unis ont été réinvesties et transformées pour élever des poules ou installer des fermes photovoltaïques et des ateliers de recyclage. Les personnes éloignées de l'emploi retrouvaient ainsi des raisons d'espérer dans le développement d'activités professionnelles nécessaires et utiles pour la société.

Ainsi, sur fond de conflit ardu, la France se transformait vers un modèle durable, soutenable et inclusif, grâce notamment au renouveau de l'Europe. Avec le retour de la paix en 2035, l'Europe a résisté à la Russie, est sortie du joug des États-Unis et a entamé une autonomie forcée ouvrant des perspectives de réelle souveraineté pour le long terme. Si l'on déplore le départ de certains États, moins alignés sur les valeurs socles, l'on retrouve, en revanche, une communauté d'intérêts autour d'une « reconstruction fédérale » qui permet d'aller plus loin dans un projet Européen intégré autour de politiques communes stratégiques : fiscalité, justice sociale, environnementale, défense, agriculture et industrie.

Si l'Europe a retrouvé sa juste place au sein de la communauté internationale, elle s'engage aussi à rester à sa place, ne cherchant pas comme autrefois à exporter son modèle ou à poursuivre des visions impériales comme le font d'autres régimes. Cela permet de trouver de nouvelles alliances internationales fondées sur des principes de coopération et d'interdépendance, alimentant une migration positive dans un contexte de tensions géopolitiques apaisées - mais qui perdurent sur d'autres continents - et de perturbations

climatiques fortes. En effet, l'effort de guerre a primé sur la réponse aux enjeux du climat, même si la nécessaire frugalité, circularité et territorialisation de l'économie y répond de manière indirecte.

La reconstruction était aussi à mener sur les territoires en France, permettant de converger vers le plein emploi, accroître les recettes fiscales et sociales et engager durablement le redressement du pays. En 2050, le défi démographique de la France est en partie résolu grâce à une migration positive, mais aussi en raison de la chute de la natalité qui est enrayée grâce à un espoir retrouvé au cœur de territoires solidaires, participatifs et dynamisés avec le plein emploi.

Le conflit de haute intensité a nécessité une transformation profonde, fondée sur une solidarité retrouvée et un effort collectif. Les mécanismes de gouvernance et de protection sociale ne sont pas les mêmes qu'en 2025 mais les conditions sont en place pour assurer un nouveau modèle ambitieux pour répondre aux enjeux de la deuxième moitié du XIXème siècle.

Scénario 3 : L'adaptation nécessaire - la conduite du changement

Bien que le contexte de la France se dégrade du fait des facteurs exogènes et endogènes, la France parvient à maintenir son modèle de société durable, soutenable et inclusif, et à conduire le changement. Ce scénario est celui de l'optimisme car la France trouve progressivement les voies et les moyens de s'adapter tout en préservant les valeurs de sa devise républicaine.

Pourquoi c'est plausible ?

Le maintien du modèle de société de la France nécessite comme prérequis le regain de la compétitivité économique. Depuis le rapport de Mario Draghi publié en septembre 2024^{xxxii}, l'opinion publique est sensibilisée aux risques de décrochage de la compétitivité européenne à l'échelle mondiale. La dépendance de l'Europe dans son ensemble en matière d'approvisionnements stratégiques est connue et documentée^{xxxiii}. Les biens de consommation provenant notamment de la Chine inondent le marché européen^{xxxiv} (seulement 38% des produits consommés sont d'origine européenne^{xxxv}). Les technologies numériques et notamment le développement de l'IA sont très largement dominées par les Big Techs américaines^{xxxvi}.

Désormais la création de richesses s'inscrit nécessairement dans la prise en compte des limites planétaires et du financement du modèle social. Elle s'appuie sur l'accélération technologique et la capacité de créativité économique.

Déjà à l'hiver 2025, les Français adhèrent massivement aux objectifs d'une société durable et inclusive, tout en attendant une mise en œuvre concrète^{xxxvii} à l'échelle du pays et des territoires.

La confiance dans les élus de proximité^{xxxviii} reste forte et l'enjeu est de conduire le changement de manière plus efficace et collaborative en associant la société civile organisée et engagée dans la transformation de la société.

Récit d'une transformation

Nous voilà en 2050, la population de la France est bien différente avec beaucoup plus de seniors que dans les années 2025^{xxxix}, et moins d'enfants. Le quotidien est façonné par le développement de technologies sobres et l'économie s'est transformée pour produire de nouvelles richesses qui sont réparties plus équitablement. Ces changements sont advenus progressivement grâce à l'incarnation des valeurs de la devise républicaine - liberté, égalité,

fraternité - qui a su guider les actions et les décisions stratégiques de la France pendant cette période de transition.

En 2025, le modèle de société construit à la sortie de la deuxième guerre mondiale n'était plus adapté pour répondre aux défis de l'époque. De 1980 à 2024, la croissance du commerce international avait progressé deux fois plus vite que le PIB mondial^{xl}, le mouvement s'était depuis inversé. La France accusait à cette époque un recul de la compétitivité, en raison notamment du coût du travail et de la désindustrialisation. Cette situation était dénoncée par les entreprises qui cherchaient à innover pour contribuer aux évolutions technologiques déjà engagées mais peu portées par les industries européennes et très dépendantes de ressources venant d'ailleurs. La polarisation sociale, classée à l'époque cinquième risque mondial à court terme^{xli}, reflétait la fragmentation de la société française dans ses aspirations, croyances et modes de vie. Le modèle social commençait à vaciller en raison du vieillissement de la population, de l'endettement des branches santé et retraite de la sécurité sociale, et de la dépendance toujours plus importante des seniors.

Ces tendances auraient pu conduire à une profonde rupture de la société française cependant une série de mesures adoptées à la fin des années 2020 ont permis de préserver le modèle de société de la France. Comment cela a-t-il été rendu possible ?

Reconnaissant la concentration des richesses et la forte montée des inégalités^{xlii} comme un défi à résoudre, un débat public est engagé autour de la contribution des personnes les plus fortunées et détenant le plus de patrimoine à l'effort budgétaire pour réduire la dette publique. L'adoption de nouveaux indicateurs de richesse au-delà du PIB est entérinée. Pour y parvenir la société civile organisée s'est mobilisée auprès des pouvoirs publics, la population a été également associée à travers divers dispositifs participatifs déployés à l'échelle nationale et locale^{xliii}. L'objectif visé était bien de passer d'une égalité théorique à une équité réelle basée sur la production et la répartition de richesses de différentes natures.

L'approche intégrée de la santé et du care (prendre soin) s'est systématisée dès l'année 2035, poussée par le vieillissement significatif de la population. Les seniors et les personnes vulnérables eux-mêmes ont émergé comme des alliés inattendus d'une transformation de la qualité de vie dans les territoires urbains et ruraux. Au-delà de passeurs d'expériences, les seniors se sont révélés comme des relais, une force active d'expérimentation, en particulier vers la pleine santé - celle où la santé des humains est en lien étroit avec la santé des écosystèmes naturels. Cette dynamique a été permise par le renforcement des coopérations internationales dans le secteur de la recherche.

La réorientation des politiques publiques de soutien aux entreprises vers la créativité et l'innovation autant sociale que technologique s'est matérialisée par le passage à l'économie contributive^{xliv}, favorisant un travail ayant du sens et digne. A l'échelle des territoires, grâce à une décentralisation plus effective, chaque décision politique se fait à l'échelle des premiers concernés conformément au principe de subsidiarité.

Ce mouvement global de réorientation et de démocratisation, initié par le monde économique et les acteurs de la société civile a contribué à revaloriser les métiers manuels, de proximité et dans le domaine du care. Cette dynamique a également favorisé la solidarité intergénérationnelle, la vitalité et l'innovation dans les territoires en particulier ruraux en métropole comme dans les Outre-mer. Ces territoires ont connu un développement des innovations sociales^{xlv} associant habitats participatifs, dispositifs de soin, accueil des populations déplacées, formation des nouveaux migrants, maisons médicales et co-working pour les micro-entreprises locales, dont celles de l'alimentation de proximité. Des régies citoyennes et pactes alimentaires territoriaux ont permis de voir émerger une gouvernance locale partagée de l'eau et de l'alimentation, ancrée sur les principes du vivant et de la coopération^{xlvi}.

Le travail ayant ainsi évolué^{xlvii}, cela a permis de créer la richesse nécessaire pour le maintien du modèle social favorisant les reconversions et la quête de sens. Plutôt que de penser l'augmentation du travail au niveau individuel (dans les années 2020 il y avait beaucoup de résistance à l'idée de rallonger la durée du travail individuel pour prétendre à une retraite de qualité), c'est l'augmentation collective du travail fourni^{xlviii} - dans le cadre de l'emploi et du travail non-rémunéré - qui a changé la donne.

A cette même époque, la France s'est dotée d'une politique publique de la jeunesse, inspirée des exemples de bonnes pratiques en Europe^{xlix}. Elle a permis une transformation en profondeur du système éducatif : de nouvelles manières d'apprendre - nouvelles pédagogies, éducation par la citoyenneté active, questionnement pour favoriser l'esprit critique - permettent de renforcer la qualité de l'éducation. Ces pratiques se sont déployées à tous les âges. Le renforcement de l'apprentissage et des compétences tout au long de la vie accompagne dès lors les actifs.

Le dynamisme de la société civile engagée, le renforcement de sa capacité d'agir face aux enjeux locaux, nationaux et européens, ainsi que la conduite de politiques publiques dans le temps long ont facilité la refondation de notre pays vers un modèle de société plus soutenable, durable et inclusif. L'exercice démocratique s'est redynamisé en laissant plus de place aux organisations de la société civile dans la construction des politiques publiques. Dans une logique de continuum démocratique, les dispositifs de participation citoyenne se sont développés à différentes échelles, renforçant ainsi la confiance et la vitalité démocratique du pays.

Parallèlement, la simplification des procédures administratives, l'évaluation systématique des politiques publiques conduites sur le temps long ont amélioré la qualité des services publics ainsi que l'efficacité et l'efficience des dépenses publiques.

En 2050, le modèle Européen a été refondé, les relations internationales se sont pacifiées. La France a été le moteur d'un renouvellement de l'Europe pour défendre la souveraineté territoriale, économique, alimentaire et culturelle du continent. Elle a opté pour un fort

investissement dans la recherche et le développement, public et privé, à l'origine d'innovations structurantes.

Sur la scène internationale, de nouvelles voies de coopération active se sont dessinées dans un contexte de réorganisation des alliances historiques, et d'adaptation au changement climatique. L'approvisionnement en matières premières critiques et les politiques de migration en ont bénéficié. Toutes ces formes de coopération reposent en effet sur des valeurs partagées et une aspiration collective forte à maintenir la paix dans le monde.

Les points convergents des scénarios - des leviers pour faire advenir le futur souhaitable⁸.

Les trois scénarios présentés précédemment ne constituent ni des prédictions ni des projections déterministes de l'avenir. Ils relèvent d'un exercice de prospective stratégique, dont l'objectif principal est de préparer collectivement les acteurs à des futurs plausibles, en identifiant les invariants, les vulnérabilités et les leviers d'action communs.

L'enjeu de cette lecture croisée n'est donc pas de comparer les scénarios pour déterminer lequel serait le plus probable, mais de mettre en lumière ce qui les rapproche, quels que soient leurs points de départ. Cette démarche permet de dégager les fondamentaux nécessaires à la robustesse de la société, indépendamment de la nature des crises à venir.

La prospective agit ici comme une boussole stratégique : elle aide à structurer une vision partagée des priorités, à renforcer la capacité d'anticipation collective et à éclairer les décisions publiques dans un contexte marqué par l'incertitude.

Huit points convergents

L'un des enseignements majeurs de l'exercice de prospective mené réside dans une **convergence inattendue entre des trajectoires** pourtant très contrastées dans leurs points de départ. Les travaux montrent des invariants dans les **conditions systémiques de robustesse** qu'elles exigent.

Ainsi, la nature du choc importe moins que la **capacité collective à y faire face**. Ce qui détermine la résilience d'une société n'est pas tant l'événement déclencheur que son aptitude à tenir dans la durée, arbitrer sous contrainte, protéger les plus vulnérables, garantir la production de l'essentiel et préserver la cohésion sociale. L'analyse transversale des trois

⁸ Apports du rapporteur Patrick Levi Waitz, lors de la séance plénière du 14 janvier.

scénarios met en évidence huit principes structurants, qui constituent un socle commun pour faire face à des futurs contrastés.

1. Le changement de cap

Tous les scénarios reposent sur l'acceptation que le modèle actuel atteint ses limites. Une transformation est inévitable, qu'elle soit subie ou choisie. La première condition de l'action est une prise de conscience collective lucide, condition indispensable à toute transformation durable.

2. L'ancrage local

Les réponses les plus rapides et les plus efficaces aux crises émergent souvent à l'échelle locale. Communes, associations, réseaux de proximité et circuits courts jouent un rôle déterminant dans la résilience des territoires.

3. La maîtrise de l'essentiel

Il ne s'agit pas d'autosuffisance totale mais de sécurisation des chaînes d'approvisionnement vitales (eau, alimentation, énergie, services essentiels). Cette maîtrise constitue un enjeu de souveraineté au sens le plus concret.

4. La solidarité

La cohésion sociale est un facteur clé de résilience. Une société ne peut faire face aux crises que si les efforts sont partagés et si personne n'est laissé de côté. La solidarité est une condition d'acceptabilité des transformations.

5. Une nouvelle gouvernance

Les scénarios convergent vers la nécessité de réinventer les modes de décision collective : plus de coopération entre l'État, les collectivités territoriales, les entreprises, la société civile organisée et l'économie sociale et solidaire, dans une logique d'intelligence collective et de gouvernance plus agile et participative.

6. Le levier européen

Dans les trois scénarios, l'Europe apparaît comme un **pivot stratégique**, dont le rôle évolue selon le contexte :

- Dans un scénario de conflit, l'Europe se structure autour de la défense commune et de la souveraineté industrielle.
- Dans un scénario de transition écologique, elle devient un leader mondial de la transformation environnementale et de la diplomatie climatique.
- Dans un scénario d'adaptation progressive, elle agit comme un partenaire de coopération, fondé sur des alliances et des logiques de solidarité.

7. La sobriété

La sobriété n'est pas conçue comme une contrainte punitive mais comme une forme d'intelligence collective : faire mieux avec moins, optimiser l'usage des ressources, réduire les gaspillages et renforcer la soutenabilité économique et écologique.

8. La confiance et le discernement

Dans un contexte de désinformation et de manipulation croissante, la confiance dans les institutions, les médias et les processus démocratiques est essentielle. Sans elle, l'action collective devient impossible.

Ces huit fondamentaux peuvent être regroupés en trois piliers majeurs, communs à l'ensemble des scénarios, quels que soient leurs points de départ.

Pilier 1 – La maîtrise de l'essentiel et la souveraineté

Une société qui ne contrôle pas ses ressources vitales est structurellement vulnérable. Garantir l'accès à l'eau, à l'alimentation, à l'énergie et aux services essentiels constitue la première condition de la résilience collective. Ce pilier renvoie à une souveraineté concrète, fondée sur la sécurisation des besoins fondamentaux.

Pilier 2 – Une organisation collective claire et territorialisée

La robustesse repose sur une gouvernance lisible et efficace, articulant les différents niveaux d'action. Il ne s'agit pas d'opposer le local et le national mais de les coordonner selon le principe de subsidiarité.

L'État conserve un rôle central de pilotage stratégique et de garant de l'équité, tandis que les territoires agissent au plus près des réalités de terrain.

Pilier 3 – La cohésion sociale

La confiance, la justice sociale et la répartition équitable des efforts constituent le ciment de la société. Une société fragmentée, marquée par la défiance, est particulièrement vulnérable en période de crise. La cohésion sociale est donc un facteur déterminant de stabilité et d'adaptabilité.

Mise en perspective des scénarios

La démarche prospective qui a été menée pour la commission avis transverse repose sur plusieurs parti pris de départ et choix effectués au fil du projet.

Le CESE a choisi de compléter l'exercice des audits et des constats sur cet avis portant sur le modèle de société de la France à horizon 2050 par un exercice de prospective en focalisant son attention sur l'élaboration de scénarios. En prospective, il existe une palette d'outils diverse et le parti pris de l'équipe de l'Institut des Futurs souhaitables a été de faire participer les conseillères et conseillers lors d'ateliers visant l'élaboration de scénarios prospectifs. L'attention a été concentrée sur les variables et les hypothèses en vue d'élaborer un nombre restreint de scénarios.

Le second parti pris était de viser un futur souhaitable, celui d'un modèle de société durable, soutenable et inclusive pour la France à 2050, qui puisse être porté par une instance représentative de la société civile comme celle du CESE qui, par nature, porte des différences de points de vue et des opinions parfois même contradictoires. La démarche prospective des

souhaitables s'est avérée utile et a permis en partie de dépasser ces tensions car elle porte en elle l'exigence de rendre visible une éthique du futur⁹.

Des choix de nature de scénarios ont dû être effectués. D'autres types d'élaboration de scénarios auraient pu être envisagés. Le choix s'est orienté sur la description de trajectoires, sur les hypothèses importantes aux yeux des conseillères et conseillers, ainsi que sur trois natures différentes de changement : l'accélération d'une mégatendance de fond identifiée comme celle qui façonne le contexte global (dérèglement climatique et accélération des chocs écologiques), une rupture brutale anticipée par les stratégies nationales (conflit en Europe) et un changement qui advient par évolution et adaptation plutôt que par disruption. Les changements qui façonneront notre avenir en France comporteront sans doute ces trois dimensions. Il ne s'agit pas de choisir parmi ces trois récits, mais plutôt de nous interroger en tant que société civile sur notre capacité collective à répondre aux changements, et à notre volonté d'agir en vue de faire advenir un futur souhaitable.

Tous ces scénarios, même celui d'évolution plus tendanciel, impliquent des ruptures et une transformation profonde de la société française si l'on souhaite faire advenir un modèle de société soutenable, durable et inclusive à 2050.

On l'aura compris à travers ce cahier, tout exercice de prospective peut soulever des doutes et des questionnements. L'aboutissement créatif de cet exercice a été rendu possible grâce à la confiance dans la méthode utilisée, à la persévérance et au maintien du cap de l'équipe de pilotage et à l'engagement de ses rapporteurs. Confronté à différents publics, il pourra être encore enrichi et nourrir la prise de décision des gouvernants.

⁹ Carine Dartiguepeyrou, « Faire advenir des futurs souhaitables », in La prospective en action, anticipations et déploiements stratégiques des organisations face au futur, ISTE, 2024.

Conclusion

Au fond, cet exercice aura montré que l'avenir n'est pas une fatalité. Les scénarios ne sont pas prédictifs, ils ne visent pas à prédire l'avenir. Ils sont une invitation à nous projeter, à imaginer ce qui pourrait advenir si certains choix sont faits ou évités et à renforcer notre capacité d'action. L'exercice de prospective a montré que nous ne démarrons pas l'histoire en 2025 : chaque période de transition, aussi difficile soit-elle, porte en elle l'héritage du passé et les germes d'un renouveau.

Le récit du futur souhaitable présenté dans ce rapport, co-construit par les membres de la commission, n'est pas un manifeste ou un programme politique. C'est une intention partagée, fruit du travail de six mois de la commission avis transverse avec l'équipe de l'Institut des Futurs souhaitables : celui d'une France qui aurait choisi la solidarité sur le repli, la créativité et la sobriété sur la fuite en avant, la coopération raisonnée sur la compétition à tout prix. Une France qui aurait trouvé, même dans l'adversité, les ressources de sa propre réinvention.

Il revient désormais à la résolution finale du CESE de transformer cette matière prospective en interpellation. De faire entendre, dans l'espace démocratique, une voix originale de la société civile organisée qui refuse à la fois le catastrophisme paralysant et l'optimisme naïf.

Ce cahier n'est pas une réponse. Il est, à sa manière, une invitation à continuer de se poser les bonnes questions : collectivement, lucidement et avec l'exigence que la période impose.

Présentation de l'équipe

La mission s'est appuyée sur une équipe pluridisciplinaire regroupés sous la bannière de l'Institut des Futurs souhaitables, réunissant des expertises complémentaires en prospective stratégique, facilitation systémique, controverses d'utilité publique et coordination de projets complexes.

Carine Dartiguepeyrou – Docteur en sciences politiques, prospectiviste, auteure d'une douzaine d'ouvrages prospectifs (*La prospective en action, Le futur est déjà là, Prospective d'un monde en mutation...*)

Carine a assuré la direction méthodologique et la qualité des productions. Forte de plus de trente ans d'expérience en stratégie et prospective en France et à l'international, elle a accompagné la structuration des travaux et a veillé à la robustesse des analyses.

Laura Winn - Consultante, facilitatrice, formatrice

Laura a co-piloté l'ingénierie des séquences de travail et la facilitation écosystémique. Son expertise en intelligence collective, changement systémique et accompagnement multi-parties prenantes a permis d'ancrer les échanges dans une approche régénérative et territoriale.

Carmen Orduña Correcher - Consultante, facilitatrice

Carmen a assuré la coordination opérationnelle de la mission. Elle a garanti le bon déroulement du projet de bout en bout, en veillant à l'articulation des calendriers, à l'organisation de la documentation et à la conception ainsi qu'à l'animation d'ateliers prospectifs.

Mathieu Baudin - Prospectiviste, auteur, conférencier

Mathieu a apporté son regard d'historien et de prospectiviste, en contribuant à l'inspiration des futurs souhaitables, à l'animation de l'atelier « signaux faibles » et aux assemblées plénières afin d'enrichir la profondeur des réflexions.

Jean-Luc Verreux - Facilitateur, animateur

Jean Luc a animé le débat contradictoire sous forme de controverse d'utilité publique. Son expérience en facilitation de dialogues exigeants et en méthodologie des désaccords féconds a contribué à creuser et dépasser des points de tension et à renforcer la qualité démocratique des échanges.





Annexe 1 – Extrait du carnet de mégatendances

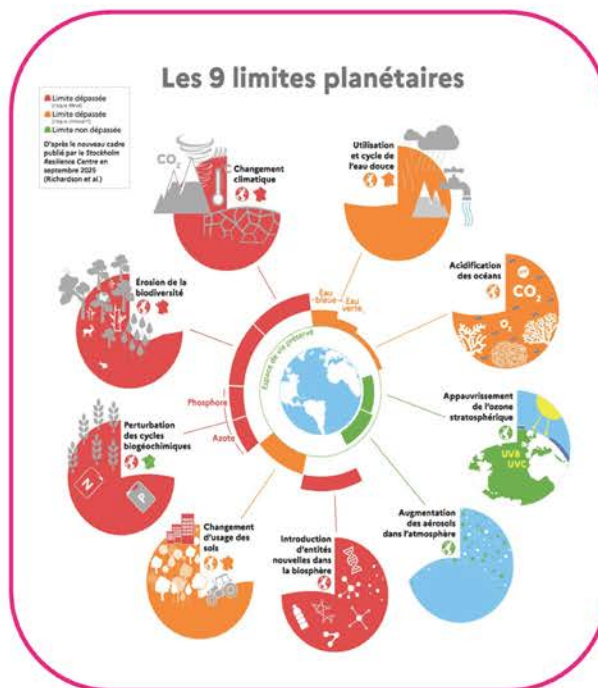
1. Au bord du seuil

Planète vulnérable, limites dépassées

Contexte général

Une augmentation des températures de minimum +2°C est à prévoir d'ici 2050. Sans action, +4 à +5 °C sont possibles d'ici 2100ⁱ. En 2022, plus d'une planète et demie est déjà consommée chaque année. En 2050, 3 planètes pourraient être consomméesⁱⁱ.

En 2025, 7 des 9 limites planétaires sont dépassées (Stockholm Resilience Institute)ⁱⁱⁱ, et la biodiversité est en forte diminution : 75% des environnements terrestres et 40% des écosystèmes marins sont gravement dégradés, avec un million d'espèces menacées d'extinction dans le mondeⁱⁱⁱⁱ. Le dérèglement climatique sera le principal facteur de perte de biodiversité d'ici 2050^{liv}.



Source : CGDD, 2025

En 2022, 75% des environnements terrestres et 40% des écosystèmes marins sont gravement dégradés, avec un million d'espèces menacées dans le monde (UICN, 2023).

Enjeux croisés

L'insécurité climatique constitue un enjeu majeur. Les sécheresses, les incendies de forêt, les vagues de chaleur, les tempêtes et les fortes pluies » deviendront d'autant plus intenses et plus fréquents » dans les années à venir^{lv}. Les projections indiquent que les inondations pourraient causer jusqu'à 8,5 millions de décès d'ici 2050, tandis que les sécheresses pourraient en provoquer 3,2 millions^{lvi}.

250 millions de réfugiés climatiques d'ici 2030 selon le GIEC^{lvii} revues à la hausse 450 millions par l'OIM et plus récemment encore à +1.2 milliard à 2050^{lviii}.

Cette **augmentation des événements extrêmes** impacterait également **les biens et les infrastructures**, avec des estimations de pertes financières mondiales avoisinant déjà les 40 milliards de dollars par an^{lix}. Une projection à l'échelle de la France prévoit un coût cumulé

des dégâts par inondations de 50 milliards d'euros en 2050, soit 81% de hausse par rapport à la période 1989-2019^{ix}.

Pour atteindre une réduction de 95 % des émissions de CO₂ d'ici 2050 (par rapport à une trajectoire d'émissions élevée), des experts ont calculé que des recettes de taxe carbone de l'ordre de 7 % du PIB global seraient nécessaires, et les subventions pour la séquestration du carbone pourraient représenter ~6.6 % du PIB (avec des variations régionales)^{xi}.

2. Une société où les équilibres s'inversent

Inversion démographique et vieillissement

Contexte général

En 2050, la planète comprendra près de 9,7 milliards d'habitants. Le plateau démographique de 10 milliards d'habitants sur Terre devrait être atteint vers 2080^{lxii}. Parallèlement, la population mondiale vieillit rapidement : en 2050, il pourrait y avoir deux seniors pour un enfant, et les plus de 60 ans représenteraient environ 22 % de la population mondiale, soit près du double par rapport à 2020^{lxiii}.

Le taux de fécondité mondiale est descendu à 2,2 enfants par femme^{lxiv}, souvent bien en dessous du seuil de renouvellement comme en Europe, en Asie de l'Est et en Amérique du Nord.

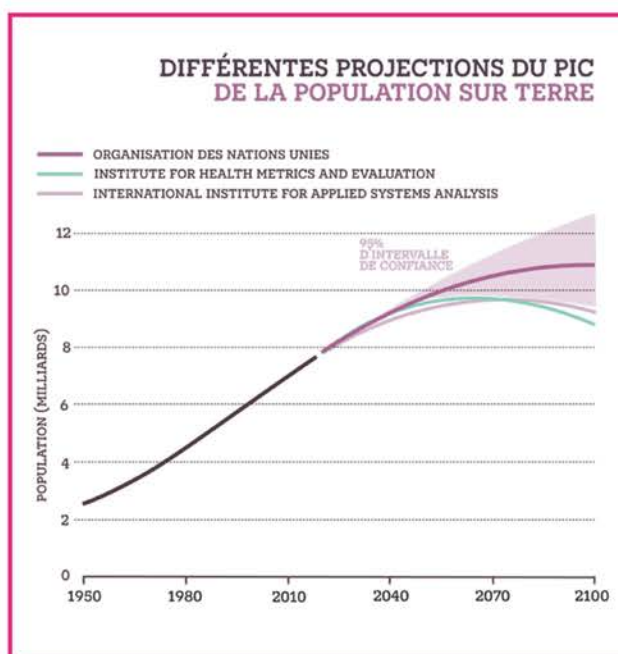
La plus forte croissance sera relevée en Afrique subsaharienne, dont la population devrait doubler d'ici à 2050

(World Population Review, ONU, 2022)

Enjeux croisés - Démographie et travail

En 2050, en Chine : 31 %, au Mexique : 28 %, en France : 25 %, dont 28 % ont plus de 65 ans - ils n'étaient que 16,5 % en 2005^{lxv}. On prévoit qu'en 2035, l'Afrique subsaharienne prendrait le relais de l'Inde comme la région la plus peuplée^{lxvi}.

Ces changements démographiques auront un impact direct sur l'offre mondiale de main-d'œuvre : D'ici 2050, on prévoit que les pays à faible revenu abriteront 59 % de la population mondiale en âge de travailler^{lxvii}.



Source : Post-R, IFs.

3. Accélération technologiques

Et la nouvelle ère du digital

Contexte général

L'accélération des évolutions technologiques déjà engagées dans le présent aura des conséquences majeures sur les États, les entreprises et la vie quotidienne en 2050.

Entre 2016 et 2018, le trafic mondial de données augmentait déjà d'environ 20 % par an notamment par la consommation de médias, qui représentait 85 % du trafic en 2022. Cette tendance sert d'hypothèse de **croissance pour la période 2022-2050**^{lxviii}.

Cette accélération technologique **reconfigure également l'ordre économique mondial**. En 2025, les Big Techs concentrent une part croissante de la capitalisation, des liquidités et des investissements, devenant de véritables techno-pouvoirs (Microsoft atteignant par exemple une valorisation record d'environ 4 000 milliards de dollars^{lxix}).

Si cette domination reste aujourd'hui largement américaine, la montée en puissance d'économies comme la Chine, l'Inde ou l'Indonésie pourrait rebattre les cartes d'ici 2050, avec des **géants économiques potentiellement répartis entre États-Unis et Asie**^{lxx}.

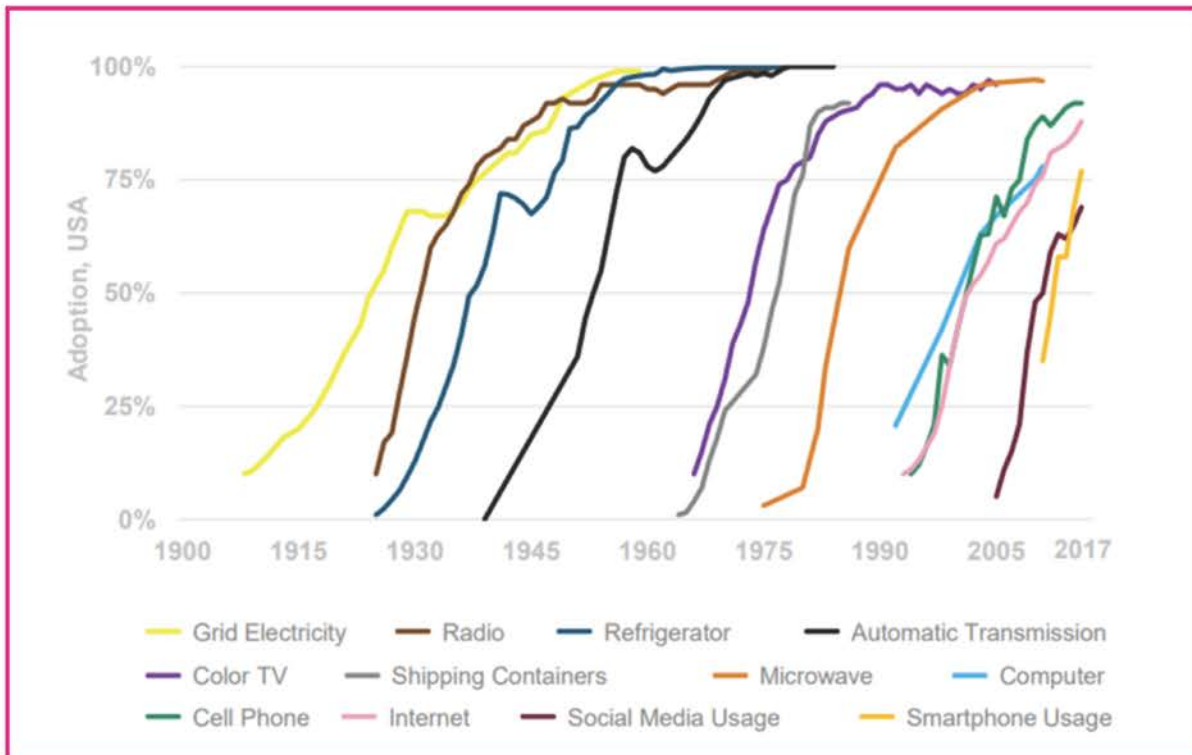
Enjeux croisés - Des remodelisations profondes du système du travail

Les transformations du travail s'inscrivent dans un **contexte d'accélération technologique** marqué par l'essor des nanotechnologies, biotechnologies, robotique, quantique et Internet des objets (NBIC) et de l'IA. La puissance de calcul augmente de manière exponentielle et la convergence entre IA et NBIC accélère une **transformation systémique qui touche l'ensemble des secteurs**.

Selon le Forum économique mondial et Roland Berger, cette intégration technologique devrait se déployer en **trois vagues** : 2025-2027 (industrie, santé, énergie), à partir de 2030 (services publics, transports), puis après 2035 (infrastructures critiques, villes intelligentes, systèmes de santé autonomes)^{lxxi}.

Ces mutations auront un impact profond sur l'emploi : **50 à 60 % des emplois pourraient être automatisés ou transformés d'ici 2040**^{lxxii}, et l'IA pourrait affecter jusqu'à 80 % des métiers d'ici 2050^{lxxiii}. Dans ce contexte, 60 % des travailleurs devront acquérir de nouvelles compétences d'ici 2030 pour s'adapter^{lxxiv}.

Illustration : Prolifération des nouvelles technologies aux États Unis¹⁰



Source : Kleiner Perkins Internet Trends (2018), basé sur un recueil de données de « Our World In Data », notamment celles d'Isard (1942), de Grubler (1990), du Pew Research Center, du Bureau du recensement des États-Unis et d'autres sources.

50 à 60 % des emplois pourraient être automatisés ou transformés d'ici 2040 (OECD (2017), et l'IA pourrait affecter jusqu'à 80 % des métiers d'ici 2050 (McKinsey, 2023).

10 La diffusion est définie par la part des ménages utilisant une technologie donnée. Dans le cas des équipements (par exemple, la boîte de vitesses automatique), l'adoption correspond à la part de ces équipements parmi les modèles disponibles.



Annexe 2 - Extrait du carnet de signaux faibles

1. De la rentabilité à la contribution : Redéfinition de la performance des acteurs économiques

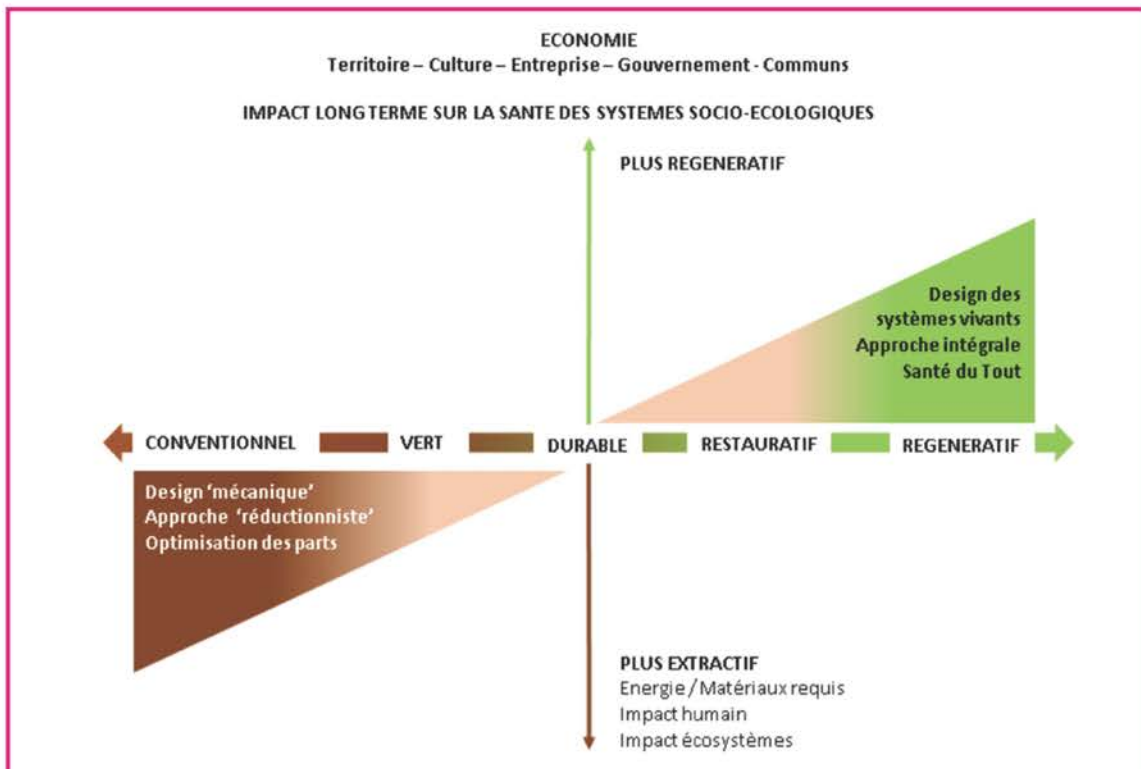
Contexte général

Un changement de paradigme émerge pour une économie qui ne vise plus seulement à limiter les impacts négatifs, mais à **régénérer les ressources, les écosystèmes et les liens sociaux** qu'elle mobilise.

Cette mutation traduit une **prise de conscience systémique** : la matière, l'énergie et le vivant ne sont plus considérés comme des stocks à exploiter, mais comme des **flux à entretenir**. Un mouvement émerge pour **réévaluer ce que vaut réellement une entreprise** : non plus seulement sa rentabilité financière, mais aussi sa **contribution sociale, écologique et territoriale**.

Ce signal marque la remise en cause du paradigme de la croissance et l'émergence de **nouveaux indicateurs de prospérité**. Cette mutation irrigue la recherche, l'industrie, l'agriculture et l'urbanisme, donnant naissance à une pensée de la **coopération circulaire**.

Illustration : La trajectoire vers l'économie régénérative



Source : BPI (2023). Entreprises et systèmes vivants, appréhender les approches régénératives, adapté de John Fullerton.

Signes de changement

- Montée en puissance du concept d'**économie régénérative** (Kate Raworth^[xxxv], John Fullerton^[xxxvi], Daniel Wahl^[xxxvii], Emmanuel Delannoy^[xxxviii]) dans la recherche et les politiques publiques.
- Expérimentations de **villes et territoires circulaires** intégrant les flux de matière, d'eau et d'énergie. (ex. Kalundborg Symbiosis au Danemark^[xxxix] ; Plaine Commune / « Métabolisme urbain » en France)^[xxx]
- **Directive CSRD** (UE, 2022) : 50 000 entreprises doivent publier leurs impacts extra-financiers (environnementaux, sociaux, de gouvernance)^[xxxi].
- Déploiement de **pratiques inspirées du vivant**: biomimétisme, agroécologie, design symbiotique.

2. Vers la pleine Santé

Contexte général

Depuis les années 2000, un mouvement mondial redéfinit la santé comme le reflet de l'équilibre entre humains, écosystèmes et sociétés.

Les **progrès scientifiques** - en biotechnologie, en puissance de calcul, en données et en IA - transforment la recherche médicale, tandis que de nouvelles pathologies émergent, révélant nos déséquilibres environnementaux et sociaux et le **besoin de penser la santé de façon holistique**.

Ce paradigme, inspiré du concept **One Health** ("Une seule santé"), affirme qu'il n'existe **qu'une seule santé**, partagée entre humains, animaux, climat et territoires. Il souligne aussi que la qualité des relations sociales est un déterminant majeur du bien-être et du bonheur individuel et collectif. Cette **vision systémique** commence à orienter les **politiques**, liant santé, alimentation, environnement et justice sociale.

Illustration : Roue de la Santé



Source : Post-R IFs, d'après Wheel of Health; Duke Integrative Medicine.

Signes de changement

- Définition de la santé par l'OMS dans sa **dimension intégrale**^{lxxxii} et essor du concept "**One Health**"^{lxxxiii} (Santé Commune en France, porté par l'Institut Michel Serres^{lxxxiv}).
- **Plan Santé Mentale 2023–2030**^{lxxxv} : intégration du **bien-être psychique dans la politique de santé publique** pour faire face à la dégradation de la santé mentale des jeunes et à la crise de solitude (plus de 4/10 français déclarent se sentir seuls)^{lxxxvi, lxxxvii}.
- **Santé des écosystèmes, nutrition, eau et biodiversité associées aux politiques de santé** : En France : Projets Alimentaires Territoriaux (PAT)^{lxxxviii}, développement d'espaces de nature au service du soin, de la prévention et de la santé mentale.

3. Mouvement de l'apprentissage profond

Contexte général

Dans l'ère du digital, de la post-vérité et de l'IA, se développe un mouvement de réhabilitation du sensible et de l'apprentissage expérientiel.

Ce signal traduit une volonté de rééquilibrer cognition et émotion, raison et perception, en reconnectant l'éducation, la connaissance et la créativité au corps, aux sens et au vivant. Il exprime une mutation profonde du rapport à l'apprentissage : de l'accumulation de savoirs à l'expérience vécue, de la performance cognitive à la présence attentive.



Source : Académie de Versailles (2025)

Signes de changement

- **Éducation par la nature** : essor des écoles en forêt (*forest schools*^{lxviii}) et écoles du dehors en Europe (en France 4000 écoles expérimentent la classe dehors^{xc}).
- **Neurosciences de l'empathie** et de la **cognition incarnée** (Francisco Varela^{xcii}, Antonio Damasio^{xciii}, Serge Tisseron^{xciii}) : reconnaissance du rôle des émotions, du mouvement et du corps dans l'apprentissage. L'interface H/M nous fait mieux ressentir ce qui fait l'humain.
- **Sciences de l'apprentissage** : création du Centre de Recherche Interdisciplinaire en 2006^{xciv} devenu Learning Planet en 2021.
- **Pédagogies sensibles et coopératives** : Montessori^{xcv}, Reggio Emilia^{xcvi}, pédagogie de la reliance (d'après Joëlle Zask^{xcvii}, Philippe Meirieu^{xcviii}).
- Programmes internationaux d'éducation à la « **littératie écologique** »^{xcix}.

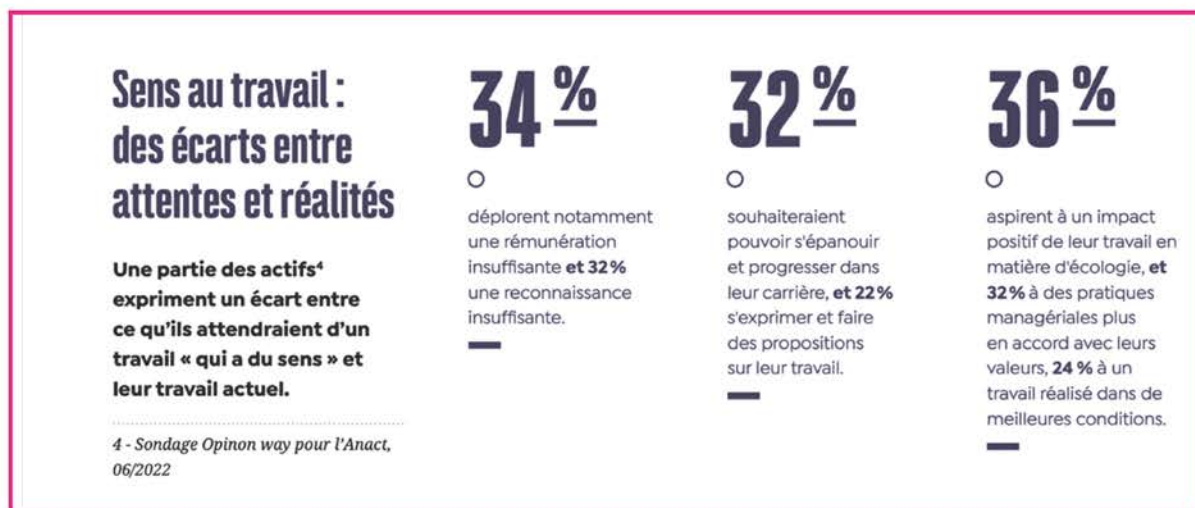
4. Reconversions professionnelles et quête de sens

Contexte général

Face à l'**automatisation**, à la montée de l'**IA** et à la **perte de sens au travail** (burn-out, brown-out, bullshit jobs), de plus en plus de personnes quittent des emplois abstraits ou déshumanisés pour se tourner vers des **métiers du faire, du soin et du vivant**. L'aspect local des activités manuelles et de l'artisanat répondent au besoin de sobriété énergétique.

Ce signal faible traduit une **émergence culturelle d'individuation** : le travail n'est plus seulement un moyen de subsistance, mais un **espace de contribution, d'utilité et d'émancipation personnelle**

Illustration : Sondage sur le sens au travail des actifs français



Source : Dossier Travail et Changement, ANACT (2022)

« Un Français sur 5 a déjà engagé une reconversion professionnelle en 2023 »
(APEC, 2023).

Signes de changement

- **Crise de sens au travail** : 48 % des cadres ne trouvent plus de sens à leur emploi, et 1 sur 3 envisage de changer de métier (baromètre Malakoff Humanis, 2024^c).
- **Reconversions professionnelles massives** : près de 1 Français sur 5 a déjà engagé une reconversion professionnelle en 2023 (France Compétences, 2023)^{ci}.
- **Mouvements collectifs de bifurcation** : "Les Bifurqueurs" d'AgroParisTech (2022)^{cii}, Des mouvements comme On est prêt^{ciii}, Les Passeurs de sens^{civ}, etc., incarnent cette recherche de cohérence entre emploi et valeurs.

NOTES

Scénario 1

ⁱ Forum économique mondial (FEM). (2025). *Global Risks Report 2025*.

ⁱⁱ Sénat. (2025). *Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en Outre-mer*

ⁱⁱⁱ Organisation mondiale de la santé (OMS). (2022). 2 billions of people still breathe unhealthy air: new WHO data.

^{iv} INSEE. (2023). Solde migratoire apparent de -0,5 % en 2023. Cité par Le Journal du Grand Paris.

^v Meadows, D., Meadows, D., Randers, J., & Behrens, W. (1972). *Les limites de la croissance. (Rapport Meadows)*.

^{vi} Stockholm Resilience Centre. (2025).

^{vii} IPBES. (2019). *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*.

^{viii} GIEC. (2021). *Changement climatique 2021 : les bases physiques*. Rapport du groupe de travail I.

^{ix} World Resources Institute (WRI). (s.d.). 60 % de l'agriculture irriguée mondiale confrontée à un stress hydrique extrême.

^x GIEC. *Rapport Changement Climatique (2021) Impacts, Adaptation et Vulnérabilité : 250 millions de réfugiés climatiques d'ici 2030*. Données revues à la hausse à 450 millions par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2023). *World Migration Report*.

^{xi} GIEC. *Rapport Changement Climatique (2021) Impacts, Adaptation et Vulnérabilité*

^{xii} SCET. (2025). *L'exposition aux risques climatiques : une affaire d'État*.

^{xiii} DREAL Occitanie. (2024). *Projection de +81 % de hausse des phénomènes climatiques extrêmes en France d'ici 2050 (référence 1989-2019)*.

^{xiv} Organisation mondiale de la santé (OMS). (2025). 91 % des habitants des zones urbaines respirent un air pollué.

^{xv} ONU-Habitat. (2022). Les villes consomment plus de 60 % de l'énergie mondiale et produisent 75 % des émissions de carbone.

^{xvi} Ipsos / BVA / CESI. (2025). *Fractures françaises 2025* : Un tiers des Français estiment que leur situation sociale va se dégrader à l'avenir.

^{xvii} OCDE. (2024). Publications économiques et sociales.

^{xviii} Focus 2030. (2020). *La réponse à la crise sanitaire mondiale vue par les Français*. <https://focus2030.org/La-reponse-a-la-crise-sanitaire-mondiale-vue-par-les-Francais-es-un>

^{xix} Ministère de l'Agriculture. (2023). Plus de 450 projets alimentaires territoriaux (PAT) en France.

Scénario 2

^{xx} Ministère des Armées. (2025). *Revue nationale stratégique 2025*.

^{xxi} Médiapart. (17 décembre 2025) : Les investissements de fonds "verts" européens (SFDR 8 et 9) dans les entreprises ayant tout ou partie de leur activités dans la défense ont triplé ces trois dernières années pour atteindre 49,8 milliards d'euros, contre 14,6Md€ en 2021.

^{xxii} Ministère des Armées. (2025). *Stratégie Très Haute Altitude*.

^{xxiii} Banque de France. (2025). Encours de l'épargne réglementée 2024 : 956 milliards d'euros.

^{xxiv} Statista. (2024). Coût estimé de la cybercriminalité pour les entreprises françaises. En 2024, la cybercriminalité a représenté un coût estimé à plus de 100 milliards d'euros pour les entreprises françaises

CECyber. (2025). *Rapport sur la cybercriminalité en France* : « En 2024, 348 000 atteintes numériques ont été enregistrées, soit une augmentation de + 74 % enregistrée en 5 ans (Rapport CECyber, 2025)

^{xxv} Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). (2025). *Kit d'urgence – Revue nationale stratégique*. <https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/revue-nationale-strategique-2025>

^{xxvi} Elabe pour BFMTV. (2025). Sondage sur la création d'un service national volontaire, près de trois français sur quatre (73%) sont favorables au principe de création du service national volontaire. Dans le détail, ils sont 22% à y être très favorables et 51% à y être favorables. À l'inverse, 9% des sondés sont très opposés à l'idée et 18% s'y opposent.

^{xxvii} Ipsos / BVA / CESI. (2025). *Fractures françaises 2025*. 66% des Français estiment que la plupart des politiques sont corrompus (+3 points depuis 2024, + 6 points depuis 2022).

^{xxviii} Market Research Future. (2025). *France Loungewear Market Summary*. Croissance prévisionnelle du marché de vêtements confort 12% par an entre 2025 et 2035.

^{xxix} Ipsos. (2025). Confiance dans les institutions locales 68% de confiance dans les maires, par rapport à 20% pour les députés et l'Assemblée Nationale.

^{xxx} Franceinfo. (3 décembre 2025). Articles sur la perception des institutions.

^{xxxi} IRIS. (2023). Dépendance européenne aux matériaux critiques. L'Europe dépend à 98 % de l'extérieur pour les matériaux critiques. La Chine concentre 69 % de la production minière mondiale et 88 % du raffinage des terres rares. Les pays de l'OCDE ne détiennent que 7,7% des réserves mondiales.

Scénario 3

^{xxxii} Toute l'Europe. (s.d.). *Qu'est-ce que le rapport Draghi sur l'avenir de la compétitivité de l'Union européenne ?* <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/qu-est-ce-que-le-rapport-draghi-sur-l-avenir-de-la-competitivite-de-l-ue/>

^{xxxiii} IRIS. (2023). Dépendance européenne aux matériaux critiques : L'Europe dépend à 98 % de l'extérieur pour les matériaux critiques. La Chine concentre 69 % de la production minière mondiale et 88 % du raffinage des terres rares. Les pays de l'OCDE ne détiennent que 7,7% des réserves mondiales.

^{xxxiv} Commission européenne / La Poste. (2024). Données sur les flux de colis dans le commerce en ligne européen : En 2024, 4,6 milliards de colis sont entrés sur le marché européen, avec 90% de ces colis en provenance de Chine. Les plateformes de commerce en ligne, comme Temu et Shein, sont désormais des acteurs majeurs, représentant à elles seules deux tiers des colis traités par la Poste.

^{xxxv} INSEE. (2023). *La part du made in France dans les produits manufacturés*. La baisse du *made in* est particulièrement prononcée en France pour les produits manufacturiers, pour lesquels il est passé de 82 % à 38 %. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7702892>

^{xxxvi} CESE. (2024). *Intelligence artificielle, travail et emploi*. <https://www.lecese.fr/actualites/intelligence-artificielle-travail-et-emploi-le-cese-adopte-son-etude> : L'IA peut aussi être source d'innovations et la France peut trouver un juste positionnement malgré la domination des big techs selon le rapport « Pour une IA des Lumières » de Francis Jutand (2023). Analyse des risques et opportunités de l'IA.

^{xxxvii} Ipsos. (2025). Enquête pour la commission transverse du CESE.

^{xxxviii} Ipsos. (2025). Enquête sur la confiance dans les maires (Municipales 2026). Depuis plus de 10 ans, la confiance dans les maires atteint un étiage proche des 70%, quelles que soient les crises subies et gérées au cours des deux derniers mandats. Cette confiance repose prioritairement sur deux critères : l'honnêteté (61 %) et la capacité à tenir ses engagements (50 %).

^{xxxix} INSEE. (2024). *Projection démographique de la France à l'horizon 2050*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381380> : D'ici 2050, la France comptera 19,6 millions de personnes de 65 ans et plus, contre 14,8 millions aujourd'hui, ce qui pourrait conduire à une situation où il y aurait 2 seniors pour 1 enfant. 1,5 actifs pour 1 retraité. Les natalités ne représentaient que 660800 bébés en 2024.

^{xl} INSEE. (2024). *Évolution du commerce mondial et du PIB mondial*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633242> : De 1980 à 2024, le volume du commerce mondial a été multiplié par 8,1, tandis que le volume du PIB mondial a été multiplié par 4,3.

^{xli} Forum économique mondial. (2025). *Global Risks Report 2025*. <https://www.weforum.org/publications/global-risks-report-2025/>

^{xlii} World Inequality Database. (s.d.). Données sur l'évolution des inégalités de revenus : La part des revenus des 1% les plus riches pourrait passer de 21%

actuellement à plus de 24% en 2050, tandis que celle des 50% les plus pauvres chuterait de 10% à moins de 9%.

^{xliii} CESE. (2025). Rapport sur l'état de la France.

^{xliv} Commission Transverse CESE. (28 octobre 2025). Atelier « Signaux faibles ».

^{xlv} Commission transverse du CESE. (2 décembre 2025). Débat contradictoire « Faut-il travailler davantage en France pour financer la transition ? » : Dans le logement, le travail, la formation, les gardes et soin aux plus vulnérables (Cocoon'Age (Récipro-Cité), écoquartiers mixtes, mentoring renversé).

^{xlvi} Loi EGalim. (2018). Loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire.

^{xlvii} Foucher, A. (2024). *Sortir du travail qui ne paie plus*. Éditions de l'Aube.

^{xlviii} Commission transverse (2 décembre 2025). Atelier Débat contradictoire « Faut-il travailler davantage en France pour financer la transition ? »,

^{xlix} Peugny, C. (2022). Pour une politique de la jeunesse. Le Seuil.

Annexe 1 – Sélection de mégatendances

ⁱ GIEC (IPCC) (2021). Sixth Assessment Report – Working Group I: The Physical Science Basis.

ⁱⁱ Global Footprint Network (2022). National Footprint and Biocapacity Accounts.

ⁱⁱⁱ Stockholm Resilience Centre (Stockholm University). <https://www.stockholmresilience.org>

ⁱⁱⁱⁱ IPBES (2019). Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services.

^{lv} Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN) (2023). *Issues Brief: Climate Change and Biodiversity*.

^{lv} Agence européenne pour l'environnement (AEE). (2022). *Climate change, impacts and vulnerability in Europe*.

^{lvi} World Economic Forum. (2024). *Global Risks Report 2024*.

-
- ^{lvii} GIEC (IPCC). (2019). Special Report on Climate Change and Land.
- ^{lviii} Organisation internationale pour les migrations (OIM). (2023). *World Migration Report 2024*.
- ^{lix} Organisation météorologique mondiale (OMM/WMO). (2024). *State of the Global Climate*.
- ^{lx} France Assureurs. (2022). Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050.
- ^{lxi} Tol, R. S. J., et al. (2023). Carbon pricing and negative emissions subsidies for deep decarbonization. *Nature Climate Change*.
- ^{lxii} United Nations, Department of Economic and Social Affairs (2022). *World Population Prospects 2022: Summary of Results*. <https://population.un.org/wpp/>
- ^{lxiv} United Nations (2020). *World Population Ageing*.
- ^{lxv} INSEE (2023). Population par âge
- ^{lxv} UN DESA (2022) – *World Population Prospects* <https://population.un.org/wpp>
- ^{lxvi} United Nations (2022). *World Population Prospects 2022*.
- ^{lxvii} World Bank (2023). *Global demographic transition and labor supply*
- ^{lxviii} Cisco (2021). *Cisco Annual Internet Report (2018–2023)*.
- ^{lxix} Reuters (2025). Microsoft briefly hits \$4 trillion market value on AI boom.
- ^{lxx} PwC (2017). *The World in 2050 – The long view: how will the global economic order change by 2050?*
- ^{lxxi} Forum Economique Mondial (2023). *Future of Jobs Report* ; Roland Berger (2020). *Trend Compendium 2050*.
- ^{lxxii} OECD (2017). *The Next Production Revolution*.
- ^{lxxiii} McKinsey Global Institute (2023). *Generative AI and the Future of Work*.

^{lxxxiv} Forum Economique Mondial (2023). *The Future of Jobs Report*.

Annexe 2 – Sélection de Signaux Faibles

^{lxxxv} Raworth, K. (2017). *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*. Random House.

^{lxxxvi} Fullerton, J. (2015). *Regenerative Capitalism: How Universal Principles and Patterns Will Shape Our New Economy*. Capital Institute.

^{lxxxvii} Wahl, D. (2016). *Designing Regenerative Cultures*. Triarchy Press.

^{lxxxviii} Delannoy, E. (2021). *L'économie symbiotique*. Actes Sud.

^{lxxxix} Kalundborg Symbiosis – site officiel <https://www.symbiosis.dk>

^{lxxx} ADEME (2017). *Le métabolisme urbain : mesurer les flux pour transformer les territoires*.

^{lxxx} Union européenne (2022). *Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)*.

^{lxxxii} (WHO (2021). *Constitution of the World Health Organization*

^{lxxxiii} WHO, FAO, UNEP, WOA (2022). *One Health Joint Plan of Action 2022-2026*

^{lxxxiv} Serres, M. (1990). *Le contrat naturel*. Paris: Editions F. Bourin.

^{lxxxv} Ministère de la Santé et de la Prévention (France), *Feuille de route Santé mentale et psychiatrie 2023-2030*

^{lxxxvi} Santé publique France (2023). *Santé mentale des jeunes*.

^{lxxxvii} IPSOS (2025). *Baromètre de la solitude*.

^{lxxxviii} Ministère de l'Agriculture, <https://agriculture.gouv.fr/projets-alimentaires-territoriaux>

^{lxxxix} Knight, S. (2013). *Forest School and Outdoor Learning in the Early Years*. SAGE.

^{xc} <https://classe-dehors.org/?textelégaux>

^{xc} Varela, F., Thompson, E., Rosch, E. (1991). *The Embodied Mind: Cognitive Science and Human Experience*. MIT Press.

^{xc} Damasio, A. (1994). *Descartes' Error: Emotion, Reason and the Human Brain*

^{xciii} Tisseron, S. (2016). *Empathie et manipulation*. Albin Michel.

^{xciv} Taddei, F. (2009). *Training Creative and Collaborative Knowledge-builders*.

^{xcv} Montessori, M. (1912). *The Montessori Method*.

^{xcvi} Edwards, C., Gandini, L., Forman, G. (1998). *The Hundred Languages of Children: The Reggio Emilia Approach*.

^{xcvii} Zask, J. (2011). *Participer : Essai sur les formes démocratiques de la participation*.

^{xcviii} Meirieu, P. (2018). *L'école, mode d'emploi*.

^{xcix} UNESCO (2020). *Education for Sustainable Development: A Roadmap*.

^c Malakoff Humanis (2024). *Baromètre Santé & Qualité de Vie au Travail*.

^{ci} France Compétences (2023). *La reconversion professionnelle en France*.

^{cii} Le Monde (2022). *À AgroParisTech, des diplômés appellent à « bifurquer »*

^{ciii} On est prêt – <https://onestpret.com>

^{civ} Passeurs de sens – <https://passeursdesens.fr>

E

Étude « *Finances publiques : état des lieux et analyse de controverses* »

*Finances publiques : État des lieux et analyse de controverses |
Le Conseil économique social et environnemental*

Finances publiques :
**état des lieux
et analyse de
controverses**

RAPPORTEURS
Claire Tutenuit et Benoît Garcia

FÉVRIER 2026

2026-007
NOR : CESL1100007X
Mercredi 25 février 2026

JOURNAL OFFICIEL
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mandature 2021-2026
Séance du 25 février 2026

Finances publiques : **État des lieux et analyse** **de controverses**

Étude du Conseil économique, social
et environnemental sur proposition
de la commission de l'Économie
et des finances

Rapporteurs :
Claire Tutenuit et Benoît Garcia

Référentes et référents :
Fanny Arav, Jacques Landriot,
Jean-Marie Beauvais, Dominique Joseph,
Julia Grimault et Jean-Yves Lautridou

Question dont le Conseil économique, social
et environnemental (CESE) a été saisi par
décision de son bureau en 29 avril 2025
en application de l'article 3 de l'ordonnance
n° 58-1360 du 29 décembre 1958 modifiée
portant loi organique relative au CESE.
Le bureau a confié à la commission de
l'Économie et des finances la préparation
d'une étude *Finances publiques : État
des lieux et analyse de controverses*.
La commission de l'Économie et des finances,
présidée par M. Jacques Creyssel, a désigné
Mme Claire Tutenuit et M. Benoît Garcia
comme rapporteurs.

synthèse

Le sujet des finances publiques est l'un des plus discutés dans le débat public en ce début 2026 comme l'illustrent les tensions rencontrées pour boucler les projets de loi de finances 2025 et 2026. Sur ce sujet, la France est en effet confrontée à plusieurs difficultés, notamment l'instabilité politique, une dette importante, l'augmentation de l'écart des taux d'emprunt par rapport à ceux de nos voisins, la baisse de la note du pays par les agences de notation ou encore la procédure de déficit excessif engagée par la Commission européenne. Si le gouvernement vise à se rapprocher d'un déficit de 5 % en 2026 (après 5,4 % en 2025), les débats budgétaires ne laissent pas entrevoir de chemin aisé vers l'objectif de 3 % en 2029.

Les Français et les Françaises ont conscience que le sujet des finances publiques est un enjeu de choix de société, de mise en œuvre des politiques publiques qui touchent leur quotidien. Ils comprennent que la situation est incertaine, risquée et coûteuse pour tous, mais divergent sur l'orientation, l'ampleur et l'urgence des changements.

Avec cette saisine, la commission de l'économie et des finances propose d'aborder les finances publiques de façon globale (fiscalité, dépenses publiques, gestion de l'endettement) et sur une longue période pour mettre en lumière les débats de fond. Elle s'est attachée davantage à une approche qualitative avec une prise de hauteur : quels sont les besoins de la société, comment les finances publiques peuvent-ils y répondre, comment la société s'organise-t-elle pour choisir les priorités afférentes à ces enjeux ?

Compte tenu de la complexité technique, des multiples ramifications et interférences des enjeux et du caractère controversé de certains aspects des finances publiques, la commission a choisi d'organiser les travaux en plusieurs étapes, dont un état des lieux et une analyse de controverses.

Pour le CESE, l'analyse de controverses sur un tel sujet est une méthode pertinente qui permet de mettre face à face des idées qui s'affrontent, de comprendre les logiques différentes, de nourrir le débat citoyen et d'éclairer les pouvoirs publics.

Le CESE a donc décidé de se saisir de ce sujet, non pour formuler des préconisations, mais pour éclairer les débats en rassemblant les principaux thèmes de controverse et les arguments en présence à l'appui de chaque terme de ces controverses. Cela permettra également de préparer d'éventuels travaux futurs du CESE autour de ce sujet.

MÉTHODOLOGIE

Depuis 2020 et l'adoption de l'étude sur la méthode d'analyse de controverses au sein du CESE (Michel Badré, 2020¹), le CESE a réalisé trois exercices similaires² qui consistent à identifier un certain nombre de questions appelant une réponse binaire (oui/non) et lister dans deux tableaux les arguments « pour » et « contre » en face de chacun desquels

sont proposés un ou des contre-arguments. Chaque argument doit être adossé à une référence scientifique ou en tout cas reconnue comme rigoureuse.

Pour préparer cette étude et permettre une information du lecteur sur les termes de ces controverses, un état des lieux brossant une vue d'ensemble (dette, solde budgétaire, dépenses, recettes) et comportant des chapitres sur l'administration publique centrale, la Sécurité sociale, les collectivités territoriales et la transition environnementale, a été réalisé et figure dans la partie 1 de l'étude.

Sur la base de ce travail préparatoire, la commission a procédé au choix des questions de controverses. Pour ce faire, elle a d'abord identifié neuf sujets de finances publiques comportant des éléments de convergence et de divergence³. Puis, suivant les recommandations des exercices passés d'analyse de controverses, selon lesquelles il est préférable de limiter le nombre de questions à cinq ou six pour éviter trop de redites entre les débats, la commission a retenu **six questions de controverses** dont l'intitulé a fait l'objet d'une délibération et d'une adoption fin septembre 2025 et autour desquelles se sont organisés ses travaux et argumentaires.

Les sources citées dans les six tableaux de controverses qui présentent le détail de ces débats proviennent principalement de travaux d'organismes

1 [Étude sur la méthode d'analyse des controverses au sein du CESE | Le Conseil économique social et environnemental](#)

2 [Quelle place pour le nucléaire dans le mix énergétique français ? | Le Conseil économique social et environnemental \(2022\)](#) ; [Transition écologique : croissance vs décroissance : de quoi parle-t-on ? \(analyse de controverses\) | Le Conseil économique social et environnemental \(2024\)](#) ; [Pour une intelligence artificielle au service de l'intérêt général | Le Conseil économique social et environnemental \(2025\)](#)

3 Stratégie de gestion budgétaire ; évaluation des politiques de l'offre et des baisses d'impôts ; rôle de la dépense publique, des services publics, de la justice fiscale ; dette publique : faut-il la réduire activement ? ; fiscalité, niches et dépenses fiscales ; protection sociale et financement ; investissements d'avenir ; collectivités territoriales ; accélération de la transition écologique et finances publiques.

et institutions publics (INSEE, DGFIP, Conseil des prélèvements obligatoires, Conseil d'analyse économique, France Stratégie) et de think tanks indépendants (I4CE, Institut des politiques publiques, OFCE, Rexecode, etc.), de rapports parlementaires ainsi que de contributions académiques.

En complément, des **auditions d'experts** issus de différents horizons, notamment du monde universitaire et d'institutions spécialisées publiques et privées, ont permis d'enrichir notre analyse par des éclairages théoriques et empiriques de haut niveau, de confronter nos hypothèses aux connaissances les plus récentes et de tenir compte des réalités opérationnelles du terrain.

Pour chaque question, **un.e référent.e** s'est porté.e volontaire pour assurer un travail préparatoire en amont des réunions, en étroite collaboration avec les corapporteurs. Il importe de souligner que, contrairement aux trois analyses de controverses passées, la commission de l'économie et des finances a choisi de traiter collectivement chacune des six questions lors de ses réunions hebdomadaires, afin que l'ensemble des membres participent et contribuent aux échanges, délibérations et lectures sur chacune des questions.

LES SIX QUESTIONS DE CONTROVERSES ABORDÉES DANS L'ÉTUDE

L'état des lieux a fait apparaître plusieurs enjeux :

- un modèle français dans lequel la puissance publique intervient massivement dans l'économie :
 - pour fournir des services publics qui, dans d'autres pays, sont opérés par des acteurs privés ;
 - pour stimuler le développement économique, les politiques industrielles et l'innovation.
- le poids élevé des prélèvements obligatoires par rapport aux autres grands pays européens ;
- une efficacité de ce modèle dans la réduction des inégalités, la France étant en Europe l'un des grands pays les plus inégalitaires avant transferts sociaux et les moins inégalitaires après transferts ;
- un déficit structurel qui s'accroît depuis des décennies, avec quelques années de répit dans la hausse mais jamais de réduction de la dette, tout au plus une stabilisation quand le déficit est momentanément réduit ;
- une charge de la dette qui recommence à croître rapidement avec la montée des taux d'intérêt (après les pics des années 1980 à 1990), même si la France reste un pays attractif pour les investisseurs internationaux et trouve sans difficulté à se financer ;

→ une insertion dans une économie mondialisée qui semble réduire les marges de manœuvre des gouvernements quant à leur gestion de leurs finances publiques et en particulier, de leur endettement.

Ces constats ont amené à identifier et traiter les six questions de controverses suivantes, résumées ci-après et pour lesquelles les termes détaillés de la controverse figurent dans les tableaux des arguments et leur synthèse.

1. Faut-il réduire la dette et le déficit ?

(voir la synthèse p. 86 et le tableau des arguments p. 101)

Les réponses à cette question reposent sur des diagnostics économiques divergents et des priorités politiques opposées.

Si le financement de l'économie par la dette constitue une voie communément acceptée et pertinente (notamment si elle a vocation à financer des investissements d'avenir), la situation actuelle des finances publiques françaises, résultat de 50 ans de déficits continus, sans ligne directrice visible, rend nécessaire un changement d'approche sur la maîtrise de la dette et du déficit publics.

Certains acteurs estiment nécessaire de réduire rapidement la dette et le déficit afin de préserver la crédibilité financière de l'État, voire sa souveraineté, et d'éviter une hausse durable des taux d'intérêt. Pour d'autres, l'urgence est relative : ils soulignent que la soutenabilité dépend surtout de la nature et de la trajectoire de la dette et de la croissance, et craignent qu'un ajustement budgétaire trop rapide ne pèse sur l'activité économique et la cohésion sociale.

2. Les dépenses actuelles de l'Etat et des collectivités territoriales sont-elles efficaces ?

(voir la synthèse p. 90 et le tableau des arguments p. 119)

Globalement, les dépenses jouent un rôle essentiel pour le fonctionnement des services publics, le soutien à l'économie et la cohésion sociale. Mais il y a lieu d'interroger leurs résultats économiques, sociaux et environnementaux. Les critères de l'efficacité font l'objet de débats récurrents que l'on retrouve dans le tableau de controverses.

Si la dépense publique française remplit efficacement plusieurs fonctions essentielles tant au niveau de l'Etat que des collectivités, l'atteinte des objectifs visés et leur cohérence restent inégales et plusieurs catégories de dépenses sont jugées inefficaces ou mal ciblées.

Une tension structurelle persiste entre des besoins d'investissement croissants (transition écologique, santé, éducation) et des dépenses contraintes qui laissent peu de marges de manœuvre. Ce n'est donc pas tant le niveau de dépense qui est en cause que sa capacité à être réorienté vers les priorités stratégiques.

3. Faut-il renforcer la progressivité du système fiscal ?

(voir la synthèse p. 92 et le tableau des arguments p. 135)

Cette question oppose des visions différentes des objectifs économiques et politiques de la fiscalité, dont la justice fiscale. Renforcer la progressivité est nécessaire pour réduire les inégalités et assurer une redistribution équitable. Un autre point de vue considère qu'une fiscalité trop progressive pourrait décourager l'investissement et le travail et nuire à la croissance économique. Ceci rend l'arbitrage complexe entre équité et efficacité, comme l'a montré le débat autour de la « *taxe Zucman* ».

Les nombreux enjeux à prendre en considération tels que le consentement à l'impôt, la cohésion sociale ou encore les impacts sur certaines activités économiques rendent le consensus difficile.

4. La protection sociale doit-elle continuer à être financée majoritairement par le travail ?

(voir la synthèse p. 95 et le tableau des arguments p. 157)

Le financement de la protection sociale par le travail suscite un débat récurrent qui révèle des visions divergentes de notre modèle social. Pour certains, ce mode de financement est juste et stable, assurant la solidarité entre actifs et retraités. A l'inverse, d'autres estiment qu'il alourdit excessivement le coût du travail et pèse sur la compétitivité et l'emploi, et qu'il serait préférable de diversifier davantage les ressources, notamment par l'impôt ou d'autres contributions.

La diversité des arguments tend néanmoins vers un constat : si les Français et les Françaises tiennent à leur modèle social, son financement n'est plus adapté aux réalités socio-économiques actuelles. L'enjeu n'est pas de supprimer le financement par cotisations, mais de l'articuler avec d'autres formes de prélèvements, plus larges, plus stables, et mieux répartis. En revanche, il n'y a pas de voie consensuelle sur l'orientation des réformes.

5. Peut-on financer le défi de la transition écologique ?

(voir la synthèse p. 97 et le tableau des arguments p. 174)

Sur cette question, le consensus est net : le financement de la transition écologique est possible et nécessaire et ce d'autant plus que la transition représente un investissement stratégique pour la compétitivité et la résilience économique, pour la souveraineté énergétique et alimentaire, et pour le bien-être et la santé des Français et des Françaises. Toutefois, l'ampleur des investissements à court terme crée un défi de financement. Sa soutenabilité et son acceptabilité dépendent étroitement de choix de financement, de priorisation et de gouvernance.

Le débat porte donc moins sur la faisabilité que sur la manière de conduire la transition, son rythme et l'articulation entre investissements publics, financements privés, sobriété et justice sociale.

6. La compétition internationale limite-t-elle les marges de manœuvre en matière de finances publiques ?

(voir la synthèse p. 99 et le tableau des arguments p. 196)

L'influence de la compétition internationale sur les finances publiques soulève un débat. D'un côté, certains considèrent que la concurrence mondiale limite fortement la capacité de la France à taxer ou à dépenser, sous peine de perdre en attractivité et en investissements. A l'inverse, d'autres estiment que les marges de manœuvre existent toujours et dépendent des choix économiques

et fiscaux, de la structure des dépenses et des priorités politiques.

Les arguments n'ont pas permis de tendre vers un diagnostic partagé : les vues restent opposées quant au poids des prélèvements obligatoires sur la compétitivité des entreprises et de l'économie en général et les risques de délocalisation d'activités nouvelles ou de patrimoine.

ASPECTS TRANSVERSAUX

L'analyse de ces six controverses met en lumière plusieurs enjeux transversaux qui traversent l'ensemble des questions abordées et façonnent les termes du débat sur les finances publiques.

En premier lieu, la **complexité technique** des finances publiques constitue un facteur central de controverse. La superposition des règles budgétaires nationales et européennes, la diversité des instruments fiscaux et sociaux, ainsi que la fragmentation des compétences entre l'État, la Sécurité sociale et les collectivités territoriales et les multiples transferts financiers entre ces différents niveaux, rendent les diagnostics difficiles à établir et les effets des réformes difficiles à évaluer clairement. Cette technicité nourrit des interprétations divergentes des mêmes données et complique l'évaluation des impacts réels des choix budgétaires et fiscaux. En particulier, les dépenses fiscales, qui s'élèvent à 85 milliards d'euros dans la loi de finances 2026, constituent une grande source de complexité et d'opacité qui soulève de nombreuses questions, y compris sur leur affectation finale et plus encore sur leurs impacts réels.

Par ailleurs, les débats sont marqués par la **complexité des phénomènes économiques** et des effets de rétroaction. Les mesures prises en matière de dépenses, de recettes ou d'endettement produisent des effets

différés, souvent interdépendants, sur la croissance, l'emploi, l'inflation, la compétitivité, la balance commerciale, les inégalités ou encore la soutenabilité de la dette qui peuvent contrecarrer leurs objectifs : par exemple, une réduction des dépenses entraîne un effet récessif qui provoque à son tour une réduction supplémentaire des recettes publiques. Ces interactions rendent incertaines les trajectoires de finances publiques et expliquent en partie les divergences d'appréciation sur le rythme, les modalités et l'ampleur des ajustements à conduire.

La **confiance des acteurs, financiers ou non, dans l'action publique** apparaît également comme un déterminant majeur de l'acceptation de l'effort de rééquilibrage des finances publiques. La capacité des pouvoirs publics à tenir leurs engagements, à rendre lisibles leurs choix et à démontrer l'efficacité des politiques menées conditionne l'acceptabilité sociale des réformes, qu'elles portent sur la réduction des dépenses, l'augmentation des prélèvements, la redistribution ou la réorientation des financements. La transparence et l'équité dans la répartition des efforts budgétaires paraissent des conditions d'acceptation de tout effort collectif. Les controverses révèlent ainsi un lien étroit entre soutenabilité financière et légitimité démocratique.

Les enjeux de cohésion sociale et générationnelle irriguent l'ensemble des débats. Les choix de finances publiques impliquent des arbitrages entre catégories sociales, territoires et générations, qu'il s'agisse de la répartition de l'effort budgétaire, du financement de la protection sociale ou de l'investissement dans la transition écologique : des actions prises au nom de la cohésion sociale de court terme accentuent souvent les risques de

conflit générationnel. La prise en compte de ces dimensions est essentielle pour garantir que les trajectoires retenues soient à la fois économiquement soutenables, socialement justes et durables dans le temps.

Enfin, cette étude met en lumière des divergences de fond sur ce qu'on appelle **équité, égalité, efficacité économique, justice**. Par exemple, l'aide aux entreprises paraît excessive à certains tandis que pour d'autres, ce niveau n'est que la compensation de prélèvements obligatoires élevés. Sur un autre sujet, beaucoup s'étonnent que la progressivité de l'impôt sur le revenu plafonne, puis diminue sur les 0,1 % des revenus fiscaux les plus élevés, tandis que d'autres soulignent que la part de l'impôt sur le revenu payé par les contribuables appartenant au dernier décile de revenus représente 70 % des recettes de l'impôt sur le revenu⁴.

CONCLUSION DE LA SYNTHÈSE

Les finances publiques reflètent les politiques publiques. Cette analyse de controverses met en évidence à la fois l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les décideurs des finances publiques françaises et la diversité des réponses envisageables pour y faire face. Si des désaccords profonds subsistent sur plusieurs questions structurantes — en particulier s'agissant de l'efficacité de la dépense publique, de la

progressivité fiscale, du financement de la protection sociale ou des contraintes liées à la compétition internationale —, l'exercice a également permis d'identifier des points de convergence significatifs.

Un consensus s'est dégagé autour de la nécessité actuelle d'un changement d'approche sur la maîtrise de la dette et du déficit publics, ainsi que du caractère possible et nécessaire du financement de la transition écologique. Il constitue un socle commun à partir duquel le débat peut désormais se déplacer vers les modalités concrètes de l'action publique. Dans un contexte marqué par la complexité technique, les incertitudes économiques et l'effritement de la cohésion sociale et générationnelle, cette analyse de controverses n'a pas vocation à trancher, mais à éclairer les choix collectifs :

Pour les décideurs publics, elle répertorie en six chapitres les nombreux arguments qui structurent les débats sur les sujets tels que la justice fiscale (progressivité de l'impôt) ou le financement de notre modèle social ou encore celui de la transition écologique.

Pour les citoyennes et les citoyens, cette analyse de controverses riche en éléments de clarification sur la mécanique budgétaire, les causes des déséquilibres et les réformes à envisager, contribue à une meilleure appropriation de ces sujets.

⁴ CPO - Conforter l'égalité des citoyens devant l'imposition des revenus, rapport particulier n°2. La progressivité de l'imposition des revenus des personnes physiques- 2024

Pour le CESE, elle ouvre la voie à de futurs travaux. Certains, se situant dans le prolongement d'avis passés, auront vocation à en approfondir certains aspects, en lien par exemple avec l'avis de référence sur le financement de la transition écologique⁵, la fiscalité locale⁶ ou encore l'évitement fiscal⁷. D'autres travaux, nouveaux, pourront s'appuyer sur

les bases proposées ici : la démographie et son impact sur le modèle social et de nombreuses autres politiques publiques ; la justice sociale et la fiscalité de la transmission ; les liens entre cotisations sociales, financement de notre modèle social et compétitivité des entreprises ; etc.

5 Avis du CESE « Financer notre stratégie énergie-climat : donnons-nous les moyens de nos engagements », Julia Grimault, 2022

6 Avis du CESE « Pour une réforme globale de la fiscalité locale », Jean-Karl Deschamps et Didier Gardinal, 2018

7 Avis du CESE « Les mécanismes d'évitement fiscal, leurs impacts sur le consentement à l'impôt et la cohésion sociale », Antoine Dulin, 2016

PARTIE 3

Participation des territoires et des citoyens

Intégralité des documents

A

Compilation des contributions des ateliers territoriaux

Accédez à l'intégralité de la publication en cliquant sur le lien ci-dessous
[Synthese-contributions-ateliers-territoriaux-CESER-Codev-2026.pdf](#)

B

**Compte-rendu de la journée
CESER-Codev du 15 janvier 2026**

Compte-rendu de la journée CESER/Codev du 15 janvier « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 »

Le 15 janvier 2026, **24 représentants de 16 Conseil économique, sociaux et environnementaux régionaux (CESER) et Conseils de développement (Codev)** volontaires se sont réunis au Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour une journée délibérative consacrée à la saisine « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l’horizon 2050 ». Cette rencontre constituait une seconde étape de leur contribution : après l’organisation d’ateliers territoriaux ou la transmission de travaux existants, il s’agissait cette fois de **confronter leurs analyses aux trois scénarios prospectifs élaborés par la Commission temporaire**.

Le déroulement de la journée a permis une discussion critique et collective : chaque CESER ou Codev a réagi à deux des trois scénarios, permettant un croisement des points de vue et **une mise en tension des hypothèses prospectives avec les réalités territoriales**.

Ce document est **le compte-rendu exhaustif** de cette journée.

Introduction de la journée

Michel Chassang, président de la commission « Avis transverse » a ouvert la réunion par des vœux de bonne année puis a expliqué que les travaux du CESE « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive » avaient débuté en mars avec une commission composée des membres du Bureau. Les CESER et Codev ont alors été sollicités par un courrier du Président du CESE pour remonter des contributions existantes ou à venir sur les 5 thématiques de la note de cadrage qui accompagnait cette sollicitation :

- 1) Permettre à chacun de vivre dignement de son travail ;
- 2) Garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité ;
- 3) Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique ;
- 4) Préserver le régime démocratique et la place de la société civile ;
- 5) Maintenir la paix dans le monde.

Il a remercié les CESER et les Codev pour les 24 contributions reçues de leur part et rappelé les objectifs de la journée : échanger sur le travail produit et approfondir les scénarios prospectifs avec les spécificités territoriales.

Répondant à une question de la salle, il a ensuite précisé les prochaines étapes : journées des 5 et 6 février réunissant un panel citoyen, présentation des résultats du sondage IPSOS et le 25 mars, séance finale de présentation des travaux, séance à laquelle seront invités les CESER et les Codev.

Les rapporteurs ont ajouté que les contributions ont toutes été lues, elles diffèrent les unes des autres mais sont très intéressantes. La journée peut aider à qualifier le produit de sortie et ce qui vient des territoires est central même s’il ne sera pas possible de tout traiter. Sur la forme, un document avec les points critiques du modèle français et que la société doit embrasser sera complété par un rapport qui intégrera ces éléments plus précis



approfondissant le travail commun. Comme vu à l'assemblée plénière d'hier, la question du changement du rapport à la territorialité revient très souvent, de même que la question de la gouvernance, du rôle de l'Etat et des territoires.

Retour sur les contributions des CESER et Codev

Marie-Claire Martel, en charge de la participation citoyenne, a remercié les participantes et les participants pour les contributions reçues. Il y a des points communs qui se dessinent avec des territoires en avance de phase par rapport à d'autres territoires, à l'image des territoires insulaires. Il y a aussi des attentes assez convergentes, sur la dignité, la justice sociale, la vitalité démocratique, la capacité à faire société dans un contexte de transformations profondes. Il y a déjà une forme de cohésion. Elle a ensuite présenté la synthèse des contributions reçues sur les 5 axes de la note de cadrage :

1) Permettre à chacun de vivre dignement de son travail

Le fait de redonner du sens au travail revient souvent. Les contributions insistent sur le fait de replacer le travail comme un moyen d'émancipation, d'une vie équilibrée avec la finalité de l'émancipation par le travail. Il y a beaucoup d'entrées particulières sur l'agriculture, sur le fait de limiter la précarisation des parcours professionnels, sur la question de la dignité au travail, la question du transport connectée à cette question de l'emploi.

Dans les leviers communs, la valeur travail, notamment pour les métiers essentiels est peu reconnue. Il faut sortir d'une logique marchande (métiers du care), renforcer la démocratie au travail (facteur transversal), sécuriser les parcours professionnels, la question des emplois aidés et du zéro chômeur revient de manière lancinante. Dans les points de vigilance : la perte de sens, la dévalorisation de certains métiers essentiels (métiers particulièrement frappés par la perte de sens), ce qui déclenche la souffrance au travail, les difficultés d'accès au logement (temps de transport quotidien).

2) Garantir un haut niveau de protection sociale et solidarité

La protection sociale est considérée comme un pilier essentiel de la stabilité, de lutte contre le non-recours. Il y a la question du vieillissement, de l'isolement. Dans les leviers communs, il faut renforcer les services publics de proximité, améliorer la lisibilité des dispositifs, expérimenter une nouvelle forme de protection sociale. La question de la cohésion sociale s'invite dans la justice sociale. Dans les points de vigilance la fragilisation financière du système est indissociable de choix politiques clairs et lisibles.

3) Intégrer les limites planétaires et les enjeux de transformation climatique

Adapter les territoires aux effets du changement climatique, transformer les modèles agricoles revient souvent. Comme leviers communs : les politiques de sobriété énergétique, foncière et hydrique, la réduction des déplacements contraints, la gestion durable de l'eau et des sols, le soutien à une agriculture respectueuse des systèmes mais aussi de la culture pour certains pour amener à une prise de conscience de l'impératif de préservation des écosystèmes. Dans les freins, on retrouve la question de l'acceptabilité, les tensions sur les ressources, la transformation des représentations et la question de la précarité.

4) Préserver le régime démocratique et la place de la société civile

La participation et la confiance entre citoyens, dans les citoyens, des citoyens envers les pouvoirs publics revient souvent. Il y a une attente forte de renforcement de la participation,

d'expertise d'usage et de confiance élus/citoyens. On marche vers la fabrique de l'intérêt général qui n'est pas quelque chose d'imaginaire. L'association de la société civile doit se faire en amont : le dernier kilomètre doit aussi être le premier kilomètre des politiques publiques. Dans les points de vigilance, on retrouve la défiance, la fatigue démocratique, les inégalités d'accès à la participation. Cela rappelle que la démocratie se construit en amont.

5) Maintenir la paix dans le monde

La paix dans le monde est conçue comme indissociable de la paix démocratique. Il y a une alerte sur l'affaiblissement des institutions internationales. La fabrication d'une culture commune implique de lutter contre le repli identitaire.

En conclusion, la transformation du modèle de société est à articuler avec l'ouverture du monde. Il y a la recherche de politiques plus justes, plus lisibles dans lesquelles la projection est un impératif. Cette synthèse est une étape structurante de notre travail qui va nourrir nos travaux jusqu'à leur aboutissement.

Les participantes et les participants ont ensuite travaillé sur la synthèse par petits groupes pour identifier trois priorités parmi les éléments communs, toutes thématiques confondues.

Priorités :

1er sous-groupe :

- 1) Economie : levier prioritaire avec des territoires qui se réapproprient la valeur ajoutée par des circuits courts, l'implantation de centres de recherche, décisions aujourd'hui concentrés dans grandes métropoles ;
- 2) Social : il s'agit de renforcer la solidarité nationale et territoriale en intégrant le vieillissement et la baisse de la natalité ;
- 3) Environnemental : maintenir les politiques publiques d'adaptation au changement climatique.
- 4) La question démocratique : un axe transversal qui traverse toutes ces problématiques, l'isolement numérique en fin de vie est un enjeu démocratique.

2ème sous-groupe :

- 1) Travail : redonner la capacité d'agir aux territoires pour améliorer la qualité de vie, chaque territoire doit définir par lui-même ce qui est le plus adapté.
- 2) Enjeux climatiques : concilier enjeux climatiques biodiversité avec acceptabilité et justice sociale.
- 3) Confiance : restaurer la confiance réciproque entre politiques et citoyens dans les deux sens

3ème sous-groupe :

- 1) Solidarités nationales et territoriales avec question sens du travail et métiers essentiels ;
- 2) Adaptation des territoires aux enjeux climatiques et intégration des limites planétaires : intégrer les limites planétaires dans les politiques publiques des territoires pour adapter les territoires ;
- 3) Education à la citoyenneté : priorité importante.

4ème sous-groupe :

Le sujet a été abordé par le comment avec la liaison mobilité-logement pour permettre le pouvoir d'agir du citoyen sur les 5 thèmes.



- 1) Mobilités : pour le travail, aller chez le médecin, services à la personne, qualité de vie, santé mentale ;
- 2) Confiance démocratique : ne se donne pas, se gagne, fournir la preuve de ce qu'on fait, ne pas attendre qu'on ait à douter de nous ;
- 3) Nécessité de faire société : faire société pour aborder les défis à relever ;
- 4) Question de la formation et de l'information. Exemple : conflit de haute intensité : est-ce qu'on a la formation et l'information pour comprendre de quoi il s'agit ?
- 5) Question transversale du vieillissement de la population.

5^{ème} sous-groupe :

- 1) Notion de bien commun : ressources en eau, en énergie, système de protection sociale ;
- 2) Question du numérique : question de l'IA impact environnemental, social et économique, savoir comment utiliser cela à bon escient ;
- 3) Maintenir autant que faire se peut le dialogue : à l'échelle du quartier aussi.

6^{ème} sous-groupe :

- 1) Travail : notion de mieux valoriser les métiers essentiels, favoriser les enjeux sociaux et environnementaux pour respecter les ODD, replacer le travail comme moyen de subsistance ;
- 2) Protection sociale : besoin réduit dans une société, réduire les inégalités sociales et générationnelles avec l'importance de préserver le système redistributif ;
- 3) Limites planétaires : à intégrer dans les politiques publiques.
- 4) Démocratie : Préserver le régime démocratique face à la défiance, débat sur le rôle de l'élu, animateur du débat public
- 5) Nécessité de renforcer le rôle de l'ONU

Patrick Lévy-Waitz indique que beaucoup de repères ont été ainsi posés et qu'il nous faut donner des clés de lecture. Comment faire société si on n'a pas des repères partagés a minima ? On a besoin des métiers essentiels dont on sait qu'ils sont un maillon essentiel de la société. La solidarité a beaucoup été évoquée aussi, de même que la notion de confiance. Ce qui doit être commun en 2050 : il faut choisir et possiblement renoncer. Tout ne peut pas entrer.

Elodie Martinie-Cousty ajoute qu'il faut se concentrer sur ce qui doit être commun à toutes les contributions. Un point central revient : maintenir et amplifier le régime démocratique territorial. Les solidarités intergénérationnelles reviennent aussi avec le problème démographique, le vieillissement et la question de vivre dignement de votre travail. Garantir un haut niveau de protection social et solidarité réelle semble avoir été moins traité en revanche, peut-être parce qu'on s'imagine que c'est un acquis. L'intégration des limites planétaires est souvent revenue. En revanche, la question de la guerre a très peu été abordée. Au CESE, dans son audition le Secrétaire Général de la Défense et la Sécurité nationale a expliqué à la commission à quel point la résilience et l'autonomie stratégique vont d'abord se construire dans les territoires.

Premier temps de travail sur les scénarios prospectifs

Scénario 1 :

7 représentants CESER / Codev + Michel Chassang + Pascal Mayol

Prise de notes des échanges :

Jean-Baptiste Martial, membre du Codev Bordeaux métropole : cohérence avec le territoire où je vis, on a abordé des scénarios relatifs aux catastrophes naturelles et développer des compétences pour encaisser les catastrophes et favoriser le développement d'une forme de résurgence

A ajouter : appuyer sur les démarches ERC (éviter réduire compenser) : ces démarches se retrouvent beaucoup à l'échelle territoriale en urbanisme, environnement, etc

Anne Gouerou, codev Cornouaille : très intéressant que ce soit un scénario sur la crise climatique, sur l'effondrement, et que ça peut arriver très vite dans les 5/10 ans à venir, fait partie des possibles que peu de personnes mesurent

La comparaison de la crise avec celle du covid me parait hasardeuse, ça n'a rien à voir : une crise sanitaire n'est pas comparable à une crise systémique plus globale et importante

Ce qui m'a surpris : *la crise climatique n'apparaît pas dans les deux autres scénarios alors que le climat est déjà écrit aujourd'hui jusqu'en 2050*

En Bretagne, ce sur quoi on doit insister est le modèle agricole et de l'industrie agroalimentaire : les réponses du territoire aux évolutions climatiques et de biodiversité vont dépendre de cela, et on a aussi le sujet de l'eau (qualité et submersion marine) : on voit le changement climatique se faire avec l'eau qui remonte dans les villes jusqu'à 30km avec les marées, et les premières maisons qui sont détruites

Michel-Louis Prost, VP délégué du CESER AuRA et en charge de la section prospective du CESER : à qui s'adressent ces documents ? par des décideurs / ceux qui ont les leviers d'aller dans une direction d'ici 2050 ? think-tank / journalistes ? ceux qui ont des leviers.

Ces trois scénarios ne sont pas exclusifs les uns des autres : les titres devraient être assez neutres pour que ne transparaisse pas ce que vous pensez. Ce n'est pas le cas « prospérité retrouvée » est une connotation très positive.

Récit de la transformation commence par un récit de terreur puis on tombe dans le monde des bisounours (tout le monde s'est mis d'accord, pas la poussée du Sud, l'UE va très bien, etc) : il n'y pas de négatif donc ce n'est pas plausible.

Il manque les leviers, mais peut-être que nous n'utilisons pas la même méthode et qu'ils sont dans un autre document : les décideurs en ont besoin pour savoir comment arriver à ce futur très beau

Il manque pour moi la question de la confiance envers les gouvernants : ce n'est pas un signal faible donc peu de personnes en parlent mais il est nécessaire d'avoir de la confiance entre les gouvernances (associatives, religieuses, économiques/entreprises, etc et pas uniquement politiques). Cela ne se décrète pas mais est un prérequis à tout ce scénario pour cimenter cette confiance. Cela passe par l'évaluation des politiques publiques systématique, bien faite et en revenant vers les populations. Les CESER ont, par la loi, l'obligation de participer à l'évaluation des politiques publiques mais on est nuls, c'est la dernière chose qu'on fait alors qu'il suffirait de prendre par ex. les lycées ou les routes pour faire une évaluation.

Anthony Trihan, coordinateur du codev Cornouaille : questionnement sur la méthode et de cohérence de ce qui a été écrit, par ex. « la Fr va renommer avec la diversité et richesse de



ses territoires » ; « comment » : la coopération qui se développe « pourquoi » et détailler processus qui va mener à ça

Question des disparités régionales est particulièrement importante pour la Bretagne : sera impactée différemment des territoires du Sud : enjeux de migrations climatiques

Dominique Allaume-Bobe du Codev de Baugeois-vallée : assez d'accord avec ce qui a été dit.

Résumé : plus de sobriété, plus de solidarité, population qui fuit les villes, etc : ça c'est la vie bonne que les moralistes voudraient. Moi je représente les familles auprès des décideurs publics

Chez nous on a lancé un PAT (projet alimentaire territoriale) et on a relancé des circuits courts, les cantines s'approvisionnent auprès des agriculteurs locaux, l'eau (on en a mais enjeux de qualité) et les forêts (gros incendies en Anjou, toutes les forêts du Maine et Loir). Redonner confiance dans les politiques publiques aux gens, assurer qu'ils aient de l'eau, pas d'incendies, etc.

Transformation déjà mise en route, notre PCAET, je sais qu'on est pas très forts pour l'adaptation (on est meilleurs sur l'atténuation). On voit bien que +4°C on ne peut pas vivre, les maraichers ont des grandes difficultés, avec des problèmes de pollutions locales, de bactéries (ex. nécessité arrêt 5 ans culture de solanacées sur le territoire)

Coline Lorent, Grand Angoulême : connexions de ce que ces travaux ont en rapport avec ceux de Grand Angoulême

Notre sujet est l'eau : les projections à 2050 d'assèchement sur la majorité de l'année de la Charente entraînent des enjeux d'équité territoriale : si certains s'approprient cette ressource, d'autres ne l'auront pas, des travaux de tous les Codev du bord de la Charente sont mis en place pour résoudre cette question

Ceinture verte maraichère : réadapter les productions maraichères au vu de l'évolution du climat

Solutions existantes mais peu connues et peu soutenues par ex. dans l'ESS : création de la bascule, matériauthèque pour travail dans bâtiment au réemploi des matériaux

Logique de vieillissement des populations : opportunité heureuse de faire des ponts générationnels car enjeu de facture générationnelle. Enjeux dans la transmission intergénérationnelle : des aspects qui étaient compétences d'avant vont redevenir nécessaires

Je partage ce qu'a dit Anne : *tout ça va se passer donc tous les autres scénarios doivent être pensés à partir de cette donnée de dérèglement climatique*

Suggestion de terminologie : évocation de l'état « résilience » on a mis de côté pour le terme de « robustesse » car résilience est résistance face aux chocs : on encaisse et on résiste, c'est pas simple alors que la robustesse c'est la stabilité dans les fluctuations : c'est une logique de s'inspirer du vivant (Olivier Hamant est le penseur de la robustesse)

Souligner quelque chose que l'agglomération s'apprête à faire : copil dédié à l'adaptation de Grand Angoulême au changement climatique : 50% des membres avec moins de 30 ans car seront les premiers vivants de demain. On va les chercher bientôt et on ne sait pas si on va y arriver mais va dans le sens des journées des 5 et 6 février

Sandrine Bozzetti, Codev Eurométropole de Metz : au début je me suis dit c'est le négatif de ce qu'on est en train de vivre actuellement (prédation dans la solidarité, diminution de démocratie participative, souveraineté alimentaire avec le Mercosur) : première partie est l'inverse de ce vers quoi on veut tendre alors que la seconde est ce qu'on souhaite

A Metz on travaille sur la ville du quart d'heure ou de la demi-heure, relire toutes les politiques publiques au travers des ODD pour avoir cette robustesse territoriale, valorisation des atouts territoriaux pour le bien-être et bien vivre de ses habitants (pas les mêmes besoins), travail aussi sur l'eau (chez nous il pleut bcp mais sujet de qualité). Intelligence artificielle et dématérialisation est très énergivore, demande bcp l'eau et n'apparaît pas dans le scénario

Dans propositions des politiques on entend sécurité, immigration, mais pas ce récit commun sur le bien vivre : ils ont les problèmes mais on n'entend pas beaucoup les solutions

Michel Chassang : on ne réagit que si on a mal : on est déjà dans ce scénario, il annonce des catastrophes. Même si la réaction est tardive, par notre action et nos atouts, on peut entrevoir des horizons meilleurs à l'horizon 2050, mais ce scénario n'est pas indépendant des autres scénarios.

Les territoires ultra-marins sont les premiers concernés et on a l'impression que tout le monde s'en fout.

Disparités entre régions : la France est championne d'inégalités (revenus, santé etc)

Choc démographique : on en parle, sans plus alors qu'il est absolument majeur, est lié avec le problème de la natalité et de l'immigration.

On ne parle pas suffisamment d'économie dans ce scénario alors qu'elle pourrait nous faire sortir de ça

Notions importantes : décentralisation (à l'inverse de la métropolisation de plus en plus forte) et les initiatives régionales, territoriales ; confiance (notion fondamentale qu'on a pas suffisamment évoquée) et de solidarité intergénérationnelle (liée aux métiers en tension)

Pascal Mayol : robustesse : je vous invite en effet à écouter Olivier Hamant.

Les solutions ne viennent pas de l'Etat aujourd'hui mais clairement des territoires, l'état devrait être un soutien pour les massifier → passer de l'état providence à l'état résilience pour jouer ce rôle

Il manque une chose : la mobilité basse énergie (important en période de guerre mais aussi pour faire face aux enjeux environnementaux)

En période de guerre on utilisait le bois pour faire du gazogène : on peut recommencer en cas d'enjeux politiques et géologiques → se préoccuper en amont de comment gérer ce bois, comment il va être utile et comment gérer cet écosystème nécessaire

Scénarios ont une lacune : ne prennent pas en compte que l'environnement va faire que se dégrader → que faire des zones dans lesquelles on ne pourra plus vivre en 2050, avec les ressources dont on ne pourra plus bénéficier, avec les migrations climatiques → remarque s'appliquant plus particulièrement au scénario de la guerre

Constante est la sobriété entre les différents scénarios (effort de guerre également) : besoin de sobriété peu importe le scénario

Points sur le scénario 2 :



Natalité : pas sûr que l'après-conflit génère un baby-boom comme on l'a connu précédemment ; et sur le plan environnemental, mon groupe porte la vision que le système est dépendant d'une croissance démographique → impacts sur croissance socio-économique mais sous l'angle environnemental, il n'est pas si mal que la population se stabilise. Démarche de « faire avec » et construire un projet de société qui accepte de faire avec

Point sémantique : le scénario 2 tel qu'il est écrit fait penser à « rien ne vaut une bonne guerre » → terme « opportunité » est à changer

TC : côté idyllique de la méthode → on nous a demandé de se projeter dans les futurs souhaitables

AG : dans le scénario, il manque la notion de changement radical. On pensait après le covid qu'il y aurait un nouveau monde mais ça n'est pas arrivé. Il faut écrire que le vécu est radicalement différent et il faut aboutir à quelque chose qui permet une adaptation, mais ne peut pas être basé seulement sur la solidarité. Vie avec beaucoup moins de technologie etc doit être expliqué

TC : manque description du monde dans lequel tout ça se réalise

DAB : il faut un récit pour entrainer une population : il faut un idéal, savoir vers quoi on va et ne pas désespérer les gens mais donner une envie, quelque chose de souhaitable, de désirable. Un projet idéal, même si on ne peut pas le réaliser, si pas de niveau à atteindre, on ne fera rien

JBM : question de l'éco-anxiété, en particulier chez les jeunes générations ; on l'a abordé chez nous dans le CoDev et quand on voit ce scénario on ne sait pas quel bout l'aborder et on perd une capacité de résilience -> comment trouver les ressources suffisantes pour sortir de cette éco-anxiété qui fige complètement et mène à perdre moyens d'agir, ne plus rien faire. Nécessité de redévelopper les liens intergénérationnels car les aînés ont plus d'expérience pour se relever face à ces situations

JLP : organisation de la société en 2050 et en particulier les gouvernances, vous avez intégré dans le discours le fait que la Fr est encore là, l'UE aussi. Est-ce que c'est la même UE, est-ce qu'elle a évolué, etc. On ne sait pas comment le monde est organisé, est-ce que l'ONU est encore là, comment les pays sont organisés entre eux « des échanges entre la majorité des pays du monde ont lieu » → ne suffit pas, il faut décrire le monde de 2050 qui accompagnerait tout ce qu'il se passe et creuser la façon dont les pays européens sont organisés

SB : exercice très intellectuel : je ne suis pas sûre que ça parle à n'importe qui dans la rue. Pour expliquer un peu plus : c'est l'horizon vers lequel on veut tendre, et quels moyens on met pour y arriver. Pour faire le lien entre la partie pessimiste et l'idéal et avoir plus le chemin car les élus ont moins la vision systémique, et idem pour les citoyens qui n'ont pas cet idéal là car c'est parfois juste de la survie au jour le jour. Ecrire d'une autre façon pour être plus crédible, en insistant sur les moyens, le comment, le chemin.

TC : pour nous c'est un outil de travail et c'est peut-être pas dans ce texte là qu'il faut faire ça, mais il faut arriver à faire en sorte qu'à partir de cette réflexion on puisse montrer que ça construit un idéal sur lequel on veut aller. Pas sur qu'on partage tous le même idéal dans l'assemblée donc il s'agit de trouver les points communs

MC : quels sont les ingrédients pour aller vers ce futur souhaité, c'est la suite sur laquelle on va travailler, mais ce scénario est un peu brutal, on passe d'un état à l'autre très rapidement : ce scénario a été réduit mais il faut peut-être revoir en ce sens

AG : remarque vis-à-vis de l'éco-anxiété : il faut rester dans un scénario positif mais cette révolution culturelle nécessaire pour passer de la catastrophe à la résilience demande une vraie transformation et ce récit de transformation doit être positif, montrer que les population les plus pauvres ont déjà beaucoup d'outils, savent déjà faire et que le modèle dominant va cesser d'exister : positiver la radicalité du changement pour ne pas développer une angoisse mais montrer que ça provoque un vrai changement

PM : pour contrecarrer ramassage des scénarios : les revoir ou faire une critique méthodologique

Synthèse

Les points saillants à ajouter

- Ce sera pire que le Covid, **le changement sera forcément radical** car la situation nous empêchera de revenir au monde d'avant contrairement au Covid : ce qui manque est **conséquences inéluctables et irréversibles** → élément qui influe sur comment faire bouger les choses
- Insister sur le fait que **la crise est déjà là**
- Entre donner envie parce que sinon on va **tous verser dans l'éco-anxiété et ne pas donner l'impression qu'on est juste en train de rêver** : modification du titre
- Éléments qui manquent sur **comment on a pu arriver à cette solution positive**, comment s'est reconstruite la confiance envers les gouvernements (évaluation des pp, développement de l'échelle territoriale dans les prises de décisions, participation citoyenne) → leviers à développer, et comment ils s'imposent
- **Comment est organisé le monde et comment on prend des décisions, comment la coopération s'est imposée au niveau international, mais aussi local** : en face d'une situation catastrophique, réflexes de **solidarité** qui se mettent en place
- Mieux signaler que **ces solutions (de la même manière que la crise) sont déjà là mais non soutenues, non valorisées**, etc
- Mieux prendre en compte la **logique du vieillissement mais pas uniquement de façon négative : logiques intergénérationnelles et immigration liées aux changements climatiques**
- Comment dans les **territoires OM** ils s'en sortent particulièrement
- **Question de l'eau** comme point qui n'est pas suffisamment présent dans le scénario, comme une illustration de la recomposition de la société (prédation sur une ressource dans un contexte de guerre)

Scénario 2 :

1^{er} tour de table après la lecture des scénarios :

CESER AURA : Intéressant le lien entre territoire français et l'extérieur. Dans scénario 2 impact ext très fort (géopol, guerre) mais dans les autres scénarios, beaucoup moins présent. Comment confronter les scénarios 1 et 3 aux enjeux géopolitiques ?

**Codev Grand Clermont**

- Surpris par le **caractère peut-être un peu idyllique** du scénario sur la guerre, où tout rentre dans l'ordre très facilement (ex : problème des métaux rares ne va pas se régler rapidement).
- On passe **d'une société du loisir à une société de la contrainte**. Scénario peut-être donc un peu idyllique car il va y avoir bien plus de contraintes, des choses à imposer peut-être.
- Si guerre avec la Russie, alors **risque de pression de la part d'autres continents** sur l'Europe, pour tirer parti de l'affaiblissement.
- **L'articulation avec les enjeux environnement** n'est pas assez présent dans ce scénario, car reste très important
- Manquement sur le **risque de reconstitution des empires**, autre que la Russie, la Chine, etc. Et donc comment se comporte la France avec ça ?

Codev vignoble nantais :

- Scénario étonnant mais fait bien réfléchir, on craint la guerre, il y a une forme de déni autour de la guerre dans la société donc importante de s'y projeter.
- Le risque de guerre **commence à être considéré à l'échelle territoriale** (acquérir des terrains, faire des bunkers, etc). Plusieurs stratégies : soit individuelle, soit coopération. Dans un cas de guerre, seul moyen de survivre c'est en créant des liens, donc avec de la solidarité. C'est **la robustesse des territoires, avec des liens de solidarité forts**, qui va permettre de survivre.
- Pour éviter le pire, il faut commencer à créer la résilience, avec **des logiques solidaires**.
- **Codev Métropole du Grand Paris** : Peu importe le niveau de l'intensité de la guerre, qu'elle soit commerciale ou hybride ou armée, on n'est pas préparé à cela. Pour une génération qui a connu les 30 glorieuses, encore en tête les jumelages entre villes qui ont complètement disparu.
- Comment **se préparer en terme de sobriété et d'éducation** (enfant et petits enfants pas du tout préparés à cela) ? On est **encore dans une société d'abondance**, alors qu'il faut complètement changer de logiciel.
- Mention d'un travail de son Codev sur l'alimentation : aucune autosuffisance alimentaire à la métropole du grand paris (moins de 3 jours de stock). Quelle coopération mettre en place avec d'autres territoires ?

Codev Saint Quentin en Yvelines (Didier Philipp) :

- Aujourd'hui société fragmenté, enjeu le plus important, **arriver à faire l'union nationale**
- L'ennemi est toujours considéré à l'extérieur alors que possiblement **plus proche de nous que ce que l'on pense** (Allemagne se réarme). Est-ce qu'il est possible que ce soient les Allemands qui reprennent la main ?

Codev Pays-Basque (M. Carrere)

- Exercice de scénario très intéressant, croise avec nos propres travaux de prospective.

- Le sentiment que cela donne ce scénario c'est « **il faut y passer, alors passons par-là** ». Il y a une forme de certitude de scénario de guerre, la logique de conflit est certaine.
- Les csq sociales et sociétales de ce scénario vont avoir un **impact sur plusieurs générations**.
- Pourquoi devrions-nous passer par la guerre pour accéder à tous ces leviers de la résilience ? **Ne faut-il pas arrêter d'être un vecteur de l'effort de guerre ?** Bien sûr qu'on viendra attaquer nos entreprises si elles produisent des armes.
- **La majorité de la pop n'est pas pour cet effort de guerre**. Il y a beaucoup plus de personnes qui vivent dans la guerre que dans la paix dans le monde. Pourquoi certains dirigeants voient plus d'intérêt à la guerre qu'à la paix ?

2^{ème} tour de table, réactions

Codev Grand Clermont :

- Souhaite nuancer son propos sur la critique fait du caractère un peu trop idyllique du scénario de guerre. En effet, **la 2nd GM a certes permis de créer l'Europe**, c'était inenvisageable avant. Donc possible que ça arrive à nouveau mais en réalité la guerre peut aussi amener à une situation beaucoup plus désastreuse
- En accord avec l'idée que cette rupture est possible mais aussi plein d'autres qui peuvent bouleverser nos modes de vie. Elle peut arriver rapidement donc important de l'intégrer dans nos réflexions.

Pays du vignoble nantais :

- Il y a une **différence importante par rapport à la fin de la 2GM, les ressources ne sont plus illimitées**. Il faudra donc apprendre à vivre autrement dès maintenant, car c'est une façon de se prémunir de la situation post-guerre destructrice.
- **« Apprendre à vivre avec moins et autrement, c'est aussi pour apprendre à mieux se relever d'une guerre dans une société d'abondance »**

Codev Métropole du Grand Paris :

- Comment faire en sorte de sortir d'une société individualiste pour aller vers plus de coopération ?

Pays du vignoble nantais :

- Même si une guerre ne se produit pas, tout ce qu'on aura mis en place pour l'éviter nous servira (résilience, robustesse).

Codev Grand Clermont :

- Il y a un **autre risque** que la guerre de haute intensité avec un acteur extérieur, une **guerre civile**, communautarisme. Dans les réflexions politiques, personnes dit que nous sommes un exemple de cohésion nationale.

CESER AURA :

- Ce qui semble important à préciser dans le scénario : **comment rester dans un régime démocratique** dans une telle situation ? Alors qu'il y aura des résistances. Donc comment faire en sorte que la coopération soit plus forte que la division ? **Mettre davantage en évidence les leviers** dans les scénarios. **« Comment passer d'une société d'abondance à une société de contrainte dans un contexte démocratique ? »**
- Il faut mettre ça en œuvre aussi bien à l'échelle nationale que territoriale.



Réflexion pour avoir des leviers d'action au niveau territorial qui permettraient de maintenir le régime démocratique dans un cas de guerre

Marie-Claire Martel : Important d'insister sur **ce qui fait commun** soude les gens (la culture, la langue, la vie associative), donc il faut chercher davantage ces facteurs.

Codev Métropole du Grand Paris : Besoin de **rétablir la confiance**, car si loi martial, besoin de confiance au préalable, alors qu'elle est perdue au niveau national. Cela pourrait passer **par l'école**, car important dès le plus jeune âge, mais ne suffit pas.

Codev Grand Clermont : Important que les dirigeants qui sont conscients de ce risque en parlent et cherchent à trouver les conditions pour **faire adhérer la population aux conditions de vie de la guerre** le moment venu (loi martial, contraintes, etc). Donc peut-être mettre plus en avant les devoirs, car souvent juste les droits.

Pays du vignoble nantais : Un levier d'action serait de créer un récit, par la **transparence**, du **partage du diagnostic** de la situation actuelle et qu'est-ce qui nous attend, déterminer collectivement ce qu'il faut **créer ensemble** pour éviter le conflit et éviter un éventuel déni. Tout cela mobilise des énergies qui créent du commun et de la solidarité, permet de savoir pourquoi on se bat.

Codev de Saint Quentin en Yvelines : Référence à l'article 16 de la C^o qui permet au PR d'avoir les pleins pouvoirs dans un cas particulier donc rappeler aussi qu'il existe des outils déjà et que ça ne serait pas la première fois (1962 conflit algérien).

Codev Pays Basque : Très inquiet. **« Quand on se prépare à la guerre on fait la guerre »**, ce n'est pas du déni, les gens ne se projettent pas dans cette situation. Evidemment il faut continuer à créer du commun, accueillir, accompagner à la gouvernance. Il faut une réflexion collective. Il faut **au contraire éviter toutes les possibilités qui nous amènent à la loi martiale**.

Marie-Claire Martel : Mais alors comment réagir en cas d'attaque ?

Codev Pays Basque : Pourquoi le Russie a déclenché ce conflit ? plusieurs éléments historiques et conjoncturels l'expliquent. Il ne faut pas se préparer à être une base arrière de conflit. Il faut plutôt **faire une éducation à la paix qu'une prépare à la guerre**.

Codev Métropole du Grand Paris : « Qui veut la paix prépare la guerre », il ne faut pas se préparer à attaquer les autres mais **être prêt à s'organiser** si on est attaqué.

CESER AURA :

- Comment on fait pour rester en démocratie dans un tel scénario ? **La psychologie des êtres humains n'est pas la même aujourd'hui et demain, donc l'humain n'est pas un invariant**, il faut l'avoir en tête. Pour se préparer à une menace et faire accepter les conséquences qui vont avec, « **la loi martiale de demain n'est pas celle d'hier** ». Il faut réfléchir à des instruments adaptés aujourd'hui à la psychologie humaine qui a évolué, à nos territoires etc (ex : Ukraine, tradition de crainte pas la même que chez nous, donc changement sur l'effet mobilisateur). Le degré de contrainte ne sera pas le même qu'au XIX. Et c'est un élément important pour respecter la démocratie.

Pays du vignoble nantais : dans le scénario, la guerre reste à nos portes mais pas forcément chez nous. Mais est-ce qu'on a cette culture d'aller aider les autres ? Souvent dans l'histoire de France, habitué à se faire aider, mais est-ce que réellement on serait capable d'aller aider ?

Codev Grand Clermont :

- C'est la solidarité internationale avec les alliances qui ont généré la mondialisation des conflits, et aujourd'hui encore des stratégies d'alliances qui risqueraient de nous pousser dans un conflit.
- La **question des migrations** est essentielle, on n'est pas préparé à accueillir, ça aussi ça peut être un sujet.
- Dans tous les scénarios évoqués, 2 autres ne parlent pas de la guerre, et donc oui le but est de préparer la paix mais on ne peut pas non plus s'empêcher de penser à cette situation.

Synthèse

1. **Le scénario apparaît trop optimiste** : malgré la guerre, l'issue reste globalement positive, manque de précision sur comment atteindre ce résultat très positif avec une guerre. **L'exemple de l'après-2GM** montre toutefois que des ruptures majeures peuvent produire **des reconstructions bénéfiques** (UE, institutions internationales, 80 ans de paix, etc.). Mais à long terme, les dégradations peuvent être profondes et durables, avec un risque de conflits encore plus importants. Il convient donc de s'interroger sur ce qui a manqué dans l'après-guerre pour mieux faire durer la paix.
2. L'objectif premier reste doit rester **d'éviter la guerre**. Mais si elle survient, il est indispensable de **préparer dès le départ l'après-guerre**, sans jamais perdre de vue le monde que l'on souhaite reconstruire après.
3. La préparation à la guerre doit se faire **dans un cadre démocratique**. Pour cela il faut s'appuyer **sur les communs**, ce qui nous permet de faire du collectif. Pour les plus jeunes, cela passe par l'éducation, mais à tout âge, cela passe par la langue, la culture, le tissu associatif, les liens sociaux en général.
4. La préparation à la guerre (et au changement climatique en parallèle) doit nous amener à faire de preuve, **de résilience, de robustesse, et de solidarité** entre les territoires (niveau d'autonomie très inégales selon les cas, ex. Paris). Faire accepter l'effort de guerre à l'échelle nationale est difficile et comporte **un risque de tensions internes** (guerre civile). La **culture très centralisée** de la France complique la coopération entre territoires (il faut savoir s'appuyer sur les territoires frontaliers).
5. Cette logique de **coopération** doit aussi s'étendre aux pays alliés, notamment à **l'échelle européenne** : meilleur **accueil des populations**, solidarité **entre** les territoires et **au sein** des territoires, faire preuve de coopération.
6. L'après-guerre devra être pensé dans un **contexte de ressources limitées**, contrairement à l'après-2GM : la sobriété sera incontournable et le retour au monde d'avant illusoire. Il faut **sortir de la société d'abondance**, pour se préparer à la guerre mais aussi à l'après-guerre.
7. Point d'alerte sur **l'hypothèse d'une loi martiale** ou de l'article 16 : leur application pourrait être incompatible avec certains territoires, posant la question de la **subsidiarité ou au contraire de l'unité nationale ?**
8. Important d'intégrer d'autres ruptures majeures possibles dans le scénario, comme **les pandémies**.

Scénario 3 :

**Prise de notes des échanges :**

Il y a un sujet lié à l'immigration aujourd'hui : c'est nécessairement une transformation qu'il convient d'accepter et une dynamique qu'il convient de préparer. Il manque une dimension population / migrations. La peur de la mixité est aussi confrontée au fait que dans un territoire rural, le rapport à l'immigration a évolué positivement depuis les années soixante-dix via l'intégration de travailleurs migrants sur les chantiers.

Le point d'arrivée du scénario montre que les clivages actuels ont été réglés mais comment, dans un temps court, arriver à changer la donne pour se mettre dans un nouvel état d'esprit ? Comment transformer le consommateur en citoyen ? Qu'est-devenu le peuple ?

Il manque un acteur fondamental : les jeunes, décrits ici comme de simples récipiendaires de la politique publique simplement dans le scénario alors que le scénario gagnerait à replacer les jeunes comme acteurs. En plus des seniors, les jeunes participent aussi à la transmission de connaissances.

On reste un pays densément peuplé et la répartition entre métropoles et territoires ruraux sera certainement un facteur important. Il n'y a pas de prise en compte de la continuité géographiques (territoires d'ortoirs et travail dans un autre territoire) : il faut harmoniser et réduire le temps de transport.

Sur les jeunes comme passeurs d'expérience, est cité le dispositif HTH : une expérience positive des FJT (foyers de jeunes travailleurs) dans les Côtes d'Armor avec un soutien financier de la CAF. Il s'agit d'un hébergement temporaire de jeunes en stage ou alternance chez l'habitant sans demander de services aux jeunes avec une génération accueillante bâtie sur le don et la solidarité. La société présente aussi un caractère anxiogène pour le jeune : la santé mentale est à protéger par plein d'aspects. Il y a aussi une nouvelle expérimentation d'habitat avec un bâtiment distinct pour les jeunes, un bâtiment distinct pour les seniors mais un jardin commun et une seule entrée pour avoir des espaces communs.

Ce scénario ne semble pas utopique mais réaliste : la France est un Etat-Nation, issue de l'histoire, une terre d'immigration et d'intégration millénaire. La société de 2050 sera peut-être une société intégrée.

Ce scénario peut cependant sembler très optimiste car il y a eu une cassure avec le Covid et le changement a démarré là avec le passage d'une société de travail à une société de loisirs : on s'est aperçu qu'il n'y avait pas que le travail dans la vie, ingénieurs sont devenus agriculteurs par exemple pour ceux qui pouvaient se permettre un changement de vie assez rapide.

La réindustrialisation avec un développement endogène du territoire et de ses richesses avec la réserve de la disponibilité et de l'exploitation des matériaux critiques. Nous en avons sur notre territoire mais avec un refus de les exploiter, il y a un choix de société à faire.

Toute évolution doit passer par le vote et les seniors gardent la main : ils sont au commandement parce qu'ils votent. Il faut apprendre les pratiques démocratiques aux jeunes et les inciter à participer. Dans les CESER, au CESE, dans les conventions citoyennes, dans d'autres expériences démocratiques, il faut réserver une place spécifique pour les jeunes. Un Codev l'a imposé avec une répartition par tranches d'âges. Il n'y a pas eu de statut de jeune participant créé mais il s'agit de faire avec eux par l'intermédiaire de structures dédiées (conseils de vie universitaires, foyers de jeunes travailleurs...) et en allant vers eux pour trouver des jeunes à intégrer dans les organisations, à l'image d'un Codev qui va directement dans les universités pour faire rencontrer des membres du Codev et de jeunes étudiants.

Il faut débattre des origines du système de retraite avec un nombre de cotisants inférieur au nombre de retraités et débattre des modalités de travail. L'exigence de résorber le déficit en France ne doit pas conduire à sacrifier la spécificité française du modèle social.

Pour le CESER Centre Val de Loire, le thème central est la démographie. Un des leviers : s'interroger sur nous-mêmes, en tant qu'organisations de la société civile, comme leviers. A ce titre, un grand débat sur la question pourrait être organisé dans une logique de continuum démocratique, CESE - CESER- Codev. La baisse de la natalité, la question migratoire, les migrations internes ont toujours existé. L'immigration peut être un levier comme le montrent d'autres pays tels que l'Espagne qui connaît un dynamisme économique, commercial, industriel. La clause de redevabilité avec des co-saisines entre CESER et CESE serait à développer et au moins un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat et plus de travaux entre CESER et CESE-CESER.

Le CODEV Pays Basque a mené sur 2 ans un travail à horizon 2040 et beaucoup d'éléments de son travail se retrouvent dans le scénario car ce qui a été proposé aux participants au Pays Basque c'est aussi un avenir souhaitable. Il y a une vraie rupture pour aller vers un avenir souhaitable et le modèle actuel n'est pas vu comme aussi inclusif.

On demande aux associations de porter des missions de service public en les mettant en concurrence par des appels à projets. La question de la culture et de la création culturelle a tendance à être oubliée. La place des médias avec des médias qui sont presque devenus de nouveaux cadres de socialisation et qui peuvent aussi venir transmettre des discours répétitifs. Il est important d'avoir des médias indépendants, y compris locaux.

Points saillants à modifier :

- Intégrer pleinement la dimension démographique et migratoire, aujourd'hui absente : immigration, mixité, dynamiques rurales, et rôle historique de l'intégration en France.
- Repositionner les jeunes comme acteurs centraux, et non comme simples bénéficiaires : participation démocratique, transmission intergénérationnelle, santé mentale, habitat partagé, expérimentations d'accueil de jeunes par des seniors sans contrepartie
- Renforcer la place des jeunes dans la démocratie : quotas, dispositifs dédiés, formation aux pratiques démocratiques, présence dans CESE, CESER, Codev, conventions citoyennes.
- Mieux prendre en compte les réalités territoriales : densité de population, articulation métropoles-ruralité, continuités géographiques, territoires-dortoirs, réduction des temps de transport.
- Réintégrer la culture et la création culturelle, aujourd'hui oubliées, comme moteurs de cohésion et d'imaginaire collectif.
- Souligner la nécessité de médias indépendants, notamment locaux.

Synthèse

Ce scénario trouve des éléments dans les territoires qui le rendent encore plus plausible mais il sera plus plausible s'il y a une prise de conscience collective avec la transformation du citoyen en consommateur conscient.

Autres points mentionnés :

- Inclure les jeunes comme acteurs de la vie publique
- Aller vers les jeunes (universités, lycées professionnels)
- Apprentissage de la démocratie dès l'école
- Seniors peuvent accueillir des jeunes et leur offrir des services (exemple logement pour alternants, habitats participatifs)

- Insister sur ressources et qualités endogènes du territoire (métaux critiques)
- Question des migrations comme étant une chance, levier potentiel démographique
- Se rappeler que la France est depuis tout temps une terre d'immigration millénaire
- Besoin d'un grand débat sur sujet déficit, sur la démographie car cœur de ce scénario
- Travailler avec les CESE, CESER et Codev
- Meilleure prise en compte du continuum géographique dans les échanges
- Prise en compte des spécificités des outre-mer
- Même s'il s'agit d'un scénario d'adaptation, cela implique une vraie rupture pour faire en sorte que ceux qui font la société civile puissent fonctionner (associations sans problèmes financiers, sans mise en concurrence)
- Indépendance des médias locaux et nationaux
- Scénario très optimiste : cassure avec le Covid et le changement a démarré là : passage d'une société de travail à une société de loisirs (on s'est aperçu qu'il n'y avait pas que le travail dans la vie, des ingénieurs sont devenus agriculteurs par exemple pour ceux qui pouvaient se permettre un changement de vie assez rapide)
- L'avancée des idées et leur réalisation ne peut se faire qu'avec du partenariat comme la journée d'aujourd'hui mais il faut des discours cohérents.

Second temps de travail sur les scénarios prospectifs

Scénario 1 :

5 CESER et Codev / 1 membre de la Commission Jean-Yves Sabot / 1 personne IFS

Prise de notes des échanges :

Eric Guagliardi, chargé de mission Codev Mont-de-Marsan : à portée 2050, ce scénario est optimiste et traduit tout ce qu'on pourrait mettre en place de façon positive

J'appuierais sur le rôle des territoires dans cette prise en compte des conséquences irréversibles : c'est quelque chose que nous ne maîtrisons pas mais il faut maîtriser les conséquences. C'est aux collectivités de se prendre en charge et inventer des moyens pour les personnes qui seront en grande difficultés et pour les animaux, surtout sur les territoires ruraux. Le thème de l'eau est en effet partagé par tous les territoires, on est déjà dans la bataille de l'eau entre les territoires. Il faut trouver ce maillage dans les territoires avec tous les spécialistes responsables et ça passe par des aménagements, existants ou qu'il faut inventer pour freiner les conditions climatiques.

Par ex. réfléchir quand on fait une route à l'avaloir de l'eau pour récupérer de l'eau grâce à des lézardes : une réflexion d'imagination concrète et penser les problèmes de coût. Changements dans la vie quotidienne : bâtiments avec façades et toits végétalisés, doit être concrétisé chez nous et pas uniquement dans les grandes villes qui ont les moyens de le faire. Les élus doivent prendre conscience que ça englobe les humains mais aussi les animaux, l'habitat sur le territoire, le changement des structures d'habitation, etc → les partenariats sur les structures du territoire est ce qui doit être développé

Isabelle Recalt, Codev du pays du vignoble nantais : ce que je retiens c'est qu'après l'effondrement, les choses sont totalement différentes, et il y a un retour au travail manuel. On peut imaginer qu'il n'y ait plus d'accès aux ressources énergétiques qui nous ont permis

de construire des bâtiments, des routes, etc avec moins de pénibilité car la machine faisait à notre place. Là il faut produire de l'alimentation au plus près de la nature et faire les choses plus manuellement et reconstruire différemment.

Il y a un rééquilibrage territorial entre les villes et les campagnes mais aussi l'accueil des réfugiés climatiques qui viennent des grandes métropoles mais aussi de l'extérieur, avec de fortes contraintes spatiales : loger plus de personnes en préservant la biodiversité, de quoi se nourrir, ne pas détruire l'identité paysagère d'un territoire → comment reconstruire avec ces contradictions ?

Anaëlle Motta, Codev métropole du Grand Paris : on passe d'une situation très catastrophique à une situation très rose et il manque un continuum pour comprendre comment on y est arrivé.

« L'état résilience » manque de précision : est-ce que c'est juste un état plus décentralisé

Dans notre Codev, on va commencer un groupe de travail dans la Low tech : le sujet du manuel était beaucoup revenu pendant le covid et a beaucoup disparu au profit de l'IA

Il y a en effet beaucoup de solutions qui existent mais en difficulté avec l'état des associations, le manque des subventions, etc

Justine Giraudel, Codev Pays basque : ce scénario propose de repenser l'habitabilité de la terre, penser et agir localement sur les territoires, la question est avec quels moyens et quels moyens sont mis en œuvre, la reconnaissance des spécificités territoriales

Chez nous, la question de l'accueil est très forte : elle revient beaucoup dans nos travaux mais on ne sait pas trop ce que ça veut dire et comment le faire, la lutte contre les inégalités et les notions de justice sociale. Exode urbain : qu'est ce qu'il se passe quand il y a cette rencontre, et quels espaces mettre en place pour préparer les habitants à ces évolutions

Jean-Yves Sabot : la question territoriale est effectivement prégnante

En complément, je trouve que ça pose un certain nombre de questions, sur l'attractivité des territoires, redéfinir ce terme en lien avec le climat et selon comment socialement les contraintes et les éléments de crise ont été traités : les territoires ne sont pas aujourd'hui égaux entre eux (moyens, richesse, etc) → c'est un élément important de l'analyse de préciser comment on gère tout ça

L'état résilience doit être un peu explicité / développé en effet, ce terme pose un certain nombre de question et ce scénario ouvre un certain nombre de questionnements et de possibilités

La question sociale et des inégalités, de la justice sociale est centrale, il faut l'intégrer et prendre en compte comment dans ce scénario se sont créés de nouveaux mécanismes

Il faut creuser entre le monde rose et la crise dans ce scénario

IR : résilience est comment on tient compte des réalités pour s'adapter au monde de demain. Tension entre crise et ce qui se met en place après, rejoint ce qu'on a dit dans le groupe ce matin sur la guerre : pour éviter ça, une des solutions est la coopération et le sens de la coopération. Tout le monde ne supporte pas de la même manière les crises selon d'où ils viennent (géographiquement et socialement). Ce sont les liens de solidarité qui font qu'on sera plus robustes et qu'on évitera l'effondrement dont il est question dans le scénario.

Un des éléments de la bonne santé est le lien social



TC : l'« état résilience » est un état qui facilite la résilience et qui donc est résilient lui-même

Dans 25 ans il est vraiment difficile d'envisager le monde : en 1939, 25 ans après, on est en 1964, le monde n'a rien à voir

IR : l'état résilience → doit favoriser la coopération entre des gouvernances territoriales et avec la représentation élue, mais tout en rendant les territoires robustes en soutenant la société civile, le milieu associatif, les énergies productives mais aussi bénévoles : elles participent à ce lien, cet ancrage local pour la culture, le sport, etc. Ne pas oublier de garantir la robustesse à cette échelle

EG : je voudrais mettre l'accent sur l'aménagement du territoire. Faire en sorte que les plus démunis aient la même chance d'évolution que leur voisin. Les collectivités devront mettre les moyens pour développer l'habitat sans laisser de côté les gens qui vivent sur le territoire. L'aménagement du territoire est une priorité (a commencé sous Mitterrand avec un ministère mais certains territoires ne sont pas du tout avancés et le climat nous a rattrapé). C'est à la société civile de dire aux politiques qu'ils n'ont pas assez mis l'accent sur ces aspects-là.

TC : continuité de ce qu'on a dit ce matin :

- Qu'est ce qui fait le passage entre la crise et ces solutions qui émergent. Deux temporalités de réflexions entre ce qu'on doit faire maintenant et ce qu'on devra faire après la crise :
 - Post Covid, on est revenu dans un monde comme avant, là ça ne sera pas le cas car ce que la crise écologique aura abimé ne pourra pas se reconstituer : pourquoi ce sont ces solutions qui émergent
- La solidarité : c'est la solution qui s'impose

AM : qu'est ce qui nous dit que c'est la solidarité qui va émerger d'une crise ? il vaudrait mieux que ce soit avant le point de rupture

IR : Il s'agit de créer dès maintenant les conditions de la solidarité pour pouvoir faire face et reconstruire

EG : on a pas évolué en termes de solidarité : on est capable de construire des stades, organiser des JO → on sait faire mais seulement quand il y a des l'argent en jeu. On fait toujours pour les mêmes ou parce qu'il y a un événement qui arrive. On est capable de faire mais on fait pas ou pas assez

IR : après le covid on s'est quand même posé des questions, il y a quand même eu un retour à la nature. Il y a eu une volonté de faire plus sobre. Le choc n'a pas été assez long et important pour changer complètement nos habitudes. Les sollicitations à la consommation ont continué.

On dit de la crise pétrolière de 1973 : si la crise avait été plus longue et plus intense, on avait toutes les solutions pour passer à autre chose, et notamment à l'électrique et on aurait pas développé les moteurs thermiques.

Si la solidarité n'a pas été développée avant, c'est moins naturel, c'est plus long, mais nécessité fait loi.

Exemple en Vendée : génocide il y a 300 ans, les quelques individus qui ont survécu l'ont fait en s'entraïdant et dans ces territoires, le sens de la coopération reste extrêmement fort, comme héritage de cette tragédie

TC : les CSP qui sont les plus en difficulté aujourd'hui ne seront pas les plus en difficulté dans ce scénario car ils reposent déjà sur des réseaux de solidarité

Il y aurait sans doute beaucoup à apprendre de ceux qu'on appelle les peuples premiers parce que la survie, la solidarité et la justice sont des éléments fondamentaux.

C'est un implicite du scénario qui mérite à être retravaillé : il n'y a pas d'autre façon de s'en sortir que par la solidarité → condition nécessaire (mais non suffisante).

Carine IFS : ici, scénario de choc et pas de rupture. Soit on arrive à s'en sortir par ce qui aura été mis en place avant le choc, soit on s'enfoncé dans la crise et il faut mettre de nouveaux dispositifs en place

TC : pas tous d'accord dans la commission entre choc ou rupture

Ce travail a permis de sortir des enjeux immédiats et s'apercevoir que pour s'en sortir il y avait des points communs sur lesquels il fallait qu'on travaille

Qu'est ce qui pour vous serait absolument nécessaire à retrouver dans nos réflexions ?

AM : Scénarios sur la résilience et l'adaptation sont très liés. Un point très important est la place de la jeunesse : même s'il y a une baisse démographique, il y aura toujours des jeunes et il faut d'avantage les intégrer dans la société démocratique, dans le vote. Comme il y a bcp plus de personnes âgées, elles votent bcp plus que les jeunes.

IR : toi qui représente la jeunesse, je te sens douter du fait qu'une solidarité se mette en place. Quels freins tu vois à la mise en place de cette solidarité ?

AM : ce qui me fait douter c'est la concurrence : on est constamment mis en concurrence de l'école jusqu'à la fac, pour trouver un emploi, on a peu de temps pour la solidarité, pour le bénévolat, il y a la montée des réseaux sociaux qui prend tout ce temps là et qui empêche de nouer ces liens. Je fais un métier où on voit tous les sujets donc je suis peut-être plus fataliste que la moyenne

IR : à l'école j'avais aussi cet esprit de compétition, on était très préoccupés par le chômage et trouver un boulot, puis le boulot nous prend beaucoup de temps

TC : virage dans le monde de l'éducation post 68 (pas de sanction, pas de notes), mais aujourd'hui sont revenus en force avec aussi le bac blanc, les partiels, le bizutage, et l'école est retombée dans son biais de la sélection avec des conséquences beaucoup plus lourdes que dans d'autres pays

→ Pour développer cette coopération et solidarité, cela implique de questionner le système scolaire

IR : la solidarité passe par connaître son voisin, la capacité à se mettre à la place de l'autre, aller dehors, ne pas avoir peur de l'autre, ne pas avoir peur du débat contradictoire

Synthèse

Nouveaux points saillants à ajouter

- Dans la lignée de la réflexion du premier groupe sur les dégâts irréversibles, le second groupe insiste sur la nécessité de penser à **la biodiversité**
- Regard plus institutionnel sur les territoires : **quelle organisation entre territoires, comment les décisions sont prises et comment on fait les choix d'aménagement**
- Moyens pour mettre en œuvre ces transformations : quels **moyens financiers** restent à disposition après ce choc et comment mieux les répartir ; est-ce qu'il a bien été **évalué dans le scénario les conséquences d'une énergie rare** (travail manuel, partage des manières de faire)
- **Si on doit rééquilibrer le monde des villes et le monde rural, comment faire dans un espace réduit tout en laissant de la place pour l'agriculture, pour les paysages**
- Dans la lignée du premier groupe, le second groupe appuie sur le fait que **les solutions sont déjà existantes**
- **La question de l'accueil** : comment on s'est mis en disposition de permettre un accueil qui **tienne compte des inégalités** et qui se fasse autour d'un **projet social positif et commun**, et comment **préparer les habitants à ces évolutions** qui vont impacter les personnes avec lesquelles ils vivent
- **La question de la justice sociale** est peu abordée dans ce scénario : il s'agira de la réinterroger ou la réinterpréter avec de nouveaux mécanismes ou de nouveaux objectifs
- Sens de la **coopération**, les **solidarités** face à la crise
 - pour que ça puisse exister au moment de la crise, **doit être déjà travaillé avant** et donc être un objectif à mettre en place dès à présent
 - par quoi ça passe : **le lien**
- Et **la place de la jeunesse** dans tout ça : que sera être jeune dans ce monde de 2050 ?

Synthèse croisée des deux temps de travail sur le scénario 1 :

(écrit en noir : éléments du premier groupe, écrit en blanc sur fond noir, éléments du second groupe de travail)

- Ce sera pire que le Covid, **le changement sera forcément radical** car la situation nous empêchera de revenir au monde d'avant contrairement au Covid : ce qui manque est **conséquences inéluctables et irréversibles** → élément qui influe sur comment faire bouger les choses
 Le second groupe ajoute sur ce sujet qu'il faut penser à la biodiversité et aux animaux
- Insister sur le fait que **la crise est déjà là**
 Et mieux signaler que **ces solutions (de la même manière que la crise) sont déjà là mais non soutenues, non valorisées**, etc
 Le second groupe appuie sur le fait que ces solutions sont déjà là
- Entre donner envie parce que sinon on va **tous verser dans l'éco-anxiété et ne pas donner l'impression qu'on est juste en train de rêver** : modification du titre

- Éléments qui manquent sur **comment on a pu arriver à cette solution positive**, comment s'est reconstruite la confiance envers les gouvernements (évaluation des pp, développement de l'échelle territoriale dans les prises de décisions, participation citoyenne) → leviers à développer, et comment ils s'imposent
- **Comment est organisé le monde et comment on prend des décisions, comment la coopération s'est imposée au niveau international, mais aussi local** : en face d'une situation catastrophique, réflexes de **solidarité** qui se mettent en place
Le second groupe porte un regard plus institutionnel sur les territoires : quelle organisation entre territoires, comment les décisions sont prises et comment on fait les choix d'aménagement
Il évoque aussi les moyens pour mettre en œuvre ces transformations : quels moyens financiers restent à disposition après ce choc et comment mieux les répartir ; est-ce qu'il a bien été évalué dans le scénario les conséquences d'une énergie rare (travail manuel, partage des manières de faire)
- **Si on doit rééquilibrer le monde des villes et le monde rural, comment faire dans un espace réduit tout en laissant de la place pour l'agriculture, pour les paysages**
- Mieux prendre en compte la **logique du vieillissement mais pas uniquement de façon négative : logiques intergénérationnelles et immigration liées aux changements climatiques**
Le second groupe ajoute des aspects sur les questions :
 - o **de l'accueil** : comment on s'est mis en disposition de permettre un accueil qui **tienne compte des inégalités** et qui se fasse autour d'un **projet social positif et commun**, et comment **préparer les habitants à ces évolutions** qui vont impacter les personnes avec lesquelles ils vivent
 - o **de la justice sociale** est peu abordée dans ce scénario : il s'agira de la réinterroger ou la réinterpréter avec de nouveaux mécanismes ou de nouveaux objectifs
- Comment dans les **territoires OM** ils s'en sortent particulièrement
- **Question de l'eau** comme point qui n'est pas suffisamment présent dans le scénario, comme une illustration de la recomposition de la société (prédation sur une ressource dans un contexte de guerre)
 - Sens de la **coopération**, les **solidarités** face à la crise
 - pour que ça puisse exister au moment de la crise, **doit être déjà travaillé avant** et donc être un objectif à mettre en place dès à présent
 - par quoi ça passe : **le lien**
 - Et **la place de la jeunesse** dans tout ça : que sera être jeune dans ce monde de 2050 ?

Scénario 2 :

Prise de notes des échanges :

Tour de parole de réaction à la synthèse :

Codev Centre Val de Loire

- Partage impression générale d'un scénario trop optimiste, on a l'impression que la guerre est plutôt pas mal dans ce scénario.
- Pas tout à fait correct de dire, pas de guerre pendant 80 ans en Europe, il y en a eu !
- **Préciser la notion d'Europe** : est-ce qu'on comprend le Royaume-Uni et la Suisse ? On voit un rapprochement RU et UE (erasmus, armée UE) ces dernières années. Europe est-ce que c'est UE ou plus large (suisse, Norvège, RU) ?
- **Ajouter et préciser le rôle de la société civile organisée**, un passage trop court dans le scénario, mieux interroger leur place, avant, pendant et après, une guerre.
- **Peut être qu'il ne faut pas à tout prix éviter une guerre**, pas toujours souhaitable d'éviter, sans être belliciste, parfois oui parfois non.
- **Le texte est parfois donneur de leçon, moralisateur, alors que parfois très concrets, on fait un peu le grand écart.** « Pour être plus dans notre rôle, il faudrait savoir ce qu'on peut apporter nous, en tant que société organisée, dans un conflit, pour notre démocratie ? On n'est pas des diplomates, alors il faut qu'on trouve ce qu'on peut apporter pendant et après la guerre ? »

Codev Dinan Agglomération

- Les **guerres ont toujours changé de nature**, donc difficile de savoir comment s'y préparer.
- Est-ce qu'on n'est pas **déjà en guerre** ? Même si pas armé, déjà forte déstabilisation, vise à nous empêcher d'agir, un désordre démocratique très important et nuisible
- Pourquoi on fait la guerre ? **Quand on a des choses à défendre/à sauver, des choses qui nous dépassent.** Aujourd'hui on nous dit que tout est mauvais, discours très négatif dans les médias, donc **comment réussir à mobiliser, s'engager et s'unir ?**
- Le scénario donne l'impression qu'on organise la guerre alors que dans une guerre il y a des adversaires, qui font en sorte qu'on sera gênés, et ça manque un peu, il faut **faire apparaître cette difficulté.**

CESER AURA

- Un scénario écrit avec les mots d'aujourd'hui, l'ennemi est la Russie, la Chine n'existe plus, les US non plus, un peu incomplet.
- Vision de la **France comme base arrière ne semble pas très juste.** Dans le cas d'une guerre, **la frontière maritime** fera partie de l'attaque, donc la France sera un pays attaqué sur le flanc ouest.
- Tourisme international : certes **plus de tourisme, mais quelles conséquences** sur nos recettes et nos financements ? Le préciser.
- La France est centralisée, elle est jacobine dans ses institutions. Mais elle fonctionne de façon girondine dans la vie de tous les jours. Ce qui compte pour l'application de la loi martial est que la France soit tenue par une démocratie parlementaire.
- A chaque sortie de crise importante, il y a eu des **progrès technologiques significatifs** (radar, sonar, aéronautique, laser), ça ne veut pas dire que la guerre est souhaitable mais il faut le mentionner de façon plus précise. La guerre apporte aussi ces phénomènes de progression.

Codev Grand Angoulême

- 2 puissances nucléaires engagées dans un conflit, que se passe-t-il ? Il faut mentionner les ampleurs de destructions qui peuvent advenir. La dissuasion a-t-elle encore un rôle à jouer ?
- On est **déjà dans un monde pré-conflituel**, il faut que le **territoire devienne plus agile** (déplacer les usines en province), avant, pendant et après la guerre (car le monde ne sera plus comme il était avant). Mieux articuler entre l'état central et le

local, certes une décision nationale et une unité, mais avec une plus grande agilité et autonomie locale.

- Le **risque démocratique existe avant, pendant et après** la guerre. **L'éducation à la démocratie** est fondamentale dans un tel scénario, notamment avant, pour bien surmonter l'épreuve de la guerre.

Codev Eurométropole de Metz

- Sentiment d'être **déjà en guerre**.
- En période de guerre, **l'ordre démocratie doit évoluer**, il ne doit pas perdre ses valeurs mais il peut être amené à changer. Important de savoir qui donne les ordres, donc décentralisation de la décision oui mais l'unité est importante, il faut donc **préciser dans le scénario l'ordre de la hiérarchie des décisions**. Important d'avoir dès maintenant des réflexions de la part des citoyens sur cette hiérarchie.
- La **guerre est une affaire de moyen** (mat première, industrie, ressources alimentaires, sanitaires, etc), il faut savoir dans ce scénario comment on possède ses moyens.
- **Quelle forme de guerre dans ce scénario ?** La guerre numérique toujours présente mais quoi d'autre ?
- **La reconstruction** est un enjeu important, il n'y aura pas de plan Marshall du XXIe s, il faut anticiper cette période-là.

CESC Saint-Martin

- Comment pouvons-nous **éviter la guerre depuis nos territoires d'Outre-mer** quand toutes les décisions sont prises aussi loin ? Notre positionnement stratégique est un atout pour la France
- Sur le pont 6 : L'Europe est-elle capable de **penser la guerre et l'après-guerre** pour nos territoires d'Outre-mer ?

Codev Bourgeois Vallé

- **Conflit de « haute intensité »** évoque pour moi une guerre nucléaire, biologique et chimique (et numérique), cela générerait une terreur bien plus importante que ce qu'on peut imaginer. Il faut sûrement imaginer qu'une telle guerre serait bien plus destructrice.
- Sentiment profond de terreur.

Codev Cornouailles

- **Préciser ce qu'on entend par « conflit de haute intensité »**, quelle destruction ça impliquerait ? Quel niveau de guerre ?
- Partage aussi le caractère **trop optimiste** de la fin du scénario
- La **question de l'autonomie** ressort beaucoup du scénario et est très importante donc le mettre en avant (alimentaire, énergétique)
- Sur le point 8 : La pandémie n'a pas eu d'effet de rupture, donc est-ce vraiment comparable ? Par vraiment, bien distinguer ce qu'est qu'une vraie guerre

Synthèse complétée et amendée à partir de celle de l'atelier du matin

1. **Le scénario est volontairement optimiste** : malgré la guerre, l'issue reste globalement positive, manque de précision sur comment atteindre ce résultat très positif avec une guerre, laquelle sera certainement différente de celles connues précédemment. **L'exemple de l'après-2GM** montre toutefois que des ruptures majeures peuvent produire **des reconstructions bénéfiques** (UE, institutions internationales, 80 ans de paix, etc.) et des sauts technologiques.. Il convient donc de s'interroger sur ce qui a manqué dans l'après-guerre pour mieux faire durer la paix.

2. L'objectif premier reste doit rester **d'éviter à tout prix la guerre**. Mais si elle survient qu'elle soit terrestre ou océanique, il est indispensable de **préparer dès le départ l'après-guerre**, sans jamais perdre de vue le monde que l'on souhaite reconstruire après. Comment éviter la guerre pour les territoires ultra-marins qui ne sont pas décisionnaires ?
3. La préparation à la guerre gagnerait à se faire **dans un cadre démocratique**. Pour cela il faut s'appuyer **sur les communs**, ce qui nous permet de faire du collectif. Pour les plus jeunes, cela passe par l'éducation, mais à tout âge, cela passe par la langue, la culture, le tissu associatif, les liens sociaux en général. La société civile est un élément majeur de la démocratie et d'acceptabilité des décisions à l'échelle locale.
4. La préparation à la guerre (et au changement climatique en parallèle) doit nous amener à faire de preuve d'agilité, **de résilience, de robustesse, et de solidarité** entre les territoires (niveau d'autonomie très inégales selon les cas, ex. Paris). Faire accepter l'effort de guerre à l'échelle nationale est difficile et comporte **un risque de tensions internes** (guerre civile). Le **caractère centralisé** de la France complique la coopération entre les territoires.
5. Cette logique de **coopération** doit aussi s'étendre aux pays alliés, notamment à **l'échelle européenne (étendu au Royaume-Uni)** : meilleur **accueil des populations**, solidarité **entre** les territoires et **au sein** des territoires, faire preuve de coopération.
6. L'après-guerre devra être pensée dans un **contexte de ressources limitées**, d'une démographie en déclin, contrairement à l'après-2GM : la sobriété sera incontournable et le retour au monde d'avant illusoire. Il faut **sortir de la société d'abondance**, pour se préparer à la guerre mais aussi à l'après-guerre. La guerre nous ferait prendre du retard sur le plan environnemental.
7. Point d'alerte sur **l'hypothèse d'une loi martiale** ou de l'article 16 : leur application pourrait être incompatible avec certains territoires, posant la question de la **subsidiarité ou au contraire de l'autoritarisme centralisé ? Rôle de la société civile pour maintenir l'unité nationale. Risque de dérive autoritaire.**
8. Important d'intégrer d'autres ruptures majeures possibles dans le scénario, comme **les pandémies, un environnement profondément dégradé...**

Scénario 3 :

Prise de notes des échanges :

Le scénario a été présenté en rappelant les points de blocage mais aussi les solutions dans les territoires identifiées dans la matinée. Dans cet atelier, pour certains participants beaucoup d'éléments devraient passer par des ruptures importantes. La création de richesses n'est pas que monétaire, cela peut être des richesses environnementales ou autres. Dans ce scénario le PIB n'est plus l'indicateur principal. Ce scénario recueille la préférence du public, il est décrit comme très plausible et « doux » alors qu'il nécessite quand même des ruptures.

Il est intéressant de partir des seniors avec une approche globale du care et des seniors comme passeurs, cf l'accessibilité des trottoirs qui était le cheval de bataille des personnes en situation de handicap à une époque et on s'est rendu compte que l'accessibilité a bénéficié à tous. L'égalité femmes-hommes bénéficie également à tous.

Il faut intégrer dans le scénario la dégradation climatique qui s'impose. Le transfert de richesse entre générations n'est pas évoqué dans le scénario alors qu'il ne concerne pas

seulement les grandes fortunes. La vision du temps long est intéressante, la question de la démocratie à différentes échelles aussi en rappelant que l'échelle régionale est importante.

Autre remarque : quelles sont les conditions de déclenchement d'un tel scénario ? Qu'est-ce qui fait que cela pourrait marcher ?

Il s'agit d'un document très franco-français : comment faire pour que le modèle soit partagé à l'échelle européenne ? Les pays européens ne partagent pas la même vision pour organiser la solidarité. Le modèle social est financé quasi-exclusivement sur le travail. Il est difficile de refonder un système en se basant uniquement sur la France.

Dans un Codev, a émergé fin 2019 une expérimentation sur la gouvernance, avec un dialogue facilité avec les élus, a permis de donner un pouvoir d'initiative aux citoyens pour élaborer une réglementation au niveau local, avec reprise de la proposition par les élus qui pouvaient amender ou pas mais l'initiative ne venait plus vraiment de l'élu (exemple : mise en place d'une régie de l'eau). La société civile « organisée » apparaît pour certains comme un vocable très restrictif car cela n'englobe pas le citoyen mais se restreint au CESE et aux CESER.

Trois autres initiatives territoriales sont citées :

- 1) Bureau du cœur : comment mieux utiliser des bâtiments vides avec l'ouverture de bâtiments d'entreprise vides à des personnes à la rue ;
- 2) Mise en place de la sécurité sociale alimentaire (Charente, Gironde) ;
- 3) Confiance dans la démocratie, lien aux populations : ne pas ouvrir à moitié aux citoyens, obligation de se doter de personnes et méthodologie (Grand Angoulême : guide pour se doter de dispositifs participatifs) ;

Ouvrir les vannes à l'expérimentation territoriale ne revient pas à pousser à des expérimentations territoriales qui amèneraient une déconstruction du modèle républicain.

Il y a des leviers possibles de cette transition à rechercher dans les territoires les plus pauvres : en Bretagne certains territoires de ce type bénéficient d'une gouvernance très structurée permanente où rien ne se fait sans co-élaboration. Dans les territoires où on est obligés de se débrouiller on trouve des expérimentations très intéressantes. Cela fait écho à ce qui est dit par les outre-mer.

Le titre n'incarne pas vraiment le scénario : l'adaptation nécessaire le rend faible, un titre plus « vendeur » serait plus parlant avec quelque chose autour de la question du regain, de la reconstruction positive, comment regagner en crédibilité démocratique, crédibilité qui va de pair avec la compétitivité économique.

Un autre titre proposé serait : « le care au cœur ». On a parlé de la santé, il faut élargir la logique de soins aux autres. Que cela soit le moteur de la créativité et de l'avenir.

Il faut une prise de conscience des consommateurs mais aussi des entreprises. Le monde économique n'initiera pas cette transition comme mentionné car le monde économique est majoritairement organisé sur la compétition et le gain même s'il existe aussi des initiatives vertueuses. Il faut préciser « local » dans le monde économique. Les grands groupes sont parfois plus impliqués qu'on ne le pense dans les territoires.

Sur la question du tourisme, il faut dire à l'horizon 2050 les évolutions qu'il peut y avoir. Selon les formes de tourisme, cela induit des changements qui ne sont pas neutres. Le tourisme est à la fois un problème et un moteur économique qui se sclérose car il touche à ses limites.

Un levier commun serait le soin/care et l'application du concept « Onehealth » au territoire, à la planète : ce concept de « Onehealth » devrait être le levier principal de tous les champs



économiques, sociaux et territoriaux de ce scénario. La charte de l'environnement, le bloc de constitutionnalité incluent le droit à vivre dans un environnement sain. On ne peut vivre avec une bonne alimentation que si la biodiversité permet de rendre ces conditions réalisables.

Points saillants à modifier :

- Clarifier l'ampleur des ruptures nécessaires, car le scénario est perçu comme « doux » alors qu'il implique des transformations profondes (ex : nouvelle définition de la richesse, dépassement du PIB).
- Intégrer davantage la dimension du care, en valorisant le rôle des seniors comme passeurs et en élargissant la logique de soin à l'ensemble de la société.
- Intégrer explicitement la dégradation climatique qui s'impose, aujourd'hui insuffisamment prise en compte.
- Ajouter la question du transfert intergénérationnel de richesses, qui dépasse les seules grandes fortunes.
- Préciser les conditions de déclenchement du scénario : quels leviers, quels acteurs, quels événements rendent cette transition possible.
- Dépasser le caractère trop franco-français du scénario, en intégrant une perspective européenne tout en tenant compte de la diversité des modèles de solidarité.
- Mieux définir la place de la société civile, en allant au-delà du CESE/CESER et en intégrant les citoyens dans la co-construction de l'action publique.
- Valoriser les expérimentations territoriales existantes, en montrant comment elles peuvent inspirer ou structurer le scénario (régie de l'eau, sécurité sociale alimentaire, dispositifs participatifs, gouvernance en Bretagne, etc.).
- Revoir le titre du scénario, jugé trop faible, pour un intitulé plus incarnant (regain, reconstruction positive, care au cœur).
- Intégrer une vision prospective du tourisme à l'horizon 2050, en explicitant ses limites et ses transformations possibles.
- Faire du concept "OneHealth" un levier structurant des politiques publiques, reliant santé, environnement, biodiversité et alimentation dans une approche cohérente.

Synthèse

- Ce scénario est perçu comme plausible et « doux », bien qu'il implique des transformations majeures.
- Les participants soulignent la nécessité d'intégrer pleinement la dégradation climatique, le transfert intergénérationnel de richesses et une vision du temps long, ainsi qu'une démocratie active à différentes échelles, dont la région.
- Quelles conditions permettraient réellement le déclenchement d'un tel scénario et comment assurer son succès ?
- Le caractère très franco-français du document pose la question de son adaptation à l'échelle européenne, dans un contexte où les modèles de solidarité et de financement social diffèrent fortement.
- Des exemples d'expérimentations locales montrent le potentiel d'une gouvernance plus participative (régie de l'eau, sécurité sociale alimentaire, réutilisation de bâtiments vides, dispositifs participatifs renforcés).
- Les territoires pauvres ou contraints peuvent faire la preuve de pratiques de co-élaboration, d'une gouvernance plus démocratique avec une meilleure relation élus-citoyens.
- Le titre n'incarne pas assez le scénario : des propositions plus fortes émergent autour d'un regain, de la reconstruction positive ou du care comme moteur central.
- La transition nécessite une prise de conscience des consommateurs et des entreprises.

- Le tourisme, à l'horizon 2050, devra évoluer face à ses limites actuelles.
- Le concept « OneHealth » est identifié comme un levier transversal essentiel pour toutes les politiques publiques, reliant santé, environnement, biodiversité et cohésion territoriale.

Mise en commun et échanges

Scénario 1 : Résilience territoriale

La référence peut être faite au Covid mais la situation est pire que le Covid. Contrairement au Covid, les conséquences seraient irréversibles, non seulement pour les humains mais aussi pour les animaux.

Un soutien est nécessaire pour mettre en œuvre les solutions déjà connues. Il y a une vision assez optimiste, il ne faut pas verser dans l'éco-anxiété, laisser entrevoir l'espoir, laisser entrevoir de la visibilité, continuer à avancer. La question du vieillissement de la population nécessite des liens intergénérationnels et l'immigration peut être une solution à ce vieillissement de la population

Comment on passe de la crise aux solutions ? Qu'est-ce qu'on peut mettre en place en amont pour les éviter ? La question du développement, des solidarités, la question de la coopération, des liens pour finalement survivre pendant la crise pour un environnement qui soit plus heureux à 2050. Il ne faut pas oublier la jeunesse, comment on intègre la jeunesse dans ces réflexions-là ?

Un Etat-résilience pose la question des moyens pour que cela fonctionne, Pour la robustesse, cela dépend des liens que l'on crée. Il faut soutenir la société civile, le milieu associatif. financièrement mais aussi dans les processus.

Dans la question de l'aval, il y a une grosse rupture avec un retour au travail manuel souligné dans le scénario et un manque d'accès aux ressources qu'on avait avant. Il faut accepter la pénibilité qui va avec, revenir à des logiques de proximité avec moins d'échanges internationaux. Une des vraies solutions est la question de l'aménagement du territoire, importante pour anticiper les chocs climatiques :

- Anticiper et planifier sur les questions de l'eau mais aussi l'énergie.
- Aménager l'habitat
- Préserver des espaces pour continuer à se nourrir, des paysages



Se pose aussi la question comment tenir compte des habitants déjà présents sur le territoire et comment on accueille de nouvelles personnes dans une logique de maîtrise foncière ? Comment on tient compte des inégalités ? Il faut un projet qui recrée de la justice sociale.

Scénario 2 : Conflit de haute intensité

Ajout de 8 nuances de conflit de haute intensité sur un scénario doté d'un parti-pris optimiste. L'exemple de l'après-Seconde Guerre mondiale invite à s'interroger sur ce qui a manqué en 1945 et sur l'objectif est d'éviter à tout prix la guerre.

La préparation de la guerre gagnerait à se faire dans un cadre démocratique. La démocratie est quelque chose de très fragile Il faut s'appuyer sur les communs et une vision post-1945 sur le rôle de la société civile organisée à tous les niveaux pour maintenir une démocratie vivante. L'éducation est très importante aussi.

Le changement climatique a déjà commencé, c'est déjà du présent et pas du futur. Cela doit nous amener à faire preuve d'agilité, de résilience, de robustesse.

Le caractère centralisé de la France qui peut compliquer la coopération entre les territoires interroge. Il y a une logique de coopération qui peut s'étendre aux pays alliés. Cela comprend le Royaume-Uni, l'accueil des populations, la solidarité entre les territoires.

Il faut souligner que l'importance de la démographie qui, au mieux stagne, sinon entame son déclin, le fait que la sobriété serait incontournable. L'enjeu environnemental pourrait prendre du retard du fait de la guerre.

Le texte ne souligne pas assez le rôle de la société civile organisée, des citoyens, de la démocratie avec un risque de dérive autoritaire non négligeable. Il est important d'intégrer les autres ruptures majeures : pandémie, environnement encore plus dégradé, risque pour la démocratie.

Scénario 3 : Adaptation nécessaire

Ce scénario présentait beaucoup de points communs avec les retours des CESER et Codev. Il a été jugé quasiment préférentiel mais il existe des points de blocage : il doit partir d'une prise de conscience collective sur les ruptures : par exemple comment on transforme le citoyen en consommateur responsable ?

Les jeunes ne sont pas beaucoup mentionnés dans le scénario, or ils sont un vrai levier. Les jeunes doivent prendre une part plus importante dans la vie de la cité et du territoire pour éviter la partition entre jeunes et plus âgés.

Dans les leviers, a été cité l'exemple du dispositif de logement Foyer de jeunes travailleurs soutenu par la CAF Côtes d'Armor où des jeunes en alternance sont accueillis par des personnes âgées sans contrepartie. Des formes d'habitat participatif avec un mix jeunes / personnes plus âgées ont également été cités.

Un scénario qui semble non utopique mais sur des sujets dont il faudra discuter : la dette, le déficit. Il faut organiser un grand débat sur cette question démographique et un débat sur les migrations internes et externes avec une clause de redevabilité au Parlement. Cela doit s'inscrire dans un continuum géographique : les lieux où on travaille, les lieux où on habite. Il faut une vraie rupture dans ce scénario même s'il apparaît comme le plus « doux ».

Il faut arrêter de mettre en concurrence les personnes. L'importance de la création culturelle est à souligner. Il y a la nécessité d'avoir des médias locaux et nationaux qui ont un rôle à jouer.

Chaque territoire est différent : la politique nationale ne doit pas se calquer sur les territoires de façon péremptoire, il faut faire attention à la diversité des territoires. Il y a le besoin d'un meilleur équilibre entre emploi / travail associatif.

Des points de clarification ont été demandés sur le temps de travail monétisé ou pas, la question du PIB et des autres indicateurs, l'augmentation de la durée et du temps de travail. D'autres ont trouvé que ce scénario passait sous silence les enjeux du climat et de la biodiversité. D'autres ont trouvé que dans son besoin de ruptures, ce scénario tient peut-être trop compte de la compétitivité des entreprises.

Il va y avoir un transfert de richesse. L'importance de la démocratie à toutes les échelles a été soulignée avec la recherche de moyens de financer cette démocratie participative de façon importante.

Il y a un vrai levier à trouver sur cet enjeu démocratique. Dans la réorientation du soutien aux entreprises, le concept de OneHealth comme fil rouge de toutes les politiques publiques territoriales ou sociales est revenu. Ce concept de OneHealth permet de refaire société. Le titre du scénario a également été questionné avec une proposition de terme basque signifiant « la prise de soins ».

Sur la question de la meilleure harmonisation des droits sociaux : des territoires les plus pauvres en Bretagne, obligés « de se débrouiller », s'avèrent avoir une meilleure gouvernance et de meilleurs échanges entre élus et citoyens. Il importe de partir des qualités intrinsèques des territoires : tout ce qui est savoir-faire est à repérer. Cela peut permettre aussi d'avoir des échanges internationaux sur les matières qu'on n'a pas.

Echanges avec la salle :

Certains participants font remarquer que les scénarios adoptent un parti-pris mais obligent à réfléchir, une grande partie des solutions se rejoignent. Cela nous plonge dans des perspectives pas forcément réjouissantes mais pousse à chercher comment les éviter. Pour certains, la méthode semble intéressante mais se heurtera aux contraintes budgétaires. Pour d'autres, cela les invite à faire leur propre restitution de leurs travaux, à réfléchir sur leurs leviers. Des interrogations sur l'articulation à venir des travaux de la commission et sur les suites apportées au travail du panel citoyen émergent.

D'autres participants remercient le CESE pour cette manière de faire monter en compétences le CESC par l'application de la méthodologie transmise.

Patrick Lévy-Waitz, co-rapporteur a répondu que la restitution finale comprendrait un document pédagogique avec un rapport récapitulatif de l'ensemble des contributions. Il y aura les 5 et 6 février des journées de participation citoyenne avec une restitution, une synthèse, une explication méthodologique des processus. Il remercie les participants pour ces apports complémentaires qui nourriront les travaux. Il faut permettre à la société de trancher pour aller en cohésion vers un nouveau modèle.

Conclusion

Michel Chassang, président de la commission, remercie les participants pour leur présence, leur participation active et leurs éclairages, issus des discussions de la journée. Ceci sera utile pour les travaux de la commission, des éléments pourront être intégrés.

Sur la redevabilité, il indique que les synthèses seront envoyées, les contributions intégrées dans le rapport final et les participants invités le mercredi 25 mars 2026 à 14h à la restitution



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

finale des travaux. Il souhaite vraiment que cette journée soit suivie de beaucoup d'autres : CESER-Codev-CESE-Comité économique et social européen constituent une même chaîne. Ce type de collaboration doit pouvoir se poursuivre. Il remercie les équipes administratives qui ont organisé cette journée.

Enfin, Marie-Claire Martel, vice-présidente en charge de la participation citoyenne, leur propose de se rapprocher d'elle si certains sont intéressés par la mise en œuvre de dispositifs de participation citoyenne.

C

Le panel citoyen des 5 et 6 février 2026

1. Synthèse longue du panel citoyen	196
2. Compte-rendu exhaustif du panel citoyen	215

1

Synthèse longue du panel citoyen

CONTRIBUTIONS DU PANEL CITOYEN
À L'AVIS TRANSVERSE

Synthèse longue

Introduction

Un panel citoyen composé de 35 citoyennes et citoyens s'est réuni au Conseil économique, social et environnemental (CESE) les 5 et 6 février 2026, dans le cadre d'un partenariat avec le Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan (HCSP).

L'objectif était de permettre aux participantes et participants de contribuer à deux démarches distinctes mais complémentaires :

→ la saisine du CESE « **Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050** » ;

→ les travaux du HCSP « **France 2035, France 2050** ».

Au cours des deux journées, les participantes et participants ont d'abord exploré les enjeux à l'horizon 2050 en exprimant leurs inquiétudes et leurs souhaits ainsi qu'en réagissant aux scénarios prospectifs présentés par la Commission du CESE. Ils ont ensuite identifié et priorisé les défis à relever à cet horizon, ainsi que des leviers d'action à adresser aux décideurs publics.

Le panel a été constitué selon **six critères de diversité** (genre, âge, région, catégorie socio-professionnelle, type de territoire, niveau de diplôme), afin de chercher à favoriser un éventail de profils et d'expériences – ce panel n'est pas représentatif : cela n'est pas possible avec ce nombre de citoyens. Au regard de la thématique des travaux, centrée sur une projection à l'horizon 2050, **la moitié des participantes et participants avait moins de 30 ans.**

Cette synthèse présente les principales contributions du panel en trois parties :

1. Les souhaits et inquiétudes à l'horizon 2050
2. Les réactions aux scénarios prospectifs de la Commission du CESE
3. Les défis et pistes d'action prioritaires

PARTIE 01

Les souhaits et inquiétudes à horizon 2050

Pour débiter, les citoyennes et citoyens ont partagé librement leurs souhaits et inquiétudes à l'horizon 2050, puis dans un second temps (pour éviter tout biais de cadrage), une thématisation a été réalisée en se basant sur la classification proposée par le HCSP, à laquelle trois catégories supplémentaires ont été ajoutées.

Économie

Souhaits

Les participantes et participants aspirent à une économie **plus sobre et responsable**, privilégiant les circuits courts, la relocalisation de la production et l'économie sociale et solidaire. Il est considéré qu'il faudrait mettre en place un modèle économique **équitable, respectueux de l'environnement**, capable de mieux **partager les richesses** et de promouvoir des indicateurs alternatifs comme le Bonheur national brut plutôt que le PIB (Produit intérieur brut). La **maîtrise de la dette** et des finances publiques ainsi que la **réforme de l'agriculture** font également partie des priorités.

Inquiétudes

Les participantes et participants sont inquiets face à la **fragilité du modèle économique** actuel et au **manque d'autonomie** dans des secteurs clés comme **la technologie, la communication et la santé**. Des débats ont émergé entre les concernant la question de l'investissement dans **l'économie de l'armement** et ses implications pour la société.

Avenir du travail

Souhaits

Les aspirations des citoyennes et citoyens convergent vers une **revalorisation des salaires** permettant à chacun de vivre dignement et d'exercer un travail épanouissant. Il est jugé nécessaire de **dépasser une logique centrée exclusivement sur la productivité** et de repenser les modes de gouvernance afin d'introduire davantage de **démocratie dans le monde du travail**, notamment *via* des modèles coopératifs. La généralisation de dispositifs tels que les territoires zéro chômeur de longue durée est soutenue, tout comme la possibilité pour chacun de **choisir plus librement son parcours professionnel**.

Inquiétudes

Les principales inquiétudes partagées portent sur un **accès au travail de plus en plus difficile pour les jeunes**, marqué par la dévalorisation des diplômes, la montée des technologies et un manque de progressivité dans l'entrée dans la vie active. Une **orientation trop homogène** des formations vers certains secteurs est également soulignée, alors que certains métiers, notamment industriels et artisanaux, peinent à recruter. Enfin, le risque d'une **précarisation accrue** et d'un **déficit de professionnels dans des secteurs déjà fragilisés** est mis en avant.

Démocratie

Souhaits

Les souhaits des participantes et participants évoquent une volonté de **redonner du sens à la décision politique** et de restaurer la **confiance démocratique**. Il est proposé de **dépasser un modèle uniquement représentatif** afin de mieux associer les citoyennes et citoyens aux décisions et de prendre réellement en compte leur parole, notamment par le renforcement de la participation citoyenne. Une **amélioration des processus démocratiques** est également souhaitée, pour que chacun se sente véritablement investi et représenté.

Inquiétudes

La **perte de confiance dans la démocratie** est largement partagée ainsi que le risque de **dérives autoritaires** pouvant conduire à une société plus centralisée, voire totalitaire. Une **dépossession citoyenne** est redoutée, où l'on ne se sentirait plus concerné ni représenté, accompagnée d'un **affaiblissement du vivre-ensemble** et d'une **fragmentation politique durable**.

Modes de vie

Souhaits

Les citoyennes et citoyens souhaitent **renforcer le vivre-ensemble**, en prenant en compte toutes les différences et en favorisant l'**inclusion**. Une attention particulière est portée à la **consommation locale et durable**, respectueuse de l'environnement, ainsi qu'à la possibilité de **mieux vivre avec son environnement**, tout en évitant un retour à la surconsommation.

Inquiétudes

La dégradation des conditions de vie, amplifiée par les **crises environnementales et sanitaires**, apparaît comme une préoccupation majeure. Le risque d'une société marquée par l'**individualisme, les inégalités sociales et territoriales**, ainsi que par l'exclusion, est aussi souligné. Enfin, il est craint **que certains publics restent invisibilisés et que le modèle actuel perdure** malgré son inefficacité à répondre aux différents enjeux.

Changement climatique

Souhaits

Pour les participantes et participants, il est essentiel de mettre en œuvre des **politiques publiques volontaristes** afin de lutter efficacement contre le réchauffement climatique. L'idée est de **placer l'environnement au centre des décisions** et de renforcer la place de la nature dans les choix collectifs.

Inquiétudes

La perspective d'une **aggravation du réchauffement climatique** suscite de fortes inquiétudes, notamment en raison des conséquences irréversibles, avec des zones devenant inhabitables et des tensions sur l'eau. Des craintes sont aussi évoquées concernant les risques liés aux **ressources naturelles** et aux **déséquilibres écologiques majeurs**.

Démographie

Souhaits

Renforcer la **solidarité entre les générations**, à la fois sociale et financière, apparaît comme une priorité pour les participantes et participants, avec un partage des efforts clarifié. L'attention est portée sur le **soutien aux familles et à la parentalité** ainsi que sur la **prise en compte des inégalités territoriales**, notamment dans les Outre-Mer. L'intégration des **enjeux migratoires et climatiques** dans la réflexion démographique est également jugée nécessaire.

Inquiétudes

La **baisse du nombre d'enfants**, liée à la peur de l'avenir et au coût de la vie, suscite de vives inquiétudes. Une **charge trop lourde pesant sur les femmes** est également relevée. De plus, des craintes évoquent les risques d'une **population vieillissante et précaire** qui pourrait mettre sous tension le système de solidarité et de sécurité sociale, tandis que la place des jeunes dans la société reste un sujet de questionnement.

Services publics

Souhaits

Il est souhaité **que le service public soit fort et mieux coordonné**, avec des **moyens réels** dans la santé et l'éducation. L'accès libre pour tous, sans inégalités, et l'accessibilité uniforme sur l'ensemble du territoire sont mis en avant. Le **renforcement des solidarités** est également souligné pour garantir un service public efficace et protecteur.

Inquiétudes

La **privatisation** des services publics, entraînant des services payants et inégalitaires, est une source de crainte. Le **désengagement de l'État** et une **administration peu réactive** inquiètent également. Les participantes et participants signalent la possibilité d'une **exclusion accrue**, en particulier face à des services réservés aux élites et à **l'incapacité à absorber les migrations climatiques**.

Sécurité et défense nationale

Souhaits

Les aspirations sont tournées vers une **société mondiale en paix** avec des relations internationales apaisées. Les citoyennes et citoyens insistent sur la nécessité de **contrôler le développement de l'IA** dans les domaines militaires et stratégiques.

Inquiétudes

La **multiplication des conflits armés, technologiques et bactériologiques**, à l'échelle nationale et internationale, suscite de vives inquiétudes. Le risque que la sécurité et la défense servent de prétexte à des **mesures anti-démocratiques** limitant l'État de droit et l'accès à l'information est souligné. Enfin, il est redouté que la guerre devienne prioritaire **au détriment de la lutte contre le réchauffement climatique**.

Les participantes et participants ont souhaité compléter les huit thématiques du HCSP par **trois thématiques supplémentaires**.

Modèle social

Souhaits

Une société **moins fractionnée, plus inclusive et équitable**, est souhaitée par les participantes et participants, avec une réduction des écarts entre riches et pauvres. La mise en place d'une **solidarité renforcée et d'entraide** est jugée nécessaire, ainsi que des **politiques de redistribution** et des aides sociales renforcées, afin de construire un cadre où chacun peut vivre dignement et où les inégalités sont significativement réduites.

Inquiétudes

La crainte d'une **polarisation croissante** et d'un **creusement des inégalités** est largement partagée. D'après les citoyennes et citoyens, il y a un risque de fragmentation du corps social et de parcellisation de la société, pouvant conduire à une véritable **scission sociale d'ici 2050**.

IA et technologies

Souhaits

Les participantes et participants souhaitent un **contrôle et une régulation plus stricts** du développement des technologies, afin de réussir la révolution de l'IA selon des critères environnementaux et sociaux. L'accent est mis sur la garantie d'une **autonomie stratégique** de la France et la promotion d'un usage raisonné et utile au **service de l'intérêt général**. Un encadrement strict des usages est également jugé nécessaire pour assurer la **protection des données personnelles**, tout en rejetant le technosolutionnisme mercantile au profit de solutions sobres et pertinentes.

Inquiétudes

Les inquiétudes évoquées portent sur un **surdéveloppement technologique**, susceptible de provoquer une perte de contrôle et des **menaces environnementales** liées à l'essor des **data centers**, très énergivores et générateurs de tensions sur l'électricité et l'eau. Le risque d'un tout numérique aggravant la **fracture sociale** et excluant une partie de la population est également signalé. L'IA ne doit pas devenir une fin en soi, au détriment de solutions plus simples et soutenables.

Information

Souhaits

Redonner confiance dans l'information est jugé essentiel, grâce à un pluralisme renforcé et une transparence accrue. Il est mis en avant qu'une **information fiable, accessible et compréhensible par tous** est nécessaire pour soutenir la participation et l'engagement citoyen.

Inquiétudes

Les principales craintes concernent la **montée de la désinformation** et l'entrée dans une **ère de post-vérité**, avec un risque accru de manipulation de l'opinion et une défiance généralisée envers les médias et les institutions.

PARTIE 02

Les réactions aux scénarios prospectifs de la Commission du CESE

Pour continuer à familiariser les citoyens avec les enjeux soulevés à l'horizon 2050, préciser leurs souhaits et leurs inquiétudes, susciter le débat et préparer la formulation de leurs défis, ils ont été invités à prendre connaissance des scénarios prospectifs élaborés par la commission du CESE, qui sont des outils de réflexion pour entrer dans le débat. Les citoyens ont été invités à réagir à ceux-ci.

Scénario 1 : Résilience Territoriale — Une prospérité retrouvée après les chocs écologiques

Résumé du scénario : La dégradation de l'environnement, après une série de chocs écologiques d'abord dans les Outre-mer, puis dans l'Hexagone, constitue un point de bascule. La France va renouer avec la diversité et la richesse de ses territoires.

Ce avec quoi les citoyens sont en accord

Les citoyennes et citoyens sont en accord avec la perspective de la **dégradation de l'environnement et de la qualité de vie** liée au dérèglement climatique évoquée par le scénario. Ils valident également l'importance des solidarités interpersonnelles et collectives. La perspective d'un **État recentré sur la résilience**, en substitution partielle à l'État providence, apparaît cohérente avec les évolutions à venir.

Ce avec quoi les citoyens ne sont pas d'accord

L'hypothèse d'un **sursaut collectif** comparable à celui observé lors de la crise du Covid-19 est jugée peu crédible. Le **caractère diffus, progressif et moins perceptible du dérèglement climatique** rend improbable une mobilisation rapide et homogène de la société.

Ce qui manque selon les citoyens

Il manque une **approche plus sociologique** intégrant les différences socioéconomiques et les dynamiques entre les classes sociales. Certaines tensions potentielles, autour de la **consommation énergétique des data centers** ou du **désengagement progressif d'entreprises** dans un contexte réglementaire européen en évolution, mériteraient d'être davantage explorées.

Scénario 2 : L'effet de rupture — Conflit de haute intensité

Résumé du scénario : La situation en France connaît une rupture lorsque la guerre hybride se dégrade en conflit de haute intensité en Europe aux alentours de 2030. L'économie de guerre, la recherche de souveraineté, l'organisation au niveau territorial et la nouvelle gouvernance européenne deviennent prioritaires et ont des conséquences sur le modèle de société de la France. Cette étape constitue une opportunité pour revaloriser la solidarité économique et sociale du pays.

✔ Ce avec quoi les citoyens sont en accord

Le scénario est **jugé crédible** quant à la probabilité d'une guerre hybride et à la nécessité d'un effort d'investissement, notamment dans l'innovation technologique. L'importance accordée à la **cohésion nationale**, aux solidarités et au **dialogue citoyen** fait également consensus.

⊗ Ce avec quoi les citoyens ne sont pas d'accord

Le recentrage de l'économie sur **l'armement et l'innovation militaire** suscite des réserves, en raison des risques technologiques et des atteintes potentielles aux libertés publiques. La **mise en pause des enjeux climatiques** en cas d'effort de guerre est largement rejetée. L'idée d'attendre un conflit pour susciter **l'unité nationale** est également contestée : ces dynamiques devraient être construites en amont. L'hypothèse d'une autonomie stratégique accrue vis-à-vis des États-Unis, d'une préférence nationale renforcée ou d'une reconstruction fédérale européenne reste jugée fragile.

🔍 Ce qui manque selon les citoyens

Le scénario développe insuffisamment les **conséquences concrètes du conflit** (traumatismes, dommages humains et environnementaux) et les étapes intermédiaires entre 2030 et 2050. L'hypothèse d'une **guerre atomique** n'est pas réellement approfondie. Le ton est jugé **excessivement optimiste**, donnant parfois une impression de propagande ou laissant entendre qu'une guerre pourrait constituer un « mal pour un bien », ce qui est contesté. Les **territoires d'Outre-mer** et les effets de nouvelles alliances internationales sont peu pris en compte. Enfin, les **leviers financiers** évoqués, notamment le fléchage de l'épargne, demeurent insuffisamment précisés.

Scénario 3 : L'adaptation nécessaire — La conduite du changement

Résumé du scénario : Bien que le contexte de la France se dégrade du fait des facteurs exogènes et endogènes, notre pays parvient à maintenir son modèle de société durable, soutenable et inclusif, et à conduire le changement. Ce scénario est celui de l'optimisme car la France trouve progressivement les voies et les moyens de s'adapter tout en préservant les valeurs de sa devise républicaine.

✓ Ce avec quoi les citoyens sont en accord

Le constat des limites du modèle actuel est partagé, notamment la **dépendance aux grandes entreprises technologiques** et aux ressources extérieures. L'objectif d'une équité réelle (avec une contribution accrue des plus aisés) ainsi que la nécessité de **nouveaux indicateurs** au-delà du PIB font consensus. Sont également soutenus l'intégration des **limites planétaires** dans la création de richesse, la revalorisation des métiers manuels et du soin, la transformation du **modèle d'éducation** et le renforcement de **dispositifs participatifs**.

⊗ Ce avec quoi les citoyens ne sont pas d'accord

Les notions de « coût du travail », **d'augmentation du travail** fourni et l'insistance sur la création de richesse suscitent des critiques. L'idée d'une société à la fois sobre et fortement productive est jugée contradictoire, tout comme le **maintien du PIB comme indicateur central**. Le principe de **travail non rémunéré** est fermement contesté. Le scénario apparaît en décalage avec les évolutions du rapport au travail et avec l'exigence d'un **meilleur partage des richesses** existantes. Des réserves sont également exprimées sur la place de l'Europe, l'analyse de la fragilisation du **modèle social** et le traitement des enjeux éducatifs.

Q Ce qui manque selon les citoyens

Des angles morts importants sont relevés concernant l'inclusion insuffisante des **publics vulnérables**, l'absence de précision sur les formes de **participation citoyenne**, le manque de réalisme quant à l'émergence de conflits, aux mouvements de population et à l'adaptation climatique. La **gestion des ressources**, la question du **revenu universel**, l'application concrète du **principe d'équité** et la place de l'**intelligence artificielle** demeurent aussi peu développées.

PARTIE 03

Les défis et pistes d'action

Après une première étape durant laquelle des défis ont été formulés individuellement puis collectivement, un vote a été effectué pour déterminer les huit défis prioritaires. Pour chacun de ces défis, un ou deux leviers d'action considérés comme prioritaires par les citoyens ont ensuite été développés. Ces leviers d'action ont été travaillés en sous-groupes et ont été uniquement présentés en plénière.

Défi 1 : modèle démocratique et électoral

Défi 1 : Repenser le modèle démocratique et électoral pour redonner du sens à la politique malgré une hausse de la défiance et un désintérêt grandissant des citoyens causé par l'instabilité politique face à des crises multiples (polarisation de la société, tensions géopolitiques, crise climatique, etc.) dans un contexte où la parole citoyenne n'est pas écoutée et où les politiques ne sont pas représentatifs (17 votes)

Levier 1

→ **Responsabiliser la vie politique**

Le levier d'action proposé consiste à demander aux formations politiques des **programmes** clairs, compréhensibles et réalistes, à limiter la durée, le cumul et le nombre de **mandats**, et à exiger la prise en compte du **vote blanc**.

Ce levier vise à empêcher la politique de devenir un métier, et à renouveler la représentation politique afin de redonner de la confiance et de la légitimité aux élus.

⚠ La mise en œuvre de ce levier d'action pourrait relever du Parlement, du Gouvernement et des citoyens.

Levier 2

→ **Renforcer et accélérer la représentation des citoyens dans les décisions de l'État et des collectivités**

Le levier d'action proposé consiste à terminer la réforme du CESE en y **associant systématiquement les citoyennes et citoyens** pour rendre un avis unique (citoyens et conseillers), et à **réformer les CESER** en y associant systématiquement les citoyens. Il prévoit également la présence des collèges citoyens dans ces différentes instances.

Ce levier permettrait une meilleure prise en compte des aspirations des citoyennes et citoyens et une meilleure reconnaissance de la société civile. Il vise à diminuer la défiance envers la politique car les citoyens pourront directement expliquer leurs souhaits. Les régions pourront faire remonter au CESE leurs souhaits.

⚠ La mise en œuvre de ce levier d'action pourrait relever des élus (Parlement, élus locaux) et des citoyens.

✓ Pour assurer la mise en œuvre de ce levier d'action, il est nécessaire d'appliquer la législation, de l'évaluer, et de prévoir une obligation de rendre compte et une obligation de redevabilité inscrite dans la loi.

Défi 2 : inégalités

Défi 2 : Réduire toutes les formes d'inégalités d'ici 2050 dans un contexte d'accroissement continu des inégalités, de crise climatique, d'endettement public, de polarisation des richesses et d'accaparement de celles-ci (9 votes)

Levier 3

→ **Reconnaître le statut de parent au foyer, statut éligible jusqu'à l'entrée à l'école de l'enfant, pour les hommes et les femmes, avec un revenu universel pour tout parent.**

Le levier d'action proposé consiste à compenser la perte de salaire au prorata du nombre d'enfants, en reconnaissant un **statut de parent au foyer salarié** auprès de l'État.

Ce levier permettrait une meilleure éducation, de lever les freins à la parentalité, et de répartir les charges domestiques afférentes, notamment au sein du couple. En compensant la perte de salaire au prorata du nombre d'enfants, il contribue à réduire les inégalités.

👤 La mise en œuvre de ce levier d'action relèverait des pouvoirs publics.

✔ Pour assurer la mise en œuvre de ce levier d'action, il est nécessaire de trouver des sources de financement ainsi que de prendre en compte les freins aux parcours professionnels, à plus forte raison pour les femmes.

Autres leviers envisagés pour le défi n°2 :

- Renforcer l'équilibre budgétaire
- Égalité salariale femmes-hommes par une réglementation contraignante
- Bourse aux stages pour les étudiants afin de favoriser l'expérience professionnelle
- Taxation à la fois des revenus du capital et de sa détention (point de débat car certains évoquent le risque de fuite des capitaux)
- Aide aux devoirs démocratique et gratuite
- Accès gratuit à l'enseignement supérieur avec introduction d'un statut étudiant-salarié

Défis 3 : jeunesse

Défi 3 : Prendre en compte les aspirations de la jeunesse dans une société de la performance, oppressante pour celle-ci, et marquée par une faible confiance des jeunes dans l'avenir (8 votes)

Levier 4

→ **Place des jeunes dans la prise de décision**

Le levier d'action propose d'harmoniser la mise en place des **conseils jeunes**. Il vise également à agir sur l'orientation des jeunes avec un **accompagnement personnalisé** et un suivi régulier, et à permettre aux jeunes de **rencontrer des professionnels** pour découvrir de nouveaux horizons. Il inclut enfin la volonté de mettre en avant les **engagements** des jeunes, qu'ils soient politiques, sociaux ou associatifs.

Ce levier permettrait à la jeunesse de s'exprimer, de décider, d'apprendre, de se projeter et de critiquer sur les sujets, enjeux et décisions qui les concernent aujourd'hui et demain. Il contribue à résoudre le manque de confiance permanent, à soutenir la compréhension des décisions politiques et des enjeux démographiques et démocratiques.

👤 La mise en œuvre relèverait des politiques publiques.

⚠ Ce levier comporte toutefois un point de vigilance : veiller à ce que les établissements scolaires mettent en avant les engagements des jeunes.

Levier 5

→ **Accès à la bourse au logement et à l'alimentation et revalorisation des échelons de bourse pour les étudiants**

Le levier d'action consiste à mettre en place des **paniers alimentaires à date courte gratuits pour les étudiants**, leur mettre à disposition un **listing** remis par les établissements à la rentrée avec les dispositifs déjà en place (applications, aides, etc.). Il prévoit aussi d'**aider au paiement du logement** si besoin, en facilitant la mise à disposition des logements inoccupés aux bénéfices des étudiants et en revalorisant des échelons de bourse pour prioriser les plus élevés.

Ce levier permettrait de réduire la précarité étudiante et de garantir un accès à l'alimentation, contribuant ainsi à une meilleure concentration des étudiants sur leurs études.

👤 La mise en œuvre pourrait relever des assistantes sociales, des bureaux des étudiants, des lieux publics liés à la santé, des établissements scolaires, des associations et organismes publics.

⚠ Le point de vigilance est de s'assurer que seuls les étudiants bénéficient de cet avantage.

Autres leviers envisagés pour le défi n°3 :

D'autres sous-leviers proposés pour renforcer la place des jeunes dans les décisions :

- L'éducation par exemple, renforcer la place des jeunes, que ce ne soit pas seulement les délégués de classe (qui ne sont pas vraiment écoutés)
- Donner un rôle d'apprenant aux jeunes sur les sujets qu'ils maîtrisent, ils peuvent nous transmettre leurs savoirs et leurs connaissances, avec un rôle d'apprentissage mutuel. Les jeunes ont aussi des choses à nous apprendre. On est parfois perdu sur les sujets informatiques, nouvelles technologies
- La politique Conseil Municipal des Jeunes (CMJ), Conseil Régional des Jeunes (CRJ), députés jeunesse : existent, se développent mais avec des fonctionnements parfois pas démocratiques, ou ne sont pas suffisamment mis en avant, et pas partout
- Renforcer l'éducation civique, morale, démocratique
- Chaque mairie donne une place qu'elle choisit à ces dispositifs, il faudrait que ce soit plus que juste accessoire mais que sur tous les sujets qui les concernent, les conseils des jeunes doivent être associés systématiquement
- Accès à la culture : réaffirmer le Pass culture, parce qu'il a été réduit sur sa part collective et individuelle, aujourd'hui il y a moins de sorties culturelles
- Il faut que la parole des jeunes soit sur le même pied d'égalité, avec une organisation commune sur tous les territoires.
- Valoriser et mettre en avant les engagements (associatifs, au sein de l'établissement), qu'ils soient pris en compte sur Parcoursup
- Mettre en place un conseil de santé pour les jeunes

- Plus de soutien administratif (besoin de comprendre comment payer les impôts)
- Plus de stages (orientation, découvrir des métiers), en particulier au lycée et au collège
- Pression sur les notes
- Meilleure communication intergénérationnelle
- Le service civique, il faut qu'il soit élargi à tous les jeunes, et que ce soit un passage d'engagement, pas forcément une année complète, avec une rémunération à la hauteur

Défi 4 : changement climatique

Défi 4 : Lutter contre les causes et s'adapter au réchauffement climatique et à la pollution dans un contexte de compétitivité, de société capitaliste et productiviste où ce n'est pas une priorité pour les États, les entreprises et les citoyens et où l'on est incité à la surconsommation et à l'utilisation accrue des nouvelles technologies (7 votes)

Levier 6

→ **Faire de la transition écologique un enjeu de santé-sécurité prioritaire**

Il consiste à faire de la transition écologique un **enjeu de santé-sécurité prioritaire**, avec une stratégie à plusieurs tiroirs : **conditionner les aides publiques** aux entreprises, aux collectivités et aux foyers à des critères environnementaux et socio-économiques ; **inscrire l'adaptation des territoires** dans les compétences obligatoires ; **repenser le système de notation** dans les marchés publics (donner du poids au local et au durable) ; renforcer les **contrôles** sur les entreprises et industriels potentiellement pollueurs ; inclure le principe de **prévention** au modèle pollueur-payeur ; **évaluer la qualité** de l'air, des sols et des eaux, notamment dans les établissements recevant du public (ERP) ; et mettre en place une **participation « taxe carbone »** pour les plus gros consommateurs-émetteurs afin de garantir une justice sociale et climatique.

Ce levier permettrait une diminution du coût de la santé et une diminution du coût de la réhabilitation des milieux.

⚠ La mise en œuvre repose sur une impulsion nationale ; pour les entreprises, les mesures seraient payées par celles-ci.

Levier 7

→ **Limiter la pollution plastique en investissant dans la recherche**

Le levier d'action proposé repose sur un **investissement massif dans la recherche** pour limiter la pollution plastique. Il s'agit de trouver un matériel résistant et léger, pouvant être utilisé avec les mêmes propriétés que le plastique mais chimiquement recyclable. Il est également proposé que l'énergie nécessaire pour le produire soit « saine », par exemple nucléaire, avec l'idée de **nucléariser l'industrie**.

Ce levier permet de limiter les polluants, de protéger la faune, et de créer un cycle fermé grâce à un matériel chimiquement recyclable.

⚠ La mise en œuvre de ce levier d'action relèverait de l'État avec des entités scientifiques.

⚠ Le point de vigilance est que cela consomme beaucoup d'énergie. Il faudrait que cette énergie soit issue d'une production verte.

Autres leviers envisagés pour le défi n°4 :

- Mettre en place un plan pluriannuel pour l'adaptation des infrastructures (transports, logement...) au changement climatique avec un nouveau modèle de société qui serait plus durable
- Faire un état des lieux participatif annuel
- Faire participer la population dans la priorisation (choix de ce qui est à rénover/reconstruire) selon des informations fiables
- Réquisitionner des biens privés
- Réduire les émissions des voitures et usines
- Augmenter le budget des Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et augmenter le nombre d'inspecteurs pour les usines ICP (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), garantir les conditions de contrôle adéquates
- Inclure la prévention dans le cadrage du principe pollueur-payeur
- Imposer des lois de transition
- Taxer les pollueurs mais cela ne veut pas dire qu'ils peuvent polluer éternellement, il faut une transition et un délai pour cela
- Penser au co-voiturage, train et bus
- Taxation carbone des plus riches qui polluent plus, aide pour les faibles revenus en détaxant les produits de nécessité
- Organiser un nouveau printemps des peuples
- S'attaquer aux plastiques : recyclabilité réelle
- Faire de la lutte contre le changement climatique une priorité au même titre que la défense
- Conditionner les aides publiques aux critères environnementaux

Défi 5 : alimentation

Défi 5 : Assurer une souveraineté voire une autonomie en alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement, en repensant le modèle agricole (6 votes)

Levier 8

→ **Lutter contre le gaspillage alimentaire**

Le levier d'action consiste à **légiférer** au niveau des produits alimentaires (avec des mesures incitatives ou des obligations) et à **valoriser les déchets alimentaires**. Il inclut également de changer les règles sur les **dates limites de consommation** et la date de durabilité minimale, afin de réduire le gaspillage de produits encore consommables. Il vise donc à ce que les fruits et légumes soient mieux acceptés et à baisser la consommation de produits d'origine animale.

Ce levier permet une baisse de la surproduction, en limitant le gaspillage alimentaire et en orientant la consommation vers des pratiques plus durables.

🔗 La mise en œuvre relève des grandes et moyennes surfaces, et de l'État pour légiférer.

⚠️ Les points de vigilance sont de garder en tête l'accessibilité des produits et de bien communiquer pour que les mesures soient comprises et suivies.

Levier 9

→ **Sensibiliser, former et éduquer l'ensemble de la population à une alimentation de qualité respectueuse**

Le levier d'action consiste à **former la population** à une alimentation locale et de saison, à sensibiliser à une consommation plus juste, et à encourager une **diminution des produits transformés**.

Ce levier permettrait de donner des clés aux consommateurs, afin qu'ils puissent orienter leur consommation vers une alimentation de qualité respectueuse de l'environnement. Il permettrait aussi aux producteurs que leurs produits soient plus accessibles, en favorisant une consommation locale et de saison.

👤 La mise en œuvre de ce levier d'action relèverait des agriculteurs avec les communes, mais aussi de l'État.

⚠️ Les points de vigilance sont de faire attention aux injonctions, il faudrait donc se limiter à conseiller, afin de sensibiliser sans contraindre.

Autres leviers d'action envisagés pour le défi n°5 :

- Éduquer à la juste consommation (différent de la surconsommation)
- Éduquer à la consommation locale et de saison
- Démocratiser les paniers AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne : tu paies chaque semaine la même chose au producteur et il va te donner ce qu'il a : revenu fixe pour le producteur mais on n'est pas sûr de la quantité exacte et on apprend à cuisiner)
- Éducation aux métiers agricoles
- Impliquer beaucoup mieux les supermarchés et la restauration dans la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Sortir de l'élevage intensif, voire de l'exploitation animale (produits carnés ou industrie laitière)
- Accompagnement des agriculteurs vers des modèles durables
- Revaloriser le travail des agriculteurs
- Soutenir l'agriculture biologique, avoir des formations adaptées à l'agriculture biologique
- Repenser la ferme France (produire pour le territoire en priorité)
- Soutien psy aux agriculteurs (le plus de suicides) : aide agriculteurs (mais une personne a mis : pas tout à fait d'accord)
- Permettre aux agriculteurs de vivre de leur salaire
- Repenser ce qui est nécessaire pour sortir des importations (quand pas produit localement ou pas de produits de substitution) et exportations
- Assurer une autonomie du mode d'importation alimentaire
- Repenser les systèmes de redistribution
- Favoriser les fermes en polycultures
- Repenser les systèmes de prix
- Être sévères sur les pesticides

Défi 6 : modèles économiques

Défi 6 : Repenser les modèles économiques par exemple sur le modèle de l'économie sociale et solidaire (ESS) en dépit d'un modèle basé sur l'individualisme et la surexploitation des ressources et des personnes (4 votes)

Levier 10

→ Intégrer les externalités négatives comme un principe fondamental de l'économie

Le levier d'action proposé consiste en une **taxe sur le principe pollueur-payeur**, tant sur la production domestique que sur les importations. Il s'agit d'**intégrer les externalités négatives** comme principe fondamental de l'économie.

Cette taxe permettrait de compenser et réparer les dégâts que les comportements individuels des entreprises engendrent sur la collectivité. Elle vise aussi à responsabiliser les entreprises dans leur production pour forcer à l'internalisation des coûts sociaux de leurs activités.

⚠ La mise en œuvre de ce levier d'action relèverait des pouvoirs publics.

✔ Pour assurer la mise en œuvre de ce levier d'action, il est nécessaire de prévoir une évaluation des dommages environnementaux, et d'envisager la création d'une commission d'évaluation indépendante chargée de cette évaluation. Il faut également garder en tête les risques de marchandage autour de cette taxe, qui pourraient en affaiblir la portée.

Autres leviers envisagés pour le défi n°6 :

- Taxer davantage le capital et moins le travail
- Créer une Sécurité sociale alimentaire
- Remplacer le capitalisme par un nouveau modèle économique plus égalitaire
- Mettre en place une réglementation contraignante à l'égard des acteurs économiques pour garantir le respect des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Défi 7 : travail

Défi 7 : On souhaite un **travail digne, épanouissant et valorisant et la réduction du temps de travail** malgré un contexte économique de concurrence et de tensions économiques (4 votes)

Levier 11

→ Partage de la gouvernance des entreprises entre employeurs et salariés : plus de gouvernance partagée pour améliorer les orientations

Le levier d'action consiste à instaurer une **gouvernance partagée avec les salariés** au sein des entreprises. Exemples :

- **Forme d'entreprise en codétermination**, réservant un minimum de 30 % des voix aux salariés dans toutes les prises de décision (orientation stratégique, répartition, conditions de travail).

→ Favoriser la création des **SCOP** (société coopérative et participative), avec un guichet unique pour les démarches et un accompagnement renforcé de l'État.

→ Faciliter la **reprise des entreprises par les salariés**, via un fonds de garantie par l'État et l'élargissement des droits de préemption pour les entreprises de plus de 250 salariés.

Ce levier permet aux travailleurs de déterminer eux-mêmes leurs conditions de travail dans l'entreprise, en garantissant des pratiques toujours mieux disantes par rapport au droit du travail et aux conventions collectives.

🔗 La mise en œuvre relève du législateur et des politiques publiques.

⚠️ Les points de vigilance pour ce levier d'action portent sur la nécessité d'un accompagnement renforcé de l'État pour les nouveaux modèles économiques, sur les craintes que le secteur bancaire ne s'implique pas, ainsi que sur la mise en place d'un fonds de garantie.

Levier 12

→ **L'augmentation du SMIC et des salaires à prioriser**

Le levier d'action consiste à **fragmenter le SMIC et à augmenter les salaires dans certains métiers à prioriser** (infirmières, sage-femmes, éducateurs, auxiliaires de vie, hôtellerie, restauration...). L'objectif est de rendre ces métiers plus **attractifs et valorisés**, en reconnaissant leur plus-value sociale. Cette augmentation devrait permettre de **réduire le turn-over** des salariés, contribuant à une meilleure stabilité professionnelle et à la dépréciation du chômage. Elle serait accompagnée d'une **revalorisation régulière**, par exemple annuelle, basée sur le coût de la vie, et s'inscrit dans une logique de meilleure répartition entre revenus du travail et revenus du capital (dividendes).

Ce levier permettrait de vivre dignement, de lutter contre la précarité, de rendre certains métiers plus valorisants, et de donner aux jeunes la possibilité de choisir le travail souhaité, notamment pour leur premier emploi.

🔗 La mise en œuvre relève de l'État (notamment pour le SMIC) et des entreprises.

⚠️ Le point de vigilance est d'appliquer en priorité aux métiers identifiés comme prioritaires, pour concentrer l'impact là où il est le plus nécessaire.

Autres leviers envisagés pour le défi n°7 :

→ Les syndicats sont à revoir : changer la représentation au sein des entreprises (moins syndicaliste)

→ Revoir le fonctionnement du chômage

→ Instaurer un revenu universel pour permettre à chacun de ne plus être dans la rue

→ Plus grande reconnaissance des indépendants, renforcer la protection sociale des indépendants

→ Création d'un compte temps d'engagement solidaire pour valoriser les actions de bénévolat dans des structures relevant de la solidarité

Défi 8 : inclusion

Défi 8 : Pour une société équitable, durable et inclusive favorisant le vivre-ensemble (la santé mentale, la cohésion, etc.) d'ici 2050 malgré un contexte de vieillissement de la population, de polarisation, d'individualisme, et de repli sur soi (3 votes)

Levier 13

→ Appliquer et renforcer la législation pour les personnes en situation de handicap et améliorer leur inclusion

Le levier d'action proposé consiste à faire **appliquer les lois sur l'inclusion** des personnes en situation de handicap, et à **obliger l'adaptation des métiers** dans les entreprises, avec risques de pénalités. L'État doit commencer par faire preuve d'exemplarité. Il est également proposé de **renforcer le rôle du CSE/CSA** et de **conduire des audits** dans les lieux qui accueillent du public, ainsi que dans les transports en commun et tous les services publics. Enfin, il prévoit de rembourser à 100 % toutes les **aides d'accompagnement**.

Ce levier permettrait une meilleure inclusion, une acceptation et une visibilité des personnes en situation de handicap, et contribuerait ainsi à une société équitable, durable et inclusive favorisant le vivre-ensemble.

👤 La mise en œuvre de ce levier d'action relèverait de l'État, des collectivités et des entreprises.

Autres leviers envisagés pour le défi n°8 :

- Créer une sécurité sociale de l'alimentation en complément des associations existantes
- Assurer une mixité intergénérationnelle en construisant les lieux d'accueil des différentes générations à proximité les unes des autres
- Disposer d'une politique accessible et claire de prévention en santé mentale
- Valoriser les compétences des seniors dans les entreprises et dans la vie civile
- Contrer la tendance des lieux sans enfants en valorisant les lieux où l'accueil des enfants est mis en avant
- Valoriser et mieux reconnaître le bénévolat.

Autres défis non développés

Territorialiser la décision publique et assurer un service public en adéquation avec les besoins de toutes les populations malgré la situation du budget de l'État (2 votes)

Structurer, encadrer et éduquer à l'IA (2 votes)

Garantir une cohésion sociale et le respect des droits des humains à l'échelle européenne dans un contexte de forte affluence migratoire (2 votes)

On souhaite redynamiser la démographie dans un contexte où l'économie et la démocratie vacillent et offrent un avenir incertain (1 vote)

Conclusion

Les co-rapporteurs, Madame Elodie Martinie-Cousty et Monsieur Patrick Lévy-Waitz, ainsi que le président de la Commission « *Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050* » du CESE, Monsieur Michel Chassang, ont remercié les citoyennes et les citoyens pour le temps et l'implication qu'ils ont investi dans le dispositif. Ils ont souligné la proximité entre le travail des citoyens et celui de la Commission, ainsi que l'importance du travail conjoint des citoyennes et citoyens et de la société civile organisée pour un impact plus fort sur les politiques publiques.

Les co-rapporteurs ont également souligné quelques sujets soulevés par les citoyens qui n'avaient pas été évoqués par la Commission, par exemple le lien entre la jeunesse et le travail, sans doute facilité

par la sur-représentation des jeunes présents dans le panel. Le président a également rappelé les prochaines étapes du travail de la Commission et l'importance de revenir vers les participantes et participants.

Le Haut-commissaire à la Stratégie et au Plan, Monsieur Clément Beaune, s'est associé aux remerciements et a également insisté sur l'importance de donner suite aux travaux des citoyennes et citoyens du panel. Il a souligné ce qui résonne particulièrement avec les rapports en construction du HCSP au sein des travaux de ces deux jours : la notion de justice, la question de la responsabilité (des entreprises, des citoyens, etc.). Il a conclu sur la nécessité de prioriser les différents aspects, et sur la richesse des idées concrètes qui ont émergées de ces journées.



2

Compte-rendu exhaustif du panel citoyen

Accédez à l'intégralité de la publication en cliquant sur le lien ci-dessous

[Compte-rendu-Panel-citoyen-5-6-fevrier-CESE.pdf](#)

D

Résultats du sondage aux questions posées par la commission dans le cadre du baromètre État de la France 2025 réalisé par IPSOS

1. Rapport IPSOS avec méthodologie et réponses aux questions	218
2. Note IPSOS d'analyse des résultats des questions de la commission avis transverse posées dans le cadre du baromètre Etat de la France - <i>La perception du modèle de société à l'horizon 2050 : soutenabilité, développement durable et inclusion</i>	220

Rapport IPSOS

avec méthodologie et réponses aux questions

La perception du modèle de société à l'horizon 2050 : soutenabilité, développement durable et inclusion

Note d'analyse des résultats des questions de la commission avis transverse posées dans le cadre du baromètre Etat de la France

Edition 2025, réalisée par Ipsos bva pour le CESE

Méthodologie - Enquête menée par téléphone du 1er au 9 septembre 2025 auprès de 1 037 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population française métropolitaine et ultra-marine âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas appliquée au sexe, à l'âge, à la profession de l'interviewé, à la catégorie d'agglomération et à la région).



Principaux enseignements

- **La situation politique et la situation géopolitique préoccupent de plus en plus les Français**, même si la santé et le pouvoir d'achat restent leurs principales inquiétudes.
- **Les Français adhèrent massivement aux objectifs de société durable** et inclusive mais doutent de la possibilité leur réalisation concrète.
- **Les craintes existentielles dominent la vision de 2050** : les principales angoisses pour l'avenir concernent la difficulté à se soigner, vivre en sécurité, avoir une retraite et vivre dans un pays en paix
- **La perception du futur est marquée par une importante fracture sociale** : les populations les plus fragiles économiquement sont nettement plus pessimistes

Un fort consensus sur les objectifs d'un modèle durable, mais un scepticisme marqué quant à leur réalisation

Les Français manifestent un soutien quasi unanime aux piliers d'une société plus juste et durable. L'objectif jugé prioritaire par le plus grand nombre est celui de permettre à chacun de vivre dignement de son travail (95%), suivi du maintien de la paix (88%), de la garantie d'accès à une information fiable (86%), d'un haut niveau de protection sociale (85%) et de l'adaptation au changement climatique (84%). Ce consensus transcende les clivages sociaux et générationnels, témoignant d'aspirations partagées pour l'avenir.

Toutefois, le rapport révèle un décalage significatif entre ces aspirations collectives et la croyance en leur faisabilité. Seuls deux tiers des Français (66%) estiment que l'objectif de vivre dignement de son travail est atteignable d'ici 2050. Les familles monoparentales y croient moins que la moyenne (54%), de même que les ouvriers et employés (61%), signe que les fractures sociales déterminent en partie la vision de l'avenir et que les personnes confrontées à des difficultés présentes se projettent plus difficilement dans un futur positif.

Plus inquiétant encore, seuls 58% croient dans la possibilité d'une adaptation au changement climatique d'ici à 2050 et 51% estiment possible le maintien de la paix mondiale. Ce fossé entre désir et projection traduit un profond scepticisme quant à la capacité collective à transformer positivement la société. La faible croyance dans l'atteignable des objectifs environnementaux et géopolitiques témoigne par ailleurs d'une grande inquiétude vis-à-vis du futur à l'échelle mondiale.

La montée des inquiétudes sur la situation géopolitique et la crainte d'un monde instable

L'inquiétude concernant la situation géopolitique s'est considérablement intensifiée, devenant la cinquième préoccupation des

Français (27%, +9 points en un an). Cette progression notable reflète un contexte international tendu, marqué par des conflits persistants et des tensions croissantes. La crainte d'un avenir incertain sur le plan international se manifeste également dans la vision à long terme : le maintien de la paix mondiale, bien que considéré comme prioritaire par 88% des Français, n'est jugé atteignable que par 51% d'entre eux – le taux le plus faible de tous les objectifs évalués.

Dans la même veine, 30% des Français redoutent qu'il soit difficile de "vivre dans un pays en paix" à l'horizon 2050, une inquiétude plus marquée chez les seniors (38% des 60 ans et plus) et les retraités (38%).

Des préoccupations fondamentales qui révèlent une vision précaire de l'avenir

Les inquiétudes des Français pour 2050 concernent avant tout des besoins fondamentaux et des acquis sociaux qu'ils craignent de voir remis en question. La difficulté d'accès aux soins domine ces préoccupations (39%), particulièrement chez les 35-59 ans (46%), suivie par les inquiétudes liées à la sécurité (34%) – une préoccupation majeure chez les jeunes (42% des moins de 35 ans) et dans les territoires ultramarins (50%). Les craintes concernant les retraites (32%) et la préservation de la paix (30%) suivent en 3^{ème} et 4^{ème} position.

Cette hiérarchie des inquiétudes varie sensiblement selon les réalités socio-économiques et territoriales. Les classes moyennes et modestes (employés, ouvriers) expriment une préoccupation marquée pour l'avenir des retraites (39%), tandis que les habitants des zones rurales très dispersées s'inquiètent davantage pour la préservation de la démocratie (37%). Ces variations soulignent la nécessité d'approches différenciées pour répondre aux anxiétés spécifiques des différents groupes sociaux. Elles témoignent également d'une société où la projection dans l'avenir est dominée non par des aspirations de confort ou d'épanouissement, mais par des inquiétudes existentielles fondamentales.

Note IPSOS d'analyse des résultats des questions de la commission Avis transverse posées dans le cadre du baromètre Etat de la France

La perception du modèle de société à l'horizon 2050 :
soutenabilité, développement durable et inclusion ;

La perception du modèle de société à l'horizon 2050 : soutenabilité, développement durable et inclusion

Questions de la commission avis transverse posées dans le cadre du baromètre Etat de la France
Septembre 2025



MÉTHODOLOGIE



ÉCHANTILLON

1037 personnes, constituant un échantillon national représentatif de la population française métropolitaine et ultra-marine âgée de 18 ans et plus.

Les Français ultra-marins ont été légèrement surreprésentés parmi les personnes interrogées, de sorte à disposer d'une base de répondants suffisante pour lire les résultats sur cette cible (50 répondants interrogés au lieu de 27 si nous n'avions pas cherché à les sur-représenter). Un traitement statistique a ensuite été appliqué pour remettre cet ensemble géographique à son poids réel dans la population (2,7%). **Les résultats sont donc bien représentatifs de la population étudiée.**

Ce rapport a été réalisé pour :



Ce rapport a été élaboré dans le respect de la norme internationale ISO 20252 « Etudes de marché, études sociales et d'opinion ». Il a été relu par Jean-François Doridot, Directeur d'Ipsos Public Affairs France.



DATES DE TERRAIN

Du 1er au 9 septembre 2025.



MÉTHODOLOGIE

Échantillon interrogé **par téléphone**.

Représentativité assurée par la **méthode des quotas** sur les variables suivantes : sexe, âge, catégorie socio-professionnelle du répondant, catégorie d'agglomération et région.

NOTES DE LECTURE :

- Tous les résultats sont exprimés en pourcentages(%)
- Lorsqu'un résultat présenté sur la base d'un sous-échantillon (par exemple les moins de 35 ans) est significativement supérieur au résultat d'ensemble (avec un seuil de 95% de confiance*) il est présenté sur fond bleu. Si le résultat est significativement inférieur au résultat d'ensemble (avec un seuil de 95% de confiance*), il est présenté sur un fond rouge. [*Le calcul des différences significatives (avec des seuils à 95%) s'appuie sur la méthode du khi2.]

CONTEXTE : PRÉOCCUPATIONS ET INQUIÉTUDES

La situation politique et la situation géopolitique inquiètent de plus en plus, mais le pouvoir d'achat demeure au cœur des préoccupations personnelles

Les préoccupations liées à la santé et au pouvoir d'achat dominant toujours, tandis que les inquiétudes concernant la situation politique et géopolitique progressent fortement

Question : Parmi les sujets suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus aujourd'hui pour vous personnellement ?

Jusqu'à 3 réponses possibles par répondant, total supérieur à 100%

Base : A tous

Détail selon le profil - 2025

	Rappel 2024	Rappel 2023	Selon l'âge			Selon la CSP		
			Moins de 35 ans	35-59 ans	60 ans et plus	CSP+ Retraités	CSP- Retraités	
Votre santé et celle de vos proches	40	37	37	37	36	38	37	34
Votre pouvoir d'achat	34	40	39	41	23	38	44	21
↳ au moins 1 enfant : 47%	24	*	31	30	36	27	33	36
La situation économique et financière du pays	28	23	28	27	29	29	24	32
↳ tensions internationales, guerres...	18	22	27	25	31	32	21	32
↳ L'avenir du système des retraites	18	19	14	20	24	18	23	22
L'environnement (dérèglement climatique, biodiversité, pollution...)	22	32	21	18	18	22	14	20
↳ zones rurales très dispersées : 33%	22	**	15	19	22	19	18	22
↳ étudiants : 31%	22	25	20	19	15	20	18	15
↳ DROM : 33%	18	17	17	14	18	13	17	18
↳ Les inégalités sociales	13	13	18	14	8	9	17	9
↳ L'immigration	11	9	7	9	6	11	4	7
↳ L'emploi, le chômage	9	10	6	8	7	8	8	6
↳ DROM : 25%	7	8	4	5	4	4	4	5
↳ L'accès aux services publics	1	1	1	1	2	0	1	2
↳ Les tensions et mouvements sociaux en France								
↳ Les évolutions technologiques et leurs impacts								
Aucun	1	1	1	1	2	0	1	2

*item non posé en 2023

** en 2023, un item « Les incivilités, la délinquance » était posé (32%)

© Ipsos pour le Cese | Baromètre Etat de la France, 3^{ème} édition | Septembre 2025

4

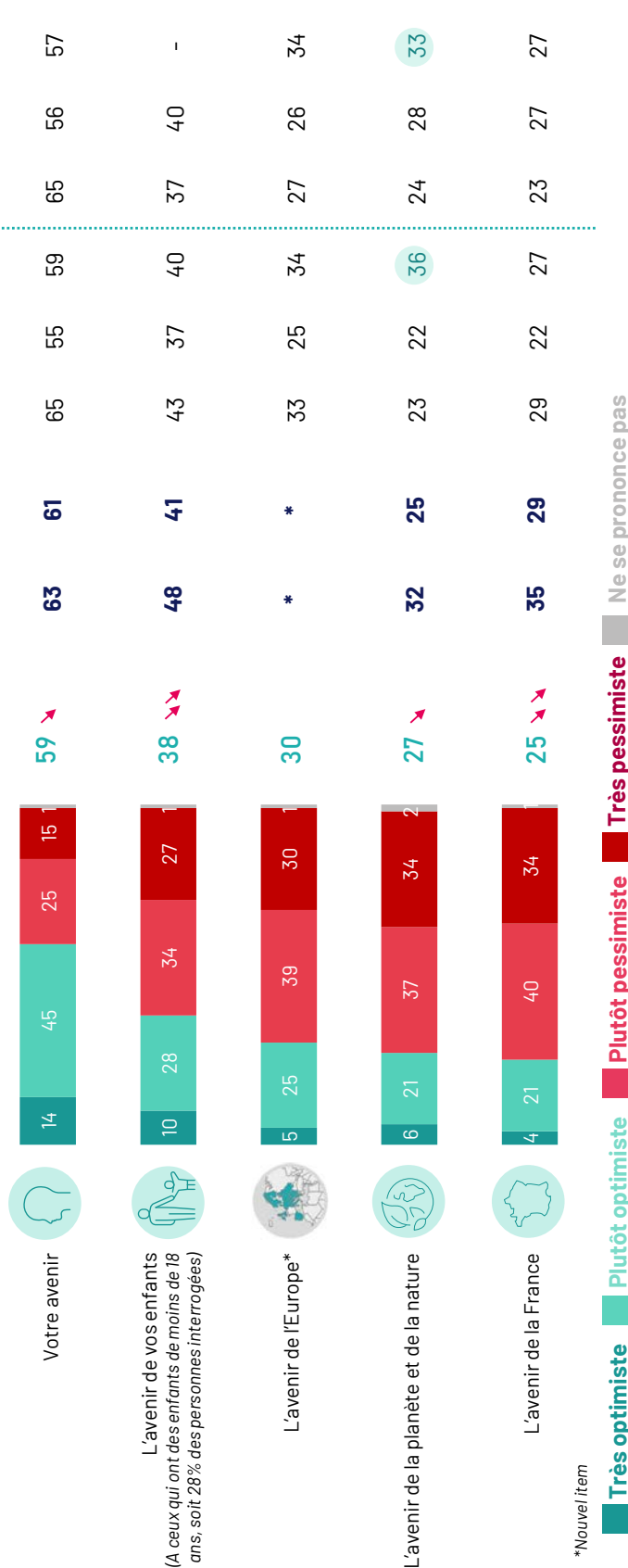


Ces tensions multiples alimentent un pessimisme croissant chez les citoyens, notamment quant à l'avenir du pays

Question : Etes-vous optimiste ou pessimiste quand vous pensez à...

Base : A tous

% OPTIMISTE



© Ipsos pour le Cese | Baromètre Etat de la France, 3^{ème} édition | Septembre 2025

5

LA PERCEPTION DU MODÈLE DE SOCIÉTÉ À L'HORIZON 2050 : SOUTENABILITÉ, DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSION

© Ipsos pour le Cese |
Baromètre État de la France,
3ème édition | Septembre
2025



Avant d'évoquer le concept de modèle de société soutenable, durable et inclusif à l'horizon 2050 auprès des répondants, des éléments de contexte leur ont été lus.

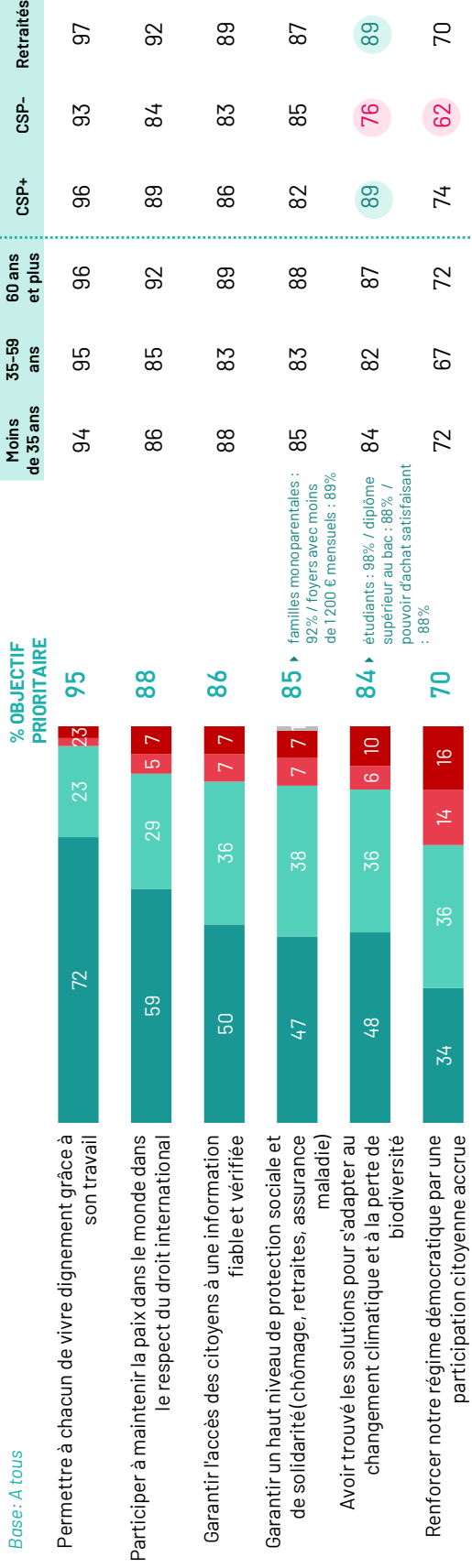


« D'ici 2050 la France va beaucoup changer avec notamment un vieillissement de la population, des coûts de dépendance accrus, et un réchauffement du climat marqué par des périodes de sécheresse ou de pluie intense et une dégradation de la biodiversité qui auront des effets négatifs sur l'agriculture et rendront plus difficile la possibilité de travailler ou d'étudier à certaines périodes de l'année . »

Les Français s'accordent sur le caractère prioritaire des objectifs allant dans le sens d'une société soutenable durable et inclusive, au premier rang desquels permettre à chacun de vivre dignement de son travail

Question : Dites-moi, compte tenu de ces changements, si chacun des objectifs suivants doit être tout à fait, assez, peu ou pas du tout prioritaire pour améliorer notre modèle de société à l'horizon 2050 ?

Base : A tous



■ Un objectif tout à fait prioritaire

■ Un objectif assez prioritaire

■ Un objectif peu prioritaire

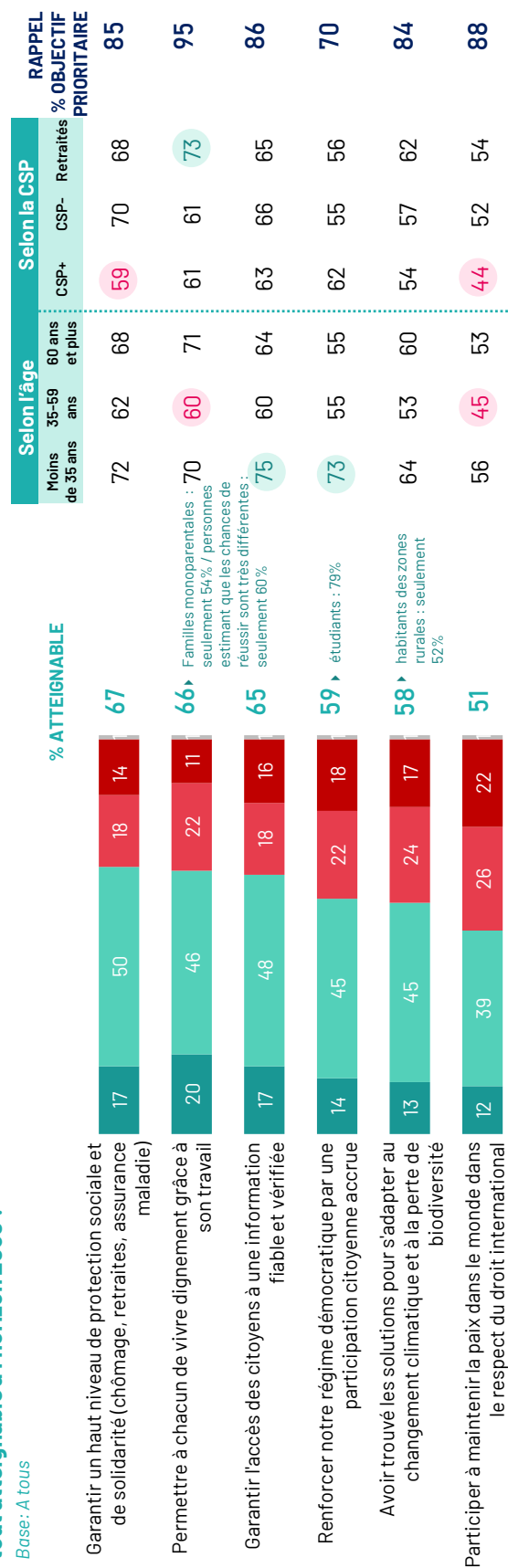
■ Un objectif pas du tout prioritaire

■ Ne se prononce pas

Ils émettent des doutes sur l'atteignabilité de ces objectifs, et expriment notamment de réelles inquiétudes sur l'atteinte des objectifs environnementaux et géopolitiques

Question : **Toujours pour chacun des objectifs suivants, dites-moi s'il vous semble tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout atteignable à l'horizon 2050 ?**

Base : A tous

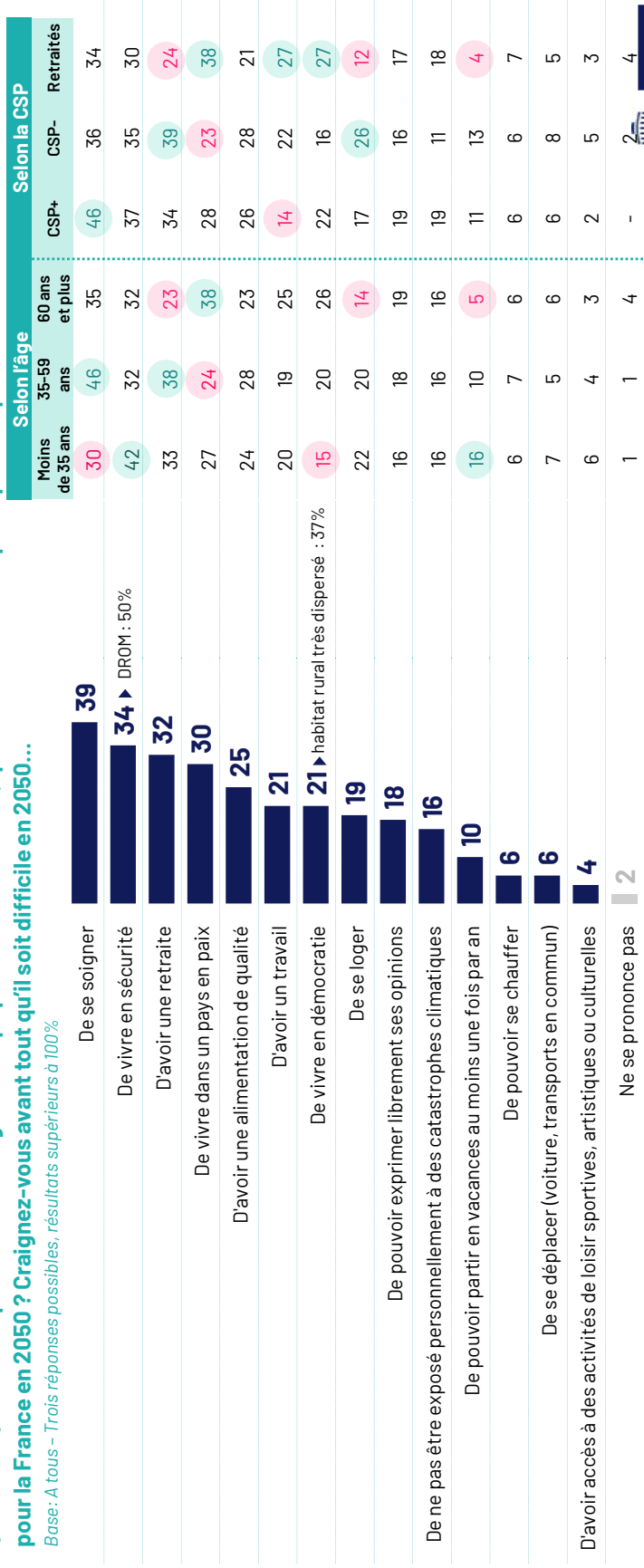


■ Tout à fait atteignable
 ■ Plutôt atteignable
 ■ Plutôt pas atteignable
 ■ Pas du tout atteignable
 Ne se prononce pas

A l'horizon 2050, ils craignent principalement qu'il soit difficile de se soigner, de vivre en sécurité, d'avoir une retraite et de vivre dans un pays en paix, des inquiétudes existentielles qui témoignent de leur forte appréhension vis-à-vis de l'avenir

Question : **Quand vous pensez aux changements qui pourraient intervenir, quelles sont vos trois principales inquiétudes pour la France en 2050 ? Craignez-vous avant tout qu'il soit difficile en 2050...**

Base : A tous - Trois réponses possibles, résultats supérieurs à 100%





MERCI

**Retrouvez le CESE
sur les réseaux sociaux**



